35e Rapport d'activités
2001

Caisse de dépôt et placement
du Québec

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP) utilise les dénominations suivantes :

Le groupe CDP désigne l'ensemble de ses unités d'affaires et de ses filiales.

CDP Capital désigne l'ensemble des unités de gestion d'actif.

CDP Capital – Marchés mondiaux est la filiale responsable de la gestion de portefeuille.

CDP Conseil offre des services-conseils en gestion d'épargne.

CDP Capital – Placements privés regroupe l'ensemble des sociétés de placements privés :

- CDP Accès Capital
- CDP Montréal Mode Investissements et Montréal Mode International
- CDP Capital – Communications
- CDP Capital d'Amérique
- CDP Sofinov/CDP Capital – Technologies
- CDP Capital – Services financiers
- CDP Capital – International
- Groupe Expordev
- CDP Asia Investments
- CDP Capital –Europe

CDP Capital – Groupe immobilier est l'unité qui regroupe l'ensemble des sociétés immobilières :

- Ivanhoé Cambridge
- SITQ Immobilier
- Cadim
- CDP Hypothèques

Par ailleurs, afin de mieux s'adapter aux pratiques du marché international, CDP Capital a revu la dénomination de ses sphères d'activité. Cet exercice l'amènera à réviser, au cours de 2002, la dénomination courante de certaines de ses sociétés membres.

Tous les chiffres sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

La Caisse de dépôt et placement du Québec utilise le système international selon lequel les symboles M et G désignent respectivement les millions et les milliards.

103-02995/

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2001

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ET DIRECTEUR GÉNÉRAL 3

UN CHEF DE FILE MONDIAL DE LA GESTION DE FONDS 4

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 5

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE 7

LA GESTION DES COMPTES DES DÉPOSANTS DE LA CDP 9

LA GESTION DU RISQUE 13

LES RENDEMENTS PAR PORTEFEUILLE 15

CDP CAPITAL – MARCHÉS MONDIAUX 21

- La gestion des taux et devises 22
- Les marchés boursiers 23
- Les placements tactiques et les fonds de couverture 25
- La gestion stratégique de la répartition de l'actif 26

CDP CAPITAL – PLACEMENTS PRIVÉS 27

- CDP Accès Capital 29
- CDP Capital d'Amérique 30
- CDP Capital – Communications 32
- CDP Sofinov / CDP Capital – Technologies 33
- CDP Capital – Services financiers 35
- CDP Capital – International 36

CDP CAPITAL – GROUPE IMMOBILIER 39

- Ivanhoé Cambridge 41
- SITQ Immobilier 41
- Cadim 42
- CDP Hypothèques 44

LES SERVICES-CONSEILS 45

L'ADMINISTRATION, LES RESSOURCES HUMAINES ET LES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES 46

NOTRE RÉGIE D'ENTREPRISE 49

ÉTATS FINANCIERS 53

STATISTIQUES FINANCIÈRES ET RÉTROSPECTIVE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES 79

ANNEXES

- CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTHOLOGIE
- GLOSSAIRE
- CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION

TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Points saillants 4
Valeur ajoutée à l'avoir des déposants depuis 35 ans 9
Évolution de l'avoir des déposants 9
Nos déposants 12
Rétrospective financière 16
Rendements de la CDP 1992-2001 18
Répartition du portefeuille CDP 19
Indices de rendement 20
Répartition du portefeuille sous gestion 21
Rendements des principaux indices obligataires 22
Évolution de l'indice TSE 300 23
TSE 300 – Rendements sectoriels 24
Évolution de l'indice S&P 500 24
Évolution des indices Dow Jones et Nasdaq 100 24
Évolution de l'indice NIKKEI 225 25
Évolution du portefeuille de CDP Capital – Placements privés 28
Répartition par secteur du portefeuille de CDP Capital – Placements privés 28
Ventilation du portefeuille de CDP Capital – Placements privés 28
Portefeuille de CDP Capital – Placements privés 29
Ventilation géographique du portefeuille de CDP Capital – International 37
Répartition géographique du portefeuille spécialisé d'immeubles 39
Portefeuille de CDP Capital – Groupe Immobilier 40
Répartition sectorielle des biens immobiliers 40
Répartition de l'actif du portefeuille spécialisé d'immeubles 40

États financiers

Rapport de la direction 55
Rapport du vérificateur 55
États financiers 56
Renseignements supplémentaires - États financiers sommaire des fonds 72
Renseignements supplémentaires - États financiers sommaire des portefeuilles spécialisés 76

Statistiques financières et rétrospective des dix dernières années

Évolution de l'avoir des déposants 80
Ventilation de l'avoir des déposants 84
Actif net des fonds 85
Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens 86
Sommaire des placements 87
Ventilation des placements 88
Sommaire des placements à l'étranger 90
CDP Hypothèques – Financement de 5 M$ et plus 91
Sommaire du portefeuille obligataire 94
Investissements en actions et en obligations d'entreprises canadiennes par secteur d'activité 95
Investissements en actions et en obligations de sociétés ouvertes 96
Investissements en actions et en obligations de sociétés fermées 152
Relevé des biens immobiliers 174
Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente 177
Évolution des participations 178
Statistiques administratives 179
Statistiques administratives - gestion externe 180

Message du président du conseil et directeur général

L'année 2001, la 35e année d'activités de la Caisse de dépôt et placement du Québec, a été caractérisée par un ralentissement économique important à l'échelle planétaire et par un climat empreint d'insécurité, notamment en Amérique du Nord. C'est dans ce contexte que les équipes de gestion de la CDP ont démontré leur expertise, misant une fois de plus sur un juste équilibre d'audace et de prudence, cette dernière ayant été nettement privilégiée au quatrième trimestre.

L'approche systématique de diversification par produit, par équipe et par territoire de la CDP lui a permis, en dépit des embûches, d'assurer la sécurité des capitaux qui lui sont confiés. L'actif total sous gestion a ainsi augmenté de 6,8 %, passant de 124 à 133 milliards de dollars. Cette hausse de la masse critique accroît sa capacité d'intervention sur les marchés mondiaux et lui permet de s'entourer des meilleurs gestionnaires, pour ainsi poursuivre encore plus efficacement ses objectifs de performance soutenue à long terme.

L'actif total des déposants est pour sa part passé de 113 à 121 milliards de dollars, une hausse de 7,4 %, tandis que l'actif net de ceux-ci, à la valeur du marché, passait de 88,26 à 85,27 milliards de dollars, une diminution de valeur de 3,4 % qui reflète particulièrement la baisse des marchés des actions et la moins-value non matérialisée des placements.

Le revenu net de placement demeure relativement stable, à 3 543 millions de dollars en 2001, comparé à 3 734 millions de dollars en 2000, une baisse de 191 millions de dollars. Les rendements annuels de nos déposants varient entre –6,2 % et 7,1 % pour 2001, selon la composition de leur actif.

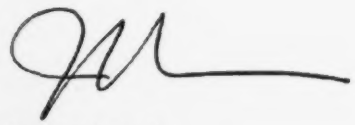
Les rendements globaux et cumulés, incluant le rendement négatif de 4,99 % du dernier exercice, demeurent élevés pour nos déposants sur des périodes significatives de 5, 7, 10 et 35 ans, soit respectivement de 7,92 %, 10,40 %, 9,34 % et 9,52 %.

L'année 2001 a également vu la CDP réaliser un grand pas dans l'organisation de ses activités avec la création de CDP Capital, la société regroupant l'ensemble des activités de gestion d'actif et d'investissement de la CDP. CDP Capital chapeaute ainsi les trois groupes que sont CDP Capital – Marchés mondiaux, CDP Capital – Placements privés et CDP Capital – Groupe Immobilier. Cette structure, avec les ressources qui y sont allouées, permet de mieux accueillir et servir de nouveaux clients dans un cadre de gestion et de réglementation approprié à ceux-ci, qu'ils soient du Canada ou de l'extérieur, tout en maximisant l'excellence, et par voie de conséquence, la performance des fonds déjà sous gestion. L'organisation met donc tout en œuvre pour concrétiser les orientations qu'elle s'est fixées pour les années à venir.

D'ici les cinq prochaines années, l'institution vise à être l'une des dix grandes organisations de gestion d'actif dans le monde et c'est dans cette optique qu'elle déploie actuellement ses équipes et ses ressources.

Le deuxième axe autour duquel s'articule sa croissance tient à cette volonté de jouer un rôle de locomotive efficace dans les économies locales, ici et ailleurs. Au premier chef celle du Québec, sa base nationale où elle a toujours été active, notamment en investissant et en appuyant les entreprises de tous les secteurs de l'économie et de toutes les régions.

Certes ce sont là de grandes ambitions, mais elles sont réalistes puisque la CDP peut compter sur le savoir-faire et l'engagement sans cesse renouvelé de ses équipes, ainsi que sur l'appui indéfectible des membres de son conseil d'administration. Je les remercie et souhaite leur communiquer mon enthousiasme à continuer de bâtir ici un gestionnaire d'actif de calibre mondial.



Jean-Claude Scraire

Un chef de file mondial de la gestion de fonds

La Caisse de dépôt et placement du Québec et les sociétés affiliées à CDP Capital, son gestionnaire de fonds, offrent une vaste gamme de services de gestion de fonds à l'échelle mondiale. L'actif total sous gestion du groupe s'élève à 133 milliards de dollars. L'institution se classe au tout premier rang des gestionnaires de fonds au Canada et figure parmi les grands gestionnaires de portefeuille des Amériques.

La CDP détient le plus important portefeuille d'actions québécoises et canadiennes. Principal détenteur de titres obligataires du secteur public québécois, elle possède également le plus vaste portefeuille immobilier au Canada. Ce portefeuille diversifié, composé de placements dans les secteurs commercial, résidentiel et des bureaux, est géré principalement, et selon une approche dynamique, par les sociétés de CDP Capital – Groupe Immobilier. Également le plus important investisseur dans le domaine du placement privé et du capital de risque au Canada, le groupe CDP offre, par l'intermédiaire des filiales de CDP Capital – Placements privés, une gamme très étendue de produits financiers aux entreprises québécoises, canadiennes et étrangères. Enfin, le réseau de CDP Accès Capital, composé de douze bureaux d'affaires couvrant l'ensemble du territoire québécois et les Maritimes, constitue à l'échelle locale le point d'accès au vaste ensemble de ses services.

Afin d'assurer la sécurité des capitaux confiés à sa gestion, le groupe CDP vise à réaliser un rendement financier optimal tout en contribuant au dynamisme des économies dans lesquelles elle investit.

L'institution poursuit ses activités sur les cinq continents. Elle gère ses activités nord-américaines principalement à partir de sa principale place d'affaires de Montréal et de son siège social de Québec. Certaines de ses filiales ont aussi pignon sur rue à New York, Toronto, Vancouver, Mexico et Londres. Elle est présente en Europe, avec des bureaux à Paris, Bruxelles, Varsovie et Budapest. En Afrique du Nord, elle compte, depuis janvier 2002, un bureau à Casablanca. En Asie, elle a des bureaux à Hong Kong, Tokyo, Bangkok et Séoul. Aux États-Unis, elle a récemment ouvert un bureau à Los Angeles.

Le plus grand investisseur canadien sur les marchés étrangers, le groupe CDP est également un important partenaire financier de nombre de fonds d'investissement à travers le monde. Ces partenariats donnent aux centaines d'entreprises dans lesquelles il détient une participation un accès à des réseaux qui facilitent grandement leur expansion mondiale.

POINTS SAILLANTS
en millions de dollars

	2001	2000[1]
Activités de placement		
Revenu net	3 543	3 734
Gains (pertes) cumulés à la vente	(1 310)	7 012
Total des revenus matérialisés	2 233	10 746
Moins-value cumulée non matérialisée	6 897	5 803
Dépôts nets des déposants	1 674	1 777
Augmentation (diminution) de l'actif net	(2 990)	6 720
Avoir des déposants	85 273	88 263
Actif des déposants	121 808	113 433
Biens sous gestion	9 307	9 187
Biens administrés	2 029	2 088
ACTIF TOTAL SOUS GESTION	133 144	124 708

[1] *Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2001.*

Les faits marquants de l'année

CDP Capital, un gestionnaire d'actif

En août, la CDP a annoncé une restructuration répondant à l'expansion de ses activités de gestion de fonds des quelques dernières années et lui assurant la capacité de poursuivre efficacement ses projets de croissance future. C'est ainsi qu'est née CDP Capital, qui regroupe l'ensemble des activités de gestion d'actif et d'investissement de la CDP, et chapeaute ainsi les trois grands groupes que sont CDP Capital – Marchés mondiaux, CDP Capital – Placements privés et CDP Capital – Groupe Immobilier.

CDP Capital gère donc l'actif de la CDP ainsi que les fonds que lui confient des clients institutionnels à travers le monde, c'est-à-dire 133,1 G$.

Lancement des premiers fonds communs de CDP Capital

Dans la foulée de ses nouvelles activités, CDP Capital a lancé au cours de l'année ses premiers fonds communs de placement : Actions canadiennes multi-styles, Obligations canadiennes CorePlus, Marché monétaire canadien, Actions américaines, Actions nord-américaines recherche sectorielle, Actions européennes, Actions asiatiques et Actions EAEO (Europe, Austral-Asie, Extrême-Orient). D'abord proposés aux déposants de la CDP, ces nouveaux produits sont offerts sous forme de fonds communs à valeur unitaire depuis janvier 2002 aux investisseurs institutionnels canadiens ayant un statut non taxable, comme les caisses de retraite. Quelques fonds seront proposés par la suite à une clientèle institutionnelle à l'échelle internationale.

Par ailleurs, CDP Capital gère plus d'un milliard de dollars en fonds distincts pour des investisseurs institutionnels canadiens et des promoteurs de fonds mutuels.

Création de plusieurs nouveaux portefeuilles

Dans la foulée du développement de son expertise mondiale, CDP Capital – Marchés mondiaux a innové en créant plusieurs nouveaux portefeuilles en 2001, qui sont tous gérés à l'interne, par ses gestionnaires. Parmi ceux-ci, mentionnons :

- 15 portefeuilles d'actions nord-américaines ;
- un portefeuille spécialisé d'actions américaines du secteur des technologies ;
- un portefeuille d'actions des marchés en émergence d'Asie ;
- un portefeuille de titres technologiques asiatiques ;
- un portefeuille d'actions d'Afrique du Sud ;
- un portefeuille stratégique d'obligations internationales ;
- un portefeuille tactique d'obligations à court terme ;
- un portefeuille de devises de marchés en émergence ;
- un portefeuille d'options à court terme sur devises.

Enfin, à toutes ces activités s'ajoutent celles des prêts et emprunts de titres, qui ont permis d'ajouter de la valeur à nos portefeuilles.

Inauguration du siège social à Québec

La CDP a inauguré au mois de mai son siège social de Québec, dans l'édifice Price, un joyau architectural Art déco de la capitale québécoise. L'immeuble avait d'abord fait l'objet de travaux de réfection majeurs, entrepris en 2000 par SITQ Immobilier. Cette dernière a d'ailleurs remporté deux prix pour cet immeuble : le prix Énergia, catégorie « Restauration énergétique d'un bâtiment ancien », décerné par l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie (AQME), et le prix BOMA, catégorie « édifice historique », décerné par l'Association des propriétaires et administrateurs d'immeubles du Québec (BOMA Québec).

L'inauguration du siège social a permis de regrouper la majorité des employés et des services du groupe CDP à Québec. En plus d'assurer une plus grande visibilité et une présence davantage affirmée, cette nouvelle synergie permettra à la CDP de mieux jouer son rôle de catalyseur des forces vives du milieu.

Construction du Centre CDP Capital à Montréal

Les travaux de construction vont bon train au Centre CDP Capital, le nouveau bureau d'affaires de Montréal qui abritera quelque 1500 employés du groupe CDP. Son occupation est prévue pour la fin 2002 et on peut suivre l'évolution des travaux sur le www.destinationcdp.com.

La construction du Centre CDP Capital s'inscrit dans le cadre du projet d'aménagement urbain du Quartier international de Montréal. Situé au cœur du centre-ville, et à deux pas du Vieux-Montréal, le Quartier international vise à optimiser la capacité d'accueil, le pouvoir d'attraction et la qualité des services et de vie de ce secteur de Montréal.

Ouverture de deux nouveaux bureaux en Asie

Le groupe CDP a accru sa présence en Asie en ouvrant, en novembre, deux nouveaux bureaux d'affaires à Tokyo, au Japon, et à Séoul, en Corée du Sud. L'ouverture de ces deux bureaux marque un point tournant dans sa stratégie de croissance en Asie, un marché qui offre aujourd'hui des conditions favorables aux investissements.

Le contexte économique

L'année 2001 a sans conteste été marquée par la récession américaine et les attentats qui ont déclenché un sentiment d'insécurité, notamment en Amérique du Nord. La baisse de l'activité économique aux États-Unis a évidemment eu un effet d'entraînement sur la croissance dans le reste du monde, frappant plus ou moins durement les diverses économies.

On a cru jusqu'en août qu'une reprise de l'activité économique pourrait se produire vers la fin de l'année, mais les événements du 11 septembre ont durement frappé la confiance des ménages et des entreprises.

Le chômage a augmenté de façon plus ou moins marquée à travers le monde. Ainsi, aux États-Unis, la hausse a culminé par un taux frôlant 6 % en décembre, tandis qu'au Canada et en Europe, où les hausses ont été moins prononcées, on enregistrait des pertes d'emploi minimes en fin d'année. Au chapitre des matières premières, et en particulier dans le secteur de l'énergie, les prix ont continué de chuter, ce qui a contribué à maintenir la productivité des entreprises, un phénomène plutôt rare en période de récession. Les entreprises ont toutefois vu leurs bénéfices chuter.

En raison du ralentissement, l'inflation, qui avait affiché une légère hausse en 2000, a été en baisse constante tout au long de 2001. L'entrée de la Chine dans l'OMC est un autre événement significatif, en raison de la concurrence accrue que représente maintenant cet immense marché sur l'échiquier commercial mondial.

En réponse au ralentissement économique au cours de l'année, les conditions monétaires se sont assouplies considérablement partout dans le monde, et, par suite du 11 septembre, de nombreux gouvernements ont adopté des politiques budgétaires devant favoriser la croissance. Par ailleurs, l'effet positif de l'assainissement des finances publiques, qui avait permis le remboursement partiel de la dette et des réductions d'impôts depuis quelques années, s'est graduellement estompé au vu de la conjoncture économique mondiale.

États-Unis

La croissance économique américaine s'est tout juste chiffrée à 1,1 % en 2001, soit le taux le plus faible enregistré depuis 1991. L'inflation annuelle a été de 2,8 % et le taux de chômage atteignait 5,8 % en décembre. La Réserve fédérale a adopté des mesures d'assouplissement du crédit dans le but de renverser le ralentissement de l'activité économique, mais à la crise du sur-investissement de 2000 se sont ajoutées les attaques du 11 septembre 2001. Ces dernières ont fortement ébranlé la confiance des consommateurs américains, retardant du même coup la reprise. Les entreprises ont continué pour leur part d'afficher d'importantes capacités excédentaires.

Canada

L'économie canadienne, qui avait connu une croissance de près de 5 % en 2000 grâce à la vigueur de sa demande intérieure et de ses exportations vers les États-Unis, a considérablement ralenti en 2001. Ainsi, dans la foulée de la baisse de l'activité économique aux États-Unis, l'économie canadienne n'a crû que de 1,4 % environ en 2001. Les événements de septembre ont également contribué à ralentir considérablement la fluidité de ses échanges commerciaux, ce qui a conduit le gouvernement fédéral à déposer un budget axé sur les mesures de sécurité et l'amélioration de l'efficacité du trafic transfrontalier.

Québec

Le Québec a été durement touché par le ralentissement économique aux États-Unis. En effet, le matériel de télécommunication, le bois et les biens du secteur de l'aérospatiale, qui représentent près de 25 % des exportations du Québec, ont été particulièrement touchés en 2001. L'emploi n'a cependant pas été trop affecté car les dépenses de consommation sont demeurées relativement vigoureuses tout au long de l'année.

Europe

La zone euro a connu en 2001 une année de croissance modeste d'environ 1,5 % et une inflation annuelle de 2,6 %. Le taux de chômage a augmenté passablement au cours des derniers mois de l'année, et s'élevait à 8,5 % à la fin du mois de décembre. La Banque centrale européenne (BCE) s'est vue contrainte de continuer de défendre la nouvelle devise depuis son introduction en 2000. Après être parvenue à limiter l'inflation l'année dernière, elle s'est retrouvée, au cours des quelques derniers trimestres, aux prises avec la menace d'un ralentissement économique. Jusqu'alors, la faiblesse de l'euro avait empêché la BCE d'adopter des mesures aussi énergiques que ne l'a fait sa contrepartie américaine.

Le Royaume-Uni a surpris par sa croissance, d'environ 2,2 % en 2001, son faible taux de chômage et une inflation annuelle d'à peine 2,2 %.

Japon

Après avoir connu une croissance décevante de 2 % en 2000, le pays a sombré de nouveau en récession en 2001, l'activité économique se contractant à un rythme de 0,4 %. Le Japon s'est apparemment retrouvé coincé dans une trappe de liquidité, ce qui a rendu sa politique monétaire inefficace. De plus, sa dette représentant 130 % du PIB - le taux le plus élevé de tous les pays du G7 - le gouvernement a perdu toute marge de manœuvre pour stimuler l'économie du pays.

Enfin, les réformes nécessaires, promises par le ministre des Finances, se faisaient toujours attendre en fin d'année. Le bilan des entreprises et des institutions financières du Japon est donc demeuré très fragile, menaçant ainsi le pays d'une crise financière généralisée. Ce dernier a d'ailleurs subi une décote de la part des agences de crédit.

Le taux de chômage est demeuré élevé et la déflation a de nouveau prévalu en 2001. La Banque du Japon s'est donc finalement résolue à laisser le yen se déprécier.

Marchés en émergence

Les marchés en émergence ont connu une seule crise importante en 2001, avec l'Argentine qui a imposé à ses créanciers un moratoire temporaire sur les paiements de sa dette extérieure. Cette crise n'a pas encore eu d'effet de débordement sur les autres pays comme cela avait été le cas lors de crises précédentes, au Mexique, en Asie et en Russie. Toutefois, la situation demeure tendue en Amérique du Sud et en Europe de l'Est

À l'instar des pays industrialisés, les marchés en émergence, qui avaient connu une croissance record en 2000, ont amorcé une régression dès le début de 2001. L'Asie, dont la croissance est tributaire de ses exportations aux États-Unis , a particulièrement souffert de la récession américaine. Les économies des autres régions se sont aussi détériorées en 2001. La croissance en Europe de l'Est est passée de 6,3 % en 2000 à 2,1 % en 2001 alors qu'en Amérique latine, elle a chuté, passant de 3,8 % en 2000 à 0,7 % en 2001. Dans l'ensemble de ces régions, l'inflation est demeurée bien contenue mais les taux de chômage ont augmenté vers la fin de l'année.

Matières premières

Tandis que l'année 2000 avait été marquée par de spectaculaires augmentations du prix du pétrole et du gaz en raison de la croissance économique vigoureuse, le ralentissement des derniers trimestres de 2001 a provoqué un renversement de tendance. Ainsi, le prix des matières premières, incluant le pétrole, a généralement baissé en 2001.

La gestion des comptes des déposants de la CDP

Comme par le passé, la qualité de l'information et l'expertise en gestion de portefeuille ont constitué la priorité au sein de l'équipe de la Gestion des comptes des déposants. Aussi les membres de l'équipe rencontrent-ils régulièrement les déposants afin de vérifier avec eux que les politiques de placement procurent le meilleur rendement possible et respectent leur tolérance au risque et ce, compte tenu de leur situation financière.

À l'interne, l'équipe a rencontré à plusieurs reprises en cours d'année les membres des différents comités de placement, ainsi que des membres de la direction et du personnel administratif, pour leur présenter différents aspects de la gestion de leurs fonds ou des prévisions économiques et de marchés. Dans le cadre du suivi du portefeuille, un nouveau rapport a été mis en place afin de mesurer le niveau de risque absolu et relatif du portefeuille de chacun des déposants de la CDP. Ce rapport permet d'effectuer un suivi étroit de l'évolution du risque du portefeuille de référence de même que celui de la gestion active afin d'optimiser les résultats à la CDP.

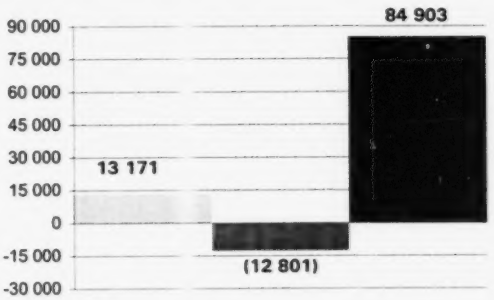
Au chapitre de la recherche, l'équipe de la Gestion des comptes des déposants a réalisé un travail exceptionnel en 2001. Elle a d'abord apporté un soutien de premier plan, et fort apprécié des intéressés, à un vaste programme d'optimisation des portefeuilles de référence des déposants. La méthodologie utilisée pour optimiser ces portefeuilles de référence situe la CDP comme chef de file en ce domaine. Ensuite, les résultats de recherches effectuées sur les activités tactiques sur devises ont mené à l'élaboration d'un nouveau mode de gestion adopté par CDP Capital – Marchés mondiaux. Enfin, le *Journal of Portfolio Management* publiera l'une des recherches de l'équipe à l'été 2002. C'est la première fois dans l'histoire de la CDP qu'est publiée la recherche d'un de ses membres dans une revue académique et professionnelle de cette envergure, ce qui ne manquera pas d'assurer à l'institution un nouveau rayonnement en recherche.

Grâce aux efforts déployés au cours des années passées pour mettre en place de nouveaux systèmes d'administration des investissements et systèmes comptables, la CDP peut maintenant transmettre mensuellement à chacun de ses déposants, l'information sur sa situation financière. Accessible par voie électronique sur un site personnalisé, cette information est disponible dès les premiers jours suivant la fermeture de chaque mois.

Enfin, l'équipe a poursuivi son programme de séminaires sur la gestion de portefeuille, les marchés boursiers et obligataires, et les produits dérivés. Après quatre années, la demande demeure très forte et continue de susciter l'enthousiasme des participants. La CDP entend ouvrir ce programme à de nouveaux sujets au cours de l'année 2002.

Valeur ajoutée à l'avoir des déposants depuis 35 ans

En millions de dollars



Les déposants ont fait des dépôts nets supérieurs à leurs retraits nets et ont un avoir de 85 273 millions au 31 décembre 2001.
[1] Ne tient pas compte des avances à des déposants.

Quelques chiffres

en millions de dollars

	Revenu net attribué	Dépôts moins retraits[1]	Augmentation (diminution) de l'avoir des déposants
2001	**4 663**	**1 674**	**(2 990)**
2000	9 126	1 777	6 720
1999	5 255	1 271	12 543
1998	4 744	(1 412)	4 954
1997	3 743	(629)	6 632

[1] Ne tient pas compte des avances à des déposants

En 2001, les déposants ont effectué des dépôts nets de l'ordre de 1,7 G$, tandis que leur actif diminuait globalement de 3,0 G$. Ainsi, les revenus nets attribués des cinq dernières années totalisent 27,5 G$, lesquels ont été inscrits à l'actif des

bilans des déposants. Pendant cette même période, les dépôts nets de ces derniers ont excédé leurs retraits de 2,7 G$.

Caisses de retraite

Le **Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics (RREGOP)**, le principal déposant, regroupe les cotisations des employés syndiqués, permanents et occasionnels des secteurs public et parapublic. Le **Régime de retraite du personnel d'encadrement** regroupe quant à lui les cotisations du personnel cadre (RRPE). Ces deux régimes sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA).

Le **Fonds du Régime de rentes du Québec (RRQ)**, deuxième déposant en importance, contribue à la sécurité du revenu des Québécois, notamment en versant une rente de retraite aux bénéficiaires. Ce fonds est administré par la Régie des rentes du Québec.

Le **Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction (CCQ)** est responsable de l'application des conventions collectives, des lois et de la réglementation en matière de placement, d'embauche et de mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, ainsi que de l'administration de comptes de régimes complémentaires d'avantages sociaux.

Le **Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)** a été créé en vue de procurer au gouvernement du Québec les sommes nécessaires au paiement de ses contributions, à titre d'employeur, à différents régimes de retraite.

Le **Régime de retraite des élus municipaux** est réservé d'office aux membres élus des conseils des municipalités. Il est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA).

Le **Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec (RRTAQ)**.

Les **régimes particuliers** regroupent neuf autres régimes de retraite gérés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), et couvrent certains adhérents de municipalités, de sociétés d'État, de centres hospitaliers et du gouvernement fédéral.

Régimes d'assurances

La **Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)** voit notamment à indemniser les travailleurs victimes d'accidents du travail et à faciliter leur réadaptation.

La **Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)** a pour mission de réduire les risques inhérents à l'usage de la route par le contrôle de l'accès au réseau routier et du transport routier, la promotion de la sécurité routière et l'indemnisation des personnes victimes d'accidents de la route.

La **Régie de l'assurance-dépôts du Québec** régit la sollicitation et la réception du dépôt public, garantit le dépôt de paiements et gère le fonds d'assurance-dépôts.

La **Financière agricole du Québec** a démarré ses activités en 2001 à la suite du regroupement de la Régie des assurances agricoles du Québec et de la Société de financement agricole. Elle met à la disposition des entreprises des produits et des services en matière de protection du revenu

Le **Fonds d'assurance-garantie**, administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RAAMQ), est un organisme de régulation économique qui a pour principale fonction de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles, alimentaires et de la pêche.

La **Fédération des producteurs de bovins du Québec** est une association agricole qui veille à l'étude de problèmes associés à la production et à la mise en marché des bovins.

Le **Régime de rentes de survivants** accorde une rente mensuelle aux conjoint et enfants d'une personne admissible au régime. Le Régime de rentes de survivants s'adresse aux membres du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic.

Le **Fonds de garantie des producteurs de tabac jaune du Québec**, administré par l'Office des producteurs de tabac jaune du Québec, garantit le paiement aux producteurs du prix de vente du tabac jaune livré à un acheteur.

Autres déposants

L'**Office de la protection du consommateur (OPC)** gère le Fonds des cautionnements des agents de voyage et le fonds du Magazine Protégez-Vous, qui publie les résultats des tests de l'Office.

La **Société des alcools du Québec (SAQ)** est l'organisme chargé du commerce des boissons alcoolisées au Québec.

La **Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ)** est un organisme de surveillance du marché des valeurs mobilières.

Nos déposants

au 31 décembre
juste valeur - en millions de dollars

	Sigle	Premier dépôt	Nombre de cotisants[1]	Avoir des déposants 2001 $	2001 %	2000 $	2000 %
CAISSES DE RETRAITE							
Régie des rentes du Québec	RRQ						
Fonds du Régime de rentes du Québec		1966	3 569 969	17 850	20,9	18 599	21,1
Commission de la construction du Québec	CCQ						
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec		1970	96 863	7 492	8,8	8 084	9,1
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	CARRA						
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	RREGOP	1973	450 000	29 978	35,2	31 638	35,8
Régime de retraite du personnel d'encadrement[2]	RRPE	1973	23 000	4 564	5,3	4 820	5,5
Régimes particuliers		1977	312	185	0,2	197	0,3
Régime de retraite des élus municipaux		1989	2 100	196	0,2	209	0,2
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec	RRTAQ	1990	3 552	126	0,2	122	0,2
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	FARR	1994	1	9 002	10,6	7 023	8,0
RÉGIMES D'ASSURANCES							
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	RMAAQ						
Fonds d'assurance-garantie		1967	80	4	–	5	–
La Financière agricole du Québec[3]		1968	21 939	97	0,1	22	–
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		1969	858	239	0,3	203	0,2
Commission de la santé et de la sécurité du travail	CSST	1973	180 513	8 080	9,5	9 183	10,4
Société de l'assurance automobile du Québec	SAAQ	1978	4 641 241	6 968	8,2	7 663	8,7
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers du Québec[4]	FAPAF	1978	1	93	0,1	83	0,1
La Fédération des producteurs de bovins du Québec		1989	22 991	2	–	3	–
Régime de rentes de survivants		1997	1	351	0,4	377	0,4
Office des producteurs de tabac jaune du Québec							
Fonds de garantie des producteurs de tabac jaune du Québec		2001	59	–	–	–	–
AUTRES DÉPOSANTS							
Office de la protection du consommateur	OPC	1992	1 075	6	–	7	–
Magazine Protégez-Vous		1994	1	2	–	2	–
Société des alcools du Québec[5]	SAQ	1994	–	–	–	–	–
Commission des valeurs mobilières du Québec[5]	CVMQ	1998	–	38	–	23	–
TOTAL				**85 273**	**100,0**	**88 263**	**100,0**

[1] *Estimation.*
[2] *Un changement de présentation a été effectué en 2001; les données correspondantes de l'année précédente n'ont pas été redressées.*
[3] *Auparavant la Régie des assurances agricoles du Québec.*
[4] *Administré par La Financière agricole du Québec à partir de 2001.*
[5] *Ces déposants utilisent uniquement les services de gestion de trésorerie de la CDP.*

La gestion du risque

La CDP a toujours porté une attention particulière à l'évaluation et à la gestion du risque, ce qui lui a valu une réputation des plus enviables dans ce domaine où elle fait figure de chef de file.

La gestion du risque relève ultimement du conseil d'administration. Au quotidien, elle est déléguée aux gestionnaires qui doivent l'intégrer à leurs activités. Une saine gestion du risque exige en outre un regard indépendant, qui veille à ce que les décisions soient conformes au plan d'affaires et aux politiques en vigueur.

Ainsi, c'est au président et directeur général, dans le cadre de ses fonctions, qu'incombe la responsabilité ultime de la gestion du risque et de faire rapport au conseil. Pour ce faire, il compte sur le comité directeur de placement pour définir le cadre de gestion intégrée du risque ainsi que les normes et méthodes de mesure. Ce comité, qui propose la politique générale de placement et les politiques particulières en découlant, en assure le suivi et veille à l'analyse des résultats, reçoit donc les rapports sur la gestion intégrée et assure la gestion globale du risque de la CDP.

À son tour, le comité directeur de placement a confié au CGIR (comité de gestion intégrée des risques) un rôle de conseil et de surveillance, qui consiste à poser un regard neutre sur l'ensemble de la gestion du risque au sein des diverses équipes. Le CGIR veille donc à ce que toutes les dimensions du risque soient bien intégrées dans une stratégie globale cohérente, et c'est à lui que font rapport les différents secteurs jouant un rôle dans la gestion du risque. Il se réunit régulièrement et informe le comité de vérification de l'évolution de ses travaux.

La gestion du risque est indissociable des processus de placement et de gestion des portefeuilles et ce, dans chacun des groupes et chacune des filiales de la CDP. Sur le plan opérationnel, la gestion du risque est sous la responsabilité des divers comités de placement et du conseil des filiales. Le CGIR et les gestionnaires peuvent compter sur le soutien d'experts internes et externes, qui cherchent sans cesse à améliorer les méthodes d'évaluation et les outils de mesure. Enfin, une étroite collaboration favorise une saine intégration de la gestion du risque dans l'ensemble des équipes de la CDP.

Par ailleurs, la séparation des fonctions de placement, d'administration ainsi que de conseil et surveillance en matière de risque assure l'intégrité de l'actif et le respect de la mission, des orientations et des politiques qui régissent les différentes activités de la CDP. Celle-ci gère le risque qu'elle a classé dans les cinq grandes catégories suivantes.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière qui découlerait d'une fluctuation du prix des instruments financiers sur le marché. Or, la valeur d'un instrument financier peut être touchée aussi bien par les fluctuations des taux d'intérêt et de change que par les variations des cours des actions et des denrées.

Le risque de marché auquel les portefeuilles sont exposés est évalué périodiquement. Il est mesuré au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de chacune des positions de marché et de leurs corrélations. La CDP utilise des méthodes d'évaluation du risque associé aux titres au comptant ainsi qu'aux instruments financiers dérivés. Elle tient compte pour ce faire du risque absolu, lié aux fluctuations des marchés, et du risque actif par rapport aux indices de référence.

Une équipe de spécialistes, indépendante des équipes de gestionnaires de portefeuilles, évalue et assure un suivi régulier du risque des portefeuilles individuels. Ce suivi sert par la suite à apprécier le risque de chacune des catégories d'actif et du portefeuille global, et à déterminer quelle répartition des différentes catégories d'actif permettra le mieux d'atteindre l'équilibre optimal entre les objectifs de risque et de rendement. De plus, ces spécialistes jouent un rôle conseil auprès des gestionnaires afin d'optimiser la relation rendement-risque de leur portefeuille respectif.

Enfin, la politique de couverture de change permet de tirer profit de la diversification associée à un portefeuille de devises. Ainsi, pour répondre aux exigences des politiques de placements de ses déposants, la CDP utilise des portefeuilles spécialisés dont le risque de change est couvert à 100 % et d'autres dont le risque de change n'est pas couvert.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière lié à l'incapacité d'un débiteur ou d'un contrepartiste d'honorer ses obligations.

La CDP effectue une surveillance constante des dossiers sensibles au risque de crédit. Des rapports de gestion couvrant

l'exposition au risque de crédit et à la concentration par émetteur sont déposés régulièrement au CGIR, qui a confié à un sous-comité la responsabilité de superviser l'élaboration et la mise en place d'une méthodologie globale de gestion du risque de crédit.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est lié à la capacité d'assurer la disponibilité des fonds afin de satisfaire aux demandes de liquidité et de s'acquitter des obligations financières. La CDP porte une attention particulière à la planification des besoins de liquidité, à la diversification et à l'optimisation de ses sources de fonds. Le service de trésorerie évalue et prévoit le niveau des liquidités, et élabore des scénarios qui lui permettent d'évaluer ses hypothèses en matière de liquidité et la capacité de la CDP de respecter ses engagements.

Le comité de trésorerie, qui relève du comité de direction, voit à la supervision du risque de liquidité pour l'ensemble des opérations du groupe et veille au bon fonctionnement du service de trésorerie.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de charge excessive ou de perte financière directe ou indirecte, ou encore de perte de crédibilité découlant de l'insuffisance ou de la défaillance des processus, des ressources humaines et des systèmes, ou encore d'événements externes.

Dans le cadre de la méthodologie d'identification et de gestion des risques opérationnels en vigueur, une équipe de conseillers aide les gestionnaires à cerner les risques prioritaires et à élaborer et mettre en place des plans d'action pour en améliorer la gestion. De plus, cette équipe réalise des projets plus pointus d'évaluation des risques opérationnels dans différents secteurs d'activité, en prenant en considération les travaux réalisés par le service de la vérification interne. Enfin, elle conseille les gestionnaires en matière de contrôle.

Risque juridique

Le risque juridique est lié aux droits et obligations rattachés aux opérations de la CDP et au cadre législatif dans lequel elles sont réalisées. Le respect des lois et règlements auxquels la CDP et ses équipes de gestion sont assujetties, l'assurance que les ententes qu'elle conclue reflètent bien les opérations prévues et contiennent les dispositions appropriées sont autant de facettes importantes du risque juridique.

Outre ses services de conseil et de soutien quotidiens aux gestionnaires, l'équipe d'experts chargée d'aider et de conseiller les gestionnaires en matière de risque juridique doit cerner les risques de chacun des secteurs d'activité et favoriser l'adoption d'actions de sensibilisation et de processus d'affaires en fonction des besoins des centres décisionnels.

Les rendements par portefeuille

La 35e année d'activité de la CDP a été caractérisée par un ralentissement économique généralisé et une baisse de la plupart des grands marchés à travers le monde. Quelques marchés ont toutefois dégagé de bons rendements, notamment ceux de l'immobilier, des hypothèques et des obligations. Les marchés boursiers ont quant à eux connu une année très difficile.

Malgré ce contexte, les revenus nets de placement ont atteint 3,5 G$, une légère diminution par rapport aux 3,7 G$ inscrits en 2000. L'actif net des portefeuilles des déposants, en baisse de 3,4 %, se chiffrait à 85,3 G$ à la fin de l'année. Compte tenu des dépôts nets de 1,7 G$ effectués par les déposants et des mandats de gestion obtenus, l'actif total sous gestion a enregistré une hausse de près de 7 % pour atteindre 133,1 G$ au 31 décembre 2001.

Au chapitre des rendements, les résultats varient de –6,2 % à 7,1 %, selon la répartition d'actif propre à chaque déposant et à chaque client. Par ailleurs, le rendement du portefeuille cumulé des déposants de la CDP s'élève à –4,99 % pour l'année se terminant le 31 décembre 2001. À plus long terme, ce rendement est de 7,92 % sur cinq ans, 10,40 % sur sept ans et 9,34 % sur dix ans.

Les portefeuilles de valeurs à court terme

La gestion active de ces portefeuilles a permis de générer de très bons rendements en 2001, et à moyen et à long termes, les résultats affichent une très grande stabilité :

Portefeuilles	1 an	3 ans	5 ans	7 ans	10 ans
Portefeuille de valeurs à court terme CDP	5,3 %	5,4 %	5,1 %	5,5 %	5,6 %
Portefeuille d'encaisse	4,8 %	–	–	–	–
Portefeuille d'encaisse américain plus	10,8 %	–	–	–	–

Le calcul des rendements

Le système de mesure des rendements est directement relié au système comptable pour assurer une transmission précise des données. Les rendements mensuels des portefeuilles sont calculés en utilisant le rendement total pondéré par le temps, connu aussi sous le nom de Dietz modifiée, basé sur la comptabilité en date d'engagement. Pour les périodes de plusieurs mois, les rendements mensuels sont cumulés géométriquement. Pour les périodes de plus de 12 mois, les rendements sont annualisés.

La méthodologie qu'utilise la CDP pour calculer ses rendements est conforme aux exigences des normes AIMR-PPS®, la version américaine et canadienne des GIPS®.

Les portefeuilles d'obligations

En général, les marchés obligataires des pays industrialisés ont connu une bonne année, profitant notamment du ralentissement économique et du climat d'incertitude engendré par les craintes d'actes terroristes. Ces titres ont en effet constitué une valeur refuge pour plusieurs investisseurs, particulièrement au dernier trimestre. Les obligations de sociétés ont par ailleurs enregistré une année record.

Les équipes du groupe CDP gèrent plusieurs portefeuilles d'obligations. Le tableau suivant illustre l'excellence des rendements :

Portefeuilles	1 an	3 ans	5 ans	7 ans	10 ans
Portefeuille d'obligations CDP	8,8 %	6,2 %	7,8 %	10,3 %	9,4 %
Portefeuille souverain	8,3 %	5,9 %	–	–	–
Portefeuille d'obligations de sociétés	10,4 %	–	–	–	–
Portefeuille obligataire stratégique	8,5 %	5,9 %	–	–	–
Portefeuille obligataire tactique[1]	167 M$	188 M$	–	–	–
Portefeuille d'obligations tactique et stratégique	9,2 %	6,2 %	7,8 %	10,3 %	9,5 %
Portefeuille de dette privée	5,1 %	6,5 %	8,0 %	8,6 %	5,2 %
Obligations canadiennes classiques	7,6 %	–	–	–	–
Obligations canadiennes multi-gestion	8,2 %	–	–	–	–
Obligations moyen terme	8,7 %	–	–	–	–

[1] Les résultats ne sont pas annualisés et sont présentés en millions de dollars.

Rétrospective financière

en millions de dollars

	2001	2000	1999	1998	1997
ACTIF NET					
Placements au coût					
Obligations	**37 426**	38 780	32 145	29 330	28 653
Actions et valeurs convertibles	**44 927**	37 900	31 317	27 304	22 653
Financements hypothécaires	**3 908**	2 528	1 890	1 706	1 444
Biens immobiliers	**15 164**	13 667	12 099	7 402	4 874
Valeurs à court terme	**5 274**	5 277	5 072	4 649	1 578
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**8 472**	2 973	1 441	2 583	1 673
Total des placements	**115 171**	101 125	83 964	72 974	60 875
Autres éléments d'actif et de passif	**(29 779)**	(19 634)	(14 986)	(12 002)	(5 073)
Total de l'actif net au coût	**85 392**	81 491	68 978	60 972	55 802
Excédent de la juste valeur des placements sur le coût	**(119)**	6 772	12 565	8 028	8 244
Total de l'actif net des déposants à la juste valeur	**85 273**	**88 263**	**81 543**	**69 000**	**64 046**
AVOIR DES DÉPOSANTS					
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	**29 978**	31 638	29 719	25 555	22 782
Régie des rentes du Québec	**17 850**	18 599	17 811	16 031	16 038
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	**9 002**	7 023	4 595	1 359	1 232
Commission de la santé et de la sécurité du travail	**8 080**	9 183	8 636	7 789	7 118
Commission de la construction du Québec	**7 492**	8 084	7 727	6 636	6 128
Société de l'assurance automobile du Québec	**6 968**	7 663	7 409	6 525	6 029
Régime de retraite du personnel d'encadrement	**4 564**	4 820	4 474	4 057	3 722
Autres déposants	**1 339**	1 253	1 172	1 048	997
Total de l'avoir des déposants	**85 273**	**88 263**	**81 543**	**69 000**	**64 046**
REVENU NET DES DÉPOSANTS					
Revenu net de placement	**3 543**	3 734	3 027	2 902	2 757
Gains (pertes cumulés) à la vente de placements	**(1 310)**	7 012	3 711	3 694	3 726
Total des revenus matérialisés	**2 233**	10 746	6 738	6 596	6 483
Plus-value (moins-value) cumulée non matérialisée	**(6 897)**	(5 803)	4 534	(230)	778
Total du revenu net des déposants	**(4 664)**	**4 943**	**11 272**	**6 366**	**7 261**
Dépôt (retraits) nets des déposants	**1 674**	**1 777**	**1 271**	**(1 412)**	**(629)**
Actif des déposants	**121 808**	113 433	100 740	83 759	70 959
Biens sous gestion	**9 307**	9 187	2 856	1 257	–
Biens administrés	**2 029**	2 088	2 247	1 679	–
ACTIF TOTAL SOUS GESTION	**133 144**	**124 708**	**105 843**	**86 695**	**70 959**

Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2001.

Les portefeuilles d'actions canadiennes et québécoises

Le TSE 300, le principal indice boursier du Canada, a terminé l'année 2001 en baisse de 12,6 %, tandis que le TSE 60 chutait de 16,3 %. Les quelques secteurs qui incluent des sociétés reliées aux TMT (technologies, médias et télécommunications) ont largement contribué à la dépréciation de l'indice canadien. Par exemple, le secteur de la production industrielle, qui inclut le titre de Nortel, a chuté de 49 % et celui des services publics, où l'on retrouve notamment les titres de BCE et Rogers, a terminé l'année en baisse de 23 %.

La plupart des portefeuilles d'actions québécoises et canadiennes gérés par les équipes de CDP Capital ont connu des rendements supérieurs à leur indice respectif. Au total, les portefeuilles de marchés boursiers gérés par les équipes de CDP Capital – Marchés mondiaux surpassent, sur de longues comme sur de courtes périodes, l'indice TSE 300. Tel a été le cas même en 2001.

Quant aux portefeuilles de placements privés, ils ont subi bien sûr le contrecoup de leur forte pondération dans des secteurs privilégiés à long terme, mais dont la valeur a été durement atteinte depuis 18 mois. Cependant, et c'est la façon d'évaluer la performance, et plus particulièrement encore pour le placement privé, leur rendement surclasse l'indice TSE 300 de 7,4 % annuellement depuis cinq ans, et de 6,8 % pour les sept dernières années.

Portefeuilles	1 an	3 ans	5 ans	7 ans	10 ans
Portefeuille d'actions canadiennes CDP	-16,4 %	7,7 %	9,2 %	12,7 %	11,4 %
Gestion sectorielle	-11,7 %	9,8 %	8,7 %	12,1 %	11,1 %
Gestion spécialisée	-13,0 %	10,3 %	8,5 %	11,8 %	10,8 %
CDP Capital – Placements privés, petites capitalisations	31,6 %	10,9 %	22,5 %	–	–
CDP Capital – Placements privés, actions canadiennes	-16,0 %	5,3 %	14,4 %	17,7 %	14,5 %
Actions canadiennes TSE 300	-9,0 %	–	–	–	–
Actions canadiennes TSE 300 plafonné	-5,5 %	–	–	–	–
Actions canadiennes dividendes	9,5 %	–	–	–	–
Grandes capitalisations canadiennes, titres réduits	5,6 %	–	–	–	–

Les portefeuilles d'actions internationales

Les marchés boursiers américains, qui connaissaient déjà une mauvaise année, ont été particulièrement ébranlés par les événements du 11 septembre. Ainsi, le S&P 500 a atteint son creux de 2001 le vendredi 21 septembre, une semaine après la réouverture des marchés. Heureusement, les mesures prises par la Réserve fédérale ont permis d'initier un mouvement à la hausse qui s'est poursuivi jusqu'en fin d'année. Les grands indices boursiers américains ont toutefois terminé l'année en baisse : S&P 500 (–11,9 %), Nasdaq 100 (–32,7 %) et Dow Jones (–7,1 %).

Sur les autres marchés de la planète, l'année peut se résumer ainsi :

- Baisse de 20 % du Dow Jones Euro Stoxx, qui regroupe les principales sociétés européennes;
- Baisse de 24 % du Nikkei 225 (Japon);
- Baisse de la majorité des autres bourses asiatiques;
- Baisse de la plupart des bourses d'Amérique latine, à l'exception de celle du Mexique, qui a terminé l'année en hausse de 10,3 %.

Le groupe CDP gère plusieurs portefeuilles d'actions internationales, et en confie certains à des gestionnaires externes. Le tableau ci-dessous présente les rendements de l'ensemble de ces portefeuilles :

Portefeuilles	1 an	3 ans	5 ans	7 ans	10 ans
Actions américaines CDP[1]	-7,5 %	2,0 %	11,6 %	16,4 %	–
Actions américaines couvert	-10,0 %	1,6 %	11,3 %	15,3 %	–
Actions américaines non couvert	-3,9 %	–	–	–	–
Gestion active S&P 500 classique interne non-couvert	-2,7 %	5,4 %	17,1 %	20,0 %	16,6 %
Gestion active S&P 500 externe non-couvert	5,2 %	4,3 %	14,9 %	–	–
Gestion active totale actions américaines non couvert	-1,9 %	5,1 %	17,0 %	19,9 %	16,6 %
Actions américaines, gestion indicielle	-12,4 %	-2,0 %	–	–	–
CDP Capital – Placements privés – actions américaines, concentration communications et technologies	-31,6 %	–	–	–	–
Actions étrangères et des marchés en émergence CDP [1,2]	-14,6 %	3,8 %	6,2 %	7,9 %	7,3 %
Actions étrangères couvert [2]	-16,0 %	4,2 %	7,9 %	9,3 %	8,1 %
Actions étrangères non-couvert	-16,7 %	–	–	–	–
Marchés en émergence [3]	-2,4 %	4,1 %	-4,5 %	-3,2 %	–
Actions des marchés en émergence [3]	7,4 %	6,0 %	–	–	–
CDP Capital – Placements privés, actions étrangères	-6,4 %	5,5 %	10,3 %	10,3 %	9,5 %
Actions étrangères non couvert Classique	-19,0 %	–	–	–	–
Actions internationales [1]	-11,5 %	3,6 %	7,9 %	10,5 %	9,2 %
Québec Mondial	-12,2 %	–	–	–	–

[1] Partiellement couvert.

[2] Pour la période antérieure à avril 1994, les données incluent les actions américaines.

[3] Partiellement couvert pour la période avant janvier 2001.

Les portefeuilles d'immeubles et de financements hypothécaires

En 2001, le ralentissement économique mondial a frappé moins durement le secteur immobilier. Quelques régions, comme la Côte ouest canadienne et américaine, ont été plus touchées mais somme toute, le marché immobilier est demeuré fort. Quant au marché hypothéc aire, il a été marqué par une diminution des taux, dont celui des hypothèques commerciales à échéance de cinq ans, passé de 7,2 % à 6,6 %.

Le tableau ci-dessous présente les rendements obtenus par le groupe CDP dans ces deux secteurs :

Portefeuilles	1 an	3 ans	5 ans	7 ans	10 ans
Portefeuille d'immeubles CDP	13,9 %	15,6 %	15,3 %	12,9 %	5,8 %
Portefeuille de financements hypothécaires CDP	9,4 %	7,4 %	7,0 %	8,7 %	8,4 %
Ivanhoé Cambridge (commerce de détail)	10,6 %	13,0 %	11,6 %	10,3 %	3,6 %
SITQ (bureaux et parcs d'affaires)	12,7 %	14,6 %	17,3 %	14,3 %	7,7 %
Cadim (placements non traditionnels et secteur résidentiel)	18,2 %	17,1 %	15,3 %	12,0 %	–

Nouveaux portefeuilles

Le groupe CDP a également créé de nouveaux portefeuilles pour répondre aux besoins de ses déposants et clients. Depuis leur création, ceux-ci ont obtenu des rendements répondant favorablement aux objectifs poursuivis, comme en témoigne le tableau suivant :

Portefeuilles	2001
Diversifié classique	3,8 %
Mondial diversifié	2,6 %
Fonds mondial de métaux précieux	28,8 %

Des rendements de qualité à long terme

La CDP se démarque par la qualité de ses rendements à long terme, qu'elle doit notamment à son style de gestion diversifié, prudent et teinté d'audace.

Pour le cycle de 1995 à 2001, elle a enregistré un rendement annuel moyen de 10,40 % pour le portefeuille CDP, son portefeuille propre qui représente le cumul des fonds confiés par ses déposants, indépendamment de la répartition d'actif propre à chacun de ces fonds. Ces chiffres incluent le rendement négatif de 4,99 % enregistré pour 2001; pour la période de cinq ans, le rendement annuel moyen se situe à 7,92 %, tandis qu'il atteint 9,34 % pour la période de 10 ans se terminant au 31 décembre 2001.

Rendements de la CDP 1992-2001

en pourcentage

	Rendement global[1]	Indice des prix à la consommation	Rendement réel
2001	(4,99)	0,70	(5,69)
2000	6,23	3,23	3,00
1999	16,48	2,58	13,90
1998	10,24	1,02	9,22
1997	12,95	0,75	12,20
1996	15,56	2,20	13,36
1995	18,19	1,75	16,44
1994	(2,09)	0,20	(2,29)
1993	19,37	1,69	17,68
1992	4,52	2,13	2,39

[1] *Le rendement est calculé selon la méthode pondérée par le temps.*

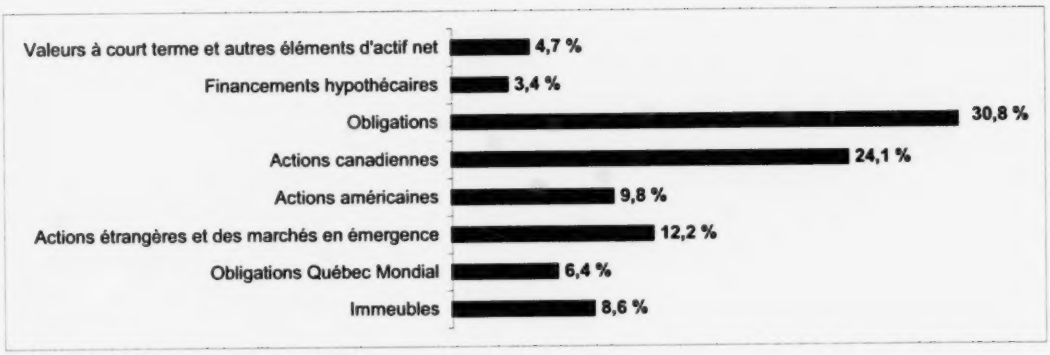
La politique de couverture du portefeuille global

La politique de couverture de change a été révisée en 2000. Ainsi, elle est passée graduellement d'une couverture complète à une couverture à 50 % des portefeuilles d'actions américaines et étrangères au 31 décembre 2001. Ce changement vise notamment à tirer profit de la diversification associée à un portefeuille de devises.

Cette diminution du ratio de couverture a été très profitable. En effet, sur les 5 et 10 dernières années, le rendement global du portefeuille de référence a augmenté avec le ratio de découverture. La nouvelle politique a généré 432 M$ depuis son implantation en 2000.

Répartition du portefeuille CDP

Au 31 décembre 2001
juste valeur – en pourcentage



Indices de rendement

en pourcentage	2001	1997-2001 (5 ans)	1995-2001 (7 ans)	1992-2001 (10 ans)
VALEURS À COURT TERME				
SC - bons du Trésor canadien (91 jours)	4,7	4,6	5,0	5,3
OBLIGATIONS				
SC - univers	8,1	7,1	9,7	9,0
SC - moyen terme	7,9	7,1	9,9	9,0
Salomon Brothers Canada	7,6	6,9	9,5	8,7
ACTIONS CANADIENNES				
TSE 60[1]	(16,3)	6,6	10,4	9,1
TSE 200	2,1	7,9	11,4	11,9
TSE 300	(12,6)	7,0	10,9	10,4
MSCI – Canada[2]	(15,1)	10,2	13,6	11,7
LBG des sociétés de petite capitalisation du Québec	19,3	19,8	20,8	–
Scotia Capital Québec 60 [9]	6,3	23,2	–	–
Indice Québec IQ-30	5,2	–	–	–
Indice Québec IQ-150	4,0	–	–	–
ACTIONS INTERNATIONALES				
MSCI – Monde (couvert)	(14,4)	7,5	10,8	9,5
MSCI – Monde (non-couvert)	(11,6)	8,6	10,6	11,6
ACTIONS AMÉRICAINES				
S & P 500[2]				
Partiellement couvert[3]	(8,9)	10,5	15,7	13,3
Couvert[4]	(12,4)	9,3	14,8	12,7
Non couvert	(6,4)	14,1	18,1	16,6
MSCI – US[2, 5]	(12,0)	10,5	16,0	13,1
NASDAQ-100[1, 2, 5]	(32,7)	13,9	21,5	16,9
NYSE[1, 2, 5]	(10,2)	8,5	13,0	9,9
Wilshire 5000[1, 2, 5]	(11,1)	8,5	13,2	10,3
AUTRES ACTIONS ÉTRANGÈRES				
MSCI – EAFE + EMF[3, 6]				
Couvert[4]	(14,9)	5,0	6,6	6,6
Non couvert	(14,6)	3,6	4,3	7,5
MSCI – EAFE				
Partiellement couvert[3]	(15,9)	6,2	7,9	7,5
Couvert[4]	(16,2)	6,4	8,1	7,4
Non couvert	(16,5)	4,0	5,0	7,9
Financial Times World, sauf États-Unis[2, 5]	(16,3)	4,0	5,2	4,7
CAC 40 – France[1, 2, 5]	(22,0)	14,8	13,7	10,1
DAX – Allemagne[1, 2, 5]	(19,8)	12,3	13,7	12,6
FTSE 100 – Royaume-Uni[1, 2, 5]	(16,2)	4,8	7,9	7,7
NIKKEI 225 – Japon[1, 2, 5]	(23,5)	(11,4)	(8,6)	(7,5)
SECTEUR IMMOBILIER				
Financements hypothécaires				
SC – univers[7]	8,1	5,9	8,2	7,8
Immeubles				
AON[8]	11,3	13,0	10,5	4,1

1 *Indice des prix.*

2 *Ne tient pas compte de la retenue d'impôt applicable aux étrangers non visés par une convention de double imposition.*

3 *Depuis janvier 2000, l'indice reflète la politique de couverture partielle de la CDP contre les risques de change.*

4 *Couvert contre les risques de change.*

5 *Devises locales.*

6 *Pour la période antérieure à janvier 1991, les données n'incluent pas la couverture du risque de change. Pour la période antérieure à avril 1994, l'indice mondial MSCI est utilisé, et pour la période d'avril 1994 à décembre1995, l'indice MSCI-EAFE est utilisé.*

7 *Cet indice de référence est utilisé depuis janvier 1999. L'indice utilisé antérieurement était le SCM hypothèques 3 ans.*

8 *Avant 1998, l'indice s'appelait MLH+A et avant 1993, l'indice de référence utilisé était le Frank Russell Canada.*

9 *Avant 200, l'indice de référence utilisé était le Québec small caps de la Financière Banque Nationale.*

CDP Capital – Marchés mondiaux

CDP Capital – Marchés mondiaux intègre les multiples facettes de la gestion de portefeuille. Elle gère les fonds qui lui sont confiés avec rigueur, tout en respectant des normes éthique élevées dans ses décisions et pratiques. La société a pour mission de dégager un rendement financier optimal et supérieur aux indices reconnus, tout en veillant à la sécurité des capitaux sous gestion par un contrôle efficace du risque.

Au cours des ans, la CDP s'est d'abord imposée comme chef de file au Canada dans ses activités de grands marchés organisés et liquides, pour ensuite devenir le plus grand investisseur canadien sur les marchés financiers mondiaux. Aujourd'hui, les équipes des grands marchés sont regroupés au sein de CDP Capital – Marchés mondiaux, une filiale qui offre ses services aux institutions publiques et privées du monde entier.

Pour ce faire, la société s'appuie sur le talent affirmé et la grande capacité d'analyse de plus de 80 gestionnaires, dont nombre détiennent le titre d'analyste financier agréé (CFA). Ces gestionnaires sont regroupés en équipes autonomes, spécialisées dans des niches précises ou des styles de gestion particuliers. Ils ont également accès à un réseau mondial d'information et au soutien d'équipes de recherche de premier plan.

Les activités de placement de CDP Capital – Marchés mondiaux reposent sur un processus rigoureux d'évaluation et sur une gestion du risque rigoureuse couvrant les risques de marché, de crédit, de liquidité, opérationnel et juridique. En outre, parallèlement au travail des gestionnaires de portefeuille, une équipe autonome est chargée de poser un regard neutre sur l'ensemble de la gestion des risques.

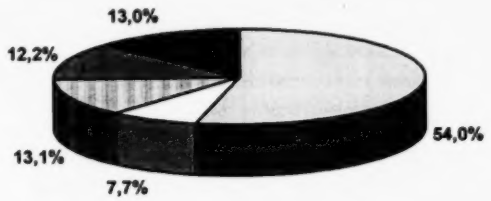
CDP Capital – Marchés mondiaux se distingue en ce qu'elle privilégie la gestion active à la gestion indicielle. Ainsi, ses gestionnaires ne se contentent pas de chercher à reproduire les indices boursiers; ils effectuent eux-mêmes le choix des titres de leur portefeuille dans le but de surpasser le rendement de leur indice de référence.

L'équipe ne préconise pas de style de gestion vedette. Les gestionnaires travaillent en équipe, et chacun est responsable d'une partie des fonds dans le cadre d'un mandat bien déterminé. La société mise donc sur la synergie des équipes et la complémentarité des styles de gestion plutôt que de privilégier un style de gestion et un gestionnaire en particulier.

Elle ajoute également d'autres expertises et styles de gestion à son équipe en confiant une partie de ses fonds sous gestion à des gestionnaires externes de talent pour certains de ses investissements à l'extérieur du Canada.

Répartition du portefeuille sous gestion

au 31 décembre 2001



Catégories de placement [1]	Juste valeur (M$)
Valeurs à court terme et autres	6 670,1
Obligations	46 731,6
Actions canadiennes	11 339,3
Actions américaines	10 587,9
Actions étrangères et des pays en émergence	11 170,7
TOTAL	**86 499,6**

1 *Certains placements sont gérés par plus d'une filiale.*

L'année 2001 en bref

Le ralentissement marqué de l'activité économique et la chute généralisée des marchés financiers ont rendu l'année 2001 particulièrement ardue. Malgré ce contexte difficile, l'actif sous gestion de CDP Capital – Marchés mondiaux totalisait 86,5 G$ au 31 décembre 2001, ce qui représente 65 % de l'actif total sous gestion du groupe CDP.

La société a obtenu de nouveaux mandats de gestion au cours de l'année, notamment un deuxième de StrategicNova Funds Management, société montréalaise de services financiers intégrés. CDP Capital – Marchés mondiaux gère ainsi les fonds canadiens de revenu et le volet des titres à revenu fixe des fonds équilibrés des Fonds mutuels StrategicNova.

La gestion des taux et devises

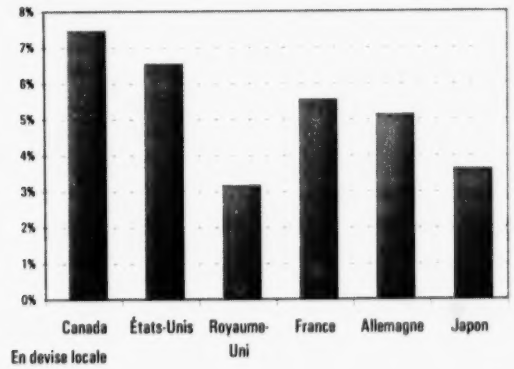
La direction de la gestion des taux et devises compte plus de 25 professionnels regroupés en équipes responsables de différents véhicules financiers (obligations, valeurs à court terme, devises) et spécialisées en segments de marchés (obligations du Québec, du Canada, des États-Unis, etc.). Les opérations de placement sont dirigées par des gestionnaires aguerris, appuyés par une solide équipe d'arbitragistes.

Au total, cette équipe gère un actif de 53,4 G$.

Le marché obligataire

En 2001, les marchés obligataires des pays industrialisés ont connu des rendements positifs, qu'ont favorisés la baisse des taux à court terme et l'accentuation marquée de la courbe de rendement.

Rendement des principaux indices obligataires



Le ralentissement économique et le climat d'incertitude engendré par les craintes d'actes terroristes ont profité au marché obligataire, dont les titres ont même servi de valeur refuge au dernier trimestre.

La crise en Argentine n'a pas eu d'effet de contagion sur l'ensemble des marchés en émergence, mis à part le Brésil dont la monnaie a connu un recul appréciable. De fait, tous les pays compris dans l'indice obligataire Emerging Markets Bond Index de JP Morgan, à l'exclusion de l'Argentine, ont affiché des rendements positifs.

Enfin, l'année a été excellente pour les obligations de sociétés négociées sur les marchés publics. En effet, les entreprises ont profité de la faiblesse historique des taux d'intérêt pour refinancer massivement leur dette en 2001. Les émissions libellées en dollar US ont atteint un niveau record de 820 G$, une hausse de 43 % par rapport à 2000. Une grande part de ces obligations a été achetée par des étrangers, contribuant à renforcer le dollar US. Ainsi, pour l'ensemble de l'année, le rendement de cette catégorie d'actif se chiffre à 11 %, soit le meilleur résultat depuis 1997.

C'est dans ce contexte que les gestionnaires de portefeuilles d'obligations ont effectué 12 783 opérations totalisant 872,8 G$, soit des acquisitions de 438,2 G$ et des ventes de 434,6 G$.

Le marché monétaire

En 2001, la Réserve fédérale américaine a retranché 475 points de base à son taux directeur, dont 175 au lendemain des attentats du 11 septembre. Ainsi, le taux des fonds fédéraux affichait 1,75 % en fin d'année, son niveau le plus faible depuis 1962.

La Banque du Canada s'est montrée moins empressée à sabrer dans les taux que la Réserve fédérale, et a abaissé son taux directeur de 350 points. Celui-ci affichait 2,25 % à la fin de l'année, son niveau le plus bas depuis 40 ans.

En Europe, la Banque centrale européenne a abaissé son taux directeur de 150 points de base cette année, dont 50 immédiatement après le 11 septembre.

Enfin, la Banque du Japon a décidé de revenir à sa politique du taux zéro.

Au cours de l'année 2001, les gestionnaires de portefeuilles de valeurs à court terme ont mené 4 310 opérations totalisant 652,7 G$. Les acquisitions se sont chiffrées à 330,2 G$ et les ventes à 322,5 G$.

Le marché des changes

L'éclatement de la bulle technologique, l'énorme déficit du compte courant, les réductions de taux d'intérêt et l'entrée en récession des États-Unis n'auront pas eu raison du billet vert en 2001. Ainsi, le dollar est demeuré fort par rapport aux devises des pays du G7 et des marchés en émergence. Sur l'ensemble de l'année, le dollar US s'est apprécié de 7 % sur une base pondérée par les échanges commerciaux.

Quant au dollar canadien, malmené dès l'été 2001, surtout par le repli du cours des matières premières et les révisions à la baisse des attentes de croissance, il a touché un nouveau creux historique à l'automne, en-dessous des 63 cents US. Sur une base commerciale pondérée, la monnaie canadienne s'est dépréciée de 6 % en 2001.

L'euro n'a pu jusqu'à maintenant tirer profit des déboires économiques aux États-Unis et de l'aversion accrue au risque. Les flux de capitaux de l'Europe vers les États-Unis se sont ainsi poursuivis, affaiblissant la devise qui valait 89 cents US en fin d'année. Sur une base commerciale pondérée, l'euro s'est déprécié de 2,2 % en 2001.

Au Japon, malgré l'arrivée d'un nouveau gouvernement, l'économie continue de battre sérieusement de l'aile. L'effet a évidemment été néfaste sur le yen, qui s'est déprécié de 11 % sur une base commerciale pondérée.

Mentionnons enfin que le peso mexicain a été la devise de choix en 2001, puisqu'elle a été la seule à surperformer le dollar US.

Les gestionnaires de CDP Capital – Marchés mondiaux ont effectué plus de 5 000 opérations totalisant 831,3 G$ sur le marché mondial des changes. Les principales devises négociées sont le dollar US, l'euro, le yen et la livre sterling.

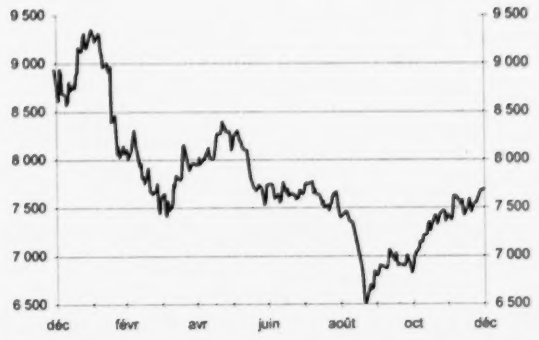
Les marchés boursiers

Conséquence de la mondialisation des économies, l'étroite corrélation entre les rendements des différents marchés boursiers mondiaux est apparue très évidente en 2001. Ainsi, de façon générale, les marchés boursiers mondiaux ont poursuivi le mouvement baissier qu'ils avaient amorcé en mars 2000. L'année a en outre été marquée par une très grande volatilité, qu'ont bien sûr exacerbée les attentats du 11 septembre.

Le marché canadien

Pour l'ensemble de l'année, le TSE 300 affiche une baisse d'environ 12,6 %, comparable à celle du S&P 500. Certains titres se sont particulièrement dépréciés, notamment celui de Nortel, dont le rendement annuel s'est établi à –75 %, contre –33 % en 2000.

Évolution de l'indice TSE 300



Source : *Reuters.*

Encore une fois, ce sont les quelques secteurs qui incluent des sociétés reliées aux TMT (technologies, médias et télécommunications), fortement pondérés en début d'année dans le TSE 300, qui ont le plus nui au rendement de l'indice canadien. Par exemple, le sous-secteur de la production industrielle, qui comprend notamment le titre de Nortel, a terminé l'année en baisse de 49 %. Celui des services publics, dont les titres de BCE et Rogers font partie, affiche quant à lui un rendement de –23 %.

Des 14 sous-secteurs qui composent l'indice, 11 affichaient en fin d'année un rendement variant de légèrement à très positif. Parmi les secteurs qui ont obtenu les meilleurs résultats, mentionnons ceux du transport et des services environnementaux (+48,6 %) – qui comprend notamment le titre du Canadien National – des conglomérats (+23,4 %), des produits de consommation (+20,3 %), de la distribution et des services (+20,4 %) et des sociétés aurifères (+18,3 %).

TSE 300 - RENDEMENTS SECTORIELS

en pourcentage	2001	1997-2001 (5 ans)	1992-2001 (10 ans)
Mines et métaux	12,84	(2,82)	5,47
Or et minéraux précieux	18,27	(14,03)	1,13
Pétrole et gaz naturel	7,01	7,81	12,07
Papiers et produits forestiers	5,02	3,29	6,10
Produits de consommation	20,27	15,67	14,11
Production industrielle	(49,22)	0,50	8,14
Immeubles	14,20	3,15	(8,05)
Transport et services environnementaux	48,63	4,18	5,92
Pipelines	14,46	11,94	11,78
Services publics	(22,74)	24,68	18,27
Communications	(7,54)	12,27	11,29
Distribution et services	20,35	7,75	6,23
Services financiers	2,72	17,74	18,03
Conglomérats	23,40	14,05	14,88
RENDEMENT GLOBAL	(12,57)	6,95	10,37

L'équipe des marchés boursiers canadiens a mené ses activités dans un contexte de grande volatilité. Au cours de l'année, elle a effectué 33 000 opérations totalisant 46,3 G$: les achats de titres ont compté pour 24,2 G$ et les ventes, pour 22,1 G$.

Cette équipe est d'ailleurs divisée en deux : la première, qui regroupe une vingtaine de professionnels spécialisés selon les secteurs industriels du TSE 300, effectue les placements selon une approche sectorielle. En plus de leur expertise des marchés financiers, ces professionnels ont donc une connaissance approfondie des différents secteurs de l'activité économique, qu'ils partagent avec leurs collègues des autres équipes de gestion. Cette équipe gère un actif total de 9,5 G$.

La deuxième équipe investit quant à elle sur le marché boursier canadien selon un mode de gestion spécialisée. On y retrouve une dizaine de professionnels, chacun appliquant son propre style de gestion (généraliste, dynamique, etc.) et agissant dans un segment bien précis du marché canadien (sociétés de petite, moyenne ou grande capitalisation, secteurs cycliques et non cycliques). Cette équipe gère un actif de 7,3 G$.

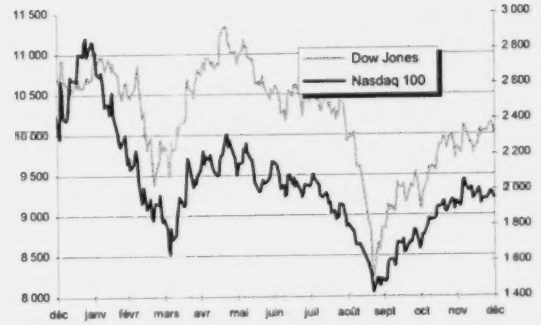
Les marchés boursiers internationaux

Les marchés boursiers américains ont poursuivi leur mouvement baissier tout au long de l'année 2001. Évidemment, les attentats du 11 septembre ont empiré la situation, les marchés ayant réouvert fortement à la baisse après une fermeture de quatre jours. Ainsi, pour le S&P 500, la semaine du 17 septembre aura été l'une des pires de son histoire, avec un rendement avoisinant –11,6 %. Le rendement de cet indice a d'ailleurs atteint son creux annuel le vendredi 21 septembre, pour ensuite remonter progressivement jusqu'au 31 décembre, notamment grâce aux politiques de la Réserve fédérale, qui a rapidement baissé ses taux après les attentats. En somme, les indices américains ont tous terminé l'année en baisse : S&P 500 (–12 %), Nasdaq 100 (–33 %), Dow Jones (–7,1 %).

Évolution de l'indice S&P 500

Source : *Reuters*.

Évolution des indices Dow Jones et Nasdaq 100

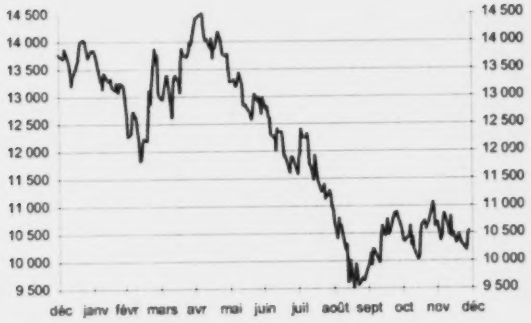


Source : *Reuters*.

En Europe, le Dow Jones Euro Stoxx, qui regroupe les principales sociétés européennes, a perdu plus de 20 % de sa valeur en 2001. Les autres grands indices boursiers, dont le DAX, le FTSE 100 et le CAC 40, ont également terminé l'année à la baisse, notamment parce qu'ils sont composés de plusieurs titres de sociétés technologiques.

En Asie, le Nikkei 225 a continué sa dégringolade, affichant une baisse de 24 % pour l'ensemble de l'année.

Évolution de l'indice Nikkei 225



Source : *Reuters.*

Le portrait n'a guère été plus reluisant sur les autres bourses asiatiques.

Mentionnons que l'Australie, dont l'économie est moins étroitement liée au secteur technologique, a connu une bonne année dans le contexte. Ainsi, l'indice boursier australien a terminé l'année en hausse de 7,9 %.

Enfin, en Amérique latine, la plupart des bourses sont demeurées à la baisse en 2001, à l'exception de celle du Mexique, qui affichait une hausse de 10,3 % à la fin de l'année.

Dans un tel contexte, la quinzaine de professionnels qui composent l'équipe des marchés boursiers internationaux a enregistré pour l'ensemble de l'année 26 000 opérations totalisant 16,4 G$, dont 10,0 G$ d'achats de titres, et 6,4 G$ de ventes. Cette équipe gère un actif de 16,3 G$.

Regroupés en équipes spécialisées par pays ou par région (États-Unis, Japon et Asie, Royaume-Uni, Europe continentale, marchés en émergence), ces professionnels assurent une gestion active basée essentiellement sur la méthode de l'analyse fondamentale. Ils travaillent notamment en synergie avec l'équipe de la gestion sectorielle, qui leur fournit les résultats de leurs recherches.

Cette équipe confie également des mandats de gestion à l'externe, une approche utilisée pour diversifier les styles de gestion ou pour les investissements dans des pays moins bien connus des gestionnaires internes.

Les placements tactiques et les fonds de couverture

Les activités tactiques reposent sur l'utilisation de produits dérivés et cherchent à tirer profit des occasions de marché découlant de mouvements à court terme, de facteurs conjoncturels fondamentaux, ou de fluctuations de cours liées aux cycles économiques et financiers.

Les placements tactiques de CDP Capital – Marchés mondiaux et Gestion tactique Varan se spécialisent depuis quelques années dans la gestion de stratégies et de fonds de couverture, ceux-ci visant le rendement absolu et se caractérisant par un contrôle rigoureux du risque. Ce mode de gestion est axé sur la capacité du gestionnaire de dégager des rendements absolus dans quelque conjoncture que ce soit, et sur l'utilisation appropriée de l'effet de levier. À cet égard, ces stratégies ont été efficaces en 2001, notamment au cours des mois plus ardus qu'ont été avril et septembre.

Dans le contexte de grande turbulence de 2001, les investisseurs gérant des fonds de couverture ont réussi à tirer leur épingle du jeu comparativement aux indices de référence traditionnels. En effet, les fonds de couverture à travers le monde ont généré un rendement de près de 4 % en 2001. Quelques fonds spécialisés ont même produit des rendements supérieurs à 10 %, notamment les fonds de titres de sociétés en difficulté et les fonds d'opérations d'arbitrage de titres convertibles, mais la plupart ont dû se contenter d'un rendement absolu similaire à celui du marché monétaire.

Chez CDP Capital – Marchés mondiaux, le fonds de fonds d'arbitrage « Multi-Stratégies » a réalisé un rendement supérieur à 10 % tandis que le fonds de fonds « Opportuniste », dans le cadre duquel ont été appliquées des stratégies neutres au marché, a procuré un rendement de 4,3 %. Le rendement moindre de certains gestionnaires dont le style suit de plus près les tendances de marché a réduit le rendement global, qui s'établit néanmoins à 2,3 % pour l'année.

Les stratégies d'arbitrage des obligations convertibles et des titres de sociétés en difficulté ont affiché plus de 10 %, de très bons rendements compte tenu de la conjoncture. Quant aux opérations d'arbitrage sur les courbes de rendement, les obligations de pacotille et la gestion neutre des actions, elles ont dégagé des rendements variant de 5 à 10 %.

La faible activité au chapitre des fusions et acquisitions n'a pas permis de tirer profit d'occasions d'affaires. Le rendement de ce secteur n'a donc été que de 2,6 %.

Dans le cadre des stratégies plus directionnelles, les rendements des stratégies acheteur et vendeur sur actions ont été négatifs, alors que les gestionnaires adoptant une approche globale (macro) ont tiré parti des crises survenues en cours d'année et ont dégagé un rendement de 8 %.

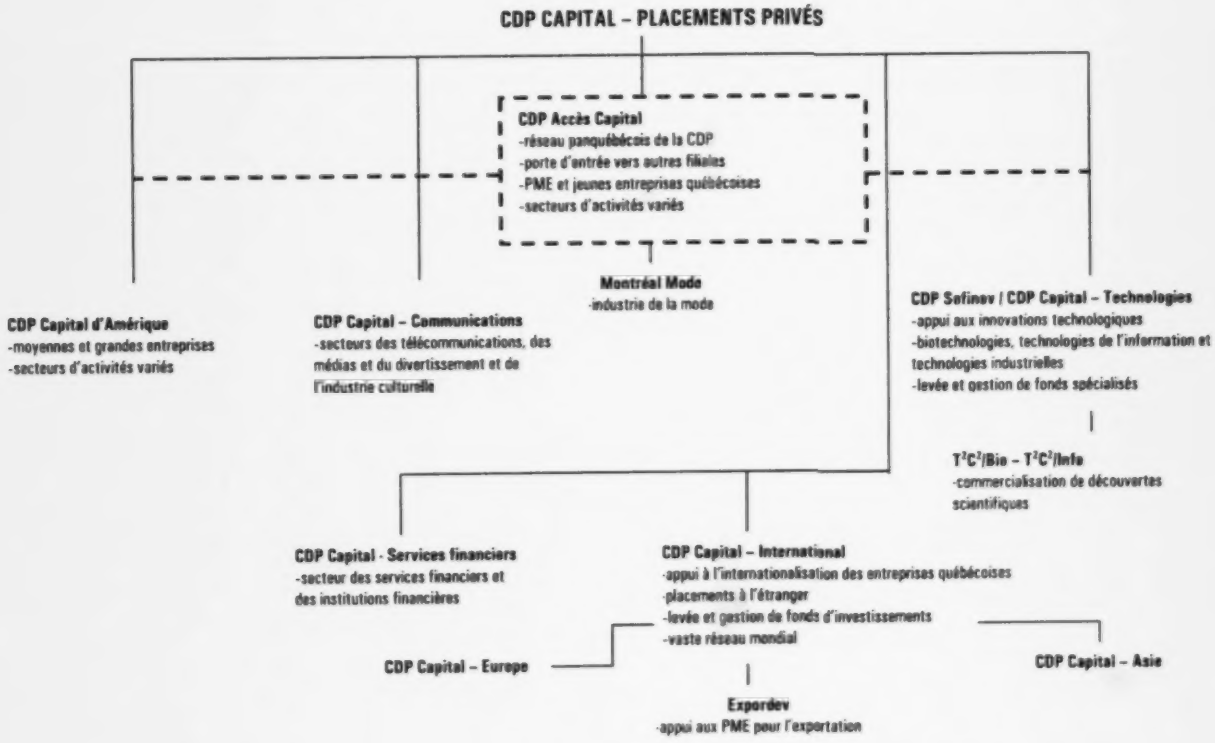
La gestion stratégique de la répartition de l'actif

L'objectif premier de la gestion stratégique de la répartition de l'actif est de procurer une valeur ajoutée aux portefeuilles, en surpondérant ou en sous-pondérant certaines catégories d'actif et en profitant des occasions de placement du marché. Tout en positionnant l'ensemble du portefeuille de manière à profiter des tendances structurelles mondiales, ces activités cherchent à prévoir les tendances économiques et les mouvements des marchés financiers sur un horizon de 6 à 18 mois. Les positions sont prises soit en effectuant des mouvements de fonds entre les divers portefeuilles, soit au moyen d'instruments financiers dérivés.

Au cours de l'année, diverses stratégies de répartition de l'actif ont été mises en œuvre en fonction des conditions prévalant sur les marchés. Ainsi, au cours de l'année 2001, le poids de l'immobilier a été accru substantiellement afin de tirer profit des rendements absolus très positifs dégagés dans ce secteur. Le portefeuille immobilier a ainsi constitué le meilleur véhicule en 2001. Du côté des actions, après avoir anticipé une reprise des marchés conséquente avec les baisses agressives de taux de la Réserve fédérale américaine, nous avons progressivement repositionné le portefeuille dans un mode défensif, particulièrement au cours du quatrième trimestre. Durant cette période, la vente d'options s'est traduite par un gain de 100 M$. Les faibles perspectives de profit des entreprises justifiaient cette prudence face aux marchés en cette fin d'année 2001. Ces positions défensives nous ont par ailleurs bien servi en début d'année 2002. En outre, une surpondération a été effectuée pour les actions des marchés en émergence car, à l'aube d'une reprise économique mondiale, ces titres procurent de meilleurs rendements, surtout qu'ils étaient relativement peu chers au moment de leur acquisition.

CDP Capital – Placements privés

Les sociétés de CDP Capital – Placements privés travaillent en partenariat avec les entreprises, leur proposent une vaste gamme de produits de financement et de services-conseils, et contribuent ainsi à leur ouvrir de nouveaux horizons. Chaque société a son créneau particulier :



En 2001, le ralentissement économique généralisé et la baisse des marchés financiers ont affecté de nombreuses entreprises dans plusieurs secteurs de l'activité économique. Dans ce contexte, les sociétés de CDP Capital – Placements privés ont consacré beaucoup d'énergie à aider leurs entreprises partenaires à traverser cette période difficile.

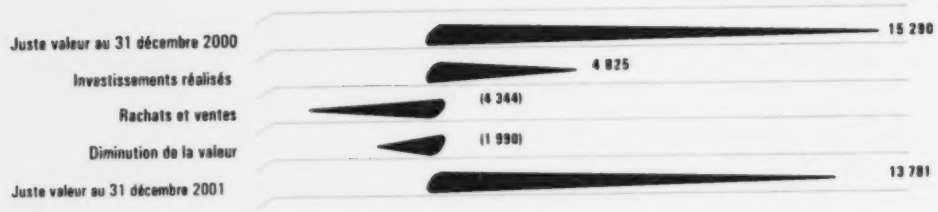
Malgré la conjoncture, les sociétés du groupe ont investi plus de 4,8 G$ au cours de l'année. Quelques participations ont également été vendues, pour un total de 4,3 G$. Ainsi, au 31 décembre 2001, la juste valeur du portefeuille de placements privés atteignait 13,8 G$, répartis dans 867 entreprises. L'actif total sous gestion de CDP Capital – Placements privés atteint 16,7 G$, soit 12,6 % de l'actif total sous gestion du groupe CDP. Cette proportion consacrée aux placements négociés confirme la position dominante du groupe CDP dans ce marché.

Appuyer nos entreprises partenaires dans les situations difficiles

CDP Capital d'Amérique et CDP Accès Capital ont mis sur pied une nouvelle équipe chargée d'appuyer les entreprises partenaires qui pourraient éprouver des difficultés, notamment en raison du contexte économique actuel. Voilà un exemple éloquent de ce que signifie le partenariat pour les sociétés de CDP Capital – Placements privés ! Plus que simplement des investisseurs, elles travaillent étroitement avec les entreprises qui composent leur portefeuille afin d'assurer leur succès !

Évolution du portefeuille

En millions de dollars



Répartition par secteur du portefeuille

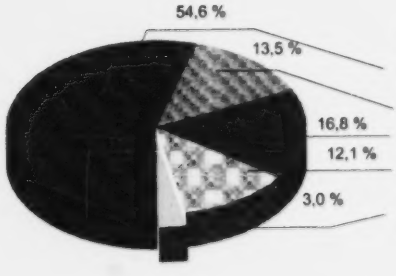
au 31 décembre 2001

juste valeur – en pourcentage

[1] *Les actifs des fonds de placements privés sont investis dans plusieurs secteurs.*

Ventilation du portefeuille

au 31 décembre 2001



	Nombre	Juste valeur M$
Moins de 5 M$	473	533,3
5 - 10 M$	117	881,1
10 - 25 M$	146	2 482,9
25 - 100 M$	105	5 126,9
100 M$ et plus	26	4 757,2
TOTAL	**867**	**13 781,4**

Portefeuille de CDP Capital – Placements privés

au 31 décembre 2001 – en millions de dollars

Filiales	Juste valeur	
	Nombre	$
Portefeuille CDP		
CDP Accès Capital	162	147,0
CDP Capital – Communications	116	3 265,3
CDP Capital d'Amérique	279	5 911,8
CDP Capital – International	85	1 664,4
CDP Montréal Mode Investissements	10	9,5
Montréal Mode International	1	29,4
CDP Capital – Services financiers	74	1 172,8
CDP Sofinov / CDP Capital – Technologies	208	1 581,2
Total consolidé	**867**	**13 781,4**
Portefeuille de biens sous gestion	–	2 941,3
PORTEFEUILLE TOTAL SOUS GESTION		**16 722,7**

Certains placements sont gérés par plus d'une filiale.

CDP Accès Capital

Nombre de facteurs ont eu une incidence négative sur les entreprises en portefeuille en 2001 :

- la récession aux États-Unis a touché de nombreuses sociétés, dont les entreprises québécoises exportatrices;
- la baisse boursière quasi généralisée a eu un impact sur plusieurs secteurs de l'économie, et même les entreprises non cotées en ont subi les contrecoups;
- le contentieux sur le bois d'œuvre avec les États-Unis a nui aux entreprises québécoises de ce secteur;
- la chute des titres des sociétés des secteurs des TMT (technologies, médias et télécommunications) a également eu un impact auprès des sous-traitants de ces entreprises;
- le grand mouvement de consolidation entrepris en 2000 s'est poursuivi, amenant son lot de fusions et d'acquisitions.

Au 31 décembre 2001, le portefeuille de CDP Accès Capital était évalué à 147 M$ et comptait des placements dans 162 entreprises. Son taux de rendement interne net de frais pour 2001 s'établit à –3,0 %; sur trois ans, le taux de rendement interne annualisé se chiffre à 2,3 %.

La société, dont le réseau de 12 bureaux d'affaires dessert le Québec et l'Acadie, a réaffirmé en 2001 l'importance de son rôle auprès des entreprises de tous les secteurs d'activité. Rappelons que CDP Accès Capital a pour mandat de procéder à l'analyse préalable des demandes de financement des sociétés en région, et de confier les dossiers retenus à la filiale spécialisée pertinente, qui en assure le suivi. C'est ainsi que la CDP offre aux entreprises un guichet unique où s'adresser pour obtenir du financement. En outre, l'étude initiale des demandes est effectuée par une équipe qui connaît le contexte propre à l'entreprise et, partant, est mieux à même de comprendre ses besoins. En 2001, CDP Accès Capital a acheminé 93 dossiers à ses sociétés sœurs.

Accès Relève, un produit financier clé en mains

Créé au début 2000, Accès Relève a pour objectif de faciliter la transmission ordonnée de la propriété de PME aux membres de la famille ou aux cadres de l'entreprise. Produit novateur adapté à la situation fiscale de l'entrepreneur, il est assorti d'un plan de relève et de soutien à la gestion. À peine deux ans après son lancement, Accès Relève, qui vise la pérennité des entreprises familiales de toutes tailles, jouit déjà d'une grande popularité au sein des milieux d'affaires.

Détail des placements autorisés en 2001

Accès Relève : huit dossiers totalisant près de 12 M$ ont été autorisés au cours de l'année, ce qui en porte le nombre à 13 depuis la création de ce produit en 2000. CDP Accès Capital se place ainsi au rang de chef de file du financement de la relève d'entreprises au Québec.

Prêts aux entreprises parrainées : 23 jeunes entreprises ont obtenu du financement, pour un total de 9,5 M$.

Investissements dans des PME : des placements d'une valeur totale de 54 M$ ont été autorisés dans 78 entreprises.

Centres de parrainage associés à CDP Accès Capital

Centre de développement d'entreprises technologiques (Outaouais)
Centre de haute technologie Jonquière (Saguenay et Lac-Saint-Jean)
Centre d'entrepreneurship technologique de l'École de technologie supérieure (Montréal)
Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal
Centre québécois d'innovation en biotechnologie (Laval)
Émergence entrepreneur (Québec)
Centre d'entrepreneurship technologique (Estrie)
Enviro-Accès (panquébécois)
Inno-Centre Québec (panquébécois)
Société de développement économique de Drummondville
Pépinière d'entreprises innovantes de Beauce
Technopole Vallée du Saint-Maurice (Trois-Rivières)

Quelques nouveaux investissements autorisés par CDP Accès Capital

Entreprise	Secteur d'activité	Région	Montant autorisé
BioMédia Canada	Biotechnologies	Centre du Québec	250 000 $
Biovet [1]	Biotechnologies	Montérégie	1,5 M$
CO^2 Solution	Technologies industrielles	Québec/Chaudière-Appalaches	500 000 $
Cycles Devinci	Biens de consommation	Saguenay/Lac-Saint-Jean	1,2 M$
Foliot	Fabrication de meubles	Laurentides	500 000 $
Groupe Attraction [2,3]	Mode	Estrie	1,6 M$
Groupe Korem	Technologies de l'information	Québec/Chaudière-Appalaches	500 000 $
Groupe Prowatt [2]	Technologies industrielles	Saguenay/Lac-Saint-Jean	1,0 M$
Les Entreprises 3-Soft	Technologies de l'information	Montérégie	1,0 M$
Les Usines d'Autray [2]	Manufacturier	Lanaudière	1,4 M$
Logiciels Machina Sapiens	Technologies de l'information	Montréal	1,5 M$
Lysac Technologies [4]	Technologies industrielles	Montréal	2,0 M$
Produits du loup-marin Tamasu	Agro-alimentaire	Iles-de-la-Madeleine	225 000 $
RAD Équipement	Manufacturier	Montérégie	400 000 $
SDP Components	Manufacturier	Montréal	1,5 M$

[1] Investissement effectué conjointement avec T^2 C^2
[2] Financement dans le cadre d'Accès Relève
[3] Investissement effectué conjointement avec CDP Montréal Mode Investissements
[4] Investissement effectué conjointement avec CDP Capital d'Amérique

Montréal Mode

Créée en 1999, Montréal Mode International (MMI) mène son action essentiellement par voie de partenariats, d'acquisitions et d'alliances stratégiques dans le secteur de la mode, du vêtement, des accessoires et des produits connexes. En 2001, la société a notamment annoncé la création d'un partenariat entre Dénommé Vincent design, un studio de création de mode masculine haut de gamme, acquis par MMI à la fin de 1999, et le groupe Old River, un concepteur, fabricant et détaillant de mode masculine. Le recul des ventes en 2001 a affecté la société.

Société de financement et d'investissement, CDP Montréal Mode Investissements effectue des placements de capital de risque dans des entreprises du milieu de la mode, au moyen d'instruments financiers comme des participations au capital-actions, des débentures et du financement traditionnel.

Quelques investissements autorisés

Entreprise	Région	Montant autorisé
Gestion François Roberge (La Vie en Rose)	Montréal	2 M$
Lise Watier Cosmétiques [1]	Montréal	3,7 M$
Sheila Dassin Boutique	Montréal	50 000 $
Souris Mini [2]	Québec	500 000 $

[1] Investissement effectué conjointement avec CDP Hypothèques
[2] Investissement effectué conjointement avec CDP Accès Capital

Au total, les deux composantes de Montréal Mode ont réalisé un taux de rendement interne de –8,9 % en 2001.

CDP Capital d'Amérique

CDP Capital d'Amérique détient un portefeuille évalué à plus de 5,9 G$, ce qui la place parmi les plus grandes sociétés de placement négocié en Amérique du Nord. Au fil des ans, la société a constitué une équipe de professionnels chevronnés et un vaste réseau de partenaires financiers de premier rang, à l'échelle canadienne comme à l'étranger.

Dès l'automne 2000, CDP Capital d'Amérique a pressenti un ralentissement dans les secteurs d'activité dans lesquels elle investit. Ainsi, dès le début de l'année 2001, elle s'est départie de plusieurs placements, une décision qui s'est avéré judicieuse. Comme elle le prévoyait, l'année 2001 a été caractérisée par une baisse notable du volume d'opérations, le ralentissement de l'économie nord-américaine ayant incité de nombreuses entreprises à mettre leurs projets d'expansion en veilleuse jusqu'à ce que des signes probants de reprise se manifestent. Néanmoins, CDP Capital d'Amérique a autorisé en 2001 des investissement totalisant 1,5 G$ dans 59 entreprises.

Ainsi, au 31 décembre 2001, la juste valeur du portefeuille global de CDP Capital d'Amérique s'élevait à 5,9 G$, répartis dans 279 entreprises. CDP Capital d'Amérique est très fière de compter parmi ses partenaires de longue date plusieurs sociétés québécoises figurant parmi les chefs de file nord-américains, voire mondiaux, dans leurs secteurs : Domtar, Alimentation Couche-Tard, Groupe GTC, SNC-Lavalin, Concert Industries, etc.

Portefeuille de participations

Le portefeuille de participations géré par CDP Capital d'Amérique a dégagé un taux de rendement interne net de frais de 10,6 % en 2001, incluant les titres de sociétés de petite capitalisation. Si on exclut ces derniers titres, le taux de rendement interne net de frais de ce portefeuille se chiffre à 8,3 %, un résultat de loin supérieur à celui du TSE 300 qui a clôturé l'année avec un rendement de –12,57 %. Ce sont d'ailleurs les placements dans les entreprises québécoises qui ont le plus contribué à l'excellent rendement dégagé en 2001 pour ce portefeuille. Au 31 décembre, sa valeur atteignait 3,2 G$ et comportait des titres dans 178 entreprises. Sur trois ans le rendement de ce portefeuille s'élève à 18,6 % surpassant ainsi de 1 150 points centésimaux le TSE 300.

Portefeuille de titres d'emprunt

Ce portefeuille se compose de divers titres d'emprunt, notamment des prêts bancaires, des obligations à rendement élevé et des placements sous forme de prêt mezzanine.

Le portefeuille se caractérise par une bonne diversification géographique et sectorielle. Ainsi, malgré l'augmentation marquée des taux de défaut des emprunteurs dans le marché en 2001, la qualité des titres en portefeuille a permis de générer des résultats qui se comparent favorablement aux indices nord-américains pour ces instruments.

Ce portefeuille, l'un des plus grands dans ces secteurs d'activité au Canada, a dégagé un rendement avant frais de 6,7 % sur un an et de 8,0 % sur trois ans, ce qui se compare à l'indice Scotia Capital univers, dont le rendement se chiffre à 8,1 % en 2001, et à 5,6 % sur trois ans. Ce portefeuille affichait une valeur de 2,2 G$ au 31 décembre 2001.

Portefeuille de titres de sociétés de petite et moyenne capitalisations

CDP Capital d'Amérique gère également un portefeuille de titres de sociétés de petite et moyenne capitalisations inscrites en bourse, dont la valeur s'élevait à 485 M$ à la fin de 2001. Il s'agit de l'un des plus grands portefeuilles de tels titres au Canada. Son rendement a été encore une fois exceptionnel, atteignant 31,6 % pour l'année, 10,9 % sur trois ans et 23,5 % sur six ans, soit depuis la création de ce portefeuille. En comparaison, l'indice de référence Scotia Capital Québec 60 a généré des rendements de 6,3 %, 10,5 % et 17,9 % pour les mêmes périodes.

Un véhicule financier recherché par les investisseurs

Les titres de sociétés de petite capitalisation suscitent de plus en plus l'intérêt des milieux financiers, surtout depuis la chute de certains titres comme celui de Nortel, qui ont entraîné dans leur sillage le TSE 300. Dans l'ensemble, les titres de sociétés de petite capitalisation sont attrayants parce qu'ils se vendent à des multiples inférieurs à ceux des sociétés de grande capitalisation, et la croissance de leurs profits est généralement supérieure. Ainsi, une bonne sélection effectuée à partir de critères rigoureux peut générer, à long terme, des rendements très intéressants.

Il existe maintenant quatre indices de référence pour ces titres :

- le Scotia Capital Québec 60 comprend les titres des 60 sociétés québécoises inscrites en bourse ayant la plus petite capitalisation;
- le Scotia Capital 90 inclut les titres des 30 sociétés québécoises ayant la plus grande capitalisation et les 60 sociétés du Québec 60;
- le BMO Nesbitt Burns small caps Québec;
- l'indice small caps Québec de la Financière Banque nationale.

Détail des placements autorisés en 2001

CDP Capital d'Amérique a autorisé des investissements totalisant 1,5 G$ dans 59 entreprises, dont 24 sociétés québécoises.

Quelques nouveaux investissements autorisés par CDP Capital d'Amérique

Entreprise	Secteur d'activité	Région	Montant autorisé
Alimentation Couche-Tard	Alimentation	Pancanadien	71 M$
Complexe Spectrum	Récréotouristique	Montréal	3 M$
George Gillette, club de hockey Le Canadien	Sport	Montréal	140 M$
Mobile Storage Group	Entreposage	États-Unis	12 M$
Plastipak	Technologies industrielles	Montréal	10 M$
PRA International	Produits pharmaceutiques	États-Unis	30 M$
Rona	Quincaillerie	Pancanadien	42 M$
Transat AT	Transport aérien	Montréal	10 M$

CDP Capital – Communications

Depuis sa création, CDP Capital – Communications s'est acquis une solide réputation dans le secteur des TMT (télécommunications, médias et technologies) à l'échelle internationale. La société est aujourd'hui reconnue comme un investisseur de taille et un gestionnaire chevronné. En outre, CDP Capital – Communications entretient un très vaste réseau de contacts d'affaires à travers le monde, ce qui est extrêmement avantageux pour ses entreprises en portefeuille.

En 2001, les secteurs d'investissement de CDP Capital – Communications ont connu une année très difficile. En effet, la correction boursière observée en 2000 s'est poursuivie et les titres des sociétés ouvertes ont continué de subir des baisses de valeur considérables, ce qui s'est répercuté sur l'ensemble de l'industrie. Ainsi, plusieurs entreprises, ouvertes comme fermées, dont les assises étaient pourtant très solides – gestion, production, carnet de commandes, etc. – n'ont pas réussi à trouver de financement pour leurs projets, les capitaux ayant littéralement disparu du marché.

Au Québec, par exemple, les titres de TIW et Microcell ont chuté brutalement et perdu plus de 90 % de leur valeur. C'est pourquoi l'équipe de CDP Capital – Communications a consacré beaucoup d'efforts cette année à travailler avec ces entreprises pour assurer leur restructuration et leur refinancement.

Quebecor Média

Le placement dans Quebecor Média a également subi les contrecoups de la tourmente des marchés financiers. Par contre, les deux principaux secteurs d'activité de la société, le câble et les journaux, ont enregistré des résultats intéressants. Ainsi, la performance de Quebecor Média se compare avantageusement à la plupart des sociétés dont les activités sont reliées aux TMT. En outre, la société est bien placée pour devenir à moyen terme un joueur de calibre mondial car son positionnement est excellent :

- le plan stratégique pour les prochaines années est solide;
- la gestion des ressources est effectuée de façon serrée;
- les revenus pour 2001 sont supérieurs à 2 G$;
- les bénéfices avant intérêts, impôt et amortissement sont supérieurs à 200 M$;
- la dette est structurée de telle sorte qu'il n'y a pas d'échéance à court terme;
- les liquidités sont substantielles;
- l'entreprise possède plus de 275 M$ de facilités de crédit non utilisées.

Imprésario, une solution d'affaires pour les entreprises culturelles et de communications du Québec
La reconnaissance des idées, des créateurs et des entrepreneurs et un soutien véritable à la croissance caractérisent l'action de CDP Capital – Communications auprès des entreprises québécoises des domaines de la production audiovisuelle, de l'édition, du disque et du spectacle de variétés, des nouveaux médias et des métiers d'art.

Grâce à Impresario, un produit destiné aux entreprises dont les projets exigent des investissements de moins de 2 M$, CDP Capital – Communications offre un véritable partenariat et une contribution active à la croissance des entreprises québécoises, en mettant à l'œuvre l'ensemble de ses ressources et de son réseau de partenaires et de contacts à l'échelle internationale.

Détail des activités de 2001

Dans le contexte qui a prévalu au cours de l'année, CDP Capital – Communications a travaillé étroitement avec les entreprises qui composent son portefeuille et a réinvesti dans plusieurs d'entre elles. La société a autorisé des nouveaux placements et des réinvestissements dans 35 entreprises, pour une valeur totale de 1,1 G$.

La société a par ailleurs lancé CDP Capital Entertainment, une nouvelle entreprise établie à Los Angeles qui a pour mission de rechercher les occasions d'investissement dans le secteur du divertissement et d'offrir des services-conseils aux entreprises de ce milieu. La nouvelle société gère actuellement, avec CDP Capital – Communications, un portefeuille de 300 M$ US qui comprend notamment des placements dans trois chefs de file de l'industrie, soit MGM, Mosaic Media Group et Signpost.

La valeur du portefeuille de CDP Capital – Communications s'élevait au 31 décembre à 3,3 G$ et le portefeuille comptait des placements dans 116 entreprises. Le rendement annualisé sur cinq ans est passé à un niveau négatif de 6,8 %, dû à l'impact du rendement de –38,4 % inscrit pour l'année 2001, compte tenu des pertes enregistrées ainsi que des réserves pour moins-value non matérialisée.

À titre de comparaison, l'indice des télécommunications du Nasdaq affichait un rendement de –45,7 % en 2001. Par ailleurs, si les investissements du portefeuille de CDP Capital – Communications avaient été effectués dans l'indice de télécommunications du Nasdaq, les taux de rendement interne cumulés sur cinq ans se seraient chiffrés à –16,8%. Quant aux

fonds communs de placement spécialisés dans les TMT, la moyenne des rendements dégagés en 2001 se situe autour de –36,7 %, un résultat comparable à celui de CDP Capital – Communications.

Quelques nouveaux investissements autorisés par CDP Capital – Communications

Entreprise	Secteur d'activité	Région	Montant autorisé
Distractions Format	Divertissement	Québec	2 M$
Microcell Télécommunications	Opérateur sans fil	Canada	70 M$
Mon Mannequin Virtuel	Logiciel Internet	Québec	12,5 M$
Mosaic Music Publishing	Divertissement	Los Angeles	32 M$
NewCom Americas	Opérateur sans fil	Amérique latine	23 M$
Systèmes Proxima	Équipement de télécommunication	Québec	10 M$
Taiwan Broadband Communications	Opérateur de câble	Asie	18 M$
Telenet Holding N.V.	Câblodistribution	Belgique	70 M$

CDP Sofinov / CDP Capital – Technologies

Notre société de capital de risque technologique est fortement implantée au Québec, ailleurs en Amérique du Nord et, plus récemment, en Europe. Son actif total sous gestion s'élève à 1,6 G$, réparti dans trois secteurs d'investissement : biotechnologie et sciences de la vie, technologies de l'information et technologies industrielles.

Le capital de risque : plus qu'un apport de capital
L'équipe de spécialistes travaille activement avec ses sociétés en portefeuille : constitution du conseil d'administration, renforcement de l'équipe de haute direction, précision du modèle d'affaires ou de la stratégie de mise en marché, etc. Pour ce faire, elle s'est dotée d'un nouveau service dédié à appuyer les dirigeants des sociétés en portefeuille en matière de capital humain et de visibilité.

À la fin de l'année 2000, CDP Sofinov, qui en 2002, utilisera le nom de CDP Capital – Technologies, a clos son premier portefeuille, qu'elle gère aujourd'hui au même titre qu'un fonds d'investissement. Le portefeuille I comprend tous les investissements directs et indirects réalisés depuis la création de la société, le 1er juillet 1995, jusqu'au 31 décembre 2000.

Au 31 décembre 2001, la valeur des investissements directs de ce portefeuille s'élevait à 0,6 G$, dont 48 % au Québec, investis dans 93 sociétés technologiques. Parmi les investissements directs réalisés depuis la création du portefeuille I, 38 sorties ont été réalisées. Au 31 décembre 2001, les investissements directs du portefeuille I affichaient un taux de rendement interne cumulé annualisé de 25,2 %. À pareille date, la valeur des investissements indirects du portefeuille I s'élevait à 0,5 G$, dont 24 % au Québec, investis dans 34 fonds de capital de risque technologique. Depuis la création du portefeuille I en 1995, le taux de rendement interne cumulé annualisé atteint 24,3 %.

À titre de comparaison, si les investissements du portefeuille I avaient été effectués dans les indices TSE 300, S&P 500 ou Nasdaq composites, les taux de rendement interne cumulés au 31 décembre 2001 (en dollars canadiens) auraient été de 9,9 %, 12,9 % et 11,3 % respectivement plutôt que de 24,3 %.

En 2001, le taux de rendement interne de –28,6 % dégagé par le portefeuille I se compare aux taux de rendement interne de ces mêmes indices, qui se sont respectivement chiffrés à –13,6 %, –6,3 % et –17,2 %. Il est toutefois important de noter que les placements d'un portefeuille de capital de risque ne sont pas liquides. L'horizon d'investissement d'un tel portefeuille se situant généralement entre trois et sept ans, le taux de rendement interne annuel n'a que peu de signification. La mesure du rendement la plus pertinente est le taux de rendement interne cumulé sur la durée de vie du portefeuille.

En janvier 2001, un deuxième portefeuille d'investissements directs et indirects a été créé, dans lequel CDP Capital a engagé 1,9 G$, dont 0,5 G$ seront investis dans des sociétés québécoises, sur une période d'investissement de trois à cinq ans. À ce jour, la somme de 220 M$ a été déboursée dans 25 sociétés technologiques et 14 fonds de capital de risque. La société continue d'investir dans des fonds technologiques afin de diversifier le portefeuille II et d'accroître son réseau de partenaires au Québec, ailleurs au Canada, aux États-Unis et en Europe. Compte tenu de la récente création de ce portefeuille, les gains sur ces investissements ne seront évidemment réalisés qu'à moyen terme.

L'actif global de la société est réparti parmi les trois secteurs d'investissement comme suit : Biotechnologie et sciences de la vie 54 %, Technologie de l'information 35 % et Technologies industrielles 11 %.

Biotechnologie et sciences de la vie

En 2001, le secteur Biotechnologie et sciences de la vie a connu une activité relativement plus soutenue et plus positive que d'autres secteurs technologiques, tant sur les marchés

public que privé. Ceci est en grande partie dû à des facteurs intrinsèques au secteur, comme le vieillissement de la population, qui ont une influence positive à long terme sur l'expansion de ce marché. Un nombre croissant de produits a été soumis à la *Food and Drug Administration* (FDA) et le contexte économique a favorisé le regroupement d'entreprises. La société a ainsi conservé un bon rythme d'investissements.

Au cours de l'exercice financier 2001, l'équipe du secteur a effectué des investissements et des réinvestissements dans 23 sociétés, dont 10 constituent la base du nouveau portefeuille II.

Technologies de l'information

En 2001, l'ensemble du secteur des technologies de l'information a subi, à divers degrés, les contrecoups des diminutions draconiennes au niveau des budgets d'immobilisations dans le secteur des télécommunications. Cependant, on constate une reprise dans plusieurs segments de l'industrie, notamment la sécurité, les services TI et les applications logicielles, qui présentent un profil intéressant et prometteur pour les investisseurs. En somme, le mouvement de consolidation se poursuit et on assiste déjà à la naissance d'une deuxième génération de sociétés plus solides qui représentent un meilleur potentiel pour les années à venir.

Au cours de l'exercice financier 2001, l'équipe sectorielle a effectué des investissements et des réinvestissements dans 27 sociétés, dont neuf constituent la base du nouveau portefeuille II.

Technologies industrielles

L'équipe de technologies industrielles investit principalement dans les domaines de la robotique, des machines intelligentes et des énergies alternatives. Depuis les cinq dernières années, plusieurs sociétés du secteur des énergie alternatives ont mis au point des technologies suscitant l'intérêt d'un nombre croissant d'investisseurs. L'évolution de ce secteur est grandement affectée par l'implantation de nouvelles réglementations et les besoins croissants en énergie. Quant au secteur de la robotique et des machines intelligentes, il a connu, et continue de connaître, un essor constant. Les portefeuilles I et II comptent plusieurs sociétés avec d'excellentes bases et beaucoup de potentiel.

Au cours de l'exercice financier 2001, des investissements et des réinvestissements ont été effectués dans 15 sociétés, dont six constituent la base du nouveau portefeuille II.

Quelques nouveaux investissements autorisés

Entreprise	Région	Activités	Montant déboursé
Biotechnologie et sciences de la vie			
Aegera Therapeutics	Qc	Agents thérapeutiques pour le traitement de maladies neurologiques et du cancer	1,1 M$
Avalon Pharmaceuticals	É.-U.	Nouveaux médicaments contre le cancer	12,6 M$
GeminX Biotechnologies	Qc	Produits thérapeutiques modulateurs de l'apoptose	1,7 M$
NuVasive	É.-U.	Produits chirurgicaux pour les corrections discales	10,8 M$
Technologies de l'information			
Coradiant	É.-U., Qc	Produits et services pour la gestion de l'infrastructure Internet	6,3 M$
GrandBanks Capital Venture Fund	É.-U.	Fonds en technologies de l'information	3,6 M$
Minacom	Qc	Logiciels sophistiqués pour les tests et le contrôle de la qualité de service	5,1 M$
SS8 Networks	É.-U.	Solutions aux besoins de communication multimédia sur les réseaux IP	6,2 M$
WOKUP!	Europe	Solutions pour la publication de contenu multi-accès	7,1 M$
Technologies industrielles			
Cellex Power Products	Can	Piles à combustion utilisant la technologie d'intégration des composants	7,0 M$
Dentalmatic Technologies	Qc	Systèmes intégrés pour la production automatisée de prothèses dentaires	4,7 M$
Imagerie (x,y,z)	Qc	Impressions holographiques utilisant des lasers à impulsion rapide	0,8 M$
Triosyn Corporation	É.-U., Qc	Agent biocide pour contrôler les maladies engendrées par des micro-organismes et traiter les infections microbiologiques	3,2 M$

T^2C^2/Bio, T^2C^2/Bio 2000 et T^2C^2/Info

Ces trois sociétés en commandite ont pour mission de fournir le capital nécessaire au démarrage d'entreprises issues de technologies provenant des milieux universitaires, des centres de recherche privés et publics et du secteur privé.

Le nouveau fonds d'investissement T^2C^2/Bio 2000 a été créé en mars 2001. Ce fonds totalise 104 M$. Tout comme T^2C^2/Bio, T^2C^2/Bio 2000 financera le démarrage d'entreprises dans le domaine des sciences de la vie, issues des universités, des centres de recherche et de l'industrie au Québec. Cependant, T^2C^2/Bio 2000 recherche aussi les occasions d'affaires intéressantes dans les autres universités canadiennes et ailleurs dans le monde. Outre CDP Sofinov/CDP Capital – Technologies,

qui a injecté 52 M$ dans le fonds, les commanditaires sont Bombardier Trust (Canada), le Fonds de solidarité FTQ, la Caisse des dépôts et consignations de France, la Société Innovatech du Grand Montréal et la Banque Royale du Canada.

Détail des placements autorisés en 2001

Au cours de l'année, les investissements des trois sociétés ont totalisé 12,4 M$.

T^2C^2/*Bio*

T^2C^2/Bio a investi 3,8 M$ dans des entreprises en démarrage. Son portefeuille comptait en fin d'année des placements dans 29 sociétés. Depuis le début de ses activités en mai 1997, T^2C^2/Bio a investi 24,7 M$ dans de nouvelles entreprises.

Quelques investissements autorisés

Entreprise	Région	Montant autorisé
Altertek Bio	Québec	300 000 $
Anagenis	Montréal	513 686 $
Antalium	Montréal	200 000 $
BioTEPP	Québec	383 333 $
Cardianove	Montréal	200 000 $
Converzyme	Montréal	344 000 $
Gaspesia Pharma	Gaspésie	150 000 $
Pharmacor	Laval	250 000 $
Phytobiotech	Laval	333 315 $
Telogene	Sherbrooke	166 667 $

T^2C^2/*Bio 2000*

T^2C^2/Bio 2000, dont les activités ont débuté en mars 2001, a investi 6,1 M$ dans des entreprises en démarrage. En fin d'année, son portefeuille comptait des placements dans cinq sociétés.

Quelques investissements autorisés

Entreprise	Région	Montant autorisé
Aegera Therapeutics	Montréal	825 000 $
Biovet	St-Hyacinthe	1 500 000 $
Cytochroma	London, Ontario	2 500 000 $
IatroQuest Corp.	Ottawa	333 333 $
Interomex	Vancouver	1 000 000 $

T^2C^2/*Info*

T^2C^2/Info a investi 2,5 M$ dans le soutien et le démarrage d'entreprises des technologies de l'information. Son portefeuille comptait au 31 décembre des placements dans 14 entreprises. Depuis le début de ses activités en 1997, T^2C^2/Info a investi un total de 17,6 M$ dans de nouvelles entreprises.

Quelques investissements autorisés

Entreprise	Région	Montant autorisé
D-Box	Montréal	500 000 $
Eduglobe	Trois –Rivières	250 000 $
Microsphères I.C.Vision	Montréal	300 000 $
Mobiway	Montréal	150 000 $
Opendesk	Montréal	500 000 $
Quazal (anciennement Proksim)	Montréal	700 000 $
Set Technologies	Québec	150 000 $

CDP Capital – Services financiers

Le secteur des services financiers n'a pas échappé aux difficultés qui ont été le lot de l'année 2001. La baisse généralisée des titres boursiers et le ralentissement économique se sont répercutés sur l'ensemble du secteur, notamment sur les résultats des fonds communs de placement. De plus, l'effondrement des sociétés « dot.com » a eu un impact non négligeable.

La situation présente toutefois quelques aspects positifs. Par exemple, le comportement des marchés amènera sans doute un regain de popularité des services traditionnels de courtage. En effet, si les services en ligne sont très populaires lorsque les marchés croissent de façon soutenue, ils seront souvent délaissés au profit de conseillers financiers expérimentés en période de baisse boursière. En outre, les investisseurs qui se sont enrichis considérablement au cours des dernières années seront sollicités par les sociétés spécialisées dans la gestion d'actif et les services de courtage.

Après une année difficile, le milieu de l'assurance devrait également se restructurer et tirer profit de la hausse des primes découlant des tragiques événements qui ont marqué 2001.

Enfin, les banques ont bien anticipé le ralentissement de la dernière année et elles sont en bien meilleure position pour relever les défis de l'avenir. Ceci devrait donc avoir un impact positif sur l'économie à moyen terme.

Pour CDP Capital – Services financiers, l'année s'est déroulée essentiellement sous le signe de la restructuration. La société, qui a un nouveau président depuis juin 2001, a procédé à l'intégration de l'équipe de CDP Capital d'Amérique qui se spécialisait dans le secteur des institutions financières. Ainsi, les activités de placement du groupe CDP Capital – Placements privés consacrées au secteur des services financiers sont maintenant regroupées, ce qui créera une dynamique dont profiteront les partenaires actuels et potentiels de la société. Dans le cadre de cette restructuration, le portefeuille de CDP Capital – Services financiers a bénéficié de l'apport de quelque 600 M$.

Par ailleurs, au cours de l'année, la société a entrepris de restructurer une partie de ses participations, afin de rétablir des positions minoritaires dans certaines entreprises en portefeuille et, surtout, d'amener de nouveaux partenaires investisseurs au sein de l'actionnariat de ces entreprises.

L'équipe a également consacré beaucoup d'efforts cette année à créer des partenariats stratégiques avec des acteurs importants du milieu québécois des services financiers. La société compte élargir ses horizons à l'extérieur du Canada.

Au 31 décembre 2001, la juste valeur du portefeuille s'élevait à 1,2 G$. La société a réalisé un taux de rendement interne net de frais de –19,4 % en 2001, et de –3,0 % depuis le début de ses activités de placement en 1998.

Détail des placements autorisés en 2001

CDP Capital – Services financiers a autorisé des investissements de 200 M$ dans 16 entreprises, et a confié des mandats de 55 M$ à des spécialistes de la gestion de fonds.

Quelques investissements autorisés en 2001

Entreprise	Région	Montant autorisé
Investissements directs		
Alter Moneta	Montréal	9 M$
Capital Cartier	Montréal	19 M$
Capital Teraxis	Québec	9 M$
Compass Group	États-Unis	23 M$
Coventree	Toronto	13 M$
Évolution FM	Québec	703 000 $
Sipar	Montréal	388 000 $
Strategic Nova	Montréal	52,5 M$
Investissements dans des fonds		
Fort Management	États-Unis	16 M$
Gestion d'arbitrage Cristallin	Montréal	5 M$
HR Stratégies	Montréal	15 M$
Lightyear Fund	États-Unis	47 M$
Octroi de mandats de gestion		
Putnam Lovell Equity Fund	États-Unis	18 M$
Sipar	Montréal	5 M$

CDP Capital – International

CDP Capital – International investit en Europe, en Asie et en Amérique latine, et contribue à l'expansion dans le monde du réseau de la CDP et des entreprises en portefeuille.

Outre ses activités d'investissement dans des entreprises et dans des fonds, la société met sur pied des fonds de placement de capital privé dans plusieurs pays, en partenariat avec des équipes locales.

Au 31 décembre 2001, la juste valeur de son portefeuille était de 1,7 G$, et le nombre de société en portefeuille atteignait 85. Le taux de rendement interne net de frais pour l'année 2001 est de –4,5 %, une performance bien supérieure aux indices de marché. Depuis la création de la société en juin 1995, le taux de rendement annualisé atteint 9,1 %.

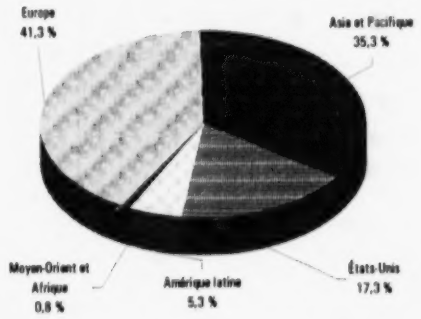
Accès Capital International, pour l'internationalisation des PME québécoises

Accès Capital International, qui dispose d'un capital initial de 25 M$, est un outil financier créé pour financer l'implantation de PME québécoises à l'extérieur du Canada. Il appuie ainsi des projets d'expansion, de création de coentreprises ou d'acquisitions à l'étranger.

Ventilation géographique du portefeuille de CDP Capital – International

au 31 décembre 2001

juste valeur – en pourcentage



Placements directs

CDP Capital – International investit directement dans des sociétés de plusieurs secteurs à travers le monde. Ainsi, à la fin de l'année, son portefeuille comptait des placements dans 34 entreprises, et affichait une valeur totale de 400 M$.

Investissements dans des fonds

La société détient des participations dans 51 fonds, en Amérique latine, en Europe, en Asie et aux États-Unis. Au 31 décembre 2001, la part de son portefeuille investie dans des fonds se chiffrait à 1,3 G$.

Asie

L'Asie représente une proportion importante des activités de la société, soit 35 % du portefeuille au 31 décembre 2001.

Dans cette région, CDP Capital – International assure la gestion du Asia Equity Infrastructure Fund (AEIF), un fonds qu'elle a créé avec AMP Life et la Banque asiatique de développement. Doté d'un capital de 355 M$ US provenant de grandes institutions internationales, le AEIF finance exclusivement des projets d'infrastructures liés aux télécommunications, au transport, à l'énergie et à l'environnement en Asie du Sud-Est. Plus de 30 % de son capital a déjà été investi.

CDP Capital – International assure également la gestion du CDP Korea Telecom and Infrastructure Fund, un fonds de 300 M$ US qu'elle a mis sur pied en 2000 en collaboration avec CDP Capital – Communications et qui a été levé auprès de grands investisseurs. Ce fonds investit dans le secteur des infrastructures et des télécommunications en Corée du Sud.

En 2001, le taux de rendement interne des placements de la société en Asie a été de 10,8 %. Sur trois ans, le taux de rendement annualisé est de 8,3 % et depuis la création de la société, le rendement des placements et des fonds dans cette région atteint 7,4 %.

Europe de l'Ouest

CDP Capital – International est également très présente en Europe. Quelque 41 % de son portefeuille y était investi au 31 décembre 2001, et le taux de rendement des placements dans cette région a atteint 1,8 %. Sur trois ans, le taux de rendement annualisé est de 12,5 % et depuis la création de la société, le rendement des placements dans cette région se chiffre à 14,8 %.

Amérique latine

Le portefeuille de CDP Capital – International compte des placements en Amérique latine, pour une proportion de 5 % du portefeuille global de la société. En 2001, le rendement des placements dans cette région a atteint –33,3 %. Sur trois ans, le taux de rendement annualisé est de –18,8 % et depuis la création de la société, le rendement des placements dans cette région atteint –16,7 %.

Fonds secondaires

La société a entrepris de lever un nouveau fonds qui se spécialisera dans le rachat sur le marché secondaire de participations dans des fonds de placement de capital privé. CDP Capital a ainsi souscrit 100 M$ US dans le CDP Capital Secondary Fund, et deux autres investisseurs ont déjà confirmé leur intérêt à l'égard de ce fonds.

Équipes à l'étranger

CDP Capital – International compte des équipes en Europe, aux bureaux de Paris (bureau central pour l'ensemble de la région européenne) et Varsovie, en Asie, aux bureaux de Hong Kong (bureau central pour la région asiatique), Bangkok, Tokyo et Séoul, et en Amérique latine, au bureau de Mexico.

Quelques investissements autorisés

Entreprises	Région	Montant autorisé
Investissements directs		
Convac Technology Limited	Asie	4,5 M$ US
Craegmoor Healthcare	Europe	5,0 M£
E-Pak Resources	Asie	4,0 M$ US
Editorial Medcom S.A. de C.V. (Expansion)	Amérique latine	11,3 M$ US
Netstar International Holding	Asie	10,0 M$ US
Novabrik Europe	Europe	750 000 $
Platypus S.A. (Diagnosticos)	Amérique latine	10,0 M$ US
Sanitec	Europe	10,0 M€
Investissements dans des fonds		
AMP-Indasia Fund LLC	Asie	15,0 M$ US
AXA Secondary Fund II, L.P.	Europe	20,0 M$ US
Baring Asia Private Equity Fund II	Asie	15,0 M$ US
Baring Vostok Private Equity Fund	Russie	15,0 M$ US
Blackstone Capital Partners IV	États Unis	50,0 M$ US
CDP Capital Secondary Fund	International	100,0 M$ US
CDP Asia Private Equity Fund L.P.	Asie	60,0 M$ US
Legal & General Private Equity Fund 2001 L.P.	Europe	6,0 M£

Groupe Expordev

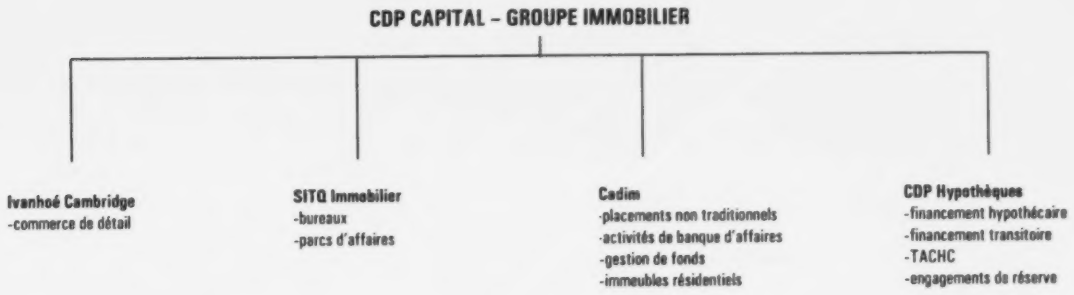
Le Groupe Expordev s'adresse particulièrement aux PME qui souhaitent élargir leurs horizons commerciaux mais n'ont pas en main toutes les ressources nécessaires. La société a pour mission de commercialiser des produits à valeur ajoutée dans des marchés d'exportation ciblés, au moyen de partenariats stratégiques et de réseaux à l'étranger. Ses principaux secteurs cibles sont les matériaux de construction, l'ameublement, la mode, les produits pharmaceutiques, la machinerie et les équipements, les logiciels et les équipements de loisirs.

Les activités commerciales du Groupe Expordev comportent trois grands volets : la mise en place et la consolidation d'un réseau commercial mondial, la structuration des opérations ou l'exécution de mandats d'exportation à long terme pour des entreprises partenaires, et l'exportation de produits canadiens à valeur ajoutée.

En 2001, le Groupe Expordev a été honoré de la Sterne d'excellence dans la catégorie services à l'exportation, un prix décerné par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

CDP Capital – Groupe Immobilier

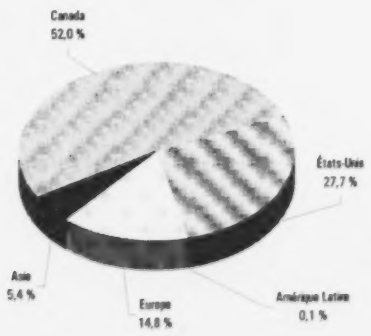
CDP Capital – Groupe Immobilier assure la gestion active des portefeuilles d'immeubles et de financements hypothécaires, et coordonne les activités des sociétés du groupe. Celles-ci assurent la gestion opérationnelle et investissent dans plusieurs marchés, selon leur champ de spécialisation.



La stratégie de placement de CDP Capital – Groupe Immobilier repose sur une diversification sur les plans géographique, sectoriel et des produits, ainsi que sur un choix judicieux des placements eux-mêmes. Ainsi, les investissements sont effectués à travers le monde, selon l'évolution des cycles économiques et immobiliers. À l'extérieur du Canada, les opérations se font généralement en partenariat avec des investisseurs qui ont une bonne connaissance du marché visé.

Répartition géographique du portefeuille spécialisé d'immeubles

au 31 décembre 2001
juste valeur - en pourcentage



Le portefeuille de base de CDP Capital – Groupe Immobilier représente environ 50 % de l'ensemble de ses éléments d'actif. Composé principalement de grands immeubles de bureaux et de centres commerciaux régionaux, ce portefeuille assure des flux monétaires élevés et apporte la stabilité recherchée dans toute bonne stratégie de placement immobilier. En contrepartie, CDP Capital – Groupe Immobilier effectue également des investissements opportunistes, qui offrent généralement des rendements plus élevés. Dans ces cas précis, CDP Capital – Groupe Immobilier investit généralement dans des marchés en forte croissance, négligés par la majorité des autres investisseurs, et en ressort au moment où les autres tentent d'y entrer. L'horizon de détention de ces placements est plutôt court et CDP Capital – Groupe Immobilier planifie une stratégie de sortie dès l'acquisition.

Le groupe utilise une vaste gamme de véhicules financiers, nouveaux comme traditionnels, sous forme de titres d'avoir ou d'emprunt, sur les marchés public et privé. Son portefeuille est géré de façon active, c'est-à-dire que le choix des placements se fait d'abord en fonction du marché, puis du partenaire et enfin, du placement lui-même. La liquidité est un critère très important et chaque projet d'acquisition prévoit un mécanisme de sortie. Enfin, la gestion du risque s'appuie sur une analyse rigoureuse et une évaluation indépendante est effectuée annuellement.

Portefeuille de CDP Capital – Groupe Immobilier

au 31 décembre 2001
juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Actif des déposants[1]	Biens sous gestion et administrés[2]	Actif immobilier sous gestion	Pourcentage
Cadim	2 901,5	2 337,9	5 239,4	17,0
Ivanhoé Cambridge	7 048,3	895,3	7 943,6	25,8
SITQ Immobilier	8 617,9	4 830,8	13 448,7	43,7
CDP Hypothèques	4 137,8	9,4	4 147,2	13,5
TOTAL	**22 705,5**	**8 073,4**	**30 778,9**	**100,0**

[1] Comprend les portefeuilles spécialisés de financements hypothécaires et d'immeubles.
[2] Certains placements sont gérés par plus d'une filiale.

Une excellente année pour l'immobilier

Globalement, le ralentissement économique a frappé moins durement le secteur immobilier que la plupart des autres marchés, à l'exception de quelques régions comme la Côte ouest canadienne et américaine, où la valeur des immeubles a quelque peu diminué.

Quelques secteurs ont cependant connu une baisse des nouveaux projets d'immobilisations. Par exemple, dans le secteur des bureaux, le ralentissement économique a poussé plusieurs entreprises à reporter leurs projets d'agrandissement ou de déménagement. Ce même secteur a néanmoins offert des occasions d'investissement intéressantes dans certains marchés, notamment ceux de Washington DC et de New York.

Répartition sectorielle des biens immobiliers

au 31 décembre 2001

juste valeur - en millions de dollars

Filiales	Commercial	Bureaux et industriel	Résidentiel et hôtels	Terrains	Total
Cadim	58,5	516,2	917,6	64,7	1 557,0
Ivanhoé Cambridge	6 084,1	188,5	–	251,7	6 524,3
SITQ Immobilier	375,7	6 442,4	–	639,4	7 457,5
TOTAL	**6 518,3**	**7 147,1**	**917,6**	**955,8**	**15 538,8**

juste valeur - en pourcentage

2001	**41,9**	**46,0**	**5,9**	**6,2**	**100,0**
2000	46,0	42,1	6,8	5,1	100,0

Du côté du marché hypothécaire, l'année 2001 a été marquée par une diminution des taux au Canada. Le taux des hypothèques commerciales à échéance de cinq ans est ainsi passé de 7,2 % en janvier à 6,6 % en décembre.

Dans ce contexte, CDP Capital – Groupe Immobilier a poursuivi sa stratégie, qui consiste d'une part à tirer profit de l'asynchronisme des cycles économiques et immobiliers, et d'autre part à maximiser les occasions d'arbitrage entre la détention directe d'immeubles et de titres immobiliers et à effectuer un roulement de son actif.

Volume total des opérations : 8,5 G$
Acquisitions/Investissements : 4,8 G$
Projets de construction, de rénovation et d'améliorations locatives : 0,9 G$
Ventes : 2,8 G$
Actif total sous gestion : 30,8 G$, soit 23,1 % de l'actif total sous gestion de la CDP

Portefeuille spécialisé d'immeubles
Rendement : 13,9 %, contre 11,3 % pour l'indice de référence AON
Actif sous gestion au 31 décembre : 26,6 G$
Emprunts bancaires et hypothécaires afférents, participations minoritaires de tiers et autres éléments de passif : 11,2 G$
Revenus de placement : 592 M$

Portefeuille spécialisé de financements hypothécaires
Rendement : 9,4 %, contre 8,1 % pour l'indice SC-Univers
Actif sous gestion au 31 décembre : 4,2 G$

Répartition de l'actif du portefeuille spécialisé d'immeubles

au 31 décembre
juste valeur – en millions de dollars

	2001		2000	
	$	%	$	%
Biens immobiliers	15 538,8	83,7	13 862,0	85,4
Actions et valeurs convertibles	1 767,7	9,5	1 410,7	8,7
Financements hypothécaires	532,3	2,9	339,0	2,1
Valeurs à court terme et autres	728,8	3,9	624,4	3,8
TOTAL	**18 567,6**	**100,0**	16 236,1	100,0

Ivanhoé Cambridge

La naissance d'Ivanhoé Cambridge a sans conteste été l'un des grands événements de l'année chez CDP Capital – Groupe Immobilier. On se rappellera qu'Ivanhoé avait acquis en 2000 toutes les actions en circulation de Centres commerciaux Cambridge, pour ensuite en fermer le capital. En février 2001, ces deux sociétés, dont la philosophie de gestion et le portefeuille étaient complémentaires, ont fusionné. Aujourd'hui, Ivanhoé Cambridge s'affiche donc résolument comme un chef de file de l'industrie canadienne des centres commerciaux.

Les opérations menées en cours d'année ont totalisé 0,8 G$.

Promotion immobilière, mise en valeur et immobilisations : 0,3 G$

Quelques exemples :

- Poursuite des travaux de réaménagement de l'ancien édifice Eaton du centre-ville de Montréal, un projet dans lequel plus de 200 M$ auront été investis. D'ailleurs, le concept d'aménagement élaboré par Ivanhoé Cambridge a permis de redonner beaucoup de valeur à cet immeuble du centre-ville montréalais. En 2001, plusieurs ententes de location ont été conclues – quelque 5 300 m^2 de la galerie marchande située aux premiers niveaux ont été loués à des boutiques et restaurants, et Gestion Financière Talvest et la Société de fiducie Computershare du Canada occuperont près de 50 % des étages supérieurs réservés aux bureaux.

- Continuation de la construction de Centropolis Laval, vaste cité consacrée au commerce et au divertissement. Trois nouveaux bâtiments ont été achevés cette année et trois commerces y ont ouvert leurs portes, s'ajoutant au complexe cinématographique Colossus de Famous Players, présent depuis 2000. Des ententes ont également été conclues avec d'autres détaillants en vue de leur installation dès le début de 2002.

- Inauguration de l'International Plaza, un centre commercial haut de gamme de plus de 117 000 m^2 situé à Tampa, en Floride, dans lequel Ivanhoé Cambridge détient une participation de 47 %. Le copropriétaire, Taubman Centers, a agi à titre de promoteur pendant les travaux de construction et assure maintenant la gestion du centre.

- Travaux d'agrandissement, de rénovation et de repositionnement dans plusieurs centres, pour un montant atteignant 113 M$. Les locaux autrefois occupés par les magasins Eaton (qui a fait faillite en 1999) ont notamment été réaménagés et sont presque tous reloués, souvent à plusieurs détaillants.

Ventes et transferts : 388 M$

Quelques exemples :

- Les Jardins Dorval (Dorval, Québec);
- Markborough Place I, II et III (Mississauga, Ontario);
- Edmonton Centre (Edmonton, Alberta);
- Timmins Square (Timmins, Ontario);
- Mayflower Mall (Sydney, Nouvelle-Écosse);
- Transfert de Westshore Mall (Holland, Michigan), Fort Henry Mall (Kingsport, Tennessee) et Towne Mall (Elizabethtown, Kentucky) dans Wilmorite Properties Inc., une fiducie de placement immobilier (FPI).

SITQ Immobilier

Au cours de l'année 2001, SITQ Immobilier a accru sa présence aux États-Unis, en effectuant une percée stratégique sur les marchés de New York et de Washington DC.

Les opérations de la société pour l'année ont totalisé 3,6 G$.

Acquisitions : 1,0 G$

Quelques exemples :

- Participation de 45 % dans deux immeubles de bureaux situés en plein cœur de Manhattan, à New York. Le 1 Park Avenue compte près de 85 000 m^2 répartis sur 20 étages et le 1250 Broadway, une superficie de 58 700 m^2 sur 39 étages. Les immeubles sont détenus conjointement avec SL Green Realty Corp.

- Participation de près de 50 % dans le 498 7th Avenue, un immeuble de 81 200 m^2 sur 25 étages situé près de Times Square, à Manhattan. L'immeuble est détenu en partenariat avec le groupe George Comfort & Sons et la société Loeb Partners Realty.

- Participation de près de 50 % dans le Investment Building, un immeuble de bureaux d'une superficie locative de plus de 35 300 m² situé dans le quartier des affaires de Washington DC aux États-Unis. L'immeuble a été acquis en partenariat avec West Wind Capital Partners et The Kaempfer Company.

- First Union Center, un immeuble de bureaux de 36 120 m² répartis sur 22 étages, situé au centre-ville de Tampa, en Floride. L'opération a été effectuée par l'entremise de la FPI Tampa REIT, créée en partenariat avec USAA Real Estate Company

Promotion immobilière, mise en valeur et immobilisations : 522 M$

Quelques exemples :

- Construction de la Tour Adria, un édifice de 39 étages (50 000 m²) situé à La Défense (Paris), dont la livraison est prévue pour la fin de 2002.

- La phase I étant terminée, poursuite des travaux de construction de la phase II du parc d'affaires Chiswick, à Londres, en Angleterre. Deux édifices ont ainsi été livrés au cours de l'année; ce projet est mené en partenariat avec Schroders Exempt Property Unit Trust et Equitable Life Insurance Society.

Investissements dans des sociétés ouvertes et dans des fonds : 0,9 G$

SITQ Immobilier a mené avec succès l'acquisition de toutes les actions ordinaires en circulation de Bentall Corporation, une société immobilière de Vancouver dont elle a par la suite procédé à la fermeture du capital pour en faire sa filiale en propriété exclusive. Au cours de l'année, Bentall a été entièrement restructurée et la promotion de ses activités se fait aujourd'hui sous le nom de Bentall Capital.

En collaboration avec deux partenaires d'Angleterre, SITQ Immobilier a également créé la fiducie de placement immobilier CLOUT (City of London Office Unit Trust). Cette fiducie compte trois immeubles de bureaux dont la superficie totalise plus de 73 100 m². On y retrouve d'ailleurs le *CityPoint*, un fleuron du patrimoine architectural de Londres.

Ventes et transferts : 1,2 G$

Quelques exemples :

- Le 1010 Sherbrooke Ouest (Montréal, Québec);
- Le Delta (Sainte-Foy, Québec);
- Le 700 de la Gauchetière Ouest (Montréal, Québec)
- Le Royal Bank Building (Toronto, Ontario);
- Participation de 25 % dans La Défense à Paris à la caisse de retraite du Gouvernement de Singapour.

Bentall Capital

En 2001, Bentall Capital a mené plusieurs opérations, dont voici quelques exemples :

- Construction de Bentall V, un immeuble de bureaux du centre-ville de Vancouver, au cœur de Bentall Centre, un ensemble comprenant déjà quatre immeubles. Ce nouvel immeuble de 34 étages comptera une superficie locative de 53 000 m².
- Construction de la Phase I de l'immeuble de bureaux Summit Ridge, à Bellevue, dans l'État de Washington, aux États-Unis. La superficie de l'immeuble atteindra 26 500 m² répartis sur 13 étages.
- Poursuite des travaux de construction de plusieurs immeubles résidentiels à Seattle, dans l'État de Washington, aux États-Unis.
- Acquisition de toutes les actions en circulation de la société The Apex Corporation de Calgary, spécialiste de la promotion immobilière, dans le secteur résidentiel.

Cadim

En 2001, Cadim a effectué une importante percée dans le marché asiatique, principalement à Séoul et à Tokyo.

L'investissement dans Maestro constitue un des faits saillants de l'année. Cette nouvelle société se spécialise dans l'acquisition d'immeubles, la gestion d'actif et les services-conseils en immobilier, principalement dans le secteur résidentiel et les résidences pour personnes âgées, et offre ses services aux caisses de retraite et investisseurs institutionnels.

Partenaire stratégique de Cadim au Canada, Maestro a procédé en 2001 à la clôture initiale, au montant de 50 M$, de la levée d'un premier fonds de résidences pour personnes âgées. Ce fonds, dont la valeur atteindra 75 M$ à terme, comprenait au 31 décembre 2001 huit résidences au Québec, pour un total de

1 819 appartements. La valeur de l'actif sous-jacent s'élevait ainsi à 115 M$.

Les opérations de Cadim en 2001 ont totalisé 1,9 G$.

Acquisitions : 0,5 G$

Quelques exemples :

- Participation de 50 % dans deux immeubles de bureaux de Séoul, en Corée du Sud. Le Tong Yang Securities Building compte 23 000 m^2 et le SK Building, 40 000 m^2. Les deux opérations ont été menées conjointement avec Lone Star Fund III.
- Participation de 95 % dans le Media Square Building à Tokyo, au Japon, un immeuble de bureaux de 9 000 m^2. L'immeuble est détenu en partenariat avec Secured Capital Japan Co.
- Participation dans trois ensembles résidentiels aux États-Unis – un premier de neuf immeubles (216 appartements) à Cranston (Rhode Island), un deuxième de cinq immeubles (285 appartements) en banlieue de Chicago (Illinois) et un dernier de 11 immeubles (240 appartements) à Silverspring (Maryland).

Promotion immobilière, mise en valeur et immobilisations : 20 M$

Quelques exemples :

- Poursuite des travaux de construction d'un immeuble faisant partie d'un ensemble résidentiel de Québec (Les Jardins de Mérici, phase V) qui comprendra 100 appartements en copropriété. Le projet est mené en partenariat avec la famille Ruel de Québec. À la fin de l'année, 90 % des appartements étaient déjà vendus.
- Début des travaux de construction de la phase I du projet Paulo Octavio, un ensemble résidentiel à Brasilia (Brésil) qui comprendra 972 appartements en copropriété et dont la construction se fera en six phases. Cadim mène ce projet en partenariat avec la société brésilienne Groupe Paulo Octavio.

Investissements dans des sociétés ouvertes et dans des fonds : 0,5 G$

Quelques exemples :

- Investissement de 344 M$ dans les fonds Lone Star Fund III, spécialisés dans les produits d'opportunité.
- Au début 2002, engagement de 1 G$ US (Cadim : 600 M$ US et CDP : 400 M$ US) dans le nouveau fonds Lone Star Fund IV, également spécialisé dans les produits d'opportunité.

Prêts mezzanine : 24 M$

Quelques exemples :

- 5,4 M$ US pour la construction d'une résidence pour personnes âgées comprenant 192 appartements à Annapolis (Maryland, États-Unis).
- 2,5 M$ pour la construction d'un immeuble résidentiel de 117 appartements en copropriété à l'Île-des-Sœurs (Québec).
- 2,2 M$ pour l'achat et la conversion de 110 maisons de ville à Scarborough (Ontario).

Ventes et transferts : 0,9 G$

Quelques exemples :

- Plusieurs immeubles du portefeuille d'Acanthus Real Estate Corporation
- Plusieurs immeubles industriels du portefeuille Tristone (Ontario)
- Participations dans des ensembles résidentiels aux États-Unis
- Transferts de deux immeubles (Tour de la Bourse, Le Windsor) à SITQ Immobilier
- Vente de six ensembles résidentiels du Arch Street Fund I aux États-Unis, détenus en partenariat avec Lend Lease Real Estate Investments.

Fonds Cadim-FSTQ, nouveaux marchés

Ce fonds créé en 1998 en partenariat avec le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec a approuvé des nouveaux investissements totalisant 33 M$ en cours d'année, dont :

- La mise en place d'une vitrine commerciale permanente de matériaux de construction et de finition intérieure à Beijing, en Chine, en partenariat avec Suci-Décor.

- La construction d'un ensemble résidentiel de 192 appartements en copropriété et maisons de ville à Lomianki, en banlieue nord de Varsovie (Pologne), en partenariat avec Candevex et Inba.

CDP Hypothèques

CDP Hypothèques enregis tre une fois de plus une année record au chapitre du volume de prêts consentis. Ainsi, elle a approuvé des investissements de 1,9 G$. De nombreux financements hypothécaires de montants variant de 500 000 $ à 378 M$ ont été consentis à un large éventail de partenaires pour différents types d'immeubles. En voici quelques exem ples :

Au Québec

- 355 et 359 Sainte-Catherine Ouest (Mon tréal) : 9,3 M$
- Les Galeries de Granby (Granby) : 11 M$
- 111 rue Duke (Cité du Multimédia, Montréal) : 30,8 M$
- Place Crémazie (Montréal) : 24 M$

À l'extérieur du Québec

- 3250-3300 Bloor Street (Toronto) : 38,0 M$
- The Fairmont Royal York (Toronto) : 162,5 M$
- Complexe Bankers Hall (Calgary) : 378 M$
- Victoria Square (Regina) : 21,5 M$
- Prêt pour la construction de la Tour Adria (Paris, France) : 150 M$

Émission de TACHC

CDP Hypothèques a clôturé en a vril 2001 sa quatrième émission de titres adossés à des créances hypothéc aires commerciales (TACHC). D'un montant no minal de 358 M$, cette émission se composait d'un nombre réduit de prêts de grand gabarit consentis à de multiples emprunteurs. Ainsi, les obligations sont adossées à neuf prêts hypothécaires ga rantis par six immeubles : trois centres commerciaux au Québec (Galeries de Terrebonne, Complexe Pointe-Claire et centre Les Rivières) et trois immeubles de bureaux du cent re-ville de Toronto (Atrium on Bay, Queen's Quay Terminal et Bell Trinity Square).

Les services-conseils

Outre ses services de gestion de fonds, la CDP propose, par l'intermédiaire de sa filiale CDP Conseil, son expertise à des institutions à travers le monde et particulièrement dans les marchés en émergence.

Créée en 1998, CDP Conseil a pour mission de promouvoir et de participer à l'implantation des meilleures pratiques en matière de dynamisation des marchés financiers et d'établissement de régimes sociaux et d'épargne collective, et elle travaille concrètement à l'instauration de saines pratiques de gestion des réserves qui en découlent en partenariat avec les institutions locales.

Composée d'une équipe légère de professionnels de premier plan, CDP Conseil s'entoure d'experts et de praticiens qui ont acquis une solide expérience au sein de firmes professionnelles d'envergure ou d'institutions telles que le ministère des Finances du Québec et la Régie des rentes du Québec, de même qu'auprès d'instances de réglementation et de supervision et de gestionnaires d'actif.

CDP Conseil réalise également certains mandats avec l'appui de partenaires comme la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et l'Agence canadienne de développement international.

Au cours de l'année 2001, les activités de CDP Conseil ont mené à l'obtention de nouveaux mandats de services-conseils, dont voici quelques exemples :

- Entente de coopération et de partenariat avec la Korean National Pension Corporation (KNPC), qui assure plus de 16 millions de personnes en Corée du Sud. CDP Conseil fournit à la KNPC de l'assistance technique, de l'accompagnement et de la formation pour la gestion de son portefeuille d'actif, qui s'élève à quelque 60 G$ US.

- Services-conseils auprès du ministère des Finances de l'Algérie, dans le cadre d'un projet de mise en marché d'émissions d'obligations gouvernementales. Une équipe multidisciplinaire est d'ailleurs sur place et offre un soutien technique au chapitre des modalités des émissions obligataires et du cadre réglementaire nécessaire à leur mise en marché.

- Mandat d'assistance auprès du ministère hongrois des Finances, dans le cadre de sa réflexion sur la réforme des systèmes de protection sociale; ce mandat a été réalisé avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international.

- Collaboration, en appui à la Banque mondiale, avec les autorités du Yémen dans les réformes engagées dans le domaine des caisses de retraite du secteur privé et public, et réalisation d'une étude de faisabilité d'une bourse des valeurs à Sanaa.

- Collaboration avec le Bureau international du Travail (BIT), dans le cadre d'une participation aux travaux relatifs à la réforme des caisses de retraite en Chine.

- Entente de coopération et de partenariat avec la compagnie d'assurance ARIG, une des plus importantes au Moyen-Orient. CDP Conseil fournit l'assistance technique aux autres institutions de la région en matière de gestion de portefeuille.

- Réalisation d'une étude actuarielle pour le compte des caisses de retraites de l'Arabie Saoudite – Saudi Pension Fund.

L'administration, les ressources humaines et les affaires institutionnelles

Systèmes d'information

Le plan d'architecture informatique dressé en 2000 a été mis à jour tout au long de 2001, au fil de la réalisation des projets et de l'adaptation continue des processus d'affaires.

Au tout début de l'automne, une nouvelle cible s'est ajoutée à l'architecture informatique déjà en place. Cette cible a été définie sur la base des stratégies et besoins d'affaires de chacune des unités du groupe CDP, des besoins de ses diverses clientèles, des tendances actuelles dans son secteur et des objectifs d'évolution technologique.

Le carnet de projets informatiques pour 2002 a ensuite été modelé par les quatre priorités d'affaires principales du groupe CDP, soit :

- la croissance de l'actif;
- les impératifs liés à la mondialisation;
- la gestion de fonds pour le compte de tiers;
- l'efficacité opérationnelle, la sécurité et la continuité.

Les projets pour 2002 couvriront également divers domaines, tels l'Internet, la gestion du risque, le traitement intégré des opérations et la gestion documentaire.

Par ailleurs, le renouvellement du contrat d'impartition des services informatiques a donné lieu à une révision à la baisse du coût des services, et au maintien des exigences en matière de qualité des services rendus.

Services administratifs et comptables

L'équipe des services comptables a réalisé de nombreux projets spéciaux au cours de la dernière année.

L'équipe a notamment revu le mode de présentation de l'information financière dans les états financiers cumulés de la CDP, dans le but de les rendre comparables avec le mode de présentation adopté par l'ensemble de l'industrie. C'est que les normes comptables internationales font depuis quelque temps l'objet d'une révision en profondeur et les normes canadiennes n'ont pas échappé à ce vaste mouvement de refonte. Ainsi, au cours de la dernière année, plusieurs changements ont été apportés aux normes comptables du Canada, et des propositions de nouvelles normes ont été présentées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Pour sa part, la direction de la Comptabilité corporative a émis des commentaires sur les modifications proposées à la norme de conversion des devises et de couverture de change, ainsi qu'à l'égard du projet de norme sur la comptabilisation et la mesure des instruments financiers.

La direction de l'administration des investissements a pour sa part instauré plusieurs mesures en vue d'optimiser l'efficacité de ses ressources. Sa structure organisationnelle a été remodelée afin d'intégrer les nouveaux segments d'affaires du groupe CDP, et de nouvelles applications logicielles ont été ajoutées, qui ont favorisé l'intégration harmonieuse des diverses étapes du processus d'affaires.

Dans le cadre du plan stratégique, une équipe a été créée qui se spécialise dans les prêts de titres étrangers, ce qui a donné un nouvel essor aux activités de prêts de titres. La gestion à l'interne de cette activité produira des honoraires de l'ordre de 3 M$ annuellement.

Par ailleurs, l'équipe a entrepris de rapatrier l'ensemble des liquidités déposées en garantie par les emprunteurs de titres, ce qui lui permettra de réduire considérablement les frais de gestion de ces fonds qui étaient autrefois confiés à des gestionnaires externes.

Au cours de l'année 2001, le groupe CDP a réalisé plus de 221 820 opérations de placement sur titres et produits dérivés.

Le lancement des nouveaux fonds communs de placement à l'automne 2001 a exigé un travail colossal, qui a été accompli par une équipe multidisciplinaire provenant de 12 services différents.

Gestion des risques opérationnels

Outre son rôle de surveillance et de conseil, l'équipe de la gestion des risques opérationnels a élaboré, pour le compte des Finances et technologies de l'information, une méthodologie devant aider à cerner les risques opérationnels propres à cette direction. L'équipe de gestion des risques opérationnels a

également appuyé les gestionnaires dans l'élaboration des plans d'action visant à assurer une bonne gestion de ces risques.

De plus, après avoir fait une évaluation des risques informatiques inhérents aux différentes lignes d'affaires du groupe CDP, la direction a élaboré un plan triennal de surveillance des risques informatiques et en a entrepris la réalisation en collaboration avec un cabinet externe.

Services immobiliers internes

À Québec, la rénovation de l'édifice Price et la localisation du siège social de la Caisse de dépôt et placement du Québec dans cet immeuble historique a permis de regrouper sous un même toit la majorité des effectifs du groupe CDP de la région de la capitale en 2001.

À Montréal, l'intégration de l'édifice du Montréal Herald, situé au 455 rue Saint-Antoine Ouest, au nouveau bureau d'affaires de Montréal, le Centre CDP Capital, a entraîné la résiliation de tous les baux des locataires occupant cet immeuble pour permettre sa rénovation qui sera complétée en 2002.

Les travaux de construction du Centre CDP Capital se sont poursuivis toute l'année et permettent déjà d'apprécier la grande qualité de l'édifice qui regroupera l'ensemble des opérations du groupe CDP à Montréal.

Ressources humaines

La qualité des résultats du groupe CDP repose sur le savoir-faire et le professionnalisme de ses équipes. En effet, l'institution se distingue de plusieurs de ses pairs en ce qu'elle gère activement la presque totalité de ses éléments d'actif, ce qui exige des ressources qualifiées, compétentes et créatives. Par ailleurs, des équipes spécialisées viennent appuyer les opérations, en matière d'administration, de comptabilité, de soutien à la gestion de portefeuille, de marketing et de communications et d'affaires publiques.

Au 31 décembre 2001, le groupe CDP, excluant CDP Capital – Groupe Immobilier, comptait 573 employés réguliers, soit 263 femmes et 310 hommes, dont l'exercice de la profession exige une grande expertise dans tous les secteurs. Aussi, on y retrouve :

- 436 diplômés universitaires, dont 9 titulaires d'un doctorat et 181 d'une maîtrise.
- 95 personnes détiennent le titre reconnu d'analyste financier agréé (CFA) et 64 autres poursuivent actuellement leurs études en vue de l'obtenir. Il s'agit là de la plus grande concentration de CFA au Canada.
- 61 personnes possèdent un titre professionnel en comptabilité (CA, CGA et CMA). Le nombre de professionnels dans ce domaine a connu une forte croissance ces dernières années, en réponse aux besoins de plus en plus sophistiqués en gestion financière.

De plus, CDP Capital – Groupe Immobilier et ses filiales regroupent 1 416 employés réguliers.

Compte tenu de l'expertise exigée de ses équipes, la CDP accorde une attention particulière au perfectionnement des compétences. Ainsi, 389 personnes ont participé à des programmes de formation sur mesure au cours de l'année, et 151 employés ont suivi des cours de perfectionnement en anglais, en espagnol et en français.

En outre, des programmes de stages sont offerts à de jeunes diplômés universitaires dans les domaines de la finance, de l'économie et des mathématiques appliquées. Ces stages servent de complément à la formation acquise dans les domaines de la gestion de fonds et du placement, et ont pour but premier de contribuer à la préparation de la relève. Ainsi, en 2001, des 53 diplômés qui ont bénéficié de ce programme, 14 ont par la suite obtenu un emploi régulier ou temporaire au sein du groupe CDP.

Enfin, la CDP collabore avec des maisons de courtage établies à Montréal, à un programme de préparation de la relève. En 2001, 23 personnes ont bénéficié du programme, qui a créé des stages pour plus de 200 personnes à ce jour.

Les efforts déployés en matière de formation, de perfectionnement et de préparation de la relève répondent aux besoins de spécialisation découlant de la complexité croissante des marchés financiers dans lesquels évolue la CDP. Les exigences traditionnelles se diversifient et font appel, par exemple dans le domaine du placement négocié, à une gamme de plus en plus étendue d'habiletés en matière de développement des affaires, de service à la clientèle ou de secteurs industriels, qui s'ajoutent aux compétences en finance. Dans le contexte de la mondialisation des marchés financiers, la CDP doit veiller à disposer d'une expertise adaptée à cette réalité.

Ainsi, depuis quelques années, les équipes bénéficient de programmes de formation sur mesure, traitant de thèmes comme l'approche client, le code d'éthique et de déontologie, la régie d'entreprise et les conventions d'actionnaires.

La CDP a enfin mis en œuvre, depuis 2000, un Programme d'aide aux employés (PAE) qui permet à ceux qui vivent des périodes difficiles d'avoir des consultations.

Affaires institutionnelles

L'application du code d'éthique et de déontologie, qui se trouve en annexe de ce document, constitue une priorité pour la CDP, qui veille à ce que celui-ci soit bien connu du personnel en place et à ce que les filiales y consacrent toute l'attention désirée. Une fois par année, le personnel est tenu de faire une déclaration de ses placements personnels. Par ailleurs, des rappels périodiques sont effectués sur les éléments du code.

Un manuel des politiques et directives est mis à la disposition des employés; disponible sur le site Intranet, il présente toute l'information utile sur le groupe CDP. Il traite en outre de la politique sur le harcèlement et de la politique sur la qualité de l'air et l'usage du tabac sur les lieux de travail, qui est en vigueur et appliquée depuis 1995.

La CDP applique également une politique en matière de contrats, dont les directives d'application énoncent les principes et règles régissant le processus d'acquisition ou de location de biens et de services devant faire l'objet d'un contrat. Cette politique prescrit notamment l'adjudication de contrats par voie d'appel d'offres, dont elle prévoit également les limites et paramètres d'exception.

Notre régie d'entreprise

Le conseil d'administration

Outre le directeur général de la CDP, qui en est le président, le conseil d'administration est composé de représentants des déposants, soit au 31 décembre 2001 le président et directeur général de la Régie des rentes du Québec, le président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, le président du conseil et directeur général de la Société de l'assurance automobile du Québec ainsi que de membres du milieu des affaires et du mouvement coopératif et de dirigeants du mouvement syndical.

Le rôle du conseil consiste à s'assurer non seulement que la gestion de la CDP est conforme aux dispositions de sa loi constitutive et de ses règlements, mais surtout que l'institution adopte les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans sa mission, soit de réaliser un rendement financier optimal et de contribuer au dynamisme de l'économie, tout en veillant à la sécurité des capitaux sous gestion.

Ainsi, le conseil examine et approuve les principales orientations et politiques, tel le programme de placements pour l'année. Il procède également annuellement à une revue des secteurs d'activité et reçoit les rapports des différents comités et groupes de travail ad hoc lorsqu'il doit se pencher sur des sujets particuliers.

Il est en outre saisi de toute opération et décision, et de tout placement ou dossier dont l'importance intrinsèque, l'impact sur le portefeuille ou sur la répartition de l'actif, ou qui pour tout autre motif, doit faire l'objet d'une attention particulière.

Le conseil d'administration délègue l'examen de sujets précis à des comités constitués de membres du conseil de la CDP.

Le conseil d'administration délègue également aux conseils d'administration des filiales certains pouvoirs décisionnels en matière de placements négociés, en fonction des secteurs d'activité précis pour lesquels ces filiales ont été créées et qui correspondent à leur mission.

Au cours de l'année, le conseil d'administration s'est réuni à 13 reprises. Il a collaboré activement aux travaux de concrétisation des orientations et enjeux stratégiques des prochaines années, a procédé à la revue des différents secteurs d'activité ainsi qu'aux plans d'affaires des sociétés de CDP Capital – Placements privés et de CDP Capital – Groupe Immobilier. Il a également été saisi plus particulièrement de l'examen de la structure organisationnelle qui a mené à la création de CDP Capital.

Le comité de vérification

Le comité de vérification examine les états financiers annuels et trimestriels et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il évalue également le mandat et la nature des travaux de vérification, examine le processus d'évaluation des placements privés et exerce un suivi de l'efficacité des systèmes et des mécanismes de contrôle interne et de gestion du risque. Le comité de vérification s'est réuni à six reprises au cours de l'année.

Le comité des ressources – haute direction

Le comité des ressources – haute direction examine le processus de nomination des membres de la haute direction de la CDP, définit leur responsabilités respectives et s'assure d'un plan de relève adéquat. Ce comité reçoit également les propositions, présente des avis et formule des recommandations au conseil d'administration relativement à la structure organisationnelle de la haute direction ainsi qu'au choix et à l'embauche de tous ses membres. En ce qui a trait au poste de président du conseil et directeur général, ses recommandations sont présentées au gouvernement du Québec. Ce comité s'est réuni cinq fois au cours de l'année.

Le comité des ressources

Le comité des ressources reçoit les propositions, présente ses avis et formule des recommandations au conseil d'administration à l'égard des questions liées aux ressources humaines, financières et informatiques. Il étudie plus précisément la politique de rémunération et les budgets d'exploitation et d'immobilisations. Le comité des ressources a tenu neuf réunions au cours de l'année.

Le comité de gestion du portefeuille immobilier

Le comité de gestion du portefeuille immobilier (conseil CDP Capital – Groupe Immobilier) étudie le plan stratégique annuel, reçoit les rapports de gestion et approuve ou

recommande au conseil d'administration de la CDP certaines propositions d'investissement. Le conseil CDP Capital – Groupe Immobilier s'est réuni à 11 reprises au cours de l'année.

Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise

Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise étudie les rapports sur l'application du Code d'éthique et de déontologie et sur l'exercice du droit de vote de la CDP. Il formule, s'il y a lieu, des avis sur toute question incluse dans le Code ou relevant de son application. Il veille également à la mise à jour de la Politique de régie d'entreprise. Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise a tenu une réunion pendant l'année 2001.

Les comités de placement

Outre les comités du conseil, la CDP comptait en 2001 huit comités et sous-comités de placement.

Le **comité directeur de placement** a pour mandat principal d'examiner la politique générale de placement ainsi que les politiques particulières en découlant comme les politiques sectorielles, d'assurer le suivi des politiques de placement des déposants, de la gestion globale du risque et de l'analyse des résultats. Le cas échéant, il formule également des avis ou des recommandations. Ce comité supervise en outre les activités de l'équipe de la Gestion des comptes des déposants.

Le **comité de gestion intégrée des risques (CGIR)**, sous-comité du comité directeur de placement. Il propose les orientations stratégiques et les politiques en matière de gestion du risque pour l'ensemble du groupe CDP, recommande des plans de travail prioritaires permettant d'affecter les ressources aux éléments de risque les plus importants, harmonise les méthodes, les systèmes et les modèles d'identification et d'analyse du risque, revoit la structure de délégation d'autorisation et les limites d'approbation, et effectue le suivi du risque pour en assurer la gestion adéquate. Le CGIR fait rapport au comité de vérification.

Les comités **Gestion des marchés boursiers, Gestion des taux et Gestion des devises** proposent des politiques sectorielles de placement, approuvent les modes de gestion et supervisent les activités de placement de leur secteur respectif.

Le comité **Gestion active de la répartition de l'actif** gère sur une base tactique et stratégique la répartition des fonds et des positions de placements entre les grandes catégories d'actif.

Les comités **CDP Capital – Groupe Immobilier** et **CDP Capital – Placements privés** ont quant à eux pour mandat de proposer une politique sectorielle de placement, d'assurer la satisfaction des diverses clientèles et la qualité du service, de dégager des orientations par rapport au positionnement dans l'économie québécoise et d'assurer un échange entre toutes les entités du groupe CDP.

Certains de ces comités opéreront dans le cadre de CDP Capital à compter de 2002.

Les comités d'investissement

Des comités d'investissement ont été constitués sous la responsabilité des filiales de CDP Capital – Placements privés. Ces comités ont pour mandat principal de :

- analyser, approuver ou recommander, selon le cas, les propositions d'investissement dans leur secteur respectif;
- analyser et recommander le plan d'affaires de leur secteur respectif, en assurer le suivi et en coordonner la réalisation;
- formuler aux conseils toute autre recommandation;
- faire rapport au conseil d'administration des filiales concernées.

Les comités d'investissement sont les suivants :

- Comité d'investissement Asie
- Comité d'investissement Europe
- Comité d'investissement Amérique latine
- Comité d'investissement Dette corporative
- Comité d'investissement Équité et quasi-équité
- Comité d'investissement Accès Capital Récréotouristique
- Comité d'investissement InnovAccès
- Comité d'investissement Capital de démarrage – Imprésario
- Comité d'investissement Accès Capital International
- Comités d'investissement du réseau CDP Accès Capital

Conformité aux normes les plus élevées

Les activités de la CDP sont conformes aux exigences de la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* et aux pratiques de l'industrie. Les états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus et le calcul des rendements répond aux exigences établies par *l'Association for Investment Management and Research (AIMR).*

Le Vérificateur Général du Québec procède à la vérification des états financiers et s'assure que les activités de l'institution sont menées conformément à la loi. Une firme d'experts externes a par ailleurs exprimé une opinion sur la conception, le fonctionnement efficace et l'application continue de procédures de contrôle au sein de l'organisme qui fournit la majeure partie des services informatiques à la CDP.

La valeur marchande des placements est établie au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, tels l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs, et les cours de clôture des principales bourses ainsi que ceux fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. Quant aux placements négociés, ils sont évalués annuellement, par des sociétés externes ou selon des processus exigeant une revue détaillée indépendante des gestionnaires.

La CDP a désigné la Secrétaire générale de la Société, Mme Ginette Depelteau, à titre de personne chargée de recevoir et d'analyser les plaintes des clients et des Citoyens et d'y accorder toute l'attention requise.

Mme Ginette Depelteau
Téléphone : (514) 847-5901
Télécopieur : (514) 847-5445
Courriel : fparent@cdpcapital.com

États financiers

Rapport de la direction 55

Rapport du vérificateur 55

États financiers 56

Renseignements supplémentaires –

États financiers sommaires des fonds 72

Renseignements supplémentaires –

États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés 76

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Caisse de dépôt et placement du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. La direction est également responsable de l'information et des déclarations contenues dans les autres sections du rapport annuel d'activités et elle s'assure que les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. Le service de vérification interne procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la Caisse.

La Caisse reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont un seul membre fait partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Caisse, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada; son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et comporte l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Jean-Claude Scraire
Président du conseil d'administration et Directeur général

Bertrand Lauzon
Premier vice-président, Finances et technologies de l'information

Montréal, le 14 février 2002

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié l'état de l'actif net cumulé des fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 2001 et l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Caisse. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers cumulés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ces fonds au 31 décembre 2001, ainsi que des résultats de leur exploitation et de l'évolution de leur actif net pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale par intérim,

Doris Paradis

Doris Paradis, CA
Québec, le 14 février 2002

ÉTATS FINANCIERS

ACTIF NET CUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2001

(en millions de dollars)	2001	2000
ACTIF		
Placements à la juste valeur *(note 3a)*	116 508	109 693
Avances à des déposants	789	910
Revenus de placement courus et à recevoir	862	882
Opérations en voie de règlement	2 662	1 299
Autres éléments d'actif	987	649
	121 808	113 433
PASSIF		
Passif lié aux placements *(note 3b)*	31 702	21 226
Opérations en voie de règlement	3 346	2 534
Autres éléments de passif	885	631
Part des actionnaires sans contrôle *(note 3c)*	602	779
	36 535	25 170
AVOIR DES DÉPOSANTS *(note 4)*	85 273	88 263

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,

Jean-Claude Scraire

Jean-Claude Bachand

RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CUMULÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001

(en millions de dollars)	2001	2000
Revenus de placement net *(note 5a)*	3 599	3 782
Moins :		
Frais d'administration *(note 7)*	56	48
Revenu net de placement	3 543	3 734
Gains (pertes) à la vente de placements *(note 5b)*	(1 310)	7 012
Total des revenus matérialisés	2 233	10 746
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et du passif lié aux placements *(note 5c)*	(6 897)	(5 803)
Total des activités de placement	(4 664)	4 943
Excédent des dépôts des déposants sur leurs retraits	1 674	1 777
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE L'ACTIF NET CUMULÉ	(2 990)	6 720
ACTIF NET CUMULÉ AU DÉBUT	88 263	81 543
ACTIF NET CUMULÉ À LA FIN	85 273	88 263

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

FONDS CUMULÉS
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2001

1 CONSTITUTION ET ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec, personne morale au sens du Code civil, a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre C-2). Elle reçoit toutes les sommes qui lui sont confiées en vertu d'une loi spécifique.

FONDS GÉNÉRAL (états consolidés)
Le fonds général regroupe des placements diversifiés et constitue une caisse commune pouvant recevoir des dépôts à vue et à terme ainsi que des dépôts à participation. Les détenteurs de dépôts à participation se partageaient l'avoir net et le revenu net du fonds général au 31 décembre dans les proportions suivantes :

	2001		2000	
	Nombre d'unités	%	Nombre d'unités	%
Régie des rentes du Québec				
Fonds du Régime de rentes du Québec	**20 402 243**	**97,6**	19 053 166	97,9
Régime de rentes de survivants *	**391 730**	**1,9**	385 551	2,0
La Financière agricole du Québec **	**110 581**	**0,5**	21 984	0,1
Office de la protection du consommateur				
Fonds des cautionnements des agents de voyages				
Cautionnements collectifs				
Détaillants	**4 690**	-	4 423	-
Grossistes	**570**	-	570	-
Cautionnements individuels	**1 117**	-	1 079	-
Magazine Protégez-Vous	**2 100**	-	2 100	-
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec				
Fonds d'assurance-garantie	**5 190**	-	4 723	-
Fédération des producteurs de bovins du Québec	**2 375**	-	2 675	-
	20 920 596	**100,0**	19 476 271	100,0

* Pour l'administration des rentes de survivants pour le personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic, sous la responsabilité du secrétariat du Conseil du Trésor.
** Auparavant la Régie des assurances agricoles du Québec.

FONDS PARTICULIERS
Les fonds particuliers regroupent des placements diversifiés et n'ont qu'un seul déposant chacun qui y effectue exclusivement des dépôts à participation. Les fonds particuliers sont les suivants :

Fonds 301
À l'usage du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 302
À l'usage du Régime de retraite du personnel d'encadrement administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 303
À l'usage des régimes particuliers administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 305
À l'usage du Régime de retraite des élus municipaux administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Fonds 306
À l'usage du Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers œuvrant au Québec.

Fonds 307
À l'usage de la Société de l'assurance automobile du Québec.

Fonds 311
À l'usage du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec - compte général - administré par la Commission de la construction du Québec.

Fonds 312
À l'usage du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec - compte des retraités - administré par la Commission de la construction du Québec.

Fonds 313
À l'usage du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec - compte complémentaire - administré par la Commission de la construction du Québec.

Fonds 314
À l'usage de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

Fonds 315
À l'usage du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers administré par la Financière agricole du Québec (auparavant administré par la Société de financement agricole du Québec).

Fonds 316
À l'usage du Fonds d'amortissement du régime de retraite - RREGOP administré par le ministère des Finances du Québec.

Fonds 317
À l'usage du Fonds d'amortissement du régime de retraite - RRPE administré par le ministère des Finances du Québec.

Fonds 318
À l'usage du Fonds d'amortissement des autres régimes de retraite administré par le ministère des Finances du Québec.

Fonds 330
À l'usage de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes pouvant recevoir des dépôts à participation des différents fonds. Les différents portefeuilles spécialisés sont :

- Obligations
- Obligations Québec Mondial
- Actions canadiennes
- Placements diversifiés, stratégiques et tactiques (états consolidés) (constitué le 1er novembre 2000)
- Actions américaines couvert
- Actions américaines non couvert (constitué le 1er avril 2000)
- Actions des marchés en émergence
- Actions étrangères couvert
- Actions étrangères non couvert (constitué le 1er avril 2000)
- Financements hypothécaires (états consolidés)
- Immeubles (états consolidés)
- Valeurs à court terme
- Valeurs à court terme CanadAm (liquidation le 1er avril 2001 et transfert des placements au portefeuille spécialisé d'actions américaines)

2 CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers cumulés de la Caisse ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

a) ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS

Les états financiers cumulés comprennent les comptes des filiales contrôlées par la Caisse, du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés. Les comptes de chacun de ces fonds et de chacun de ces portefeuilles font l'objet d'états financiers vérifiés par le vérificateur général du Québec.

b) PLACEMENTS ET ACTIVITÉS CONNEXES

Les placements ainsi que les postes d'actif et de passif s'y rapportant sont comptabilisés à leur juste valeur, soit la valeur d'échange estimative dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, établie en fin d'exercice.

Titres à revenu fixe

Les titres à revenu fixe comprennent les valeurs à court terme, obligations et financements hypothécaires. Ces titres sont comptabilisés en date d'engagement, sauf pour les financements hypothécaires qui sont comptabilisés en date de signature des contrats.

i) Méthode d'évaluation

La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, tels l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours de clôture des principales bourses ainsi que ceux fournis par des institutions financières reconnues. De plus, certaines évaluations sont réalisées selon des méthodes d'évaluation couramment employées ou sur la base d'opérations similaires conclues sans lien de dépendance.

ii) Revenus de placement et gains et pertes à la vente de placements

Les revenus de placement des titres à revenu fixe incluent l'amortissement de la prime et de l'escompte, qui permet de maintenir un rendement effectif constant jusqu'à l'échéance.

Les gains et pertes à la vente de placements représentent la différence entre le coût non amorti et la valeur nette de réalisation à la vente de placements. Le coût non amorti correspond au coût d'acquisition et aux frais inhérents à l'acquisition de placements, et il est redressé pour tenir compte de l'amortissement de la prime ou de l'escompte.

Titres à revenu variable

Les titres à revenu variable comprennent les actions et valeurs convertibles ainsi que les biens immobiliers. Les actions et valeurs convertibles sont comptabilisées en date d'engagement alors que les biens immobiliers sont comptabilisés en date de signature des contrats.

i) Méthode d'évaluation

La juste valeur des actions cotées est déterminée à partir des cours de clôture des principales bourses ainsi que de ceux fournis par des institutions financières reconnues. Pour les actions non cotées et les biens immobiliers, des évaluations sont réalisées par des évaluateurs indépendants alors que d'autres sont réalisées selon des méthodes d'évaluation couramment employées ou sur la base d'opérations similaires conclues sans lien de dépendance. Les évaluations des actions et valeurs convertibles non cotées sont revues annuellement par un comité d'évaluation indépendant.

ii) Revenus de placement et gains et pertes à la vente de placements

Les revenus de dividendes sont inscrits à compter de la date ex-dividende.

Les revenus tirés des biens immobiliers sont réduits des intérêts sur les emprunts, billets à payer et emprunts hypothécaires et sont présentés sous la rubrique Revenus de placement net - titres à revenu variable.

Les gains et pertes à la vente de placements représentent la différence entre le coût et la valeur nette de réalisation à la vente de placements. Le coût correspond au coût d'acquisition et des frais inhérents à l'acquisition des placements.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés, soit à des fins de couverture des risques liés aux fluctuations de change, soit à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de taux d'intérêt et de marché.

Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est favorable sont présentés au poste Placements à la juste valeur, alors que ceux dont la juste valeur est défavorable sont présentés au poste Passif lié aux placements.

i) Méthode d'évaluation

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur en fin d'exercice. Ces valeurs sont établies à partir des cours de clôture des principales bourses ainsi que de ceux fournis par des institutions financières reconnues. Dans le cas des instruments non cotés, certaines évaluations sont réalisées sur la base d'opérations similaires conclues sans lien de dépendance ou selon des modèles reconnus et couramment employés.

ii) Revenus de placement et gains et pertes à la vente de placements

Les revenus de placement relatifs aux instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus de titres à revenu fixe et à revenu variable, alors que les gains et pertes relatifs aux instruments financiers dérivés sont regroupés avec les gains (pertes) à la vente de placement en fonction des placements sous-jacents.

Les gains et les pertes provenant des instruments financiers dérivés de couverture des risques de change reliés aux placements libellés en devises sont reportés et constatés dans les gains et pertes à la vente de placements au moment de la réalisation des placements couverts par ces instruments financiers dérivés.

Titres achetés en vertu de conventions de revente

La Caisse conclut des opérations d'emprunts de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, dans le but de couvrir une vente à découvert ou de dégager un revenu supplémentaire découlant de l'activité d'emprunts de titres. Ces opérations d'emprunts de titres sont comptabilisées dans les titres achetés en vertu de conventions de revente. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente sont présentés à titre de revenus d'intérêts sous la rubrique Revenus de placement net - titres à revenu fixe.

Titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Caisse conclut des opérations de prêts de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, dans un but de trésorerie ou pour dégager un revenu supplémentaire découlant de l'activité de prêts de titres. Ces opérations de prêts de titres sont comptabilisés dans les titres vendus en vertu de conventions de rachat. Les intérêts payés sur les conventions de rachat sont réduits des Revenus de placement net - titres à revenu fixe.

Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent l'engagement de la Caisse d'acheter des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente. Les frais d'intérêts relatifs aux engagements liés à des valeurs à court terme et obligations vendues à découvert sont comptabilisés dans les Revenus de placement net - titres à revenu fixe, tandis que les frais relatifs aux engagements liés à des actions vendues à découvert sont comptabilisés dans les Revenus de placement net - titres à revenu variable.

Les gains et pertes sur engagements liés à des valeurs à court terme et obligations vendues à découvert sont portés au poste Gains et pertes à la vente de placements - titres à revenu fixe, tandis que ceux liés à des actions vendues à découvert sont portés au poste Gains et pertes à la vente de placements - titres à revenu variable.

c) BIENS ADMINISTRÉS ET BIENS SOUS GESTION

Les filiales de la Caisse administrent et gèrent des biens confiés par des clients et en leur nom. Ces biens ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé de la Caisse. Les filiales de la Caisse perçoivent des honoraires en contrepartie des services de gestion de portefeuille et des services administratifs dispensés, qui comprennent notamment l'administration de propriétés immobilières et la gestion de prêts titrisés.

d) CONVERSION DES DEVISES

La juste valeur des placements ainsi que les autres postes d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice.

Le coût des placements en actions, des biens immobiliers provenant d'établissements étrangers intégrés ainsi que le coût non amorti des placements en valeurs à court terme, obligations et financements hypothécaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date d'acquisition. Le coût des placements provenant d'établissements étrangers autonomes est converti au taux en vigueur à la fin de l'exercice.

Les revenus sont convertis au taux de change en vigueur à la date des opérations, à l'exception de ceux provenant du portefeuille spécialisé d'immeubles, qui sont convertis au taux moyen de l'exercice.

e) IMMOBILISATIONS

Les frais reliés à l'acquisition du matériel téléphonique, informatique et bureautique sont capitalisés et amortis selon la durée de vie utile des biens s'y rapportant. Les frais d'aménagement des locaux et autres améliorations locatives sont amortis sur la durée du bail. Les coûts relatifs à l'acquisition de terrains et d'immeubles en construction sont capitalisés. Ces immobilisations sont présentées au poste Autres éléments d'actif.

f) FRAIS DE GESTION DES PLACEMENTS ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais de gestion des placements couvrent les charges directement liées aux activités de placement, incluant les frais payés à des institutions financières externes, et ils sont présentés sous un poste distinct, en diminution des revenus de placement; les frais généraux sont présentés au poste Frais d'administration.

3 PLACEMENTS ET PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS

a) Placements

(en millions de dollars)	2001		2000	
	Juste valeur	**Coût**	Juste valeur	Coût
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme				
Canadiennes	**4 134**	**4 151**	4 435	4 445
Étrangères	**981**	**1 001**	784	797
	5 115	**5 152**	5 219	5 242
Obligations				
Titres émis ou garantis par:				
Gouvernement canadien	**8 911**	**8 708**	12 867	12 572
Province de Québec	**13 204**	**12 494**	13 564	12 858
Autres provinces canadiennes	**284**	**291**	349	358
Municipalité et autres organismes canadiens	**1 469**	**1 325**	1 436	1 303
Sociétés d'État canadiennes	**4 741**	**4 145**	4 705	4 111
Gouvernement américain	**2 701**	**2 638**	1 459	1 473
Autres gouvernements étrangers	**1 097**	**1 118**	1 398	1 377
Obligations hypothécaires	**163**	**162**	152	154
Entreprises canadiennes	**3 760**	**3 828**	2 581	2 630
Entreprises étrangères	**2 587**	**2 713**	1 824	1 936
	38 917	**37 422**	40 335	38 772
Financements hypothécaires				
Canadiens	**3 669**	**3 597**	2 370	2 352
Étrangers	**336**	**311**	188	176
	4 005	**3 908**	2 558	2 528
Total des titres à revenu fixe	**48 037**	**46 482**	48 112	46 542
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Canadiennes	**19 531**	**20 370**	21 383	17 608
Américaines	**11 030**	**11 033**	10 115	8 610
Étrangères et des marchés en émergence	**11 747**	**12 339**	11 653	11 322
Autres	**1 131**	**1 077**	293	296
	43 439	**44 819**	43 444	37 836
Biens immobiliers				
Canadiens	**8 982**	**9 062**	9 041	9 263
Étrangers	**6 557**	**6 089**	4 828	4 389
	15 539	**15 151**	13 869	13 652
Total des titres à revenu variable	**58 978**	**59 970**	57 313	51 488
Sommes à recevoir relativement aux placements				
Titres canadiens achetés en vertu de conventions de revente	**1 103**	**1 103**	319	319
Titres étrangers achetés en vertu de conventions de revente	**7 407**	**7 369**	2 644	2 654
Montant se rapportant aux produits dérivés canadiens	**137**	**-**	81	8
Montant se rapportant aux produits dérivés étrangers	**846**	**247**	1 224	114
	9 493	**8 719**	4 268	3 095
TOTAL DES PLACEMENTS	**116 508**	**115 171**	109 693	101 125

b) Passif lié aux placements

(en millions de dollars)	2001		2000	
	Juste valeur	**Coût**	Juste valeur	Coût
Titres canadiens vendus en vertu de conventions de rachat	**5 802**	**5 801**	4 106	4 104
Titres étrangers vendus en vertu de conventions de rachat	**6 505**	**6 478**	1 724	1 715
Emprunts et billets canadiens à payer	**747**	**755**	770	771
Emprunts et billets étrangers à payer	**472**	**474**	105	105
Titres canadiens adossés à des créances hypothécaires commerciales	**675**	**659**	453	448
Titres canadiens vendus à découvert	**5 076**	**4 967**	4 449	4 068
Titres étrangers vendus à découvert	**5 362**	**5 183**	2 730	2 845
Emprunts hypothécaires canadiens	**2 539**	**2 483**	2 835	2 812
Emprunts hypothécaires étrangers	**3 345**	**3 325**	2 587	2 593
Montant se rapportant aux produits dérivés canadiens	**127**	**19**	52	10
Montant se rapportant aux produits dérivés étrangers	**1 052**	**171**	1 415	138
	31 702	**30 315**	21 226	19 609

c) Part des actionnaires sans contrôle

(en millions de dollars)	2001		2000	
	Juste valeur	**Coût**	Juste valeur	Coût
Canadiens	**392**	**440**	672	532
Étrangers	**210**	**93**	107	68
	602	**533**	779	600

d) Répartition géographique sommaire de la juste valeur des placements et du passif lié aux placements

(en millions de dollars)	2001			2000		
	Canadiens	**Étrangers**	**Total**	Canadiens	Étrangers	Total
Placements						
Titres à revenu fixe	**39 732**	**8 305**	**48 037**	41 861	6 251	48 112
Actions et valeurs convertibles	**19 531**	**23 908**	**43 439**	21 383	22 061	43 444
Biens immobiliers	**8 982**	**6 557**	**15 539**	9 041	4 828	13 869
Sommes à recevoir relativement aux placements	**1 240**	**8 253**	**9 493**	400	3 868	4 268
	69 485	**47 023**	**116 508**	72 685	37 008	109 693
Passif lié aux placements	**14 966**	**16 736**	**31 702**	12 665	8 561	21 226
Part des actionnaires sans contrôle	**392**	**210**	**602**	672	107	779

e) Sommaire des échéances des placements et du passif lié aux placements à la valeur nominale

(en millions de dollars)	2001					2000	
	Moins de 2 ans	2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Taux d'intérêt effectif	Total valeur nominale	Taux d'intérêt effectif
Titres à revenu fixe							
Valeurs à court terme							
Canadiennes	3 632	190	235	4 057	2,8%	4 489	5,9%
Étrangères	336	235	425	996	6,4%	731	8,4%
	3 968	425	660	5 053	4,1%	5 220	6,3%
Obligations							
Titres émis ou garantis par:							
Gouvernement canadien	1 670	1 971	4 589	8 230	5,4%	12 126	5,8%
Province du Québec	822	2 880	8 300	12 002	6,5%	12 266	7,0%
Autres provinces canadiennes	62	20	166	248	5,7%	304	5,9%
Municipalités et autres organismes canadiens	160	509	583	1 252	7,4%	1 238	7,9%
Sociétés d'État canadiennes	161	294	3 889	4 344	7,6%	4 255	7,9%
Gouvernement américain	1 871	72	654	2 597	4,0%	1 399	4,6%
Autres gouvernements étrangers	-	199	860	1 059	3,7%	1 392	5,7%
Obligations hypothécaires	-	6	142	148	7,3%	154	7,3%
Entreprises canadiennes	915	1 153	1 486	3 554	6,4%	2 653	8,3%
Entreprises étrangères	539	496	1 736	2 771	6,5%	1 971	8,8%
	6 200	7 600	22 405	36 205	6,2%	37 758	6,8%
Financements hypothécaires							
Canadiens	967	918	1 712	3 597	7,4%	2 352	7,8%
Étrangers	161	23	127	311	13,7%	176	14,3%
	1 128	941	1 839	3 908	7,9%	2 528	8,3%
	11 296	8 966	24 904	45 166	6,0%	45 506	6,8%
Sommes à recevoir relativement aux placements							
Titres canadiens achetés en vertu de conventions de revente	1 109	-	-	1 109	2,2%	320	5,7%
Titres étrangers achetés en vertu de conventions de revente	7 415	-	-	7 415	1,5%	2 669	5,6%
	8 524	-	-	8 524	1,6%	2 989	5,6%
Passif lié aux placements							
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	12 329	-	-	12 329	1,9%	5 841	5,6%
Emprunts et billets à payer	923	347	173	1 443	3,4%	927	6,5%
Titres canadiens adossés à des créances hypothécaires commerciales	27	85	548	660	6,2%	448	6,1%
Titres vendus à découvert	1 235	2 424	3 629	7 288	3,4%	4 979	5,6%
Emprunts hypothécaires	1 588	1 620	2 600	5 808	6,5%	5 405	7,7%
	16 102	4 476	6 950	27 528	3,4%	17 600	6,3%

Le coût des placements a été augmenté d'un montant de 557 M$ au 31 décembre 2001 (diminué de 18 M$ en 2000), représentant les pertes (gains) reportées reliées aux instruments financiers dérivés de couverture des risques de change.

La juste valeur des placements en valeurs à court terme, en obligations ainsi qu'en actions et valeurs convertibles inclut des titres de sociétés fermées, aux montants respectifs de 1 317 M$, 1 100 M$ et 6 955 M$ au 31 décembre 2001 (1 263 M$ en valeurs à court terme, 1 129 M$ en obligations et 8 719 M$ en actions et valeurs convertibles en 2000), pour lesquels aucun cours n'est disponible.

4 AVOIR DES DÉPOSANTS

Les dépôts à vue et à terme portent intérêt et constituent des créances des déposants à l'égard de la Caisse.

Les dépôts à participation sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net d'un fonds. À la clôture de chaque période mensuelle du fonds général et des fonds particuliers, le revenu net de placement et les gains et pertes à la vente de placements sont attribués aux détenteurs de dépôts à participation. Au début de la période qui suit, les montants attribués sont versés au (récupérés du) compte de dépôts à vue des déposants.

(en millions de dollars)	2001	2000
Créances des déposants à l'égard de la Caisse		
Dépôts à vue	106	79
Dépôts à terme	36	22
Intérêts sur dépôts à vue et à terme	-	(2)
Revenu net à verser aux détenteurs de dépôts à participation	455	550
	597	649
Avoir des détenteurs de dépôts à participation		
Dépôts à participation		
Solde au début	73 802	62 203
Unités émises	6 949	17 086
Unités annulées	(561)	(5 487)
Solde à la fin	80 190	73 802
Montant non attribué relatif aux biens immobiliers *	73	79
Plus-value (moins-value) non matérialisée attribuée à la suite d'opérations interfonds	(129)	(113)
Montant non attribué à la suite de gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés **	4 661	7 074
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et des autres postes d'actif et de passif s'y rapportant	(119)	6 772
	84 676	87 614
AVOIR DES DÉPOSANTS	85 273	88 263

* Ce montant représente le redressement de l'amortissement cumulé sur les biens immobiliers à la suite de la comptabilisation des placements à la juste valeur. Il sera attribué au moment de la vente de ces biens.

** Ce montant représente les gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés qui ne sont pas distribués à la fin de l'exercice. Il sera attribué au moment de la vente d'unités de participation dans les portefeuilles.

5 REVENUS DE PLACEMENT NET, GAINS (PERTES) À LA VENTE DE PLACEMENTS ET PLUS-VALUE (MOINS-VALUE) NON MATÉRIALISÉE DES PLACEMENTS ET DU PASSIF LIÉ AUX PLACEMENTS

(en millions de dollars)	2001	2000
a) Revenus de placement net		
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	282	489
Obligations	2 000	2 103
Financements hypothécaires	206	147
	2 488	2 739
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	579	629
Biens immobiliers	651	569
	1 230	1 198
Autres revenus	32	20
Frais de gestion des placements réduits des honoraires perçus *(note 6)*	(98)	(93)
Part des actionnaires sans contrôle	(53)	(82)
	3 599	3 782
b) Gains (pertes) à la vente de placements		
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	441	(187)
Obligations	377	(104)
Financements hypothécaires	-	(3)
	818	(294)
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	(2 130)	7 248
Biens immobiliers	19	58
	(2 111)	7 306
Part des actionnaires sans contrôle	(17)	-
	(1 310)	7 012
c) Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et du passif lié aux placements		
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	(330)	452
Obligations	136	411
Financements hypothécaires	62	50
Titres achetés en vertu de conventions de revente	48	14
	(84)	927
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	(7 340)	(7 363)
Biens immobiliers	187	381
	(7 153)	(6 982)
Moins :		
Passif lié aux placements		
Emprunts et billets à payer	(9)	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	11	8
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	17	40
Titres vendus à découvert	22	(253)
Emprunts hypothécaires	59	61
Instruments financiers dérivés	(330)	(169)
Part des actionnaires sans contrôle	(110)	62
	(340)	(252)
	(6 897)	(5 803)

6 FRAIS DE GESTION DES PLACEMENTS RÉDUITS DES HONORAIRES PERÇUS

(en millions de dollars)	2001	2000
Traitements et avantages sociaux	77	57
Services professionnels	37	20
Locaux et matériel	6	4
Amortissement des immobilisations	11	10
Autres	19	10
	150	101
Frais externes de gestion et de garde de valeurs	15	13
Moins :		
Honoraires perçus	67	21
	98	93

7 FRAIS D'ADMINISTRATION

(en millions de dollars)	2001	2000
Traitements et avantages sociaux	31	25
Services professionnels	8	8
Locaux et matériel	3	4
Amortissement des immobilisations	4	4
Autres	10	7
	56	48

8 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction du titre sous-jacent, et qui n'exigent pas la détention ou la livraison du titre sous-jacent lui-même. Cet élément sous-jacent peut être de nature financière (taux d'intérêt, devise, titre ou indice boursier), ou une marchandise (métal précieux, denrée, pétrole).

Le montant nominal de référence d'un instrument financier dérivé représente la valeur du capital théorique à laquelle s'applique un taux ou un prix afin de déterminer l'échange des flux de trésorerie futurs, et ne reflète pas le risque de crédit afférent à cet instrument.

La Caisse a recours entre autres aux instruments financiers dérivés décrits ci-après :

Le contrat à terme de gré à gré et le contrat normalisé sont des engagements qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent, à une quantité et à un prix établis par le contrat selon l'échéance indiquée par l'entente. Le contrat à terme de gré à gré est assorti de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur le marché hors cote. Le contrat à terme normalisé a des modalités fixées par un marché réglementé.

Le troc est une opération par laquelle deux parties conviennent d'échanger des flux financiers selon des modalités prédéterminées prévoyant notamment un montant nominal de référence et une durée.

L'option est un contrat négocié de gré à gré ou sur un marché réglementé, conférant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un nombre déterminé d'un titre sous-jacent, un indice ou une marchandise, à un prix de levée stipulé d'avance, soit à une date déterminée, soit à n'importe quel moment avant une échéance préétablie.

Le risque de change découle des placements et du passif lié aux placements libellés en devises ainsi que des instruments financiers dérivés s'y rapportant. Lorsque le risque de change est couvert, la Caisse utilise des instruments négociés auprès de banques; les échéances varient généralement de un à trois mois dans le cas de contrats à terme de gré à gré et des options, et de un à deux ans pour les trocs de devises. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une couverture efficace des risques de change associés aux placements et au passif lié aux placements en devises.

D'autre part, l'utilisation de trocs, de contrats à terme et d'option négociés auprès de contreparties permet de gérer les risques de taux d'intérêt et de marché de l'ensemble du portefeuille de placements, en plus de générer des revenus ou des dépenses supplémentaires qui sont inclus dans les revenus de titres à revenu fixe et à revenu variable.

Ces opérations sont effectuées auprès de contrepartistes dont la cote de crédit est établie par une agence de notation financière reconnue et dont les limites opérationnelles sont fixées par la direction, qui préconise la signature d'ententes de compensation de manière à limiter le risque de crédit.

a) Sommaire des instruments financiers dérivés

(en millions de dollars)	**2001**				2000
	Montant	**Juste valeur**			
	nominal de référence	**Actif**	**Passif**	**Montant net**	Montant net
Couverture des risques de change					
Trocs de devises	**527**	**8**	**140**	**(132)**	(113)
Contrats à terme de gré à gré	**28 774**	**127**	**445**	**(318)**	(197)
Options sur devises hors cote					
Achats	**255**	**2**	**-**	**2**	-
Ventes	**120**	**-**	**-**	**-**	(2)
	29 676	**137**	**585**	**(448)**	(312)
Gestion des taux d'intérêt et de marché					
Trocs de taux d'intérêt et de devises	**32 097**	**432**	**356**	**76**	13
Trocs sur actions	**2 935**	**17**	**18**	**(1)**	17
Contrats à terme de gré à gré	**24 670**	**206**	**105**	**101**	128
Contrats à terme normalisés	**44 990**	**-**	**-**	**-**	-
Options cotées en bourse					
Achats	**15 782**	**29**	**-**	**29**	15
Ventes	**19 823**	**-**	**26**	**(26)**	(24)
Options négociées hors cote					
Achats	**12 669**	**162**	**-**	**162**	98
Ventes	**8 526**	**-**	**89**	**(89)**	(97)
	161 492	**846**	**594**	**252**	150
Total des contrats sur instruments financiers dérivés	**191 168**	**983**	**1 179**	**(196)**	(162)

b) Sommaire des échéances des instruments financiers dérivés

(en millions de dollars)	2001				2000
	Montant nominal de référence – Échéance				Montant nominal de référence
	Moins de 2 ans	2 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Montant net
Couverture des risques de change					
Trocs de devises	20	20	487	527	586
Contrats à terme de gré à gré	28 734	40	-	28 774	25 176
Options sur devises hors cote					
Achats	231	24	-	255	126
Ventes	120	-	-	120	239
	29 105	84	487	29 676	26 127
Gestion des taux d'intérêt et de marché					
Trocs de taux d'intérêt et de devises	5 314	12 734	14 049	32 097	15 479
Trocs sur actions	2 935	-	-	2 935	385
Contrats à terme de gré à gré	24 670	-	-	24 670	25 701
Contrats à terme normalisés	26 413	14 294	4 283	44 990	13 985
Options cotées en bourse					
Achats	15 782	-	-	15 782	2 185
Ventes	19 823	-	-	19 823	1 955
Options négociées hors cote					
Achats	7 387	3 702	1 580	12 669	7 544
Ventes	4 886	2 443	1 197	8 526	3 350
	107 210	33 173	21 109	161 492	70 584
Total des contrats sur instruments financiers dérivés	136 315	33 257	21 596	191 168	96 711

9 NANTISSEMENT D'ÉLÉMENTS D'ACTIF

Dans le cours normal des affaires, la Caisse effectue des opérations de prêts et emprunts de titres en échange d'une garantie ou d'éléments d'actif avec diverses contreparties avec lesquelles des ententes de compensation ont été signées afin de limiter le risque de crédit. Dans le cadre des opérations de prêts de titres, la Caisse a reçu des éléments d'actif en garantie. Au 31 décembre, la Caisse a donné et reçu en garantie des titres ainsi que des éléments d'actif respectivement pour des montants de 13 254 M$ (7 597 M$ en 2000) et de 9 364 M$ (3 048 M$ en 2000). Le montant de l'actif donné en garantie comprend des éléments d'actif d'une valeur de 827 M$ (834 M$ en 2000) qui ont été déposés en garantie afin de participer aux systèmes de compensation et de paiement, et déposés auprès de dépositaires.

10 CHIFFRES PRÉSENTÉS À DES FINS DE COMPARAISON

Certains chiffres des états financiers de 2000 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2001.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES FONDS

(en millions de dollars)

	FONDS GÉNÉRAL											
			301		302		303		305		306	
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	**2001**	2000	**2001**	2000	**2001**	00	**2001**	00	**2001**	00	**2001**	2000
ACTIF												
Placements à la juste valeur												
Obligations	**7 809,8**	9 770,9	**11 766,8**	14 022,7	**1 723,5**	2 124,0	**67,1**	74,6	**36,2**	83,0	**67,3**	66,9
Actions et valeurs convertibles	**7 759,4**	6 885,7	**13 587,4**	13 509,8	**2 109,3**	2 020,2	**92,0**	81,3	**55,2**	96,8	**49,1**	44,9
Financements hypothécaires	**614,4**	420,1	**1 104,1**	701,7	**151,593**	,1	**5,4**	21,1	**3,3**	6,3	**-**	-
Investissements immobiliers	**1 624,5**	1 210,1	**2 702,4**	2 014,4	**466,0**	306,0	**14,5**	15,0	**12,9**	13,3	**6,1**	6,3
Valeurs à court terme	**660,4**	840,5	**674,1**	1 250,6	**102,8**	205,6	**4,2**	8,3	**2,4**	9,0	**2,7**	3,4
Dépôts à vue au fonds général	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**0,4**	-	**-**	-
	18 468,5	19 127,3	**29 834,8**	31 499,2	**4 553,1**	4 748,9	**183,2**	200,3	**110,4**	208,4	**125,2**	121,5
Autres éléments d'actif	**4 163,3**	4 649,1	**160,1**	155,3	**25,3**	23,3	**0,9**	1,0	**0,7**	1,0	**0,6**	0,6
	22 631,8	23 776,4	**29 994,9**	31 654,5	**4 578,4**	4 772,2	**184,1**	201,3	**111,1**	209,4	**125,8**	122,1
PASSIF												
Dépôts à vue et à terme	**2 656,3**	4 503,3	**16,6**	33,2	**15,2**	0,6	**-**	4,6	**-**	-	**-**	-
Billets à payer	**370,9**	28,4	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Instruments financiers dérivés	**10,6**	10,9	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Autres éléments de passif	**1 367,0**	338,5	**200,2**	192,6	**24,0**	34,7	**0,9**	0,6	**4,0**	1,5	**0,9**	0,7
	4 404,8	4 881,1	**216,8**	225,8	**39,2**	35,3	**0,9**	5,2	**4,0**	1,5	**0,9**	0,7
AVOIR NET DES DÉTENTEURS DE DÉPÔTS À PARTICIPATION	**18 227,0**	18 895,3	**29 778,1**	31 428,7	**4 539,2**	4 736,9	**183,2**	196,1	**107,1**	207,9	**124,9**	121,4
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE												
REVENUS												
Revenus de placement												
Obligations	**552,0**	619,7	**820,1**	915,1	**117,4**	142,4	**4,6**	4,6	**4,6**	5,6	**4,5**	4,3
Actions et valeurs convertibles	**92,7**	76,2	**184,8**	149,6	**28,7**	21,8	**1,3**	0,9	**1,3**	1,1	**0,6**	0,5
Financements hypothécaires	**38,8**	34,7	**67,0**	60,1	**9,0**	9,1	**0,6**	2,0	**0,4**	0,6	**-**	-
Investissements immobiliers	**112,5**	84,5	**187,0**	139,6	**32,3**	21,1	**1,0**	1,1	**0,9**	0,9	**0,4**	0,4
Valeurs à court terme	**26,4**	95,2	**29,6**	94,3	**4,6**	13,4	**0,2**	0,7	**0,3**	0,5	**0,1**	0,2
Dépôts à vue au fonds général	**-**	-	**0,3**	(0,5)	**0,2**	(0,1)	**-**	-	**-**	-	**-**	-
	822,4	910,3	**1 288,8**	1 358,2	**192,2**	207,7	**7,7**	9,3	**7,5**	8,7	**5,6**	5,4
Autres revenus	**4,2**	1,2	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Total des revenus	**826,6**	911,5	**1 288,8**	1 358,2	**192,2**	207,7	**7,7**	9,3	**7,5**	8,7	**5,6**	5,4
Frais de gestion des placements	**3,2**	0,3	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Revenus de placement net	**823,4**	911,2	**1 288,8**	1 358,2	**192,2**	207,7	**7,7**	9,3	**7,5**	8,7	**5,6**	5,4
DÉPENSES												
Frais d'administration	**0,4**	0,1	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Intérêts sur dépôts à vue et à terme	**10,0**	39,2	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
REVENU NET DE PLACEMENT	**813,0**	871,9	**1 288,8**	1 358,2	**192,2**	207,7	**7,7**	9,3	**7,5**	8,7	**5,6**	5,4
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE CONSOLIDÉ TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE												
ACTIVITÉS DE PLACEMENT												
Revenu net de placement	**813,0**	871,9	**1 288,8**	1 358,2	**192,2**	207,7	**7,7**	9,3	**7,5**	8,7	**5,6**	5,4
Gains (pertes) à la vente de placements	**218,4**	1 267,5	**555,0**	1 714,2	**81,026**	0,8	**1,5**	10,1	**7,0**	15,6	**1,3**	4,2
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	**(1 978,7)**	(1 102,5)	**(3 400,8)**	(1 068,9)	**(529,6)**	(170,3)	**(18,9)**	(4,8)	**(27,9)**	(10,2)	**(9,9)**	(0,8)
Total des activités de placement	**(947,3)**	1 036,9	**(1 557,0)**	2 003,5	**(256,4)**	298,2	**(9,7)**	14,6	**(13,4)**	14,1	**(3,0)**	8,8
Dépôts à participation	**1 310,4**	2 022,8	**1 750,2**	3 216,9	**331,9**	525,5	**6,0**	14,5	**(72,9)**	25,6	**13,4**	15,8
Revenu net attribué aux détenteurs de dépôts à participation	**(1 031,4)**	(2 139,4)	**(1 843,8)**	(3 072,4)	**(273,2)**	(468,5)	**(9,2)**	(19,4)	**(14,5)**	(24,3)	**(6,9)**	(9,7)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	**(668,3)**	920,3	**(1 650,6)**	2 148,0	**(197,7)**	355,2	**(12,9)**	9,7	**(100,8)**	15,4	**3,5**	14,9
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	**18 895,3**	17 975,0	**31 428,7**	29 280,7	**4 736,9**	4 381,7	**196,1**	186,4	**207,9**	192,5	**121,4**	106,5
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	**18 227,0**	18 895,3	**29 778,1**	31 428,7	**4 539,2**	4 736,9	**183,2**	196,1	**107,1**	207,9	**124,9**	121,4
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE												
ACTIF												
Placements												
Obligations	**8 085,5**	9 492,9	**11 574,8**	13 495,8	**1 719,5**	2 042,5	**64,3**	71,3	**34,6**	78,5	**63,6**	63,7
Actions et valeurs convertibles	**6 607,7**	4 232,7	**11 723,7**	8 441,6	**1 815,1**	1 248,9	**85,6**	55,8	**49,8**	65,5	**45,9**	30,9
Financements hypothécaires	**607,6**	422,0	**1 091,2**	703,4	**149,893**	,4	**5,3**	21,0	**3,2**	6,3	**-**	-
Investissements immobiliers	**1 522,5**	1 175,4	**2 451,0**	1 875,1	**427,5**	286,9	**12,6**	13,3	**11,7**	12,5	**5,3**	5,6
Valeurs à court terme	**654,4**	834,5	**669,0**	1 257,3	**102,1**	208,5	**4,1**	8,7	**2,5**	9,5	**2,6**	3,6
Dépôts à vue au fonds général	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**0,4**	-	**-**	-
	17 477,7	16 157,5	**27 509,7**	25 773,2	**4 214,0**	3 880,2	**171,9**	170,1	**102,2**	172,3	**117,4**	103,8
PASSIF												
Dépôts à terme	**36,1**	21,5	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Billets à payer	**370,9**	28,3	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-

FONDS PARTICULIERS															
307		308 (fermé le 30 juin 2000)		311		312		313		314		315		316 (constitué le 01-06-00)	
2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
2 107,5	2 497,7	-	2 620,0	1 045,3	1 217,5	1 015,8	1 101,4	378,2	416,3	114,410	0,1	40,1	36,0	1 530,8	921,6
3 882,1	3 864,6	-	2 747,0	1 742,3	1 745,6	1 667,8	1 580,1	623,7	592,8	-	-	19,3	16,2	1 605,9	880,9
231,314	6,4	-	135,1	95,5	107,7	91,4	97,4	34,2	36,8	-	-	3,5	2,0	130,4	46,4
558,357	1,6	-	311,9	263,926	7,8	237,324	3,5	90,3	89,9	-	-	2,0	2,6	177,314	2,4
156,955	0,1	-	352,0	72,8	236,9	69,8	212,0	26,1	86,7	114,210	0,4	26,9	26,6	79,5	73,9
-	-	-	-	-	0,2	0,3	0,2	-	0,1	-	-	0,2	-	-	0,1
6 936,1	7 630,4	-	6 166,0	3 219,8	3 575,7	3 082,4	3 234,6	1 152,5	1 222,6	228,620	0,5	92,0	83,4	3 523,9	2 065,3
35,1	37,7	-	26,7	16,6	18,0	15,6	16,3	5,9	6,1	0,9	1,0	0,5	0,4	15,8	10,4
6 971,2	7 668,1	-	6 192,7	3 236,4	3 593,7	3 098,0	3 250,9	1 158,4	1 228,7	229,520	1,5	92,5	83,8	3 539,7	2 075,7
3,6	4,3	-	-	0,6	-	-	-	0,2	-	-	-	-	0,4	0,6	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
39,2	51,1	-	29,0	18,5	21,8	14,7	19,4	5,2	7,3	1,0	1,0	0,4	0,4	10,5	9,6
42,8	55,4	-	29,0	19,1	21,8	14,7	19,4	5,4	7,3	1,0	1,0	0,4	0,8	11,1	9,6
6 928,4	7 612,7	-	6 163,7	3 217,3	3 571,9	3 083,3	3 231,5	1 153,0	1 221,4	228,520	0,5	92,1	83,0	3 528,6	2 066,1
152,916	5,4	-	78,6	75,0	79,8	69,7	71,7	26,4	26,3	7,3	6,4	2,5	2,2	78,9	30,9
59,4	44,6	-	16,4	26,5	19,8	24,6	17,8	9,3	6,5	-	-	0,3	0,2	18,0	3,8
14,2	13,1	-	5,6	7,1	9,7	6,6	8,6	2,5	3,2	-	-	0,2	0,1	6,8	1,8
38,6	40,7	-	10,4	18,3	19,1	16,5	17,2	6,3	6,3	-	-	0,1	0,1	12,3	5,5
10,4	36,4	-	8,1	4,3	18,6	4,1	16,7	1,5	6,1	3,5	4,6	0,9	1,4	3,8	3,0
-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-	-	-	-
275,530	0,3	-	119,1	131,214	7,0	121,513	2,0	46,0	48,4	10,8	11,1	4,0	4,0	119,8	45,0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
275,530	0,3	-	119,1	131,214	7,0	121,513	2,0	46,0	48,4	10,8	11,1	4,0	4,0	119,8	45,0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
275,530	0,3	-	119,1	131,214	7,0	121,513	2,0	46,0	48,4	10,8	11,1	4,0	4,0	119,8	45,0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
275,530	0,3	-	119,1	131,214	7,0	121,513	2,0	46,0	48,4	10,8	11,1	4,0	4,0	119,8	45,0
275,530	0,3	-	119,1	131,214	7,0	121,513	2,0	46,0	48,4	10,8	11,1	4,0	4,0	119,8	45,0
125,242	9,2	-	19,7	46,9	215,4	26,7	160,7	6,4	48,7	0,2	-	(0,2)	1,5	(12,1)	4,3
(858,2)	(340,7)	-	270,9	(377,5)	(170,1)	(329,7)	(123,3)	(121,9)	(35,7)	3,8	3,1	(1,7)	(0,5)	(236,4)	(57,2)
(457,5)	388,8	-	409,7	(199,4)	192,3	(181,5)	169,4	(69,5)	61,4	14,8	14,2	2,1	5,0	(128,7)	(7,9)
174,061	7,7	-	1 339,6	22,9	343,7	181,535	3,6	53,5	163,3	24,2	115,6	10,8	12,5	1 698,9	2 123,3
(400,8)	(729,5)	-	(138,8)	(178,1)	(362,4)	(148,2)	(292,7)	(52,4)	(97,1)	(11,0)	(11,1)	(3,8)	(5,5)	(107,7)	(49,3)
(684,3)	277,0	-	1 610,5	(354,6)	173,6	(148,2)	230,3	(68,4)	127,6	28,0	118,7	9,1	12,0	1 462,5	2 066,1
7 612,7	7 335,7	-	4 553,2	3 571,9	3 398,3	3 231,5	3 001,2	1 221,4	1 093,8	200,5	81,8	83,0	71,0	2 066,1	-
6 928,4	7 612,7	-	6 163,7	3 217,3	3 571,9	3 083,3	3 231,5	1 153,0	1 221,4	228,520	0,5	92,1	83,0	3 528,6	2 066,1
1 957,5	2 342,8	-	2 620,2	986,3	1 162,5	955,0	1 047,6	355,4	395,6	110,5	98,1	39,1	35,7	1 539,8	923,4
3 381,6	2 484,8	-	1 974,3	1 562,1	1 172,0	1 550,3	1 117,0	608,1	447,6	-	-	20,9	14,6	1 909,6	937,8
228,814	7,0	-	136,0	94,2	107,7	89,9	97,2	33,6	36,7	-	-	3,5	2,0	128,2	45,6
513,654	3,9	-	298,5	240,025	1,4	207,121	7,2	80,6	82,3	-	-	1,8	2,4	161,213	3,7
155,555	4,4	-	344,2	72,4	239,5	69,2	215,2	25,9	89,4	111,910	0,0	26,4	26,8	78,8	81,9
-	-	-	-	-	0,2	0,3	0,2	-	0,1	-	-	0,2	-	-	0,1
6 237,0	6 072,9	-	5 373,2	2 955,0	2 933,3	2 871,8	2 694,4	1 103,6	1 051,7	222,419	8,1	91,9	81,5	3 817,6	2 122,5
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES FONDS (suite)

(en millions de dollars)

	FONDS PARTICULIERS					
	317		318		330	
	(constitué le 01-06-00)		(constitué le 01-06-00)			
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	**2001**	2000	**2001**	2000	**2001**	2000
ACTIF						
Placements à la juste valeur						
Obligations	**236,7**	173,0	**1 976,7**	2 024,9	**1 845,8**	3 095,3
Actions et valeurs convertibles	**253,8**	165,4	**2 222,9**	1 935,4	**5 009,9**	4 390,7
Financements hypothécaires	**20,6**	8,7	**180,610**	2,0	**207,6**	175,6
Investissements immobiliers	**33,3**	25,2	**389,527**	1,9	**780,4**	585,0
Valeurs à court terme	**12,6**	15,3	**110,120**	1,6	**181,5**	892,3
Dépôts à vue au fonds général	**-**	-	**-**	0,2	**12,9**	0,5
	557,0	387,6	**4 879,8**	4 536,0	**8 038,1**	9 139,4
Autres éléments d'actif	**2,6**	1,9	**25,1**	22,1	**42,1**	44,6
	559,6	389,5	**4 904,9**	4 558,1	**8 080,2**	9 184,0
PASSIF						
Dépôts à vue et à terme	**-**	-	**0,8**	-	**-**	-
Billets à payer	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Instruments financiers dérivés	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Autres éléments de passif	**1,7**	1,7	**12,6**	20,0	**44,2**	68,8
	1,7	1,7	**13,4**	20,0	**44,2**	68,8
AVOIR NET DES DÉTENTEURS DE DÉPÔTS À PARTICIPATION	**557,9**	387,8	**4 891,5**	4 538,1	**8 036,0**	9 115,2
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE						
REVENUS						
Revenus de placement						
Obligations	**13,2**	5,8	**127,3**	67,4	**153,4**	206,3
Actions et valeurs convertibles	**2,9**	0,7	**28,7**	8,3	**76,6**	50,1
Financements hypothécaires	**1,1**	0,3	**10,6**	3,9	**14,0**	13,5
Investissements immobiliers	**2,3**	1,0	**27,0**	10,4	**54,1**	40,4
Valeurs à court terme	**0,6**	0,6	**5,1**	7,2	**14,6**	53,7
Dépôts à vue au fonds général	**-**	-	**-**	-	**(0,5)**	0,4
	20,1	8,4	**198,7**	97,2	**312,2**	364,4
Autres revenus	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Total des revenus	**20,1**	8,4	**198,7**	97,2	**312,2**	364,4
Frais de gestion des placements	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Revenus de placement net	**20,1**	8,4	**198,7**	97,2	**312,2**	364,4
DÉPENSES						
Frais d'administration	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Intérêts sur dépôts à vue et à terme	**-**	-	**-**	-	**-**	-
REVENU NET DE PLACEMENT	**20,1**	8,4	**198,7**	97,2	**312,2**	364,4
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE CONSOLIDÉ TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE						
ACTIVITÉS DE PLACEMENT						
Revenu net de placement	**20,1**	8,4	**198,7**	97,2	**312,2**	364,4
Gains (pertes) à la vente de placements	**(2,5)**	0,2	**(36,6)**	(4,9)	**99,8**	459,8
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	**(39,9)**	(11,0)	**(393,3)**	(135,1)	**(1 005,0)**	(434,0)
Total des activités de placement	**(22,3)**	(2,4)	**(231,2)**	(42,8)	**(593,0)**	390,2
Dépôts à participation	**210,0**	398,8	**746,7**	4 673,2	**(74,2)**	1 007,9
Revenu net attribué aux détenteurs de dépôts à participation	**(17,6)**	(8,6)	**(162,1)**	(92,3)	**(412,0)**	(824,2)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	**170,1**	387,8	**353,4**	4 538,1	**(1 079,2)**	573,9
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	**387,8**	-	**4 538,1**	-	**9 115,2**	8 541,3
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	**557,9**	387,8	**4 891,5**	4 538,1	**8 036,0**	9 115,2
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE						
ACTIF						
Placements						
Obligations	**238,7**	173,4	**2 008,4**	2 030,7	**1 726,7**	2 930,2
Actions et valeurs convertibles	**305,0**	176,1	**2 757,3**	2 064,7	**4 737,2**	3 110,7
Financements hypothécaires	**20,2**	8,6	**176,810**	0,3	**204,2**	174,7
Investissements immobiliers	**30,4**	23,7	**356,825**	5,3	**719,0**	555,9
Valeurs à court terme	**12,4**	16,8	**108,921**	9,9	**180,3**	904,6
Dépôts à vue au fonds général	**-**	-	**-**	0,2	**12,9**	0,5
	607,7	398,6	**5 408,2**	4 671,1	**7 580,3**	7 676,6
PASSIF						
Dépôts à terme	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Billets à payer	**-**	-	**-**	-	**-**	-

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES - ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

(en millions de dollars)	OBLIGATIONS		OBLIGATIONS QUÉBEC MONDIAL		ACTIONS CANADIENNES		PLAC. DIVERSIFIÉS STRAT.ET TACTIQUES (constitué le 01-11-00)	
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	**2001**	2000	**2001**	2000	**2001**	2000	**2001**	2000
ACTIF								
Placements à la juste valeur								
Obligations	**34 565,6**	35 461,1	**4 166,9**	4 788,0	**788,8**	541,2	**0,2**	5,1
Actions et valeurs convertibles	**-**	-	**299,7**	154,4	**21 891,6**	24 196,8	**2 161,5**	2 661,6
Financements hypothécaires	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Obligations hypothécaires	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Biens immobiliers	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Valeurs à court terme et prêts garantis	**1 756,8**	1 668,8	**1 037,1**	1 051,8	**1 228,4**	128,3	**98,2**	383,7
Dépôts à vue au fonds général	**2 147,4**	4 005,0	**-**	-	**124,3**	-	**-**	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**8 509,5**	3 017,9	**390,8**	-	**-**	-	**-**	32,7
	46 979,3	44 152,8	**5 894,5**	5 994,2	**24 033,1**	24 868,3	**2 259,9**	3 083,1
Autres éléments d'actif	**1 931,9**	1 635,6	**73,4**	71,5	**199,7**	137,3	**2,2**	39,1
	48 911,2	45 788,4	**5 967,9**	6 065,7	**24 232,8**	25 005,6	**2 262,1**	3 122,2
PASSIF								
Avances du fonds général	**-**	-	**461,8**	495,8	**-**	1 223,6	**714,0**	746,2
Dépôts sur prêts de titres	**12 707,4**	6 171,9	**-**	-	**-**		**-**	54,5
Engagements liés à des titres vendus à découvert	**7 514,6**	5 057,9	**-**	-	**2 879,8**	1 989,5	**-**	32,3
Emprunts et billets à payer	**-**	-	**-**	-	**-**	13,4	**56,0**	1 003,5
Emprunts hypothécaires	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Instruments financiers dérivés	**606,5**	372,3	**6,5**	4,0	**80,5**	79,4	**61,0**	270,7
Autres éléments de passif	**1 789,5**	1 839,2	**30,8**	187,1	**717,2**	77,9	**13,2**	25,4
Part des actionnaires sans contrôle	**-**	-	**-**	-	**-**	5,9	**-**	-
	22 618,0	13 441,3	**499,1**	686,9	**3 677,5**	3 389,7	**844,2**	2 132,6
AVOIR NET DES FONDS	**26 293,2**	32 347,1	**5 468,8**	5 378,8	**20 555,3**	21 615,9	**1 417,9**	989,6
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
REVENUS								
Revenus de placement								
Obligations	**1 705,3**	1 835,3	**280,1**	236,6	**47,0**	16,0	**1,0**	(0,3)
Actions et valeurs convertibles	**-**	-	**2,7**	1,8	**282,7**	343,3	**25,7**	-
Financements hypothécaires	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Biens immobiliers	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Valeurs à court terme et prêts garantis	**131,3**	105,4	**54,9**	52,5	**9,9**	12,2	**8,1**	(0,6)
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	**93,7**	227,0	**(24,9)**	(6,7)	**(16,3)**	(87,8)	**(31,8)**	(8,0)
	1 930,3	2 167,7	**312,8**	282,2	**323,3**	283,7	**3,0**	(8,9)
Autres revenus	**12,2**	11,8	**-**	-	**9,9**	4,8	**0,5**	0,4
Total des revenus	**1 942,5**	2 179,5	**312,8**	282,2	**333,2**	288,5	**3,5**	(8,5)
Frais de gestion des placements	**23,3**	19,1	**2,7**	1,4	**42,8**	43,9	**9,4**	0,6
Revenus de placement net	**1 919,2**	2 160,4	**310,1**	280,8	**290,4**	244,6	**(5,9)**	(9,1)
DÉPENSES								
Frais d'administration	**11,2**	7,9	**0,8**	0,8	**7,2**	6,8	**1,5**	0,1
REVENU AVANT POSTE SUIVANT	**1 908,0**	2 152,5	**309,3**	280,0	**283,2**	237,8	**(7,4)**	(9,2)
Intérêts sur billet à payer	**7,8**	-	**-**	-	**2,5**	-	**21,3**	10,5
Part des actionnaires sans contrôle	**-**	-			**-**	(0,7)	**-**	-
REVENU NET DE PLACEMENT	**1 900,2**	2 152,5	**309,3**	280,0	**280,7**	238,5	**(28,7)**	(19,7)
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
ACTIVITÉS DE PLACEMENT								
Revenu net de placement	**1 900,2**	2 152,5	**309,3**	280,0	**280,7**	238,5	**(28,7)**	(19,7)
Gains (pertes) à la vente de placements	**386,8**	(149,8)	**(982,5)**	(727,2)	**998,1**	5 976,5	**(470,6)**	(6,7)
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	**46,9**	1 018,2	**(21,3)**	153,3	**(5 007,6)**	(3 469,5)	**(846,9)**	(97,0)
Total des activités de placement	**2 333,9**	3 020,9	**(694,5)**	(293,9)	**(3 728,8)**	2 745,5	**(1 348,2)**	(123,4)
Unités de participation	**(6 487,6)**	2 835,2	**1 093,8**	3 170,1	**2 948,9**	(3 177,8)	**1 745,8**	1 093,4
Transfert de portefeuille	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Revenu net attribué aux détenteurs des unités de participation	**(1 900,2)**	(2 152,5)	**(309,3)**	(280,0)	**(280,7)**	(238,5)	**28,7**	19,6
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	**(6 053,9)**	3 703,6	**90,0**	2 596,2	**(1 060,6)**	(670,8)	**428,3**	989,6
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	**32 347,1**	28 643,5	**5 378,8**	2 782,6	**21 615,9**	22 286,7	**989,6**	-
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	**26 293,2**	32 347,1	**5 468,8**	5 378,8	**20 555,3**	21 615,9	**1 417,9**	989,6
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements								
Obligations	**32 631,7**	33 755,4	**4 054,7**	4 653,1	**858,3**	554,5	**0,4**	4,9
Actions et valeurs convertibles	**-**	-	**301,0**	158,6	**22 375,1**	19 573,0	**3 111,2**	2 978,4
Financements hypothécaires	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Obligations hypothécaires	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Biens immobiliers	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Valeurs à court terme et prêts garantis	**1 803,5**	1 690,7	**1 037,1**	1 051,7	**1 228,4**	128,3	**46,6**	27,8
Dépôts à vue au fonds général	**2 147,4**	4 005,0	**-**	-	**124,3**	-	**-**	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**8 469,1**	3 025,9	**389,8**	-	**-**	-	**-**	33,0
	45 051,7	42 477,0	**5 782,6**	5 863,4	**24 586,1**	20 255,8	**3 158,2**	3 044,1
PASSIF								
Dépôts sur prêts de titres	**12 675,7**	6 168,5	**-**	-	**-**	-	**-**	54,5
Engagements liés à des titres vendus à découvert	**7 353,6**	4 972,9	**-**	-	**2 757,0**	1 705,8	**-**	32,1
Emprunts et billets à payer	**195,4**	-	**-**	-	**-**	-	**55,1**	1 003,1
Emprunts hypothécaires	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Instruments financiers dérivés	**163,3**	29,6	**-**	-	**0,6**	2,5	**16,3**	117,6
Part des actionnaires sans contrôle	**-**	-	**-**	-	**-**	-	**-**	-
QUOTE-PART DES FONDS (en pourcentage)								
Fonds général	**19,3**	21,6	**49,8**	51,6	**19,9**	19,1	**21,6**	21,6
Fonds particulier 301	**37,8**	37,7	**33,3**	33,9	**37,9**	39,1	**35,3**	36,0
Fonds particulier 302	**5,1**	5,4	**6,7**	6,9	**5,3**	5,9	**5,4**	5,4
Fonds particulier 303	**0,2**	0,2	**0,1**	0,1	**0,2**	0,3	**0,2**	0,2
Fonds particulier 305	**0,2**	0,3	**0,1**	-	**0,1**	0,3	**0,1**	0,2
Fonds particulier 306	**0,3**	0,2	**-**	-	**0,1**	0,1	**0,1**	0,1
Fonds particulier 307	**8,0**	7,7	**-**	-	**8,1**	8,8	**8,2**	8,8
Fonds particulier 311	**4,0**	3,8	**-**	-	**3,8**	4,1	**3,8**	4,1
Fonds particulier 312	**3,9**	3,4	**-**	-	**3,6**	3,7	**3,7**	3,7
Fonds particulier 313	**1,4**	1,3	**-**	-	**1,3**	1,4	**1,4**	1,4
Fonds particulier 314	**0,4**	0,3	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Fonds particulier 315	**0,2**	0,1	**-**	-	**-**	-	**-**	-
Fonds particulier 316	**5,0**	2,5	**3,9**	2,2	**4,5**	2,6	**4,2**	2,4
Fonds particulier 317	**0,8**	0,5	**0,6**	0,4	**0,7**	0,5	**0,7**	0,4
Fonds particulier 318	**6,4**	5,4	**5,5**	4,9	**6,2**	5,7	**5,8**	5,2
Fonds particulier 330	**7,0**	9,6	**-**	-	**8,3**	8,4	**9,5**	10,5
	100,0	100,0	**100,0**	100,0	**100,0**	100,0	**100,0**	100,0

ACTIONS AMÉRICAINES COUVERT		ACTIONS AMÉRICAINES NON COUVERT (constitué le 01-04-00)		ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE		ACTIONS ÉTRANGÈRES COUVERT		ACTIONS ÉTRANGÈRES NON COUVERT (constitué le 01-04-00)		FINANCEMENTS HYPOTHÉCAIRES	
2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
77,8	-	-	-	-	-	41,6	13,6	-	-	-	-
7 087,1	4 561,7	-	-	1 357,7	1 065,9	9 067,0	9 964,6	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 890,1	2 625,0
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	162,9	152,2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30,3	38,1
1 030,8	-	5 584,5	3 909,7	-	-	-	-	6 529,7	4 641,9	-	-
156,0	269,0	-	7,7	-	9,9	72,5	-	-	9,6	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9,8	9,9
8 351,7	4 830,7	5 584,5	3 917,4	1 357,7	1 075,8	9 181,1	9 978,2	6 529,7	4 651,5	4 093,1	2 825,2
27,1	9,2	7,1	4,1	7,9	2,7	77,6	20,8	14,7	21,0	44,7	37,0
8 378,8	4 839,9	5 591,6	3 921,5	1 365,6	1 078,5	9 258,7	9 999,0	6 544,4	4 672,5	4 137,8	2 862,2
-	-	23,5	-	6,9	-	-	53,6	14,2	-	321,2	240,3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0,8	89,5	-	-	-	-	43,1	-	-	-	9,8	9,8
5 513,6	3 909,7	-	-	-	-	6 443,3	4 405,0	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	864,9	597,9
99,2	0,1	-	101,6	9,0	6,4	134,0	489,0	56,0	161,7	25,8	8,6
14,4	11,8	5,1	3,4	3,9	3,8	63,7	50,0	1,4	21,1	42,3	40,2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5 628,0	4 011,1	28,6	105,0	19,8	10,2	6 684,1	4 997,6	71,6	182,8	1 264,0	896,8
2 750,8	828,8	5 563,0	3 816,5	1 345,8	1 068,3	2 574,6	5 001,4	6 472,8	4 489,7	2 873,8	1 965,4
4,9	-	-	-	-	-	1,9	0,2	-	-	-	-
66,0	47,7	-	-	21,8	14,3	140,9	194,0	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	178,4	169,2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
60,4	-	79,7	30,5	0,4	-	-	1,9	95,0	60,4	-	-
9,2	6,5	(0,4)	0,2	0,1	0,4	7,3	(40,9)	(0,5)	0,5	1,0	0,4
140,5	54,2	79,3	30,7	22,3	14,7	150,1	155,2	94,5	60,9	179,4	169,6
1,0	0,6	-	-	-	-	31,6	1,6	-	-	8,1	2,4
141,5	54,8	79,3	30,7	22,3	14,7	181,7	156,8	94,5	60,9	187,5	172,0
2,8	1,8	5,3	2,9	2,7	3,8	9,5	12,6	18,2	2,8	7,1	5,2
138,7	53,0	74,0	27,8	19,6	10,9	172,2	144,2	76,3	58,1	180,4	166,8
0,3	0,6	0,8	0,6	0,2	0,1	0,4	1,8	0,7	0,4	1,4	0,6
138,4	52,4	73,2	27,2	19,4	10,8	171,8	142,4	75,6	57,7	179,0	166,2
79,6	30,5	-	-	-	-	94,9	60,4	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
58,8	21,9	73,2	27,2	19,4	10,8	76,9	82,0	75,6	57,7	179,0	166,2
58,8	21,9	73,2	27,2	19,4	10,8	76,9	82,0	75,6	57,7	179,0	166,2
233,8	555,3	(488,5)	(11,5)	(123,5)	30,7	560,0	2 368,9	(1 179,2)	(477,1)	(2,8)	(8,5)
(447,2)	(490,6)	237,1	(83,4)	47,3	(511,4)	(1 339,2)	(2 838,9)	137,9	36,2	42,3	55,1
(154,6)	86,6	(178,2)	(67,7)	(56,8)	(469,9)	(702,3)	(388,0)	(985,7)	(383,2)	218,5	212,8
2 135,4	(505,2)	1 997,9	1 288,3	353,8	114,0	(1 647,6)	(3 060,0)	3 024,3	2 109,5	868,9	251,9
-	(2 623,1)	-	2 623,1	-	-	-	(2 821,1)	-	2 821,1	-	-
(58,8)	(21,9)	(73,2)	(27,2)	(19,5)	(10,8)	(76,9)	(82,0)	(75,5)	(57,7)	(179,0)	(166,2)
1 922,0	(3 063,6)	1 746,5	3 816,5	277,5	(366,7)	(2 426,8)	(6 351,1)	1 983,1	4 489,7	908,4	298,5
828,8	3 892,4	3 816,5	-	1 068,3	1 435,0	5 001,4	11 352,5	4 489,7	-	1 965,4	1 666,9
2 750,8	828,8	5 563,0	3 816,5	1 345,8	1 068,3	2 574,6	5 001,4	6 472,8	4 489,7	2 873,8	1 965,4
85,3	-	-	-	-	-	58,7	14,1	-	-	-	-
6 556,4	3 850,8	-	-	1 520,5	1 278,6	9 642,9	9 041,5	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 792,9	2 588,2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	152,4	154,2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35,4	46,6
1 030,8	-	5 430,8	3 891,5	-	-	-	-	6 299,6	4 444,0	-	-
156,0	269,0	-	7,7	-	9,9	72,5	-	-	9,6	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9,8	9,9
7 828,5	4 119,8	5 430,8	3 899,2	1 520,5	1 288,5	9 766,1	9 055,6	6 299,6	4 453,6	4 000,5	2 798,9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0,9	192,5	-	-	-	-	39,3	-	-	-	9,5	9,5
5 430,8	3 891,5	-	-	-	-	6 299,6	4 444,0	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	841,9	590,6
7,2	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	17,6	8,6
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1,7	-	28,4	26,9	16,4	14,1	1,6	7,6	22,9	21,8	21,4	21,4
22,7	12,0	26,4	28,2	31,9	32,6	25,4	32,5	32,7	34,5	38,4	35,7
4,5	1,8	5,2	4,3	5,2	4,9	4,3	4,5	5,5	5,2	5,3	4,7
0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2	1,1
0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	0,3	0,1	0,2	0,1	0,3
0,1	0,1	-	-	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	-	-
17,6	25,1	8,8	9,8	10,8	12,3	17,6	14,9	8,4	9,2	8,1	7,4
7,0	7,6	3,5	3,9	5,0	5,8	8,2	6,9	3,9	4,3	3,3	5,5
6,7	6,8	3,3	3,5	4,8	5,2	7,8	6,3	3,7	3,9	3,2	5,0
2,5	2,6	1,3	1,3	1,8	2,0	2,9	2,3	1,4	1,5	1,2	1,9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0,1	0,1	-	0,1	-	0,1	0,1	0,1	-	0,1	0,1	0,1
2,7	0,8	3,1	1,9	3,8	2,1	3,0	2,0	3,9	2,3	4,5	2,4
0,4	0,2	0,5	0,3	0,6	0,4	0,5	0,4	0,6	0,4	0,7	0,4
3,7	1,7	4,3	4,1	5,2	4,7	4,2	4,5	5,4	5,0	6,3	5,2
29,8	40,5	14,9	15,5	14,1	15,2	23,7	17,3	11,2	11,4	7,2	8,9
100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES - ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS (suite)

(en millions de dollars)	IMMEUBLES		VALEURS À COURT TERME		VALEURS À COURT TERME CANADAM (fermé le 31 mars 2001)	
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	**2001**	2000	**2001**	2000	**2001**	2000
ACTIF						
Placements à la juste valeur						
Obligations	-	0,1	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	**1 767,7**	1 410,7	-	-	-	-
Financements hypothécaires	**532,3**	339,0	-	-	-	-
Obligations hypothécaires	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	**15 538,8**	13 862,0	-	-	-	-
Valeurs à court terme et prêts garantis	**96,5**	49,2	**4 373,6**	5 871,5	**2 087,3**	3 540,9
Dépôts à vue au fonds général	-	-	-	99,8	-	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	**395,8**	307,0
	17 935,3	15 661,0	**4 373,6**	5 971,3	**2 483,1**	3 847,9
Autres éléments d'actif	**632,3**	575,1	**117,5**	270,2	**10,0**	18,6
	18 567,6	16 236,1	**4 491,1**	6 241,5	**2 493,1**	3 866,5
PASSIF						
Avances du fonds général	**197,8**	369,9	**22,4**	-	**533,3**	322,0
Dépôts sur prêts de titres	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-
Emprunts et billets à payer	**3 068,5**	2 641,0	**2 201,0**	4 592,5	-	-
Emprunts hypothécaires	**6 414,0**	6 034,7	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	**156,6**	65,0	**4,0**	2,0	**10,2**	-
Autres éléments de passif	**769,7**	587,5	**216,1**	667,4	**11,6**	20,1
Part des actionnaires sans contrôle	**602,4**	773,0	-	-	-	-
	11 209,0	10 471,1	**2 443,5**	5 261,9	**555,1**	342,1
AVOIR NET DES FONDS	**7 358,6**	5 765,0	**2 047,6**	979,6	**1 938,0**	3 524,4
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE						
REVENUS						
Revenus de placement						
Obligations	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	**39,7**	31,6	-	-	-	-
Financements hypothécaires	**37,4**	22,9	-	-	-	-
Biens immobiliers	**504,2**	446,6	-	-	-	-
Valeurs à court terme et prêts garantis	**22,4**	32,0	**234,7**	99,3	**56,6**	246,5
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	**(12,1)**	(20,2)	**(0,5)**	4,8	**(5,7)**	(30,7)
	591,6	512,9	**234,2**	104,1	**50,9**	215,8
Autres revenus	**32,2**	18,6	-	-	-	-
Total des revenus	**623,8**	531,5	**234,2**	104,1	**50,9**	215,8
Frais de gestion des placements	**29,7**	21,8	**0,5**	0,8	**0,1**	0,4
Revenus de placement net	**594,1**	509,7	**233,7**	103,3	**50,8**	215,4
DÉPENSES						
Frais d'administration	**31,8**	28,0	**0,3**	0,5	**0,1**	0,2
REVENU AVANT POSTE SUIVANT	**563,1**	481,7	**233,4**	102,8	**50,7**	215,2
Intérêts sur billet à payer	-	-	**170,1**	-	-	-
Part des actionnaires sans contrôle	**53,5**	83,1	-	-	-	-
REVENU NET DE PLACEMENT	**509,6**	398,6	**63,3**	102,8	**50,7**	215,2
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE						
ACTIVITÉS DE PLACEMENT						
Revenu net de placement	**509,6**	398,6	**63,3**	102,8	**50,7**	215,2
Gains (pertes) à la vente de placements	**71,6**	87,7	**15,5**	(2,0)	**(355,9)**	(539,7)
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	**233,1**	344,0	**8,9**	1,4	**2,5**	0,4
Total des activités de placement	**814,3**	830,3	**87,7**	102,2	**(302,7)**	(324,1)
Unités de participation	**1 288,9**	1 167,7	**1 043,6**	(1 061,1)	**(1 233,0)**	1 507,3
Transfert de portefeuille	-	-	-	-	-	-
Revenu net attribué aux détenteurs des unités de participation	**(509,6)**	(398,6)	**(63,3)**	(102,8)	**(50,7)**	(215,2)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	**1 593,6**	1 599,4	**1 068,0**	(1 061,7)	**(1 586,4)**	968,0
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	**5 765,0**	4 165,6	**979,6**	2 041,3	**3 524,4**	2 556,4
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	**7 358,6**	5 765,0	**2 047,6**	979,6	**1 938,0**	3 524,4
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE						
ACTIF						
Placements						
Obligations	-	0,1	-	-	-	-
Actions et valeurs convertibles	**1 542,4**	1 296,2	-	-	-	-
Financements hypothécaires	**518,0**	329,7	-	-	-	-
Obligations hypothécaires	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	**15 099,9**	13 592,1	-	-	-	-
Valeurs à court terme et prêts garantis	**96,5**	45,9	**4 359,1**	5 866,8	**2 087,3**	3 540,9
Dépôts à vue au fonds général	-	-	-	99,7	-	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	**384,3**	308,4
	17 256,8	15 264,0	**4 359,1**	5 966,5	**2 471,6**	3 849,3
PASSIF						
Dépôts sur prêts de titres	-	-	-	-	-	-
Engagements liés à des titres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-
Emprunts et billets à payer	**3 063,2**	2 641,7	**2 201,0**	4 592,5	-	-
Emprunts hypothécaires	**6 319,0**	6 004,3	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	**19,5**	8,6	**1,2**	0,1	-	-
Part des actionnaires sans contrôle	**532,9**	594,4	-	-	-	-
QUOTE-PART DES FONDS (en pourcentage)						
Fonds général	**22,1**	21,1	**20,0**	15,5	**18,7**	13,6
Fonds particulier 301	**36,7**	34,9	**32,9**	27,8	**26,7**	27,8
Fonds particulier 302	**6,3**	5,3	**5,0**	5,9	**4,8**	4,2
Fonds particulier 303	**0,2**	0,3	**0,2**	0,3	**0,2**	0,2
Fonds particulier 305	**0,2**	0,2	**0,1**	0,2	**0,2**	0,2
Fonds particulier 306	**0,1**	0,1	**0,1**	0,1	-	0,1
Fonds particulier 307	**7,6**	9,9	**7,7**	8,2	**12,4**	13,3
Fonds particulier 311	**3,6**	4,6	**3,6**	2,9	**5,0**	5,9
Fonds particulier 312	**3,2**	4,2	**3,4**	2,4	**4,6**	5,3
Fonds particulier 313	**1,2**	1,6	**1,3**	1,6	**1,7**	2,0
Fonds particulier 314	-	-	**5,6**	10,2	-	-
Fonds particulier 315	-	0,1	**1,3**	2,5	**0,1**	0,1
Fonds particulier 316	**2,4**	2,5	**3,9**	1,0	**1,9**	1,8
Fonds particulier 317	**0,5**	0,4	**0,6**	0,3	**0,4**	0,3
Fonds particulier 318	**5,3**	4,7	**5,4**	6,2	**3,9**	4,0
Fonds particulier 330	**10,6**	10,1	**8,9**	14,9	**19,4**	21,2
	100,0	100,0	**100,0**	100,0	**100,0**	100,0

Statistiques financières et rétrospective des dix dernières années

1. Évolution de l'avoir des déposants 80
2. Ventilation de l'avoir des déposants 84
3. Actif net des fonds 85
4. Intérêt ou revenu annuel versé sur les dépôts moyens 86
5. Sommaire des placements 87
6. Ventilation des placements 88
7. Sommaire des placements à l'étranger 90
8. CDP Hypothèques Financements de 5 M$ et plus 91
9. Sommaire du portefeuille obligataire 94
10. Investissements en actions et en obligations d'entreprises canadiennes par secteur d'activité 95
11. Investissements en actions et en obligations de sociétés ouvertes 96
12. Investissements en actions et en obligations de sociétés fermées 152
13. Relevé des biens immobiliers 174
14. Relevé des biens immobiliers détenus à des fins de revente 177
15. Évolution des participations 178
16. Statistiques administratives 178
17. Statistiques administratives – gestion externe 178

1 ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS

au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances										
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics										
Revenu net attribué [1]	**1 844**	3 073	1 694	1 577	1 233	1 863	1 181	874	1 059	784
Dépôts (retraits)	**(103)**	(85)	190	469	343	444	481	479	634	417
+/- value non matérialisée	**(3 401)**	(1 069)	2 280	727	1 378	831	1 322	(1 171)	1 103	(412)
Avoir	**29 978**	31 638	29 719	25 555	22 782	19 828	16 690	13 706	13 524	10 728
Avances de fonds	**(6)**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**29 972**	31 638	29 719	25 555	22 782	19 828	16 690	13 706	13 524	10 728
Excédent sur le coût	**2 325**	5 726	6 795	4 515	3 788	2 410	1 579	257	1 428	325
Régime de retraite du personnel d'encadrement [2]										
Revenu net attribué [1]	**273**	469	322	268	205	315	199	150	181	153
Dépôts (retraits)	**1**	47	(195)	(37)	(14)	42	53	(4)	(154)	60
+/- value non matérialisée	**(530)**	(170)	290	104	222	140	220	(199)	199	(81)
Avoir	**4 564**	4 820	4 474	4 057	3 722	3 309	2 812	2 340	2 393	2 167
Avances de fonds	**(9)**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**4 555**	4 820	4 474	4 057	3 722	3 309	2 812	2 340	2 393	2 167
Excédent sur le coût	**339**	869	1 039	749	645	423	283	63	262	63
Régimes particuliers										
Revenu net attribué [1]	**9**	20	12	11	8	13	9	7	6	3
Dépôts (retraits)	**(2)**	(8)	(3)	(2)	(2)	(1)	(3)	5	53	(1)
+/- value non matérialisée	**(19)**	(5)	12	4	7	5	9	(7)	5	-
Avoir net	**185**	197	190	169	156	143	126	111	106	42
Excédent sur le coût	**11**	30	35	23	19	12	7	(2)	5	-
Régime de retraite des élus municipaux										
Revenu net attribué [1]	**15**	24	12	10	9	13	8	5	7	6
Dépôts (retraits)	**-**	-	(1)	-	-	1	1	2	3	5
+/- value non matérialisée	**(28)**	(10)	16	5	8	6	9	(6)	8	(3)
Avoir net	**196**	209	195	168	153	136	116	98	97	79
Excédent sur le coût	**8**	36	46	30	25	17	11	2	8	-
TOTAL										
Revenu net attribué [1]	**2 141**	3 586	2 040	1 866	1 455	2 204	1 397	1 036	1 253	946
Dépôts (retraits)	**(104)**	(46)	(9)	430	327	486	532	482	536	481
+/- value non matérialisée	**(3 978)**	(1 254)	2 598	840	1 615	982	1 560	(1 383)	1 315	(496)
Avoir	**34 923**	36 864	34 578	29 949	26 813	23 416	19 744	16 255	16 120	13 016
Avances de fonds	**(15)**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**34 908**	36 864	34 578	29 949	26 813	23 416	19 744	16 255	16 120	13 016
Excédent sur le coût	**2 683**	6 661	7 915	5 317	4 477	2 862	1 880	320	1 703	388

Régie des rentes du Québec										
Fonds du Régime de rentes du Québec										
Revenu net attribué[1]	**1 001**	2 090	1 479	1 294	1 096	1 710	1 392	1 021	1 522	1 262
Dépôts (retraits)	**183**	(223)	(792)	(1 548)	(1 680)	(1 775)	(1 606)	(1 365)	(1 561)	(1 352)
+/- value non matérialisée	**(1 933)**	(1 079)	1 093	247	761	364	1 167	(1 448)	1 240	(597)
Avoir	**17 850**	18 599	17 811	16 031	16 038	15 861	15 562	14 609	16 401	15 200
Avances de fonds	**(510)**	(525)	(332)	(200)	(200)	(200)	(200)	(200)	-	-
Avoir net	**17 340**	18 074	17 479	15 831	15 838	15 661	15 362	14 409	16 401	15 200
Excédent sur le coût	**1 012**	2 945	4 024	2 931	2 684	1 923	1 559	392	1 840	600
Fonds d'amortissement des régimes de retraite										
Revenu net attribué[1]	**287**	1 074	163	89	66	98	64	(13)	-	-
Dépôts (retraits)	**2 362**	2 080	2 756	-	-	-	-	850	-	-
+/- value non matérialisée	**(670)**	(726)	317	38	78	51	72	(34)	-	-
Avoir net	**9 002**	7 023	4 595	1 359	1 232	1 088	939	803	-	-
Excédent sur le coût	**(874)**	(204)	522	205	167	89	38	(34)	-	-
Commission de la santé et de la sécurité du travail										
Revenu net attribué[1]	**404**	817	523	489	364	527	401	278	351	332
Dépôts (retraits)	**(502)**	164	(341)	(25)	648	5	(16)	-	(213)	(314)
+/- value non matérialisée	**(1 005)**	(434)	665	207	401	212	357	(374)	342	(169)
Avoir	**8 080**	9 183	8 636	7 789	7 118	5 705	4 961	4 219	4 315	3 835
Avances de fonds	**(194)**	(340)	(101)	(145)	(235)	-	-	-	-	-
Avoir net	**7 886**	8 843	8 535	7 644	6 883	5 705	4 961	4 219	4 315	3 835
Excédent sur le coût	**458**	1 463	1 897	1 232	1 025	624	412	55	429	87
Commission de la construction du Québec										
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec										
Revenu net attribué[1]	**379**	752	609	533	382	555	356	289	322	281
Dépôts (retraits)	**(142)**	(66)	(117)	(127)	(133)	(144)	(45)	(65)	(44)	41
+/- value non matérialisée	**(829)**	(329)	599	102	311	214	368	(320)	329	(134)
Avoir	**7 492**	8 084	7 727	6 636	6 128	5 568	4 943	4 264	4 360	3 753
Avances de fonds	**(30)**	(13)	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**7 462**	8 071	7 727	6 636	6 128	5 568	4 943	4 264	4 360	3 753
Excédent sur le coût	**525**	1 354	1 683	1 084	982	671	457	89	409	80
Société de l'assurance automobile du Québec										
Revenu net attribué[1]	**403**	733	391	426	356	571	439	360	528	438
Dépôts (retraits)	**(240)**	(138)	(228)	(106)	(211)	(132)	(754)	(613)	(578)	(296)
+/- value non matérialisée	**(858)**	(341)	721	176	341	130	344	(512)	433	(208)
Avoir	**6 968**	7 663	7 409	6 525	6 029	5 543	4 974	4 945	5 710	5 327
Avances de fonds	**(40)**	(32)	(44)	(87)	-	-	-	(253)	-	-
Avoir net	**6 928**	7 631	7 365	6 438	6 029	5 543	4 974	4 692	5 710	5 327
Excédent sur le coût	**699**	1 557	1 898	1 177	1 001	660	530	186	698	265

1 **ÉVOLUTION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS (suite)**
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Régime de rentes de survivants										
Revenu net attribué[1]	**20**	42	30	24	11	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**(7)**	(7)	(9)	(5)	278	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**(39)**	(22)	22	6	7	-	-	-	-	-
Avoir net	**351**	377	364	321	296	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**(26)**	13	35	13	7	-	-	-	-	-
Régie de l'assurance-dépôts du Québec										
Revenu net attribué[1]	**11**	11	6	9	4	7	11	7	7	7
Dépôts (retraits)	**21**	7	13	14	16	(56)	8	(2)	18	19
+/- value non matérialisée	**4**	4	(4)	2	1	(2)	1	1	-	-
Avoir net	**239**	203	181	166	141	120	171	151	145	120
Excédent sur le coût	**7**	3	(1)	3	1	-	2	1	-	-
Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers oeuvrant au Québec										
Revenu net attribué[1]	**7**	10	5	5	4	5	3	2	2	2
Dépôts (retraits)	**7**	5	6	7	6	6	6	5	6	7
+/- value non matérialisée	**(10)**	(1)	6	3	3	4	4	(4)	2	-
Avoir net	**126**	122	108	91	76	63	48	35	32	22
Excédent sur le coût	**7**	17	18	12	9	6	2	(2)	2	-
La Financière agricole du Québec[3]										
Revenu net attribué[1]	**4**	3	1	5	2	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**77**	7	(40)	(69)	113	-	-	-	-	(8)
+/- value non matérialisée	**(6)**	(1)	1	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**97**	22	13	51	115	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**(6)**	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers du Québec[4]										
Revenu net attribué[1]	**4**	5	6	3	2	2	2	1	2	2
Dépôts (retraits)	**7**	7	8	8	7	4	7	(3)	(3)	3
+/- value non matérialisée	**(1)**	-	(1)	1	-	1	1	(1)	-	-
Avoir net	**93**	83	71	58	46	37	30	20	23	24
Excédent sur le coût	**1**	2	2	3	2	2	1	-	1	1
Commission des valeurs mobilières du Québec[5]										
Revenu net attribué[1]	**2**	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	**13**	14	(2)	10	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	**38**	23	8	10	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Office de la protection du consommateur										
Fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages										
Revenu net attribué[1]	**-**	1	1	-	1	1	1	1	-	-
Dépôts (retraits)	**-**	(1)	-	(1)	-	(1)	(1)	(2)	(1)	7
+/- value non matérialisée	**(1)**	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Avoir net	**6**	7	7	6	7	6	6	5	6	7
Excédent sur le coût	**-**	1	1	1	1	1	1	-	-	-

Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec										
Fonds d'assurance-garantie										
Revenu net attribué[1]	-	1	-	1	-	-	1	1	1	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)	(1)	-
+/- value non matérialisée	(1)	-	-	-	-	-	-	(1)	1	-
Avoir net	4	5	4	4	3	3	3	3	4	3
Excédent sur le coût	(1)	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Magazine Protégez-Vous										
Revenu net attribué[1]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	2	2	2	2	2	2	2	2	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
La Fédération des producteurs de bovins du Québec										
Revenu net attribué[1]	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	(1)	-	-	-	-	-	-	-	1	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	2	3	3	2	2	2	2	2	2	1
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Société des alcools du Québec[5]										
Revenu net attribué[1]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	(26)	26	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	-	-	26	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Office des producteurs de tabac jaune du Québec										
Fonds de garantie des producteurs de tabac jaune du Québec										
Revenu net attribué[1]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts (retraits)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+/- value non matérialisée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent sur le coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des déposants										
Revenu net attribué[1]	**4 663**	**9 126**	**5 255**	**4 744**	**3 743**	**5 680**	**4 067**	**2 983**	**3 988**	**3 270**
Dépôts (retraits)	**1 674**	**1 777**	**1 271**	**(1 412)**	**(629)**	**(1 607)**	**(1 870)**	**(712)**	**(1 840)**	**(1 412)**
+/- value non matérialisée	**(9 327)**	**(4 183)**	**6 017**	**1 622**	**3 518**	**1 956**	**3 875**	**(4 076)**	**3 662**	**(1 604)**
Avoir	**85 273**	**88 263**	**81 543**	**69 000**	**64 046**	**57 414**	**51 385**	**45 313**	**47 118**	**41 308**
Avances de fonds	**(789)**	**(910)**	**(477)**	**(432)**	**(435)**	**(200)**	**(200)**	**(453)**	**-**	**-**
Avoir net	**84 484**	**87 353**	**81 066**	**68 568**	**63 611**	**57 214**	**51 185**	**44 860**	**47 118**	**41 308**
Excédent sur le coût	**4 486**	**13 813**	**17 996**	**11 979**	**10 357**	**6 839**	**4 883**	**1 008**	**5 084**	**1 422**

[1] Depuis le 1er janvier 1997, les gains et pertes à la vente de placements des portefeuilles spécialisés sont réinvestis.

[2] Un changement de présentation a été effectué en 2001; les données correspondantes des années précédentes n'ont pas été redressées.

[3] Auparavant la Régie des assurances agricoles du Québec.

[4] Administré par La Financière agricole du Québec depuis 2001.

[5] Ces déposants utilisent uniquement les services de gestion de trésorerie de la Caisse.

2 VENTILATION DE L'AVOIR DES DÉPOSANTS

au 31 décembre
(juste valeur - en pourcentage)

	2001	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA - RREGOP)	**35,2**	35,8	36,5	37,0	35,6	34,5	32,5	30,3	28,7	26,0
Régie des rentes du Québec Fonds du Régime de rentes du Québec (RRQ)	**20,9**	21,1	21,8	23,2	25,0	27,6	30,3	32,2	34,8	36,8
Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)	**10,6**	8,0	5,6	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8	-	-
Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)	**9,5**	10,4	10,6	11,3	11,1	10,0	9,7	9,3	9,2	9,3
Commission de la construction du Québec (CCQ)	**8,8**	9,1	9,5	9,6	9,6	9,7	9,6	9,4	9,3	9,1
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)	**8,2**	8,7	9,1	9,5	9,4	9,7	9,7	10,9	12,1	12,9
Régime de retraite du personnel d'encadrement (CARRA - RRPE)	**5,3**	5,5	5,5	5,9	5,8	5,8	5,5	5,2	5,1	5,2
Autres déposants	**1,5**	1,4	1,4	1,5	1,6	0,8	0,9	0,9	0,8	0,7
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

3 ACTIF NET DES FONDS
au 31 décembre
(en millions de dollars)

	Coût	Juste valeur									
	2001	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Fonds général	**17 247,0**	**18 227,0**	18 895,3	17 975,0	16 277,8	16 317,6	21 253,0	20 391,4	19 493,6	21 945,0	20 263,8
Fonds particuliers											
301	**27 453,0**	**29 778,1**	31 428,7	29 280,7	25 121,8	22 524,3	19 264,3	16 356,7	13 464,8	13 169,7	10 557,4
302	**4 200,1**	**4 539,2**	4 736,9	4 381,7	3 974,7	3 658,6	3 204,0	2 751,5	2 295,4	2 305,5	2 126,4
303	**171,9**	**183,2**	196,1	186,4	166,1	154,5	138,6	124,0	109,5	103,8	41,2
305	**98,8**	**107,1**	207,9	192,5	165,2	151,2	131,9	113,8	96,1	93,7	77,4
306	**117,2**	**124,9**	121,4	106,5	88,9	75,4	60,7	46,9	-	-	-
307	**6 229,2**	**6 928,4**	7 612,7	7 335,7	6 400,2	5 964,6	-	-	-	-	-
308	**-**	**-**	-	4 553,2	1 332,1	1 218,2	1 056,1	920,8	794,1	-	-
311	**2 952,4**	**3 217,3**	3 571,9	3 398,3	3 008,7	3 032,3	2 810,5	2 586,4	2 351,6	2 468,6	2 247,7
312	**2 872,8**	**3 083,3**	3 231,5	3 001,2	2 587,6	2 223,7	1 903,6	1 675,3	1 397,1	1 350,9	1 090,8
313	**1 104,1**	**1 153,0**	1 221,4	1 093,8	906,9	796,7	686,3	594,0	445,4	425,0	345,2
314	**222,4**	**228,5**	200,5	81,8	-	-	-	-	-	-	-
315	**91,9**	**92,1**	83,0	71,0	-	-	-	-	-	-	-
316	**3 822,2**	**3 528,6**	2 066,1	-	-	-	-	-	-	-	-
317	**608,7**	**557,8**	387,8	-	-	-	-	-	-	-	-
318	**5 419,8**	**4 891,5**	4 538,1	-	-	-	-	-	-	-	-
330	**7 578,2**	**8 036,0**	9 115,2	8 541,3	7 660,5	7 036,2	5 535,7	4 808,0	4 151,8	4 198,1	3 761,1
	62 942,7	**66 449,0**	68 719,2	62 224,1	51 412,7	46 835,7	34 791,7	29 977,4	25 105,8	24 115,3	20 247,2
	80 189,7	**84 676,0**	87 614,5	80 199,1	67 690,5	63 153,3	56 044,7	50 368,8	44 599,4	46 060,3	40 511,0

4 INTÉRÊT OU REVENU ANNUEL VERSÉ SUR LES DÉPÔTS MOYENS
(taux en pourcentage)

CATÉGORIES DE DÉPÔTS	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Dépôts à vue[1]	**4,99**	5,35	4,48	5,15	3,20	4,74	7,23	2,64	4,85	6,72
Dépôts à terme[1]	**5,06**	5,83	5,57	5,35	3,73	5,24	6,96	6,07	5,02	6,00
Dépôts à participation[2]	**5,95**	12,04	8,73	8,38	6,88	11,85	8,99	6,83	9,92	7,55

[1] Le fonds général reçoit les dépôts à vue et à terme des déposants et leur verse des intérêts sur ces dépôts. Le taux indiqué est le taux moyen versé au cours de l'année.

[2] Le revenu produit par les placements du fonds général et des fonds particuliers de la Caisse est versé ou attribué aux déposants détenteurs de dépôts à participation; le taux indiqué est le taux annuel moyen. Ce taux représente uniquement le revenu comptabilisé au cours de l'année sur les investissements des déposants; il ne tient pas compte des variations de la juste valeur des investissements. Aux fins de ce calcul, les dépôts à participation sont pris au coût. Ce taux se distingue du taux de rendement pondéré par le temps qui se compose à la fois du revenu et de la variation de la juste valeur des placements.

5 SOMMAIRE DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en pourcentage)

	Coût	Juste valeur									
	2001	**2001**	2000[1]	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Obligations	**32,5**	**33,8**	37,0	34,0	38,8	44,6	42,8	47,6	48,3	48,3	48,7
Financements hypothécaires	**3,4**	**3,4**	2,3	1,9	2,1	2,2	2,6	3,3	4,1	4,2	5,0
Valeurs à court terme	**4,6**	**4,7**	5,3	5,2	5,7	2,3	3,5	6,0	4,0	6,0	4,9
Titres achetés en vertu de conventions de revente	**7,3**	**7,3**	2,7	1,4	3,1	2,3	2,0	-	-	-	-
Titres à revenu fixe	**47,8**	**49,2**	47,3	42,5	49,7	51,4	50,9	56,9	56,4	58,5	58,6
Actions québécoises et canadiennes	**17,7**	**16,8**	19,5	23,2	22,3	25,1	25,7	27,4	29,6	28,1	27,5
Actions étrangères	**21,3**	**20,7**	20,6	22,2	19,0	17,3	17,4	12,1	10,4	10,1	10,2
Biens immobiliers	**13,2**	**13,3**	12,6	12,1	9,0	6,2	6,0	3,6	3,6	3,3	3,7
Titres à revenu variable	**52,2**	**50,8**	52,7	57,5	50,3	48,6	49,1	43,1	43,6	41,5	41,4
	100,0	**100,0**	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

[1] Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2001.

6 VENTILATION DES PLACEMENTS
au 31 décembre
(en millions de dollars)

PLACEMENTS	Coût 2001	%	Juste valeur 2001	2000[1]	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Obligations												
Titres canadiens												
Gouvernement du Québec	**12 493,8**	**10,8**	**13 323,9**	13 621,5	13 122,0	11 497,9	10 835,3	10 649,2	9 735,3	9 830,3	10 158,6	8 173,2
Gouvernement du Canada	**8 708,1**	**7,6**	**8 911,4**	12 867,2	7 386,0	4 453,9	9 497,9	6 684,8	5 778,9	2 900,2	1 988,4	2 304,3
Autres gouvernements	**290,4**	**0,2**	**283,4**	348,9	492,7	565,3	652,9	14,7	7,2	176,8	44,2	18,1
Garantis par le gouvernement du Québec	**3 776,2**	**3,3**	**4 328,9**	4 166,2	4 489,3	4 732,0	5 305,5	5 436,3	6 110,9	5 717,0	6 762,5	5 190,2
Garantis par les autres gouvernements	**368,8**	**0,3**	**412,0**	538,7	782,7	840,8	364,0	110,0	104,8	133,4	177,9	175,5
Garantis par octroi	**301,8**	**0,3**	**331,4**	310,9	315,9	554,5	1 009,2	1 017,5	1 107,0	1 086,9	1 217,5	1 076,2
Municipaux et scolaires	**1 023,1**	**0,9**	**1 137,7**	1 125,9	1 032,2	1 409,5	1 013,2	1 004,1	1 090,1	1 124,8	1 230,7	1 051,8
Entreprises et obligations hypothécaires	**3 990,5**	**3,5**	**3 922,8**	2 732,9	2 158,2	2 013,9	1 243,9	301,4	246,7	138,9	121,7	146,9
	30 952,7	**26,9**	**32 651,5**	35 712,2	29 779,0	26 067,8	29 921,9	25 218,0	24 180,9	21 108,3	21 701,5	18 136,2
Titres étrangers												
Gouvernement des États-Unis	**2 642,8**	**2,3**	**3 023,0**	1 642,6	1 349,2	3 958,5	715,1	495,8	0,2	390,6	775,7	580,8
Gouvernement de la France	**-**	**-**	**-**	-	-	-	-	-	-	-	10,1	508,6
Gouvernement de l'Allemagne	**-**	**-**	**-**	-	-	-	-	-	-	-	3,6	528,9
Gouvernement du Royaume-Uni	**-**	**-**	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	69,3
Entreprises	**2 713,1**	**2,3**	**2 587,4**	1 824,3	1 330,6	828,9	-	-	-	-	-	-
Autres	**1 117,7**	**1,0**	**1 097,2**	1 398,1	1 071,9	942,2	364,5	122,4	84,0	-	14,8	72,5
	6 473,6	**5,6**	**6 707,6**	4 865,0	3 751,7	5 729,6	1 079,6	618,2	84,2	390,6	804,2	1 760,1
	37 426,3	**32,5**	**39 359,1**	40 577,2	33 530,7	31 797,4	31 001,5	25 836,2	24 265,1	21 498,9	22 505,7	19 896,3
Actions et valeurs convertibles												
Titres canadiens												
Mines et métaux	**694,1**	**0,6**	**717,2**	524,7	897,1	539,9	745,1	1 118,3	1 143,9	1 071,1	966,5	773,8
Or et minéraux précieux	**713,3**	**0,6**	**685,0**	561,9	825,6	750,7	721,0	1 295,4	1 122,3	1 025,0	882,0	590,2
Pétrole et gaz naturel	**1 052,5**	**0,9**	**1 255,8**	1 295,5	1 304,5	1 024,2	1 692,5	1 773,5	1 482,3	1 312,9	1 272,1	898,5
Papiers et produits forestiers	**746,6**	**0,7**	**945,0**	854,1	1 044,4	730,7	966,2	1 026,5	958,6	888,8	752,4	426,8
Produits de consommation	**726,5**	**0,6**	**1 049,6**	1 178,5	1 161,8	1 245,6	1 086,1	1 029,4	942,8	837,5	988,8	1 141,6
Production industrielle	**5 081,8**	**4,5**	**3 348,4**	4 730,6	5 326,6	2 951,1	2 524,2	2 135,9	1 905,1	1 861,7	1 522,0	1 340,4
Immeubles	**160,8**	**0,1**	**157,7**	169,5	294,5	830,7	1 041,8	450,3	319,6	339,8	295,7	91,5
Transport et services environnementaux	**604,4**	**0,5**	**660,9**	604,7	679,0	456,5	665,1	414,0	323,1	332,1	272,1	294,9
Pipelines	**208,9**	**0,2**	**243,7**	144,6	174,5	418,2	259,1	138,8	180,0	135,9	176,2	213,5
Services publics	**1 526,8**	**1,3**	**1 476,7**	1 390,8	4 247,3	2 287,3	1 808,3	1 674,1	1 312,6	1 258,1	1 197,5	1 134,1
Communications	**3 807,1**	**3,3**	**2 761,5**	3 481,7	1 802,4	1 597,2	1 381,4	1 090,5	986,1	945,0	1 139,4	1 089,8
Distribution et services	**563,0**	**0,5**	**807,2**	673,4	980,4	1 006,7	877,6	686,0	842,7	705,5	798,0	581,7
Services financiers	**3 567,1**	**3,1**	**4 357,0**	4 892,1	3 390,3	3 859,0	3 154,4	2 379,3	1 969,4	1 905,8	2 191,3	2 056,6
Conglomérats	**233,7**	**0,2**	**298,6**	383,4	400,5	350,5	338,1	361,2	502,1	540,7	661,8	605,5
Participations indicielles et autres	**683,8**	**0,6**	**770,2**	514,3	300,0	217,3	215,5	-	-	-	-	28,7
	20 370,4	**17,7**	**19 534,5**	21 399,8	22 828,9	18 265,6	17 476,4	15 573,2	13 990,6	13 159,9	13 115,8	11 267,6

Titres étrangers												
Fonds externes	**5 414,0**	**4,7**	**5 377,7**	6 332,5	8 323,0	6 753,0	5 930,4	4 357,4	2 913,1	2 415,3	1 769,5	1 852,7
Fonds internes	**19 143,0**	**16,6**	**18 720,0**	16 213,7	13 574,3	8 835,9	6 113,4	6 141,9	3 271,2	2 223,9	2 896,2	2 343,7
	24 557,0	**21,3**	**24 097,7**	22 546,2	21 897,3	15 588,9	12 043,8	10 499,3	6 184,3	4 639,2	4 665,7	4 196,4
	44 927,4	**39,0**	**43 632,2**	43 946,0	44 726,2	33 854,5	29 520,2	26 072,5	20 174,9	17 799,1	17 781,5	15 464,0
Financements hypothécaires												
Titres canadiens	**3 597,4**	**3,1**	**3 669,4**	2 373,5	1 685,2	1 563,9	1 398,0	1 445,7	1 659,8	1 842,0	1 957,9	2 047,4
Titres étrangers	**310,9**	**0,3**	**335,7**	188,9	190,1	196,1	98,8	121,6	28,5	-	-	-
	3 908,3	**3,4**	**4 005,1**	2 562,4	1 875,3	1 760,0	1 496,8	1 567,3	1 688,3	1 842,0	1 957,9	2 047,4
Biens immobiliers												
Canada	**9 062,2**	**7,9**	**8 995,7**	9 043,0	7 377,5	3 120,3	2 413,3	2 679,8	1 634,2	1 527,4	1 517,2	1 519,0
Étranger	**6 101,3**	**5,3**	**6 573,3**	4 835,6	4 543,2	4 230,1	1 868,2	930,5	210,6	74,0	-	-
	15 163,5	**13,2**	**15 569,0**	13 878,6	11 920,7	7 350,4	4 281,5	3 610,3	1 844,8	1 601,4	1 517,2	1 519,0
Total des placements à long terme	**101 425,5**	**88,1**	**102 565,4**	100 964,2	92 052,9	74 762,3	66 300,0	57 086,3	47 973,1	42 741,4	43 762,3	38 926,7
Valeurs à court terme												
Titres canadiens	**4 151,1**	**3,6**	**4 133,7**	4 436,2	4 604,9	3 830,2	1 084,3	1 599,3	2 954,7	1 471,1	2 692,6	1 763,5
Titres étrangers	**1 122,8**	**1,0**	**1 299,3**	1 328,9	503,9	846,3	533,4	494,2	114,1	323,9	101,6	224,9
	5 273,9	**4,6**	**5 433,0**	5 765,1	5 108,8	4 676,5	1 617,7	2 093,5	3 068,8	1 795,0	2 794,2	1 988,4
Titres achetés en vertu de conventions de revente												
Titres canadiens	**1 102,8**	**0,9**	**1 102,9**	319,7	116,7	724,8	1 025,7	770,7	-	-	-	-
Titres étrangers	**7 368,9**	**6,4**	**7 406,6**	2 643,7	1 300,6	1 857,8	642,9	481,7	-	-	-	-
	8 471,7	**7,3**	**8 509,5**	2 963,4	1 417,3	2 582,6	1 668,6	1 252,4	-	-	-	-
Total des placements à court terme	**13 745,6**	**11,9**	**13 942,5**	8 728,5	6 526,1	7 259,1	3 286,3	3 345,9	3 068,8	1 795,0	2 794,2	1 988,4
Total	**115 171,1**	**100,0**	**116 507,9**	109 692,7	98 579,0	82 021,4	69 586,3	60 432,2	51 041,9	44 536,4	46 556,5	40 915,1
Répartition des placements à long terme												
Secteur public	**30 722,7**	**30,3**	**32 848,9**	36 020,0	30 041,9	28 954,6	29 632,1	25 412,4	24 018,4	21 360,0	22 384,0	19 749,4
Secteur privé	**70 702,8**	**69,7**	**69 716,5**	64 944,2	62 011,0	45 807,7	36 667,9	31 673,9	23 954,7	21 381,4	21 378,3	19 177,3
Total	**101 425,5**	**100,0**	**102 565,4**	100 964,2	92 052,9	74 762,3	66 300,0	57 086,3	47 973,1	42 741,4	43 762,3	38 926,7

[1] Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2001.

7 SOMMAIRE DES PLACEMENTS À L'ÉTRANGER
au 31 décembre
(en millions de dollars)

	Juste valeur									
	2001	2000[1]	1999[1]	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
Obligations et titres achetés en vertu de conventions de revente	**14 717**	8 108	5 054	7 587	1 723	1 100	84	391	804	1 760
Actions et valeurs convertibles	**24 098**	22 545	21 894	15 589	12 044	10 499	6 184	4 639	4 666	4 196
Financements hypothécaires	**336**	189	190	196	99	122	29	-	-	-
Biens immobiliers	**6 573**	4 836	4 544	4 230	1 868	930	211	74	-	-
Valeurs à court terme	**1 299**	1 330	504	846	534	494	114	324	102	225
Placements à l'étranger	**47 023**	37 008	32 186	28 448	16 268	13 145	6 622	5 428	5 572	6 181

[1] Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2001.

8 CDP HYPOTHÈQUES
FINANCEMENTS DE 5 M$ ET PLUS

Solde : A = de 5 à 10 M$ B = de 10 M$ et plus

EMPRUNTEURS	Adresse	Lieu	Solde
Aménagement Lyndale Ltée	1125, rue Moody	Terrebonne	B
Aménagement Lyndale Ltée	30 à 70, rue Dufferin	Salaberry-de-Valleyfield	A
Aménagement Westcliff ltée	40, rue Évangéline	Granby	B
Anglo Canadian Investments L.P.	1240, Square Phillips	Montréal	B
Appartements Le Neuville inc., Les	111 et 121, rue de la Barre	Longueuil	B
Atlantic Shopping Centres Limited	1809 Barrington Street	Halifax	A
Atlantic Shopping Centres Limited	1895 et 1897 Barrington Street	Halifax	A
Atlantic Shopping Centres Limited	5201 Duke Street	Halifax	B
Bentall Properties Limited	1508 Broadway Street West	Vancouver	B
Bentall Properties Limited	211 11th Avenue South West	Calgary	A
Bonnis Properties Limited Partnership	780, 790 et 796 Granville Street	Vancouver	B
BPO Properties Ltd.	319, 325 et 329 8th Avenue	Calgary	B
BPO Properties Ltd.	5001 Yonge Street	Toronto	B
Brampton Distribution Campus Partnership	9150 Airport Road	Brampton	A
Brampton Distribution Campus Partnership	Airport Road & Corporation Drive	Brampton	B
Carlton Call Centre Inc.	300 Carlton Street	Winnipeg	A
Carrefour 40 inc.	5750, 5800, 5836, 5838, 5880, 5900, 5910, 5940, boulevard Métropolitain Est	Saint-Léonard	A
Centre commercial Cavendish Cie Ltée	5800, boulevard Cavendish	Côte-Saint-Luc	B
Centre commercial Place du Royaume (Chicoutimi) Inc.	1401, boulevard Talbot	Chicoutimi	B
Centre Commercial Plaza Roland-Therrien (1969) inc.	1999 à 2125, boulevard Roland-Thérrien	Longueuil	A
Centres Commerciaux Cambridge ltée et al.	4125, boulevard des Forges	Trois-Rivières	B
Centres Commerciaux Régionaux du Québec ltée	320, boulevard Saint-Joseph	Hull	B
Chiefton Investments Ltd. & Investors Group Trust Co. Ltd.	6715 et 6725 Airport Road	Mississauga	B
CLIC Properties Inc.	175 Bloor Street East	Toronto	B
CLIC Properties Inc.	3000 et 3100 Steeles Avenue	Toronto	B
Compagnie WHWW Hotels (Sherbrooke)	450, rue Sherbrooke Ouest	Montréal	B
Complexe Pointe-Claire Inc.	6301, route Transcanadienne	Pointe-Claire	B
Construction Olymbec inc. et al.	8505, chemin Devonshire	Mont-Royal	B
Construction Olymbec inc. et al.	6355, rue Sherbrooke Est	Montréal	B
Construction Sarino inc.	10200, rue Renaude-Lapointe	Anjou	A
Devcorp Inc.	200, chemin Sainte-Foy	Québec	B
Discovery Parks Inc.	1500 Block Station Street	Vancouver	A
Édifice d' Youville inc.	800, place d' Youville	Québec	A
Fiduciaires du Fonds de placement immobilier Cominar, Les	3175, chemin des Quatre-Bourgeois et 2600, boulevard Laurier	Sainte-Foy	B
Fiduciaires du Fonds de placement immobilier Cominar, Les	325, rue Marais	Vanier	B
Fifth Avenue Place (Calgary) Ltd.	200 5th Avenue	Calgary	B
First Baymac Developments Ltd.	Bayview Ave. et Major Mackenzie Drive	Town of Richmond Hill	B
Fortis Properties Corp.	644 Main Street	Moncton	A
Fortress Realty Holdings Inc.	20, 30 et 40 Norelco Drive	North York	B
Galeries Montmagny (1988) Inc., Les	101, boulevard Taché Ouest	Montmagny	A
Germain Pelletier Ltée	92, 2e Rue Ouest	Rimouski	A
Gestion Place du Royaume Inc. et al.	1401, boulevard Talbot	Chicoutimi	B
Gilles Mercille et al.	1111, rue St-Charles Ouest	Longueuil	B
Immeubles La Hada Ltée et al., Les	4751, boulevard des Grandes-Prairies	Saint-Léonard	A

8 CDP HYPOTHÈQUES
FINANCEMENTS DE 5 M$ ET PLUS

Solde : A = de 5 à 10 M$ B = de 10 M$ et plus

EMPRUNTEURS	Adresse		
Immeubles Plaza Z Corp. Inc. et al., Les	300, rue Barkoff	Cap-de-la-Madeleine	A
Immeubles Regime IX et al.	2550 à 2580, boul. Daniel-Johnson	Laval	A
Immeubles Regime IX et al.	7100, rue Jean-Talon Est	Anjou	B
Investissements Metco Ltée	202, rue Berlioz	Verdun	B
Investissements Roywest Itée, Les	14 et 16, rue Prince-Arthur	Montréal	A
Ivanhoé Rive Nord inc.	100, boulevard Brien	Repentigny	B
Ivanhoé Ste-Foy inc.	2452, boulevard Laurier	Sainte-Foy	B
Ivanhoé Champlain inc.	2151, boulevard Lapinière	Brossard	B
J.K. Investments inc.	1130, rue Sherbrooke Ouest	Montréal	B
J.L. Freeman inc.	1250, rue Nobel	Boucherville	A
Kanata Research Park Corporation	515 Legget Drive	Ottawa	B
Landing Holdings Limited	361 Water Street	Vancouver	B
Legacy Hotels Real Estate Investment Trust	100 Front Street West	Toronto	B
Les investissements Olymbec Itée	6364 à 6434, route Transcanadienne	Saint-Laurent	A
Minto Developments Inc.	1050 Baxter Road	Ottawa	A
O & Y Properties Inc.	320 Queen Street et 112 Kent Street	Ottawa	B
Orlando Corporation	100 Milverton Drive	Mississauga	A
Orlando Corporation	110 Matheson Blvd. West	Mississauga	B
Oxford (BTS) GP 1 Inc. et al.	483 Bay Street	Toronto	B
Oxford MRC inc.	1010, rue de La Gauchetière Ouest	Montréal	B
Oxford Properties Group Inc.	3250 et 3300 Bloor Street	Toronto	B
Palladium Development II (Ottawa) Corporation	700 Palladium Drive	Ottawa	B
Pauls Properties Corporation	5 Cherry Blosom Road	Cambridge (ON)	A
Pauls Properties Corporation	Part of Lot 1, Concession East of Hurontario Street	Mississauga	B
Place Alexis Nihon inc.	1500, rue Atwater	Westmount	B
Promo Hotels Canada inc.	1321, rue Sherbrooke Ouest	Montréal	B
Pyxis Real Estate Equities Inc.	2223 Victoria Avenue East	Regina	B
Pyxis Real Estate Equities Inc.	310 à 500, av. Dorval	Dorval	B
Remdal, Société en commandite	2300 et 2350, place Transcanadienne	Dorval	A
Riocan Holdings inc.	698 et 700 Lawrence Avenue	Toronto	B
Rossland Real Estate Limited	1448 Lawrence Ave. East	Toronto	A
S.E.C. CDTI de Montréal	87, rue Prince et 50 et 80, rue Queen	Montréal	B
SITQ Adria & al.	ZAC Danton	Paris La Défense	B
SITQ National inc.	1324, boulevard Talbot	Chicoutimi	A
SITQ National inc.	419, boulevard Jessop	Rimouski	B
Société de Gestion Accurso Ltée et al.	1535 à 1565, boulevard Le Corbusier	Laval	B
Société de portefeuille Dorsity inc.	630, boulevard René-Lévesque Ouest	Montréal	B
Société en commandite Kau & Associés	8505, boulevard Taschereau	Brossard	A
Société en commandite King-Wellington	75 Queen et 700 Wellington	Montréal	A
Société en commandite Pomerlim	510 et 530, boulevard de l'Atrium	Charlesbourg	B
Société en commandite, Centre Laval	1500 à 1660, boulevard Le Corbusier	Laval	B
Société en commandite, Les Terrasses Langelier et al.	6335 à 6455, rue Jean-Talon Est	Montréal	A
Société immobilière Dundee Québec inc.	295 à 371 et 470 à 472, rue Deslaurier	Saint-Laurent	B
Société immobilière Dundee Québec inc.	9045, chemin Côte-de-Liesse	Dorval	A
Société immobilière Dundee Québec inc.	9551 à 9579, chemin Côte-de-Liesse	Dorval	A

Société immobilière Dundee Québec inc.	300, av. Labrosse	Pointe-Claire	A
Société immobilière Dundee Québec inc.	2115 à 2147, rue de la Province	Longueuil	A
Société immobilière en Propriété Marine ltée	1023 à 1045, rue Ste-Catherine Ouest	Montréal	B
Southwest Properties Limited	1595 et 1597 Bedford Highway	Halifax	B
Spartacus N.V. (Canadian Division)	2045, rue Peel	Montréal	A
Stelor Holdings Ltd.	633 Main Street	Moncton	A
Tawa Properties Inc.	3017 66th Street N.W.	Edmonton	A
The Atrium on Bay Inc.	595 Bay Street et 20 Dundas Street	Toronto	B
Tonko Development Corporation	315 et 319 Banff Avenue	Banff	B
Toronto – 5001 Yonge Street Inc.	5001 Yonge Street	Toronto	B
1 King West Inc.	1 King Street West	Toronto	B
1255037 Ontario inc.	333, chemin du Tremblay	Boucherville	A
1255037 Ontario inc.	4370 à 4400, chemin Bois-Franc	Saint-Laurent	A
1263448 Ontario Ltd.	207 Queen's Quay West	Toronto	B
1280642 Ontario Limited et al.	8875 et 8925 Torbram Rd.	Brampton	B
152523 Canada inc.	3103, boulevard Royal	Shawinigan	B
1862 Holdings Ltd. et Bentall Corporation	1130 Pender Street West	Vancouver	B
220 Tremblay Portfolio inc.	220, chemin du Tremblay	Boucherville	B
2423-5632 Québec inc.	200, rue Belvédère Nord	Sherbrooke	A
3828808 Canada inc.	4505, rue Hickmore	Saint-Laurent	B
3830845 Canada inc. et al.	165 à 167, boulevard Hymus	Pointe-Claire	A
70 York Street Ltd.	70 York Street	Toronto	B
9013-3448 Québec inc. et al.	3500 et 3526, boulevard Saint-Laurent	Montréal	A
9059-4375 Québec inc. et al.	202, rue Berlioz et al.	Verdun	B
9078-7003 Québec inc.	5100, rue Sherbrooke Est	Montréal	B
9084-9837 Québec inc.	7260, boulevard Taschereau	Brossard	B
9084-9837 Québec inc.	1116, rue Vachon Nord	Sainte-Marie	A
9103-4975 Québec inc.	800 et 855, boulevard De Maisonneuve Est	Montréal	B
9103-4983 Québec inc.	888, boulevard De Maisonneuve Est	Montréal	B
939 GP Inc.	939 Eglinton Avenue East	Toronto	B

9 SOMMAIRE DU PORTEFEUILLE OBLIGATAIRE
au 31 décembre 2001
(en millions de dollars)

Titres	Juste valeur $	Juste valeur %	Taux nominal moyen[1] %	Échéance moyenne[1] (en années)	Durée modifiée[2] (volatilité)
Canadiens					
Émis par un gouvernement					
Gouvernement du Québec	12 947,4	33,3	7,25	11,97	6,54
Gouvernement du Canada	8 911,4	22,9	6,41	9,32	5,67
Autres gouvernements	283,4	0,7	7,62	17,15	8,32
Garantis par un gouvernement					
Gouvernement du Québec	3 982,6	10,2	6,49	14,80	8,36
Gouvernement du Canada	412,0	1,1	10,07	10,21	6,03
Garantis par octrois, par des municipalités et des commissions scolaires	1 469,1	3,8	8,82	6,03	3,95
Obligations d'entreprises et hypothécaires[3]	3 922,8	10,1	6,31	6,47	3,99
Étrangers					
Émis par un gouvernement					
Gouvernement du Québec	256,9	0,7	3,49	12,63	9,55
Gouvernement des États-Unis	2 700,9	6,9	4,31	8,57	4,60
Autres gouvernements étrangers	1 075,9	2,8	4,67	8,53	6,34
Garantis par un gouvernement					
Gouvernement du Québec	346,3	0,9	7,33	18,93	8,98
Autres gouvernements étrangers	21,3	0,1	5,01	4,80	3,46
Obligations d'entreprises[3]	2 587,4	6,7	5,72	11,34	6,22
	38 917,4	**100,0**	**6,54**	**10,54**	**6,06**

[1] Pondéré selon la valeur nominale.

[2] Pondérée selon la juste valeur.

[3] Incluant les obligations gérées par CDP Capital - Placements privés.

10 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS D'ENTREPRISES CANADIENNES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

	Actions et valeurs convertibles	Obligations	Total	%
Mines et métaux	717,2	42,1	759,3	3,3
Or et minéraux précieux	685,0	-	685,0	2,9
Pétrole et gaz naturel	1 255,8	56,1	1 311,9	5,6
Papiers et produits forestiers	945,0	81,0	1 026,0	4,4
Produits de consommation	1 049,6	47,5	1 097,1	4,7
Production industrielle	3 348,4	154,7	3 503,1	15,0
Immeubles	157,7	485,8	643,5	2,8
Transport et services environnementaux	660,9	33,3	694,2	3,0
Pipelines	243,7	41,1	284,8	1,2
Services publics	1 476,7	282,4	1 759,1	7,6
Communications	2 761,5	164,5	2 926,0	12,6
Distribution et services	807,2	168,9	976,1	4,2
Services financiers	4 353,9	2 202,3	6 556,2	28,1
Conglomérats	298,6	-	298,6	1,3
Participations indicielles et autres	770,2	0,2	770,4	3,3
	19 531,4	**3 759,9**	**23 291,3**	**100,0**

11 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES

au 31 décembre 2001

(juste valeur - en millions de dollars)

Certains investissements sont gérés ou détenus par une des filiales suivantes:

A CDP Capital d'Amérique
B CDP Sofinov
C CDP Capital Communications
D CDP Capital International
E CDP Accès Capital
F CDP Services financiers
G Ivanhoé Cambridge
H Cadim
I SITQ Immobilier
J Renvoie à la Caisse lorsque la filiale ne gère ou ne détient qu'une partie de l'investissement.

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
1-800 Contacts, Inc.			90 000	1,8				1,8
3i Group PLC			322 760	6,4				6,4
360 Networks Inc.		A				0,1		0,1
724 Solutions Inc.			259 000	1,0				1,0
9042-0175 Québec inc.		B				0,8		0,8
A.G. Edwards, Inc.			15 500	1,1				1,1
A.L.I Technologies Inc.			80 000	1,5				1,5
ABN AMRO Holding NV			388 859	10,0				10,0
ABS-CBN Broadcasting Corporation			768 600	0,6				0,6
ABSA Group Limited			565 983	2,6				2,6
ADC Telecommunications, Inc.			148 500	1,1				1,1
ADS inc. [1]	classe A	A	2 383 563	5,4				5,4
AEON Co., Ltd			551 000	19,9				19,9
AES Corporation			19 200	0,5				0,5
AFLAC Incorporated			18 800	0,7				0,7
AGF Management Limited	classe B		416 000	10,3				10,3
ALLTEL Corporation			30 700	3,0				3,0
AMMB Holdings Berhad			323 000	0,5				0,5
AMP Limited			508 144	7,7				7,7
AMR Corporation			5 600	0,2				0,2
AMVESCAP PLC			315 658	7,3				7,3
AO VimpelCom			14 500	0,6				0,6
AOL Time Warner Inc.		B, J	1 237 605	63,4				63,4
AON Corporation			9 700	0,5				0,5
ARA S.A. de C.V., Consorcio			664 600	1,9				1,9
ARM Holdings Plc			246 500	2,1				2,1
ART Recherches et Technologies Avancées inc. [1]		B	2 678 572	11,0				11,0
ASM Lithography Holding			930 947	25,8				25,8
ASM Pacific Technology Ltd			75 210	0,2				0,2
ASSOC CAP CANADA						27,0		27,0
AT&T Wireless Services Inc.			1 112 439	25,5				25,5
ATCO Ltd	classe I		40 100	1,9				1,9
ATI Technologies Inc.			1 535 554	30,9				30,9

ATP Oil & Gas Corporation			100 000	0,5				0,5
ATS Automation Tooling Systems Inc.			659 475	11,2				11,2
Aastra Technologies Limited			374 600	7,2				7,2
Abbey National Plc			393 626	9,0				9,0
Abbott Laboratories			893 100	79,5				79,5
Aber Diamond Corporation			272 116	5,5				5,5
Abitibi-Consolidated Inc.		A, J	18 415 736	214,2				214,2
Accenture Ltd.	classe A		12 000	0,5				0,5
Acciona S.A.			22 300	1,3				1,3
Accor SA			489 546	28,4				28,4
Ace Limited			33 000	2,1				2,1
Acer Inc.			801 242	0,7				0,7
Acom Co., Ltd			63 500	7,4				7,4
Active Power, Inc.			300 000	3,3				3,3
Activision, Inc.			21 300	0,9				0,9
Acuity Brands, Inc.			27 900	0,5				0,5
Adaptec, Inc.			35 600	0,8				0,8
Adecco SA			65 551	5,7				5,7
Adelphia Communications Corporation	classe A		13 300	0,7				0,7
Adept Technology, Inc.		B	30 480	0,2				0,2
Adidas-Salomon AG			147 667	17,7				17,7
Administradora de Fondos de Pensiones Provida			20 000	0,9				0,9
Adobe System Incorporated			24 500	1,2				1,2
Adolph Coors Company	classe B		1 300	0,1				0,1
Advanced Info Service Public Co., Ltd			2 049 000	3,0				3,0
Advanced Micro Devices, Inc.			12 200	0,3				0,3
Advanced Semiconductor Engineering Inc.			208 950	0,3				0,3
AdvancePCS			80 000	3,7				3,7
Advantest Corp.			99 600	9,0				9,0
Aegis Group plc			1 075 850	2,3				2,3
Aegon N.V.			1 054 716	45,6				45,6
Aether Systems, Inc.			256 100	3,8				3,8
Aetna Inc.			24 300	1,3				1,3
Agere Systems Inc.	classe A		5 333 600	48,4				48,4
Agilent Technologies, Inc.			16 600	0,8				0,8
Agricore United Limited.			400 000	3,6				3,6
Agrium Inc.			2 578 451	43,4				43,4
Aiful Corporation			47 500	4,9				4,9
Aig Sunamer Inst Fund II						15,1		15,1
Air Canada [1]		A	4 210 586	21,1	96,9	3,2	121,2	
	classe A		7 106 382	25,1			25,1	146,3
Air Liquide SA			144 348	32,3				32,3
Air Products and Chemicals, Inc.			8 200	0,6				0,6

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Airnet Communications Corporation		C	2 145 465	1,4			1,4	
	privilégiées B	C	318 471	0,2			0,2	1,6
Aixtron AG			60 000	2,2				2,2
Ajinomoto Co., Inc.			956 000	14,9				14,9
Aksigorta A.S.			11 516 000	0,2				0,2
Akzo Nobel NV			532 902	38,0				38,0
Alarko Holding A.S.			4 344 000	0,1				0,1
Alberta Energy Company Ltd			1 522 993	91,6				91,6
Alberto-Culver Company	classe B		2 000	0,1				0,1
Albertson's, Inc.			20 100	1,0				1,0
Alcan Inc.			4 402 293	251,6		27,6		279,2
Alcatel Canada inc.	bons de souscription	C	48 600	-				-
Alcatel SA			791 535	21,5				21,5
Alcoa Inc.			170 700	9,7				9,7
Aldea Vision Inc.		A	240 436	-	0,2			0,2
Aliant Inc.			1 069 498	32,1				32,1
Align Technology, Inc.		B	28 984	0,2				0,2
Alimentation Couche-Tard Inc. [2]	classe B	A, J	1 539 600	39,5				39,5
Aliments Maple Leaf Inc., Les			1 015 400	10,7				10,7
Allegheny Energy, Inc.			4 500	0,3				0,3
Allegheny Technologies Incorporated			2 900	0,1				0,1
Allergan, Inc.			4 700	0,6				0,6
Allgreen Properties			279 883	0,2				0,2
Alliance Laundry Equipment Receivables						11,2		11,2
Alliance Pipeline LP						42,1		42,1
Alliance Plc						18,5		18,5
Alliance Unichem plc			50 000	0,6				0,6
Allianz Holding			151 582	57,3				57,3
Allied Domecq Plc			848 049	8,0				8,0
Allied Irish Banks Plc			585 611	10,8				10,8
Allied Waste Industries, Inc.			7 100	0,2				0,2
Allstate Corp.			25 700	1,4				1,4
Almacenes Exito S.A.			79 584	0,2				0,2
Alpha Credit Bank S.A.			16 256	0,5				0,5
Alps Electric Co., Ltd			14 000	0,2				0,2
Altadis, S.A.			59 520	1,6				1,6
Altera Corporation			28 800	1,0				1,0
Alternative Fuel System Inc.			650 000	0,2				0,2

Alucon Public Company Limited			31 000	0,1			0,1
AmSouth Bancorporation			111 300	3,4			3,4
Amada Co., Ltd			413 000	2,6			2,6
Ambac Financial Group, Inc.			3 800	0,4			0,4
Amcor Limited			798 400	4,7			4,7
Amdocs Limited			88 500	4,8			4,8
Amerada Hess Corporation			26 800	2,7			2,7
Ameren Corporation			45 100	3,0			3,0
America Movil S.A. de C.V.			1 174 300	9,2			9,2
American Classic Voyages Co.			128 900	-			-
American Electric Power Company, Inc.			125 360	8,7			8,7
American Express Company			221 800	12,6			12,6
American Greetings Corporation	classe A		22 100	0,5			0,5
American Home Products Corporation			567 640	55,6			55,6
American International Group, Inc.			1 487 818	188,6			188,6
American Italian Pasta Company	classe A		40 000	2,7			2,7
American Power Conversion Corporation			7 000	0,2			0,2
American Telephone and Telegraph Co.			684 900	19,8			19,8
AmerisourceBergen Corporation			3 700	0,4			0,4
Amersham plc			348 118	5,4			5,4
Amgen Inc.			179 200	16,1			16,1
Amoy Properties Limited			350 000	0,6			0,6
Amylin Pharmaceuticals, Inc.		B	56 170	0,8			0,8
Anadarko Petroleum Corporation			9 000	0,8			0,8
Anadolu Efes Biracilik Ve Malt Sanayii SA			58 503 800	2,3			2,3
Analog Devices, Inc.			29 900	2,1			2,1
Anam Semiconductor Inc.			93 200	0,6			0,6
Andrew Corporation			2 900	0,1			0,1
Angiotech Pharmaceuticals, Inc.			97 164	8,6			8,6
Anglo American Platinum Corporation Limited			67 800	4,0			4,0
Anglo American Plc			1 428 500	34,8			34,8
Anglogold Limited			144 820	5,4			5,4
Anheuser-Busch Companies, Inc.			31 900	2,3			2,3
AnorMED Inc.			257 100	0,9			0,9
Anthem, Inc.			3 000	0,2			0,2
Antofagasta Holdings plc			13 404	0,2			0,2
Aokam Perdana Bhd			1 766	-			-
Apache Corporation			4 500	0,4			0,4
Apex Silver Mines Limited			198 500	3,2		3,2	
	bons de souscription		150 000	-		-	3,2
App Intl Finance					0,2		0,2
Apple Computer, Inc.			12 600	0,4			0,4
Applera Corporation - Applied Biosystems Group			7 600	0,5			0,5
Applied Materials Inc			40 300	2,6			2,6

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Applied Micro Circuits Corporation			29 400	0,5				0,5
Apria Healthcare Group Inc.			29 900	1,2				1,2
Aracruz Celulose S.A.			15 000	0,4				0,4
Arcelik A.S.			62 612 950	1,0				1,0
Archer Daniels Midland Company			178 773	4,1				4,1
Archstone-Smith Trust		H	250 000	10,5				10,5
Ariadne S.A.						19,3		19,3
Aristocrat Leisure Limited			180 000	1,0				1,0
Arrow Electronics, Inc.			54 200	2,6				2,6
Asahi Breweries, Ltd			220 000	3,2				3,2
Asahi Glass Company, Limited			274 000	2,6				2,6
Asahi Kasei Corporation			1 085 000	6,1				6,1
Ashland Inc.			36 100	2,7				2,7
Asia Pulp and Paper Finance IX Ltd						0,3		0,3
Asia Satellite Telecommunications Holdings Limited			100 000	0,3				0,3
Assa Abloy AB	classe B		180 000	4,1				4,1
Assante Corporation		F, J	389 000	2,6				2,6
Assicurazioni Generali			687 908	30,5				30,5
Associated Capital Corporation of Canada						30,7		30,7
Associated Cement Companies Ltd	billets promissoires		100 000	0,5				0,5
Astral Media Inc.	classe A	A, J	229 300	11,0				11,0
AstraZeneca Plc			1 066 646	77,1				77,1
Asustek Computer Inc.			749 750	5,2				5,2
AtheroGenics, Inc.		B	5 000	-				-
Atlantic Coast Airlines Holdings, Inc.			55 000	2,0				2,0
Atlas Copco AB	classe A		59 313	2,1				2,1
Au Printemps S.A.			19 363	4,0				4,0
Australia & New Zealand Banking Group			766 162	11,1				11,1
Australian Gas Light Company Limited			104 000	0,8				0,8
AutoZone, Inc.			3 900	0,4				0,4
Autodesk, Inc.			2 000	0,1				0,1
Autoliv, Inc.			241 648	7,7				7,7
Automatic Data Processing, Inc.			980 338	92,2				92,2
Avalonbay Communities, Inc.		H	156 000	11,8				11,8
Avaya Inc.			10 302	0,2				0,2
Avenor Inc.		A				5,5		5,5
Aventis SA			534 819	60,6				60,6
Avery Dennison Corporation			8 300	0,7				0,7

Avnet, Inc.			49 200	2,0			2,0
Avon Products Inc.			419 325	31,1			31,1
Axa			975 591	32,5			32,5
Axcan Pharma Inc. [1/2]		B, J	3 985 887	89,7			89,7
Axcelis Technologies, Inc.			1	-			-
Ayala Land, Inc.	classe B		2 161 334	0,3			0,3
Aygaz A.S.			6 492 000	0,1			0,1
B.C. Gaz Inc					20,1		20,1
B2B Trust		A, F, J	1 343 500	11,6			11,6
BAA Plc			1 291 772	16,5			16,5
BB&T Corporation			16 300	0,9			0,9
BC Gas Inc.	reçus de souscription		10 000	0,3		0,3	
			212 400	7,0		7,0	7,3
BCE Emergis inc.			933 628	42,6			42,6
BCE Inc.		C, J	17 309 674	623,3			623,3
BEA Systems Inc.			47 000	1,2			1,2
BEC World Public Company Limited			203 500	1,5			1,5
BG Group Plc			518 822	3,4			3,4
BHP Billiton Limited			3 961 093	34,0			34,0
BMC Software			988 088	25,8			25,8
BMO Capital Trust					9,2		9,2
BNP Paribas SA			476 652	68,1			68,1
BOC Group			252 421	6,2			6,2
BP p.l.c.			10 319 006	130,2			130,2
BRE Bank SA			20 454	1,0			1,0
BSES Limited	billets promissoires		125 500	0,8			0,8
BTG plc			20 000	0,3			0,3
Baker Hughes Incorporated			12 100	0,7			0,7
Ball Corporation			1 000	0,1			0,1
Ballard Power Systems Inc.			1 187 919	56,0			56,0
Banco Bilbao Vizcaya S.A.			301 900	6,0			6,0
Banco Bradesco S.A.	privilégiées		758 974 020	6,6			6,6
Banco Comercial Portugues, SA (BCP)			800 387	5,2			5,2
Banco de A. Edwards			26 167	0,7			0,7
Banco de Santander Chile			70 090	2,1			2,1
Banco Frances S.A.			8 951	-			-
Banco Itau S.A.	privilégiées		45 291 700	5,5			5,5
Banco Popular Espanol SA			72 084	3,8			3,8
Banco Santander Central Hispano, SA			3 095 752	41,4			41,4
Bangkok Bank			1 224 700	2,2			2,2
Bank Hapoalim Ltd			729 236	2,5			2,5
Bank Leumi Le-Israel			426 300	1,3			1,3
Bank of America Corporation			231 905	23,3			23,3
Bank of Ayudhya Public Company Limited			1 893 800	0,4			0,4

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Bank of East Asia Ltd			100 000	0,3				0,3
Bank of Ireland			1 347 505	20,0				20,0
Bank of New York			439 100	28,6				28,6
Bank One Corporation			231 360	14,4				14,4
Bank Polska Kasa Opieki Grupa Pekao SA			81 178	2,6				2,6
Bank Sinopac			750 000	0,5				0,5
Banque Canadienne Impériale de Commerce			4 482 001	245,8				245,8
Banque de Montréal			8 856 976	318,0		10,1		328,1
Banque Laurentienne du Canada			157 900	5,2		108,8		114,0
Banque Nationale du Canada [2]		F, J	18 085 085	537,1		68,9		606,1
Banque Royale du Canada			7 940 293	411,5		12,8		424,4
Banque Scotia			7 908 027	387,2				387,2
Banque Toronto-Dominion, La			7 911 516	325,0				325,0
Barclays Plc			1 071 137	56,6				56,6
Barito Pacific Timber			2 382 000	-				-
Barlow Limited			141 200	1,1				1,1
Batavia Investments Fund Ltd	unités de fonds		101 600	-				-
Bausch & Lomb Incorporated			1 900	0,1				0,1
Baxter International Inc.			382 350	32,7				32,7
Bayer AG			79 049	4,0				4,0
Bayerische Motoren Werke (BMW) AG			590 759	32,9				32,9
Bayerische Vereinsbank AG			37 004	1,8				1,8
Baytex Energy Ltd			479 000	2,1				2,1
Bear Stearns Companies Inc., The			3 400	0,3				0,3
Becton Dickinson & Company			21 300	1,1				1,1
Bed Bath & Beyond Inc.			10 500	0,6				0,6
Beijing Datang Power Generation Company Limited			3 306 000	1,7				1,7
Bell Canada						90,9		90,9
Bell Canada International Inc. [2]			856 143	1,1	63,9		65,0	
	droits de souscription		856 142	0,2			0,2	65,2
Bell Mobilité Cellulaire						10,3		10,3
BellSouth Corporation			857 591	52,2				52,2
Bemberg Industrial S.A			115 879	-				-
Bemis Company, Inc.			38 900	3,1				3,1
Benpres Holding Corporation			4 017 221	0,1				0,1
Bentall						101,7		101,7
Berjaya Sports Toto Berhad			350 000	0,9				0,9
Best Buy Co., Inc.			7 600	0,9				0,9

Bezea Israel Telecom			522 500	1,1			1,1
Bharat Petroleum Corporation Limited	billets promissoires		131 000	0,8			0,8
Bidvest Group Limited			173 399	1,0			1,0
Big Lots, Inc.			4 100	0,1			0,1
Billiton Plc			1 519 696	12,3			12,3
Biogen Inc.			5 300	0,5			0,5
Biomet, Inc.			9 750	0,5			0,5
Biomira Inc.			618 650	4,1			4,1
Biovail Corporation			1 998 871	177,7			177,7
Bipop-Carire S.p.A.			892 000	2,3			2,3
Black & Decker Corporation, The			2 900	0,2			0,2
Block H & R Inc.			6 600	0,5			0,5
BoE Limited			2 761 100	1,4			1,4
Boardwalk Equities, Inc.			449 900	5,2			5,2
Bodycote International plc			850 000	4,3			4,3
Boeing Company, The			40 300	2,5			2,5
Boise Cascade Corporation			52 100	2,8			2,8
Bombardier Capital Inc.					28,7		28,7
Bombardier Inc.	classe A		6 771 300	112,8	19,4	132,2	
	classe B		9 757 204	161,0		161,0	293,2
Bonavista Petroleum Ltd			140 000	3,8			3,8
Boots Company, Plc			210 932	2,9			2,9
Boral Limited			122 000	0,3			0,3
Boston Properties, Inc.		H	59 000	3,6			3,6
Boston Scientific Corporation			14 500	0,6			0,6
Bouygues S.A.			235 200	12,3			12,3
Bowater Inc.			8 200	0,6			0,6
Brambles Industries Limited			1 606 581	13,7			13,7
Brambles Industries plc			323 000	2,6			2,6
Brandywine Realty Trust		H	277 200	9,3			9,3
Brascan Corporation	classe A		1 493 546	42,9			42,9
Brasil Telecom Participacoes S.A.			139 638 241	1,7		1,7	
	privilégiées		27 650 380	0,3		0,3	2,0
Brazil Fast Food Corporation			42 500	0,1		0,1	
	unités		125 000	0,8		0,8	0,9
Bridges.com Inc.			599 900	2,1			2,1
Bridgestone Corp.			26 800	0,5			0,5
Briggs & Stratton Corporation			21 600	1,5			1,5
Bristol-Myers Squibb Company			894 159	72,8			72,8
British Aerospace Plc			3 373 992	24,3			24,3
British Airways Plc			420 000	1,9			1,9
British American Tobacco (Malaysia) Berhad			109 200	1,7			1,7
British American Tobacco Plc			909 495	12,3			12,3
British Energy Plc			2 008 708	10,6			10,6

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
British Land Company plc, The			122 222	1,3				1,3
British Sky Broadcasting Group PLC			1 143 573	20,1				20,1
British Telecommunications Plc			2 908 194	17,1				17,1
Bro-X Minerals Ltd			7 920	-				-
Broadcom Corporation	classe A		13 500	0,9				0,9
Brookfield Properties Corporation			683 100	18,9				18,9
Brown-Forman Corporation	classe B		2 500	0,2				0,2
Brunswick Corporation			3 200	0,1				0,1
Burlington Northern Santa Fe Inc.			72 500	3,3				3,3
Burlington Resources Inc.			7 200	0,4				0,4
Burntsand Inc.			128 500	0,3				0,3
C. R. Bard, Inc.			1 800	0,2				0,2
C.I. Fund Management Inc.		F, J	2 625 768	31,2				31,2
CAE Inc.			1 678 694	19,4				19,4
CAPCOM Co., Ltd			23 900	1,0				1,0
CBO Fifth Ave Ltd						11,6		11,6
CCL Industries Inc.	classe A		40 000	0,6			0,6	
	classe B		498 731	7,3			7,3	7,9
CEC Entertainment Inc.			40 000	2,8				2,8
CGNU Plc			1 229 555	24,1				24,1
CIGNA Corporation			27 900	4,1				4,1
CLP Holdings Ltd			933 400	5,7				5,7
CMS Energy Corporation			4 800	0,2				0,2
CNOOC Limited			981 500	1,5				1,5
COLT Telcom Group Plc			616 930	1,6				1,6
COM DEV International Ltd			1 462 700	4,5				4,5
COMPAQ Computer Corporation			282 600	4,4				4,4
CP Ships Limited			906 226	15,5				15,5
CRH Plc			954 149	26,8				26,8
CSG Systems International, Inc.			42 200	2,7				2,7
CSK Corporation			5 000	0,2				0,2
CSL Limited			24 000	1,0				1,0
CSR Limited			225 268	1,2				1,2
CSX Corporation			70 600	4,0				4,0
CVF Technologies Corporation		E	69 790	-				-
CVS Corporation			79 500	3,8				3,8
Cable & Wireless Plc			819 526	6,3				6,3

Câble Satisfaction International inc. [1]	classe A	C, J	27 232 164	130,7			130,7	
	bons de souscription	A	10 000	-		7,7	7,7	138,4
Cabot Corporation			37 200	2,1				2,1
Cabot Microelectronics Corporation			5 400	0,7				0,7
CacheFlow Inc.		C	22 340	0,1				0,1
Cadbury Schweppes Plc			1 558 936	15,9				15,9
Cadence Design Systems, Inc.			7 000	0,2				0,2
Call-Net Enterprises Inc.	classe B	A	76 700	-		4,6		4,6
Calpine Corporation			62 000	1,7				1,7
Cameco Corporation			868 530	34,1				34,1
Campbell Soup Company			14 800	0,7				0,7
CanWest Global Communications Corp. [2]		A, J	3 203 599	38,1			38,1	
	classe A	A	11 392	0,1			0,1	38,2
Canada Housing Trust						395,2		395,2
Canada MTGE & Housing						50,9		50,9
Canadian Hydro Developers inc. [1]		A	6 666 666	10,0				10,0
Canadian Impérial Bank Of Commerce						95,9		95,9
Canadian Medical Laboratories Limited			56 800	1,2				1,2
Canadian Natural Resources Limited			2 491 425	95,4				95,4
Canadian Pacific Railway Co.						6,9		6,9
Canadian Utilities Limited	classe A		55 982	2,8				2,8
Canbras Communications Corp.			1 401 100	2,8				2,8
Canfor Corporation			714 200	7,0				7,0
Canon Inc.			909 000	49,9				49,9
Cap Gemini SA			103 794	12,0				12,0
Capital One Financial Corporation			7 700	0,7				0,7
Capitaland Limited			301 824	0,5				0,5
Cara Operations Ltd	classe A		549 182	3,1		3,8		6,9
Cardinal Health, Inc.			20 600	2,1				2,1
CardioDynamics International Corporation		B	1 386 236	14,6				14,6
Carlton Communications Plc			228 447	1,3				1,3
Carnival Corporation			21 100	0,9				0,9
Carrefour SA			276 948	23,0				23,0
Carso Global Telecom (Telecom A)	classe A		166 800	0,6				0,6
Carter Holt Harvey Limited			120 000	0,1				0,1
Cartier Investment Fund	unités de fonds		2 745 125	675,1				675,1
Cascades inc.			726 544	7,6				7,6
Caterpillar Inc.			18 200	1,5				1,5
Cathay Financial Holdings Co., Ltd.			827 752	2,2				2,2
Cathay Pacific Airways			2 276 456	4,7				4,7
Celestica Inc.			2 309 183	147,8	150,5			298,3
Cell Therapeutics, Inc.		B	35 000	1,3				1,3
Celltech Plc			375 506	7,6				7,6
Cementos Pacasmayo S.A.A.			147 919	0,1				0,1

INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Cemex S.A. de C.V.			807 696	6,6			6,6	
	bons de souscription		13 000	-			-	6,6
Cendant Corporation			35 400	1,1				1,1
Center Trust, Inc.		H	286 000	1,9				1,9
Centex Corporation			2 200	0,2				0,2
Centrais Electricas Brasileiras S.A.			62 285 580	1,4			1,4	
	privilégiées B		46 500 000	1,0			1,0	2,4
Central Japan Railway Company			600	6,2				6,2
Centrica plc			445 000	2,3				2,3
CenturyTel, Inc.			5 100	0,3				0,3
Ceridian Corporation			40 800	1,2				1,2
Certicom Corporation			162 600	0,6				0,6
Cerveceria Backus & Johnston S.A.			575 492	0,2				0,2
Ceska Sporitelna A.S.			69 613	0,9				0,9
Ceske Energeticke Zavody A.S.			298 600	1,0				1,0
Chambers Street CDO, Ldt						3,8		3,8
Charles Schwab Corporation, The			656 250	16,2				16,2
Charter Communications, Inc.	classe A		16 900	0,4				0,4
Charter One Financial, Inc.			64 580	2,8				2,8
Chartered Semiconductor Manufacturing Limited			296 000	1,3				1,3
Check Point Software Technologies Ltd			200 200	12,7				12,7
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée			2 733 003	87,7				87,7
Cheung Kong			2 076 146	34,4				34,4
Cheung Kong Infrastructure Holdings Limited			121 000	0,3				0,3
ChevronTexaco Corporation			217 621	31,1				31,1
Children's Place Retail Stores, Inc. ,The			28 700	1,2				1,2
Chile Fund			45 800	0,6				0,6
China Development Financial Holdings Corporation			1 723 272	1,8				1,8
China Everbright Limited			380 000	0,5				0,5
China Merchants Holdings International Company Limited			276 000	0,3				0,3
China Mobile (Hong Kong) Limited			2 950 400	16,6				16,6
China Petroleum and Chemical Corporation (Sinopec)			1 531 700	0,3				0,3
China Rare Earth Holdings Limited			600 000	0,3				0,3
China Steel Corporation			2 014 711	1,8				1,8
China Unicom Limited			229 300	0,5				0,5
Chinatrust Commercial Bank			1 964 179	1,9				1,9
Chiron Corporation			6 800	0,5				0,5
Choice Hotels International, Inc			82 000	2,9				2,9

Chromos Molecular Systems Inc. [1]		B, J	1 575 334	3,1		3,1	
	bons de souscription	B	517 437	0,5		0,5	3,6
Chubb Corporation, The			250 875	27,6			27,6
Chubb Plc			1 804 051	7,2			7,2
Chubu Electric Power Company, Incorporated			68 500	2,0			2,0
Chugai Pharmaceutical Co., Ltd			291 000	5,4			5,4
Ciena corporation		B, J	30 724	0,7			0,7
Cincinnati Financial Corporation			5 800	0,4			0,4
Cinergy Corp.			53 800	2,9			2,9
Cinram International Inc. [2]			3 274 004	15,1			15,1
Cintas Corporation			6 100	0,5			0,5
Cipla Limited	billets promissoires		19 000	0,7			0,7
Circuit City Stores-Circuit City Group			295 500	11,3			11,3
Cisco Systems, Inc.			2 680 632	77,5			77,5
Citibank Canada					21,5		21,5
Citic Pacific Ltd			1 156 000	4,1			4,1
Citigroup Inc.			2 220 506	178,9			178,9
Citizen Watch Co., Ltd			4 000	-			-
Citizens Communications Compagny			37 800	0,6			0,6
Citrix Systems, Inc.			6 800	0,2			0,2
City Developments			358 912	1,9			1,9
City Telecom (HK) Limited			56	-			-
Clarica Compagnie d'assurances sur la vie			1 632 141	85,8	32,8		118,6
Clark/Bardes Inc.		F, J	447 122	18,0			18,0
Clear Channel Communications, Inc.			107 500	8,7			8,7
Clorox Company, The			8 400	0,5			0,5
Coca-Cola Amatil Ltd			653 408	3,2			3,2
Coca-Cola Ent CN					22,3		22,3
Coca-Cola Enterprises Inc.			53 450	1,6			1,6
Coca-Cola Enterprises Inc. (Canada)			442 300	33,3			33,3
Coca-Cola Femsa, S.A. de C.V.			40 000	1,3			1,3
Cochlear Limited			8 000	0,3			0,3
Cogeco Câble inc.			865 900	18,7	0,9		19,6
Cogeco Inc.			12 800	0,3			0,3
Cognicase Inc.		B, E, J	1 524 818	15,6			15,6
Cognos Incorporated			758 019	30,0			30,0
Coles Myer Limited			971 200	6,7			6,7
Colgate-Palmolive Company			755 578	69,7			69,7
Comcast Corporation	classe A spéciale		297 410	17,1			17,1
Comerica Incorporated			6 400	0,6			0,6
Comm					36,0		36,0
Commerce Asset-Holding Berhad			675 000	2,1			2,1
Commerce SureFire Inc.			206 500	0,2			0,2
Commercial Mortgage Lease-backed cert					15,5		15,5

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Commonwealth Bank of Australia			507 053	12,4				12,4
Communications Alliance Atlantis Inc.	classe B		139 600	2,5				2,5
Compagnie d'Assurance du Canada sur la vie, La						15,1		15,1
Compagnie de la Baie d'Hudson			2 315 591	33,6		14,1		47,7
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada			1 964 554	150,7				150,7
Compagnie Financiere Richemont AG	unités		267 584	7,9				7,9
Compagnie Générale des Établissements Michelin			180 343	9,5				9,5
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée			1 267 661	56,2				56,2
Compal Electronics Inc.			826 544	2,1				2,1
Companhia de Bebidas das Americas (AmBev)			115 067	3,7			3,7	
	privilégiées		9 977 000	3,3			3,3	7,0
Companhia de Saneamento Basico do Estado de Sao Paulo - SABESP			12 000 000	1,1				1,1
Companhia de Tecidos Norte de Minas	privilégiées		6 846 192	0,7				0,7
Companhia Energetica de Brasilia	privilégiées A		2 100 000	-				-
Companhia Energetica de Minas Gerais (CEMIG)			60 000	1,4			1,4	
	privilégiées		115 297 212	2,6			2,6	4,0
Companhia Paranaense de Energia (COPEL)	privilégiées		100 000	1,3				1,3
Companhia Siderurgica Nacional S.A.			50 000	1,3				1,3
Companhia Vale do Rio Doce (CVRD)			259 400	5,2			5,2	
	privilégiées A		146 300	5,4			5,4	10,6
Compañía Anónima Nacional Telefonos de Venezuela (CANTV)			27 005	0,6				0,6
Compañía Cervecerias Unidas S.A.			40 800	1,2				1,2
Compania de Minas Buenaventura S.A.			82 331	1,9				1,9
Compania de Petroleos de Chile S.A.			200 000	1,1				1,1
Compass Equity Fund	unités de fonds		20 000 000	34,0				34,0
Compass Group Plc			1 292 980	15,5				15,5
Compass Income Fund	unités de fonds					7,9		7,9
Compton Petroleum Corporation			215 000	0,9				0,9
Compucredit credit card master trust						15,9		15,9
Computer Associates International, Inc.			20 800	1,1				1,1
Computer Sciences Corporation			6 100	0,5				0,5
Computershare Limited			450 000	1,9				1,9
Compuware Corporation			13 400	0,3				0,3
Comverse Technology, Inc.			13 400	0,5				0,5
ConAgra Food, Inc.			105 200	4,0				4,0
Concert Industries Ltd [1]		A	4 246 712	30,4	15,8			46,2
Concord EFS, Inc.			18 200	1,0				1,0
Conexant Systems, Inc.			9 200	0,2				0,2

Connetics Corporation		B	64 879	1,2			1,2
Conoco Inc.			77 100	3,5			3,5
Conseco, Inc.			12 400	0,1			0,1
Consolidated Edison, Inc.			49 700	3,2			3,2
Constellation Energy Group, Inc.			5 900	0,3			0,3
Continental AG			92 800	2,0			2,0
Convergys Corporation			6 200	0,4			0,4
Converium Holding AG			139 601	10,8			10,8
Cookson Group Plc			2 584 009	5,8			5,8
CoolBrands International, Inc.			431 000	1,5			1,5
Cooper Industries, Inc.			3 400	0,2			0,2
Cooper Tire & Rubber Company			66 800	1,7			1,7
CorVel Corporation			47 250	2,5			2,5
Coreana Cosmetics Co., Ltd.			80 000	0,4			0,4
Coreco Inc. [1]		A	842 052	4,7			4,7
Corel Corporation			146 500	0,4			0,4
Corinthian Colleges, Inc.			32 100	2,1			2,1
Corning Incorporated			34 100	0,5			0,5
Corporacion Geo S.A. de C.V.			95 500	0,2			0,2
Corporacion Interamericana de Entretenimiento S.A.	classe B		85 801	0,3			0,3
Corporation Financière Canada-Vie			1 635 449	72,4			72,4
Corporation Financière Power		F, J	6 995 177	266,5			266,5
Corporation Hydrogénics			150 000	1,8			1,8
Corporation Minière Inmet			200 000	0,6			0,6
Cortefiel S.A.			561 067	5,0			5,0
Corus Entertainment Inc.	classe B		256 000	8,1			8,1
Corvas International Inc.		B	876 500	9,2			9,2
Corvis Corporation		C, E	553 980	2,9			2,9
Cosco Pacific Limited			1 208 000	1,0			1,0
Costco Wholesale Corporation			933 756	66,2			66,2
Cott Corporation			75 000	1,9			1,9
Counsel Corporation					6,0		6,0
Countrywide Credit Industries, Inc.			28 750	1,9			1,9
Cox Communications Inc.	classe A		65 000	4,3			4,3
Cox Radio, Inc.	classe A		18 800	0,8			0,8
Crane Co.			2 200	0,1			0,1
Creative Technology Limited			14 619	0,2			0,2
Credicorp Limited			8 000	0,1			0,1
Credit Saison Co., Ltd			141 000	4,4			4,4
Credit Suisse Group			371 074	25,3			25,3
Creo Products Inc.			485 293	9,9			9,9
Crestar Energy Inc.						8,5	8,5
Cristaleria de Chile			4 900	0,1			0,1
Crown Cork & Seal Company, Inc.			42 000	0,2			0,2

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
CryoCath Technologies Inc. [1]		B, J	2 370 000	19,8				19,8
CryptoLogic Inc.			10 000	0,3				0,3
Cubist Pharmaceuticals, Inc. [2]		B	808 000	46,4			46,4	
	bons de souscription	B	1 111 112	60,0			60,0	106,4
Cummins Engine Co., Inc.			1 500	0,1				0,1
Cymat Corp.			800 000	3,1				3,1
Cytovax Biotechnologies Inc.			220 000	0,5				0,5
D & K Healthcare Resources, Inc.			40 000	3,6				3,6
DBS Group Holdings Limited			1 101 898	13,1				13,1
DENTSU Inc.			59	0,4				0,4
DSM NV			100 600	5,9				5,9
DTE Energy Company			5 900	0,4				0,4
DVI Business Credit Receivables Corp.						15,9		15,9
DaeDuck Electronics Company Limited			62 759	1,0				1,0
Daelim Industrial Co., Ltd			35 000	0,6				0,6
Dah Sing Financial Group			442 400	3,3				3,3
Dai Nippon Printing Co., Ltd			218 000	3,5				3,5
Daifuku Co., Ltd			31 000	0,2				0,2
Daiichi Pharmaceutical Co., Ltd			5 000	0,2				0,2
Daimler Canada Finance Inc.						28,9		28,9
DaimlerChrysler AG			160 500	11,0				11,0
DaimlerChrysler Canada Finance Inc.						15,5		15,5
Daito Trust Construction Co., Ltd			600	-				-
Daiwa Securities Group Inc.			787 000	6,6				6,6
Dana Corporation			301 300	6,7				6,7
Danaher Corporation			5 200	0,5				0,5
Danske Bank Group			1 022 699	26,2				26,2
Darden Restaurants, Inc.			4 200	0,2				0,2
Dassault Systèmes S.A.			47 300	3,6				3,6
Datacraft Asia Limited			432 600	1,5				1,5
Datamark Inc.		A	490 600	1,6				1,6
Deere & Company			40 100	2,8				2,8
DelGro Corporation Limited			290 000	0,6				0,6
Delhaize - Le Lion - S.A.			47 650	4,0				4,0
Dell Computer Corporation			504 200	21,9				21,9
Delphi Automotive Systems Corporation			543 800	11,9				11,9
Delta Air Lines, Inc.			4 400	0,2				0,2
Delta Electronics Inc.			289 100	0,8				0,8

Delta Electronics Public Company Limited			258 940	0,3		0,3
Delta Gold Limited			1 226 359	2,3		2,3
Deluxe Corporation			2 400	0,2		0,2
Denso Corporation			376 000	8,0		8,0
Denway Motors Limited			6 618 600	3,3		3,3
Desc S.A. de C.V.	classe B		353 700	0,3		0,3
Descartes Systems Group Inc., The			595 614	7,1		7,1
Deutsche Bank AG			367 951	41,5		41,5
Deutsche Lufthansa AG			132 036	2,8		2,8
Deutsche Telekom AG			2 067 728	56,7		56,7
Devon Energy Corporation			4 500	0,3		0,3
Dexia			178 500	4,1		4,1
Diageo Plc			1 250 452	25,0		25,0
DiagnoCure Inc. [1]		B	1 928 400	1,7		1,7
Dillard's Inc.	classe A		3 000	0,1		0,1
Dimension Data Holdings Limited			593 900	1,1		1,1
Dimethaid Research Inc.			253 100	1,2		1,2
Disney (Walt) Co.			183 600	6,1		6,1
Distressed Opportunities International,Inc.			100	-		-
Distribucion y Servicio D&S S.A.			20 000	0,4		0,4
Dixons Group Plc			82 300	0,4		0,4
Dofasco Inc.			949 720	24,5	10,0	34,5
Dollar General Corporation			70 225	1,7		1,7
Dominion Resources Inc.			60 500	5,8		5,8
Domtar Inc. [1][2]		A, J	34 298 922	549,1		549,1
Donnelley (R.R) & Sons Company			54 400	2,6		2,6
Donohue Inc.		A			20,4	20,4
Douglas Holding AG			312 007	13,3		13,3
Dover Corporation			7 300	0,4		0,4
Dover Downs Entertainment, Inc.			318 900	7,8		7,8
Dow Chemical Company			127 901	6,9		6,9
Dow Jones & Company, Inc.			3 100	0,3		0,3
Dr. Reddy's Laboratories Limited	billets promissoires		7 800	0,2		0,2
Du Pont (E.I.) De Nemours & Company			70 600	4,8		4,8
Duane Reade Inc.			11 200	0,5		0,5
Duke Energy Corporation			311 800	19,5		19,5
Duke Realty Corporation		H	206 500	8,0		8,0
Dundee Bancorp Inc.	classe A		104 000	1,5	13,3	14,8
Duratex S.A.	privilégiées		4 055 403	0,1		0,1
Durect Corporation		B	1 080 539	20,0		20,0
Dynegy Inc.	classe A		222 000	9,0		9,0
Dynetek Industries Ltd			388 200	0,9		0,9
E-L Financial Corporation Limited			7 000	1,4		1,4
E.W. Scripps Company, The	classe A		13 500	1,4		1,4

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
E.on AG			598 146	49,6				49,6
EDP-Electricidade de Portugal, S.A.			838 900	3,1				3,1
EMC Corporation			376 400	8,1				8,1
EMI Group plc			701 753	5,8				5,8
EOG Resources, Inc.			4 200	0,3				0,3
East Japan Railway Company			1 417	10,9				10,9
Eastman Chemical Co.			22 000	1,4				1,4
Eastman Kodak Company			10 500	0,5				0,5
Eaton Corporation			8 000	1,0				1,0
Ecolab Inc.			16 500	1,1				1,1
Edison International			11 700	0,3				0,3
Edper Group Ltd					0,3			0,3
Education Management Corporation			8 900	0,5				0,5
Egis Rt.			5 000	0,3				0,3
Eisai Co., Ltd			346 000	13,7				13,7
El Paso Corporation			236 000	16,8				16,8
Elan Corporation plc			201 307	14,7				14,7
Eléctricas Brasileiras (Electrobrás), Centrais			100 000	1,1				1,1
Electricity Generating Authority of Thailand			264 500	0,4				0,4
Electrocomponents plc			1 028 270	12,8				12,8
Electrofuel Inc.			1 291 236	1,3				1,3
Electrolux AB	classe B		202 000	4,8				4,8
Electromed inc.	bons de souscription	B, J	535 725	-				-
Electronic Data Systems Corporation			476 850	52,2				52,2
Embotelladora Andina S.A.			14 800	0,2				0,2
Embotelladoras Arca S.A.	classe B		112 500	0,5				0,5
Embraer - Empresa Brasileira de Aeronautica S.A.			20 000	0,7				0,7
Embratel Participacoes S.A.			50 024 700	0,5			0,5	
	privilégiées		17 700 000	0,1			0,1	0,6
Emco Limited			700	-				-
Emera Inc.			599 400	10,0				10,0
Emerging Markets Chile Trust	unités de fonds		38	3,8				3,8
Emerging Markets S. Asian Funds	unités de fonds		442 029	5,8				5,8
Emerson Electric Co.			15 400	1,4				1,4
Emmis Communications Corporation	classe A		16 700	0,6				0,6
Empire Company Ltd	classe A		72 500	3,2				3,2
Empresa Brasileira de Compressores S.A.	privilégiées		497 000	0,3				0,3
Empresa Nacional de Electricidad, S.A.(Endesa)			80 860	1,3				1,3

Empresa Nacional de Telecomunicaciones S.A.			109 200	1,0		1,0
Empresas ICA Sociedad Controladora S.A. de C.V.			47 600	0,2		0,2
Enbridge Inc.			1 649 731	71,6		71,6
Endocare, Inc.			81 100	2,3		2,3
Enerflex Systems Ltd [2]		A, J	1 150 900	22,7		22,7
Energy and Metals Finance Limited					31,9	31,9
Enerplus Resources Corporation	unités	A, J	1 085 890	26,9		26,9
Engelhard Corporation			4 700	0,2		0,2
Enghouse Systems Limited		A	133 900	1,2		1,2
Enhanced mortgage-backed securities					35,0	35,0
Eniro AB			100 000	1,1		1,1
Enka Holding Yatirim A.S.			2 125 712	0,2		0,2
Enserco Energy Service Compagny Inc.			7 500	0,1		0,1
Ensign Resource Service Group Inc.		A, J	731 800	9,8		9,8
Ente Nazionale Idrocarburi			2 050 684	41,0		41,0
Entergy Corporation			59 000	3,7		3,7
Entreprises Microtec Inc., Les [1]		C	744 000	0,7		0,7
Epcor Utilities					24,8	24,8
Epcos AG			45 600	3,6		3,6
Equifax Inc.			5 200	0,2		0,2
Equitable PCI Bank, Inc.			112 522	0,1		0,1
Equity Office Properties Trust		H	339 900	16,3		16,3
Equity Residential Properties Trust		H	284 800	13,1		13,1
Eregli Demir Ve Celik Fabrikalari T.A.S			5 728 000	0,1		0,1
Ericsson (LM) Telephone Company	classe B		3 369 293	29,2		29,2
Esprit Holdings Limited			250 000	0,5		0,5
Essilor International S.A.			366 285	17,7		17,7
Établissements Économiques du Casino Guichard Perrachon SA			105 342	13,0		13,0
Ethan Allen Interiors Inc.			18 400	1,2		1,2
European Goldfields Limited			214 940	0,7		0,7
Exel plc			34 591	0,6		0,6
Exelon Corporation			82 400	6,3		6,3
Exfo Electro-Optical Engineering Inc.			106 438	2,0		2,0
Expeditors International of Washington,Inc.			39 000	3,5		3,5
Extended Stay America, Inc.			105 500	2,8		2,8
Extendicare Inc.	classe A		285 059	1,5		1,5
Exxon Mobil Corporation			3 057 678	191,8		191,8
F.V.I. Fondo de Valores Inmobiliario S.A.C.A.			38 180	0,2		0,2
FMC Corporation			19 800	1,9		1,9
FPL Group, Inc.			18 700	1,7		1,7
Fairfax Financial Holdings Limited			54 937	9,0		9,0
Fairmont Hotels & Resorts Inc.			868 634	32,9		32,9
Fairview Mall					14,5	14,5
Falconbridge Limited			4 893 897	78,7		78,7

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Family Dollar Stores, Inc.			6 200	0,3				0,3
Fannie Mae			1 045 151	132,6		738,4		871,0
Fanuc Ltd			83 200	5,7				5,7
Far Eastern Textile Ltd			709 551	0,4				0,4
Faro Technologies Inc.		E	118 069	0,4				0,4
Fauji Fertilizer Company Ltd			110 100	0,1				0,1
FedEx Corporation			33 100	2,7				2,7
Federal Home Loan Bank						51,5		51,5
Federated Department Stores			57 200	3,7				3,7
Ferreyros S.A.			373 169	0,1				0,1
Fiducie Garantie LNH						10,6		10,6
Fifth Third Bancorp			37 600	3,7				3,7
Filo S.A.	classe A	G	8 903 966	30,6			30,6	
	classe B	G	7 654 210	28,4			28,4	59,0
Financement Quebec						249,7		249,7
Financial Federal Corporation			55 400	2,8				2,8
Finning Intl Inc						6,7		6,7
Finning Ltd			769 949	15,4				15,4
First CMBS Issuer Corporation						57,0		57,0
First Commercial Bank			530 250	0,5				0,5
First Consulting Group, Inc.			14 500	0,4				0,4
First Consumers Master Trust						23,5		23,5
First Data Corporation			76 900	9,6				9,6
First Greensboro						16,4		16,4
First Greensboro Home Equity Loan Trust						4,0		4,0
First Philippine Holdings Corporation			199 853	0,2				0,2
First Source Loan						10,2		10,2
FirstEnergy Corp.			10 659	0,6				0,6
FirstRand Limited			5 884 100	5,8				5,8
Fiserv, Inc.			6 750	0,5				0,5
Fisher & Paykel Applicances Holdings Limited			20 900	0,1				0,1
Fisher & Paykel Healthcare Corporation Limited			20 063	0,2				0,2
FleetBoston Financial Corporation			125 336	7,3				7,3
Fluor Corporation			102 900	6,1				6,1
Fomento de Construcciones y Contratas S.A.			833 633	27,5				27,5
Fomento Economico Mexicano, S.A. de C.V.			30 079	1,7				1,7
Fonds d'Arbitrage Améthyste	unités de fonds		607 454	6,1				6,1
Fonds externes								

Autres pays d'Asie et d'Océanie	unités		1 103 640	62,4			62,4
Etats-Unis	unités		10 437 766	179,4			179,4
Europe	unités		8 008 302	136,5			136,5
Japon	unités		2 772 174	212,6			212,6
Marchés en émergence	unités		4 934 294	67,3			67,3
Royaume-Uni	unités		3 110 719	83,9			83,9
Ford Credit Canada					117,8		117,8
Ford Motor Company			808 801	20,3			20,3
Ford Otomotiv Sanayi A.S.			22 173 250	0,4			0,4
Fording Inc.			586 262	16,6			16,6
ForeningsSparbanken AB (Swedbank)			200 000	4,0			4,0
Forest Laboratories, Inc.			6 400	0,8			0,8
Formosa Chemicals & Fibre Corporation			859 680	0,9			0,9
Formosa Plastic Corporation			1 175 900	1,7			1,7
Fort Chicago Energy Partners L.P.	bons de souscription	A	206 250	0,5			0,5
Fortis Inc.			714 975	20,4	10,0		30,4
Fortune Brands, Inc.			59 700	3,8			3,8
Forzani Group Ltd., The	classe A		50 000	0,8			0,8
Foster's Group Limited			1 900 265	7,5			7,5
France Telecom S.A.			334 651	21,4			21,4
Franco-Nevada Mining Corporation Limited			1 246 295	29,4		29,4	
	bons de souscription		26 250	0,2		0,2	
	bons de souscription B		41 666	0,7		0,7	30,3
Franklin Resources, Inc.			43 700	2,5			2,5
Freddie Mac			707 945	73,9	232,0		305,9
Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc.	classe B		155 200	3,3			3,3
Fresenius Medical Care AG			108 139	6,0			6,0
Friends Provident plc			885 621	4,1			4,1
Fubon Group Co., Ltd			573 364	1,8			1,8
Fuji Fire and Marine Insurance Company,The			418 000	1,0			1,0
Fuji Machine Mfg. Co., Ltd			40 800	0,8			0,8
Fuji Photo Film Company, Ltd			471 000	26,8			26,8
Fuji Soft ABC Incorporated			27 400	1,7			1,7
Fuji Television Network, Incorporated			560	3,6			3,6
Fujisawa Pharmaceutical Company Limited			257 000	9,5			9,5
Fujitsu Ltd			2 673 000	31,1			31,1
Furukawa Electic Co., Ltd, The			65 000	0,6			0,6
G & K Services Inc.	classe A		120 200	6,2			6,2
GKN Plc			323 000	2,0			2,0
GMM Grammy PCLited			37 350	0,1			0,1
GRP					3,5		3,5
GSI Lumonics Inc.			374 900	5,2			5,2
GSNA-Unités Actions Sectoriel Nord Américains	unités de fonds		454 564	464,1			464,1
GST Telecommunications Inc.			239 600	-			-

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
GUS plc			872 810	13,1				13,1
Gabelli Asset Management Inc.			17 500	1,2				1,2
Gabriel Resources Ltd [2]			4 657 700	16,3				16,3
Galerie d'Anjou						20,8		20,8
Gallaher Group Plc			125 097	1,4				1,4
Gamuda Berhad			658 000	1,2				1,2
Gannett Co., Inc.			9 500	1,0				1,0
Gap, Inc., The			31 100	0,7				0,7
Gateway, Inc.			11 700	0,2				0,2
Gaz Métropolitain, Inc						8,5		8,5
Gazprom			37 500	0,6				0,6
Geac Computer Corporation Limited			4 224 273	31,2			31,2	
	bons de souscription		1 850 000	9,1			9,1	40,3
Gemstar-TV Guide International, Inc.			100 000	4,4				4,4
Genaissance Pharmaceuticals Inc. [2]		B	1 219 090	9,0				9,0
Génécan, Corporation Financière		A	2 912 342	-	-			-
General Dynamics Corporation			7 300	0,9				0,9
General Electric Co.			3 641 826	233,0				233,0
General Mills, Inc.			13 100	1,1				1,1
General Motors Acceptance Corporation of Canada, Ltd						79,5		79,5
General Motors Corporation			93 075	7,2			7,2	
	classe H		590 000	14,6			14,6	21,8
Générale de Santé		A, D	1 977 763	40,4				40,4
Genesis Trust						37,1		37,1
Gennum Corporation		A, J	538 200	7,8				7,8
Genoil Inc.			66 666	-				-
Genting International Plc			500	-				-
Genting Berhad			140 000	0,6				0,6
Genuine Parts Company			58 600	3,4				3,4
Genzyme Corporation			23 000	2,2				2,2
George Weston Limitée		A, J	694 178	71,8	128,0	7,6		207,4
Georgia-Pacific Group			52 629	2,3				2,3
Gerdau Metalurgica S.A.	privilégiées		17 434 908	0,4				0,4
Gigabyte Technology Co., Ltd			19 000	0,1				0,1
Gillette Company, The			1 196 124	63,8				63,8
Giordano International Limited			4 615 924	3,3				3,3
Givaudan SA			29 028	14,1				14,1
Glamis Gold Limited			342 300	2,0				2,0

GlaxoSmithKline Plc			3 553 799	143,7			143,7
Global Thermoelectric Inc.			306 200	2,2			2,2
Gloucester Credit Card Trust					61,5		61,5
Glyko Biomedical Ltd			206 600	1,4			1,4
Gold Fields Limited			750 400	5,8			5,8
Goldcorp Inc.			1 168 800	22,6		22,6	
	bons de souscription		42 000	0,3		0,3	22,9
Golden West Financial Corp.			47 900	4,5			4,5
Goldman Sachs Group, Inc., The			4 900	0,7			0,7
Good Morning Securities Company			181 600	1,3			1,3
Goodman Fielder Limited			300 000	0,3			0,3
Goodrich Corporation			64 900	2,8			2,8
Goodyear Tire & Rubber Company			366 200	13,9			13,9
Granada Plc			4 299 791	14,3			14,3
Grasim Industries Limited			35 015	0,3		0,3	
	billets promissoires		72 400	0,7		0,7	1,0
Great Lakes Chemical Corporation			1 800	0,1			0,1
Great-West Lifeco Inc.			1 797 496	61,7	4,0		65,7
Greencool Technology Holdings Limited			520 000	0,2			0,2
Greenstone Resources Ltd	bons de souscription		60 000	-			-
Greenwich Capital Commercial Funding Co					23,9		23,9
Groupe BMTC Inc.	classe A	A	60 500	1,0			1,0
Groupe CGI inc., Le	classe A	A, B, J	10 005 902	122,6			122,6
Groupe Crédit Newcourt Inc.					25,9		25,9
Groupe Danone, Le			104 313	20,3			20,3
Groupe Financier Partenaires Cartier Inc.		F	2 294 364	1,1			1,1
Groupe Intertape Polymer Inc., Le		A, J	456 532	6,0			6,0
Groupe Investors Inc.		F, J	4 302 234	109,7			109,7
Groupe Jean Coutu (PJC) Inc., Le	classe A	A, J	1 108 100	33,8			33,8
Groupe Laperrière & Verreault Inc. [1]	classe A	A	974 900	10,1			10,1
Groupe Publicis	bons de souscription		13 783	0,1			0,1
Groupe Royal Technologies Limitée			1 440 286	42,3	13,3		55,6
Groupe SNC-Lavalin inc.		A, D, J	3 661 700	105,8	20,4		126,2
Groupe Sodisco-Howden Inc.		A	1 116 643	1,7			1,7
Groupe Transcontinental G.T.C. Ltée	classe A	A, J	819 300	21,9	19,8	41,7	
	classe B	A	208 667	5,5		5,5	47,2
Groupe TVA inc.	classe B	A, J	2 087 566	22,5			22,5
Grupo Aeroportuario del Sureste S.A. deC.V.,			52 600	1,3			1,3
Grupo Bimbo SA de CV	classe A		121 800	0,4			0,4
Grupo Continental, S.A.			164 200	0,4			0,4
Grupo Dragados, S.A.			141 000	3,0			3,0
Grupo Elektra, S.A. de C.V.			432 600	0,4			0,4
Grupo Financiero Bancomer, S.A. de C.V.	classe O		1 750 000	2,5			2,5
Grupo Financiero Banorte S.A. de C.V.			636 430	2,1			2,1

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Grupo Iusacell S.A. de C.V.			17 419	0,1				0,1
Grupo Modelo S.A. de C.V.	classe C		127 200	0,5				0,5
Grupo Televisa S.A.			422 000	5,8				5,8
Guangdong Kelon Electrical Holdings Company Limited			2 000 000	0,5				0,5
Guardian Capital Group Limited	classe A	F	25 000	0,3				0,3
Gucci Group			44 371	6,0				6,0
Gudang Garam			1 162 000	1,5				1,5
Guidant Corporation			11 000	0,9				0,9
Guinness Peat Group plc			350 000	0,4				0,4
Gunma Bank Ltd, The			188 000	1,4				1,4
H Power Corp. [2]		B	6 458 335	32,2				32,2
HBOS plc			792 363	14,7				14,7
HCA Inc.			51 900	3,2				3,2
HEICO Corporation			67 700	1,6			1,6	
	classe A		5 500	0,1			0,1	1,7
HRS Arms Institutional Fund	unités de fonds	F	10 000 000	16,0				16,0
HSBC Holdings Plc			3 750 251	70,2				70,2
Haansoft Inc.			67 300	0,3				0,3
Haci Omer Sabanci Holding AS			158 965 000	1,4				1,4
Hagemeyer N.V.			85 000	2,5				2,5
Halliburton Company			15 500	0,3				0,3
Halma Plc			3 288 570	11,7				11,7
Hana Bank			268 902	5,5				5,5
Hana Microelectronics Public Compagny Limited			116 500	0,3				0,3
Hang Seng Bank Limited			496 500	8,7				8,7
Hansabank Ltd			35 399	0,5				0,5
Hanson Plc			1 646 449	18,1				18,1
Harley-Davidson, Inc.			10 900	0,9				0,9
Harmony Gold Mining Company Limited			70 000	0,7				0,7
Harrah's Entertainment, Inc.			4 000	0,2				0,2
Hart Trust						10,5		10,5
Hartford Financial Services			8 800	0,9				0,9
Hasbro, Inc.			6 200	0,2				0,2
Hays PLC			2 220 375	10,7				10,7
Headline Media Group Inc.			700 000	1,2				1,2
Health Care Receivable Security Program						16,3		16,3
Health Management Associates, Inc.	Classe A		8 800	0,3				0,3
Health Net Inc.			81 149	2,8				2,8

HealthExtras, Inc.		F	5 412	-			-
Healthsouth Corporation			14 100	0,3			0,3
Heineken N.V.			244 675	14,8		14,8	
	classe A		55 000	2,5		2,5	17,3
Heinz Co., H. J.			803 850	52,8			52,8
Hélicoptères Canadiens Limitée, Les	classe A		205 000	3,6			3,6
Hellenic Telecommunication Organization S.A.			276 515	7,2			7,2
Heller Financial Canada					17,1		17,1
Hemosol Inc.			379 100	2,8			2,8
Henderson China Holdings Limited			400 000	0,3			0,3
Henderson Land Development Company Limited			382 000	2,8			2,8
Hercules Incorporated			32 500	0,5			0,5
Hero Honda Motors Ltd.	billets promissoires		79 000	0,7			0,7
Héroux Inc. [1]		A	2 898 000	29,0			29,0
Hershey Foods Corporation			4 900	0,5			0,5
Hewlett-Packard Company			292 900	9,6			9,6
Hibbett Sporting Goods, Inc.			49 000	2,4			2,4
Hilton Group Plc			1 195 901	5,9			5,9
Hilton Hotels Corporation			132 800	2,3			2,3
Himachal Futuristic Comunications, Ltd.	billets promissoires		24 800	0,1			0,1
Hindalco Industries Ltd			44 150	1,0			1,0
Hindustan Lever Ltd	billets promissoires		539 200	4,0			4,0
Hindustan Petroleum Corporation Limited	billets promissoires		104 900	0,5			0,5
Hirose Electric Co., Ltd			56 000	6,1			6,1
Hitachi Software Engineering Co., Ltd.			1 900	0,1			0,1
Hitachi, Ltd			1 693 000	19,8			19,8
Hite Brewery Co., Ltd			7 500	0,5			0,5
Hockey Company, The [2]	bons de souscription	A	1 533 382	-			-
Holcim Ltd	classe B		84 903	29,2			29,2
Hollinger Inc.	privilégiées		300 500	3,0			3,0
Hollis Receivables Term Trust (TM)					53,2		53,2
Home Depot Inc., The			1 230 600	100,2			100,2
Hon Hai Precision Industry Co., Ltd			797 402	5,9			5,9
Honda Motor Co.			447 900	28,5			28,5
Honeywell International Inc.			29 300	1,6			1,6
Hong Kong and China Gas Company Ltd			3 541 282	6,9			6,9
Hong Kong Electric Holdings Ltd			727 000	4,3			4,3
Hong Leong Credit Berhad			110 000	0,3			0,3
Hongkong and Shanghai Hotels, Limited,The			350 000	0,2			0,2
Hongkong Land Holdings Limited			614 000	1,9			1,9
Horizon Fund					17,1		17,1
Hotel Shilla Co., Ltd			50 000	0,5			0,5
Hôtels Quatre Saisons Inc.			106 845	8,0			8,0
Household Financial Corporation of Canada					25,1		25,1

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Household International, Inc.			16 500	1,5				1,5
Housing Development Finance Corporation Limited			51 700	1,1				1,1
Hoya Corporation			47 700	4,5				4,5
Hua Nan Financial Holdings Co., Ltd.			514 500	0,5				0,5
Huaneng Power International, Inc.			600 000	0,6				0,6
Hub Power Company Limited, The			381 500	0,2				0,2
Hughes Software Systems Limited	billets promissoires		4 500	-				-
Hughes Supplys, Inc.			89 300	4,4				4,4
Humana Inc.			6 100	0,1				0,1
Humax Co., Ltd			51 500	2,0				2,0
Hummingbird Ltd			210 400	6,3				6,3
Huntington Bancshares Incorporated			9 100	0,2				0,2
Hurricane Hydrocarbons Ltd	classe A		15 400	0,2				0,2
Husky Energy Inc.			1 696 959	27,9				27,9
Hutchison Whampoa Limited			2 037 911	31,4				31,4
Hynix Semiconductor Inc.			732 500	2,2				2,2
Hyosung Corporation			37 856	0,6				0,6
Hyundai Department Store Co., Ltd.			28 800	1,0				1,0
Hyundai Motor Company Ltd			171 356	5,6				5,6
Hyundai Securities Company			23 230	0,4				0,4
i2 Technologies, Inc.			12 500	0,2				0,2
i-CABLE Communications Limited			425 000	0,4				0,4
iManage Inc.		B	7 890	0,1				0,1
iRegent Group Limited	bons de souscription		495 800	-				-
iShares Russell 2000 Index Fund			750 000	119,4				119,3
iUnit S&P/TSE 60	unités de fonds indexés		3 983 600	176,5				176,5
IAMGOLD Corporation			100 000	0,4				0,4
ID Biomedical Corporation			176 400	1,2				1,2
IDB Development Corporation Ltd.			12 500	0,6				0,6
IHC Caland NV			79 639	5,9				5,9
IHOP Corp.			26 400	1,2				1,2
IJM Corporation Berhad			320 000	0,6				0,6
IMS Health Incorporated			10 600	0,3				0,3
INSCAPE corporation [2]	classe B	A	525 300	8,0				8,0
IOI Corporation Berhad			1 390 000	2,2				2,2
IPL Inc.	classe A	A	595 500	8,2				8,2
IPSCO Inc.			269 600	5,0				5,0
IRSA Inversiones y Representaciones S.A.	classe B		98 081	0,1				0,1

ITC Limited	billets promissoires		94 100	2,1			2,1	
			95 400	2,4			2,4	4,5
ITO EN, LTD			50 000	3,3				3,3
ITOCHU TECHNO-SCIENCE Corporation			3 100	0,2				0,2
ITT Industries Inc.			19 400	1,6				1,6
Iceland Group Plc			320 386	1,3				1,3
Illinois Tool Works, Inc.			631 626	68,3				68,3
Immunex Corporation			67 600	3,0				3,0
Impala Platinum Holdings Limited			43 300	3,2				3,2
Imperial Chemical Industries, Plc			508 946	4,5				4,5
Imperial Holdings Limited			130 600	1,0				1,0
Imperial Tobacco Group Plc			193 096	4,1				4,1
Inco Limitée			5 611 763	151,8			151,8	
	bons de souscription		72 500	0,4			0,4	152,2
India Fund Inc., The			98 700	1,5				1,5
Indofood Sukses Makmur			5 071 500	0,5				0,5
Industria de Diseno Textil, S.A. (Inditex)			255 385	7,8				7,8
Industrielle-Alliance, Compagnie d'Assurance sur la Vie, L'		A, J	695 659	32,5		74,9	107,4	
	privilégiées	F	3 000 000	83,0	71,5		154,5	261,9
Industrielle-Vie, Cie d'assurance						16,9		16,9
Industries Avcorp Inc., Les		A	346 539	0,5				0,5
Industries Dorel Inc., Les	classe B	A, J	617 800	19,8				19,8
Inex Pharmaceuticals Corporation			137 500	1,2				1,2
Infineon Technologies AG			211 882	6,9				6,9
Inflazyme Pharmaceuticals Ltd		B, J	2 520 800	5,8				5,8
InfoSpace, Inc.		C	94 122	0,3				0,3
Information Services International-Dentsu, Ltd			12 400	1,2				1,2
Infosys Technologies Limited			3 000	0,3			0,3	
	billets promissoires		28 300	3,8			3,8	4,1
Ingersoll-Rand Company			6 100	0,4				0,4
Ingram Micro Inc.	classe A		74 300	2,1				2,1
Innovation Group Plc, The			86 920	0,7				0,7
Insurance Auto Auctions, Inc.			79 600	1,8				1,8
Intel Corporation			2 606 546	130,9				130,9
Interactive Data Corporation			288 200	6,5				6,5
Interbrew			330 097	14,4				14,4
Intermune Pharmaceuticals, Inc.		B	170 354	13,4				13,4
International Business Machines Corp.			661 631	127,8				127,8
International Finance Participation Trust	unités de fonds		1 000	0,2				0,2
International Flavors & Fragrances Inc.			3 400	0,2				0,2
International Forest Products Limited	classe A		49 000	0,2				0,2
International Game Technology			6 000	0,7				0,7
International Hospitality Inc.			4 099 831	0,1				0,1
International Paper Company			27 900	1,8				1,8

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
International Power Plc			572 971	2,7				2,7
International Speedway Corporation	classe A		32 700	2,0				2,0
Internationale Nederlanden Groep NV			1 484 187	60,4				60,4
Interpublic Group of Companies, Inc.			62 400	2,9				2,9
IntesaBCI S.p.A.			3 635 967	14,5				14,5
Intl Bk Recon , Dev						3,6		3,6
Intuit Inc.			7 600	0,5				0,5
Invensys Plc			1 735 705	4,8				4,8
Inventronics Limited	bons de souscription	F	40 000	-				-
Investec Group Limited			33 400	0,7				0,7
Investment Company of China	unités de fonds		27 600	0,1				0,1
Investors Emerging Markets Taiwan III	unités de fonds		1 198 472	2,1				2,1
Investors Emerging Markets Taiwan IV	unités de fonds		77 325 589	87,1				87,1
Investors Group Inc.						35,4		35,4
Irish Life & Permanent plc			180 000	2,9				2,9
Iscor Limited			677 000	1,0				1,0
Isotechnika Inc.			527 200	2,4				2,4
Ispat International NV			126 374	0,4				0,4
Israel Chemicals Limited			685 700	1,2				1,2
Israel Corporation Limited				-				-
Israel Electric Corp Ltd						16,5		16,5
Ista Pharmaceuticals Inc.		B	58 392	0,6				0,6
Itausa - Investimentos Itau S.A.	privilégiées		449 794	0,7				0,7
Ito-Yokado Co., Ltd			145 000	10,5				10,5
Itochu Corporation			399 224	1,4				1,4
J. C. Penney Company, Inc.			9 500	0,4				0,4
J.P. Morgan Chase & Co.			345 920	20,1				20,1
JD Group Limited			75 500	0,3				0,3
JD Wetherspoon			39 815	0,4				0,4
JDN Realty Corporation		H	193 500	3,8				3,8
JDS Uniphase Corporation		B, J	51 800	0,7				0,7
JSC Mining & Smelting Company Noritsk Nickel			69 700	1,9				1,9
Jabil Circuit, Inc.			7 100	0,3				0,3
James Hardie Industries Limited			150 000	0,7				0,7
Japan Airline Company, Ltd			515 000	2,0				2,0
Japan Tobacco Inc.			310	3,1				3,1
Jardine Fleming India Fund			96 776	1,1				1,1
Jazztel Plc		C	162 093	1,4				1,4

Jefferson Smurfit Group Plc			866 549	3,0		3,0
Jefferson-Pilot Corporation			5 400	0,4		0,4
John Deere Credit Inc.					40,0	40,0
John Fairfax Holdings Ltd			1 429 240	4,5		4,5
John Hancock Financial Services Inc.			185 800	12,2		12,2
John Hancok Canadian CP					6,6	6,6
John Wiley & Sons, Inc.	classe A		49 800	1,8		1,8
Johnson & Johnson			1 402 434	132,3		132,3
Johnson Controls, Inc.			3 500	0,5		0,5
Johnson Electric Holdings Limited			6 200 920	10,4		10,4
Johnson Matthey Plc			527 545	11,7		11,7
Jones Apparel Group, Inc.			47 625	2,5		2,5
Julius Meinl International AG			10 449	0,1		0,1
Juniper Networks, Inc.			50 000	1,5		1,5
KB HOME			1 800	0,1		0,1
KCE Electronics Public Company Limited			83 030	0,1		0,1
KGHM Polska Miedz S.A.			112 449	0,6		0,6
KLA-Tencor Corporation			6 700	0,5		0,5
KT Freetel		C, J	4 381 650	227,9		227,9
Kana Software, Inc.		B	352 895	11,0		11,0
Kaneka Corporation			645 000	6,3		6,3
Kao Corp.			219 000	7,3		7,3
Kasten Chase Applied Research Limited			103 300	0,4		0,4
Kawasaki Heavy Industries, Ltd			1 300 000	1,9		1,9
Kaydon Corporation			90 900	3,3		3,3
Kellogg Company			14 600	0,7		0,7
Keppel Corporation Limited			1 094 000	2,7		2,7
Kerr-McGee Corporation			3 600	0,3		0,3
KeyCorp			91 800	3,6		3,6
KeySpan Corporation			5 000	0,3		0,3
Keyence Corporation			13 700	3,6		3,6
Kidde Plc			864 437	1,3		1,3
Kimberly-Clark Corporation			188 422	18,0		18,0
Kimberly-Clark de Mexico, S.A. de C.V.	classe A		140 700	0,7		0,7
Kinder Morgan, Inc.			4 000	0,4		0,4
King Pharmaceuticals, Inc.			8 900	0,6		0,6
Kingfisher			715 249	6,7		6,7
Kingsway Financial Services Inc.			748 400	15,0		15,0
Kirin Brewery Company, Limited			426 000	4,9		4,9
Kmart Corporation			18 000	0,2		0,2
Knight-Ridder, Inc.			3 000	0,3		0,3
Koc Holding A.S.			38 530 000	1,6		1,6
Kohl's Corporation			12 100	1,4		1,4
Kokusai Securities Co., Ltd.			148 000	1,4		1,4

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Komatsu Ltd			696 000	4,0				4,0
Komercni Banka, a.s.			30 898	1,4				1,4
Konami Co., Ltd			9 500	0,5				0,5
Koninklijke (Royal) Philips ElectronicsN.V.			1 235 779	58,6				58,6
Koninklijke Ahold NV			687 050	31,9				31,9
Kookmin Bank			340 510	20,6				20,6
KorAm Bank		D	6 437 258	93,5			93,5	
	privilégiées	D	868 819	10,2			10,2	103,7
Korea Development Bank						6,3		6,3
Korea Electric Power Corporation			173 900	4,6				4,6
Korea Information & Communications Company Ltd		C	621 076	11,7				11,7
Korea Telecom Corporation			87 200	3,8				3,8
Korea Tobacco & Ginseng Corporation			86 510	1,2				1,2
Korea Zinc Co., Ltd			12 880	0,3				0,3
Korean Air Lines Co., Ltd			92 682	0,9				0,9
Koyo Seiko Co., Ltd			600 000	3,4				3,4
Kraft Foods Inc.	classe A		908 000	49,3				49,3
Kroger Co., The			331 755	11,1				11,1
Kuala Lumpur Kepong Berhad			200 000	0,4				0,4
Kumba Resources Limited			143 100	0,6				0,6
Kuoni Reisen Holding AG			3 932	1,7				1,7
Kyocera Corporation			70 700	7,4				7,4
L'Oréal SA			25 660	3,0				3,0
LG Chem Investment, Ltd			67 435	0,7				0,7
LG Chem, Ltd			6 600	0,2				0,2
LG Electronics Inc.			130 228	3,9				3,9
LG Household & Health Care Ltd			1 600	0,1				0,1
LINTEC Corporation			47 000	0,5				0,5
LSI Logic Corporation			13 200	0,3				0,3
LVMH (Louis Vuitton Moet Hennessy)			58 515	3,8				3,8
Labopharm Inc.		B, J	642 300	7,1				7,1
Laboratoires AEterna Inc., Les			458 800	4,4				4,4
Lafarge SA			55 755	8,3				8,3
Lafayette Street, LLC						92,7		92,7
Lagardere S.C.A.			258 314	17,3				17,3
Laidlaw Inc. (ex-Scott's hosp.)						4,5		4,5
Lamar Advertising Company			50 894	3,4				3,4

Land & House Public Company Limited			239 524	0,3		0,3	
	bons de souscription		58 100	-		-	0,3
Land Securities			354 064	6,4			6,4
Lang Corporation Limited			40 000	0,4			0,4
Larsen & Toubro Ltd	billets promissoires		75 800	0,5		0,5	
			42 300	0,5		0,5	1,0
Lassonde Industries inc. [1]	classe A	A	307 800	5,1			5,1
Latin American Small Capital	unités de fonds		97 059	1,1			1,1
Lattice Group plc			1 211 787	4,4			4,4
Leader Industries Inc.		A	10 000	-			-
Lear Corporation			40 000	2,4			2,4
Learning Tree International, Inc.			89 300	4,0			4,0
Lebanon Holdings			10 700	0,1			0,1
Legacy Hotels Reit					50,4		50,4
Legal & General Group Plc			4 404 749	16,3			16,3
Legend Holdings Limited			3 152 000	2,6			2,6
Leggett & Platt, Incorporated			67 200	2,5			2,5
Lehman Brothers Holdings Inc.			34 600	3,7			3,7
Leitch Technology Corporation			302 203	3,6			3,6
Lend Lease Corporation Limited			40 000	0,4			0,4
Leon's Furniture Limited			18 800	0,4			0,4
Lever Brother Pakistan Ltd			3 000	0,1			0,1
Lexicon Genetics Incorporated		B	1 201 500	22,1			22,1
Lexmark International Group, Inc.	classe A		31 800	3,0			3,0
Li & Fung Ltd			1 408 572	2,5			2,5
Liberty Corporation, The			27 000	1,8			1,8
Liberty Group Limited			321 840	2,4			2,4
Liberty Média Corporation	classe A		251 100	5,6			5,6
Ligand Pharmaceuticals Inc.	bons de souscription	B	75 959	1,3			1,3
Lilly (Eli) & Company			433 127	54,3			54,3
Limited, Inc., The			15 400	0,4			0,4
Limtech Lithium Metal Technologies Inc. [1]		B	6 932 500	1,5			1,5
Linamar Corporation			1 625 348	21,1			21,1
Lincare Holdings Inc			66 200	3,0			3,0
Lincoln National Corporation			156 800	12,2			12,2
Lindsey Morden Group Inc					3,8		3,8
Linear Technology Corporation			11 400	0,7			0,7
Lion Bioscience AG		B	334	-			-
Lion Nathan Limited			100 000	0,4			0,4
Liquidation World Inc. [1][2]		A	1 054 200	10,5			10,5
Liz Claiborne, Inc.			27 100	2,2			2,2
Lloyds TSB Group Plc			3 140 868	54,4			54,4
Loblaw Compagnies Limitée		A, J	2 627 369	136,6	63,1		199,7
Lockheed Martin Corp.			94 600	7,0			7,0

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Loewen Group Inc., The						12,8		12,8
Loews Corporation			34 100	3,0				3,0
Logica plc			129 017	1,9				1,9
Lorus Therapeutics Inc.		B, J	1 601 386	2,1				2,1
Louisiana-Pacific Corporation			74 800	1,0				1,0
Lowe's Companies, Inc.			769 400	57,0				57,0
Lucent Technologies Inc.			153 000	1,5				1,5
Lukoil Holding			282 400	8,7				8,7
Lung Kee (Bermude) Holdings Limited			589 894	0,1				0,1
Luxell Technologies Inc.			1 906 915	6,4			6,4	
	bons de souscription		860 715	-			-	6,4
Luxottica Group S.p.A.			107 000	2,8				2,8
Lyondell Petrochemical Company			41 800	1,0				1,0
mm02 plc			3 315 444	6,7				6,7
M-Cell Limited			381 600	0,7				0,7
MAAX Inc. [1]		A, J	2 635 064	34,9				34,9
MBC-Unités Actions Canadiennes Multi Styles	unités de fonds		100 925	113,3				113,3
MBI-Unité Actions Asiatiques	unités de fonds		47 041	45,7				45,7
MBI-Unité Actions EAFE	unités de fonds		411 694	420,9				420,9
MBI-Unités Actions Américaines	unités de fonds		103 037	108,9				108,9
MBI-Unités Actions Européennes	unités de fonds		67 540	70,3				70,3
MBIA Inc.			52 100	4,5				4,5
MBNA Canada Bank						33,6		33,6
MBNA Corporation			61 600	3,5				3,5
MDS Inc.			1 400 843	26,5				26,5
MDSI Mobile Data Solutions Inc.			27 600	0,2				0,2
MG Technologies AG			284 734	3,8				3,8
MGI Software Corp.			121 000	0,1			0,1	
	bons de souscription		35 000	-			-	0,1
MGIC Investment Corporation			614 806	60,6				60,6
MLP AG			18 562	2,2				2,2
MM-Unités Monétaire Canadien	unités de fonds		5 018	50,2				50,2
MOSAID Technologies Incorporated			50 000	0,7				0,7
MSF						5,1		5,1
MTR Corporation Limited			101 200	0,2				0,2
MacDonald, Dettwiler and Associates Ltd			100 000	2,8				2,8
Mack-Cali Realty Corporation		H	133 400	6,6				6,6
Mackenzie Income Trust						6,1		6,1

Macquarie Bank Limited			56 600	1,7			1,7
Macquarie Infrastructure Group			788 353	2,3			2,3
Magna International Inc.	classe A		628 191	63,5			63,5
Magyar Olaj-es Gazipari Rt.			72 641	2,1			2,1
Magyar Tavkozlesi Rt.			622 732	3,3			3,3
Mahanagar Telephone Nigam Limited	billets promissoires		172 500	1,0			1,0
Malakoff Berhad			759 000	1,1			1,1
Malayan Banking Berhad			370 500	1,3			1,3
Malaysia International Shipping Corporation Berhad			722 000	2,1			2,1
Malaysian Pacific Industries Berhad			22 000	0,1			0,1
Manitoba Telecom Services Inc.			986 111	34,2			34,2
Manor Care, Inc.			3 700	0,1			0,1
Mansfield Trust						15,4	15,4
Manulife Capital Trust						47,1	47,1
Marathon Oil Corp			11 100	0,5			0,5
Marconi Plc			252 607	0,2			0,2
Marcopolo S.A.	privilégiées		115 044	0,3			0,3
Maritimes & Northeast Pipeline LtdPartnership						9,2	9,2
Marks & Spencer Plc			1 529 524	12,8			12,8
Marriott International Inc.			8 700	0,6			0,6
Marsh & McLennan Companies, Inc.			148 400	25,5			25,5
Marubeni Corporation			83 000	0,1			0,1
Marui Co., Ltd			72 000	1,4			1,4
Masco Corp.			52 100	2,0			2,0
Masisa S.A.			35 356	0,7			0,7
Masonite International Corporation			637 400	12,6			12,6
Matsushita Communication Industrial Co., Ltd			8 300	0,4			0,4
Matsushita Electric Industrial Cie Ltd			535 000	11,0			11,0
Mattel, Inc.			15 600	0,4			0,4
Matthews International Corporation	classe A		34 700	1,4			1,4
Maxim Integrated Products, Inc.			857 163	71,8			71,8
May Department Stores Company			61 900	3,7			3,7
Mayne Nickless Limited			100 000	0,6			0,6
Maytag Corp.			2 800	0,1			0,1
Mazarin inc. [1]		A	4 722 738	2,1	10,0		12,1
Mazda Motor Corporation			1 101 000	3,1			3,1
McDATA Corporation	classe A		2	-			-
McDermott International, Inc.			2 200	-			-
McDonald's Corporation			131 400	5,6			5,6
McGraw-Hill Companies Inc.			7 000	0,7			0,7
McKesson Corporation			38 000	2,3			2,3
Mead Corp.			39 700	2,0			2,0
MedImmune, Inc.			7 700	0,6			0,6
MedQuist Inc.			34 500	1,6			1,6

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Medicis Pharmaceutical Corporation	classe A		6 700	0,7				0,7
Mediolanum SPA			171 100	2,5				2,5
Medtronic, Inc.			1 393 029	113,9				113,9
Meitec Corporation			3 200	0,1				0,1
Mellon Financial Corporation			144 200	8,7				8,7
Men's Wearhouse, Inc., The			64 900	2,1				2,1
Merck & Co., Inc.			976 932	91,7				91,7
Merck KGaA			42 377	2,5				2,5
Mercury Interactive Corporation			3 000	0,2				0,2
Meredith Corporation			1 800	0,1				0,1
Meridian Funfing Co. LLC						15,9		15,9
Meridian Gold Inc.			951 364	15,6				15,6
Merril Lynch Financial Asset Inc						4,1		4,1
Merrill Lynch & Company, Inc.			186 000	15,5				15,5
Merrill Lynch Canada Finance Company						33,4		33,4
Merrill Lynch Mortage Loans Inc.						89,0		89,0
MetLife, Inc.			92 200	4,7				4,7
Methanex Corporation			292 400	2,6				2,6
Metro AG			135 200	7,7				7,7
Metro Cash & Carry Limited			1 888 700	0,6				0,6
Métro Inc.	classe A		583 700	20,8				20,8
Metro-Goldwyn-Mayer Inc.		C, J	4 985 590	174,3				174,3
Metropolitan Bank & Trust Company			222 406	1,4				1,4
Micro-Star International Co., Ltd.			19 000	0,1				0,1
Microcell Télécommunications Inc. [1/2]	classe B	A, C, J	41 092 372	158,2		37,3		195,5
Micrologix Biotech Inc.			369 600	0,4				0,4
Micron Technology, Inc.			39 300	1,9				1,9
Microsoft Corporation			1 813 301	191,8				191,8
Migros Turk Ticaret			4 947 090	0,7				0,7
Millennium Chemicals Inc.			38 266	0,8				0,8
Millipore Corporation			1 700	0,2				0,2
Mindready Solutions Inc.			350 000	1,3				1,3
Minebea Co., Ltd			868 000	7,5				7,5
Mines Agnico-Eagle Limitée			1 191 496	18,7				18,7
Mines Lyon Lakes ltée		A				-		-
Mines McWatters inc., Les			3 349 691	0,2			0,2	
	privilégiées		2 554 843	0,1			0,1	0,3
Minnesota Mining and Manufacturing Company			14 800	2,8				2,8

Mirant Corporation			14 400	0,4			0,4
Misys Plc			1 217 900	9,2			9,2
Mitsubishi Chemical Corporation			48 000	0,2			0,2
Mitsubishi Corporation			715 000	7,4			7,4
Mitsubishi Electric Corporation			361 000	2,2			2,2
Mitsubishi Estate Co., Ltd			1 131 000	13,2			13,2
Mitsubishi Heavy Industries, Ltd			1 809 000	7,7			7,7
Mitsubishi Motors Corporation			671 000	1,8			1,8
Mitsubishi Tokyo Financial Group, Inc.			1 786	19,1			19,1
Mitsui & Co., Ltd			46 000	0,4			0,4
Mitsui Chemicals Inc.			606 000	3,1			3,1
Mitsui Fudosan Co.			1 269 000	15,5			15,5
Mitsui Sumitomo Insurance Company, Limited			628 000	4,7			4,7
Mitsumi Electric Company, Ltd.			60 700	1,1			1,1
Mizuho Holdings, Inc.			1 803	5,9			5,9
Molex Incorporated			7 100	0,4			0,4
Molson Inc.	classe A		3 488 528	97,7	18,2	115,9	
	classe B		870 088	24,4		24,4	140,3
Moody's Corp.			5 600	0,4			0,4
Moore Corporation Limited			523 700	8,0			8,0
Morgan Stanley Dean Witter & Co.			102 200	9,1			9,1
Morguard Real Estate Investment Trust					12,9		12,9
Mosaic Group Inc.			4 129 492	16,7			16,7
Motorola, Inc.			130 440	3,1			3,1
Muenchener Rueckversicherungs-Gesellschaft AG			85 354	37,0			37,0
Multi-Strategy Fund Limited	unités de fonds		244 587	58,2			58,2
Murata Manufacturing Co., Ltd			356 600	34,1			34,1
NCR Corporation			3 500	0,2			0,2
NEC Corporation			1 688 000	27,5			27,5
NGK Insulators, Ltd			240 000	2,8			2,8
NHC Communications Inc.	bons de souscription	A	187 500	-			-
NICOR Inc.			1 600	0,1			0,1
NOVA Chemicals Corporation			2 824 155	86,8	5,0		91,8
NSI Global Inc.			5 000 000	3,6			3,6
NSK Ltd			433 000	2,4			2,4
NTT Data Corporation			200	1,1			1,1
NTT DoCoMo, Inc.			4 481	84,1			84,1
NVIDIA Corporation			5 200	0,6			0,6
Nabors Industries, Inc.			5 100	0,3			0,3
Nampak Limited			415 400	0,7			0,7
Nan Ya Plastic Corporation			1 884 120	2,3			2,3
National Australia Bank Limited			532 355	15,9			15,9
National Bank of Greece S.A.			27 730	1,1			1,1
National City Corporation			101 200	4,7			4,7

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
National Development Bank Limited			58 764	0,1				0,1
National Grid Group			1 500 117	14,9				14,9
National Petrochemical Public Company			58 483	0,1				0,1
National Semiconductor Corporation			11 300	0,6				0,6
Nationwide Financial Services, Inc.	classe A		200 000	13,2				13,2
Navistar International Corporation			2 100	0,1				0,1
Nedcor Limited			188 545	3,1				3,1
Neptune Orient Lines Limited			100 000	0,1				0,1
Nestle (Malaysia) Berhad			112 000	1,0				1,0
Nestle India Ltd.	billets promissoires		28 000	0,5				0,5
Nestlé S.A.			262 141	89,2				89,2
NetScout System, Inc.		D	30 608	0,4				0,4
Network Appliance, Inc.			11 900	0,4				0,4
Network Commerce Inc.		A	5 040	-				-
Neurochem Inc. [1]		B	2 127 607	10,2			10,2	
	bons de souscription	B	108 363	0,3			0,3	10,5
Neuroscience Pharma (NPT) Inc.	bons de souscription	B	59	11,3				11,3
New Century Holding V	unités de fonds		402	0,1				0,1
New Century Fd Ped III	unités de fonds		195	-				-
New Century Funds IX	unités de fonds		534	0,7				0,7
New Century Funds XII	unités de fonds		1 081	0,6				0,6
New World Development Company Ltd			532	-				-
New York Times Co			5 500	0,4				0,4
Newcrest Mining Limited			60 000	0,2				0,2
Newell Rubbermaid Inc.			94 000	4,1				4,1
Newmont Mining Corporation			382 100	11,7				11,7
News Corporation Limited, The			987 128	12,6			12,6	
	privilégiées		469 424	5,0			5,0	17,6
Nexen Inc.			2 556 076	79,4		13,9		93,3
Nexfor inc.		A, J	2 533 487	19,0				19,0
Nexia Biotechnologies inc. [1]		B	3 102 544	14,1			14,1	
	bons de souscription	B	33 333	0,1			0,1	14,2
Next Plc			294 814	6,1				6,1
Nextcard Credit Card Master Note Trust						23,7		23,7
Nextel Communications Inc.	classe A		744 200	13,0				13,0
NiSource Inc.			7 500	0,3				0,3
Niagara Mohawk Holdings Inc.			5 800	0,2				0,2
Nichicon Corporation			2 000	-				-

Nidec Corporation			5 500	0,5		0,5
Nien Hsing Textile Co., Ltd			180 000	0,2		0,2
Nike, Inc.	classe B		19 200	1,7		1,7
Nikko Securities Co., Ltd, The			353 000	2,5		2,5
Nikon Corporation			252 000	3,1		3,1
Nintendo Company Ltd			103 400	28,9		28,9
Nippon Mitsubishi Oil Corporation			69 000	0,4		0,4
Nippon Steel Corporation			2 516 000	5,8		5,8
Nippon System Development Co., Ltd.			2 000	0,1		0,1
Nippon Telegraph and Telephone Corporation			5 843	30,4		30,4
Nippon Television Network Corporation			9 000	3,1		3,1
Nippon Unipac Holding			468	3,3		3,3
Nissan Motor Co., Ltd			2 345 000	19,9		19,9
Nitto Denko Corporation			150 000	5,5		5,5
Noble Affiliates, Inc.			10 400	0,6		0,6
Noble China Inc.			610 000	0,3		0,3
Noble Drilling Corporation			4 800	0,3		0,3
Nokia Oyj	classe A		2 675 370	110,1		110,1
Nomura Securities Co., Ltd, The			1 429 000	29,2		29,2
Norampac inc.		A			36,4	36,4
Noranda Inc.			1 397 814	21,0		21,0
Nordea AB			2 209 647	18,7		18,7
Nordea AG			561 009	4,8		4,8
Nordstro, Inc.			4 800	0,2		0,2
Norfolk Southern Corporation			1 351 800	39,6		39,6
Normandy Mining Limited			258 805	0,4		0,4
Norsk Hydro			46 600	3,1		3,1
Norske Skog Canada Limited			5 598 870	38,1		38,1
Norske Skogindustrier ASA	classe A		228 248	6,8		6,8
Nortel Inversora S.A.	privilégiées Serie B		9 196	0,1		0,1
Nortel Networks Corporation		C, J, L	87 238 529	1 038,1		1 038,1
North American Palladium Ltd			182 400	1,7		1,7
Northern Trust Corp.			549 711	52,8		52,8
Northrop Grumman			21 800	3,5		3,5
Northwest Airlines Corporation			40 000	1,0		1,0
Norwest Financial Canada Company					26,3	26,3
Novartis AG			1 323 163	76,3		76,3
Novell Inc.			13 100	0,1		0,1
Novellus Systems, Inc.			11 200	0,7		0,7
Noven Pharmaceuticals, Inc.			85 000	2,4		2,4
Novo Nordisk A/S	classe B		51 470	3,4		3,4
Npf 12 001 A					31,9	31,9
Nucor Corporation			2 800	0,2		0,2
Nurun Inc.		A	436 800	1,3		1,3

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
O'Reilly Automotive, Inc.			49 700	2,9				2,9
OBL-Unités Obligations Canadiennes CorePlus	unités de fonds		5 038	49,5				49,5
OJI Paper Co., Ltd			730 000	4,6				4,6
OKI Electric Industry Company, Limited			62 000	0,3				0,3
OTP Bank Rt.			35 140	3,4				3,4
Obayashi Corporation			646 000	2,9				2,9
Occidental Petroleum Corporation			51 276	2,2				2,2
Ocean Energy Inc.			80 000	2,5				2,5
Office Depot, Inc.			11 100	0,3				0,3
Old Mutual Plc			4 427 400	8,9				8,9
Olympus Optical Co., Ltd			40 000	0,9				0,9
Omnicom Group			6 700	1,0				1,0
Omron Corporation			91 000	1,9				1,9
OneSource Information Services, Inc.			71 000	1,1				1,1
Onex Corporation			1 359 347	30,5				30,5
Onpa International Public Company Limited		D	30 260 000	1,6				1,6
Open Text Corporation			154 137	7,3				7,3
Optimal Robotics Corp.	classe A		46 000	2,6				2,6
Optimum General Inc.	classe A	F	150 000	0,4				0,4
Oracle Corporation			1 096 500	24,2				24,2
Oracle Corporation Japan			33 800	3,3				3,3
Orange SA			938 319	13,6				13,6
Orbotech, Ltd			30 600	1,5				1,5
Orchestream Holdings plc		C, J	488 954	0,3				0,3
Oriental Land Co., Ltd			26 400	2,9				2,9
Origin Energy Limited			150 000	0,3				0,3
Orix Corporation			169 300	24,2				24,2
Orkla ASA	classe A		163 738	4,4				4,4
Orléans Ressources Inc.		A				-		-
Outokumpu Oyj			181 400	3,1				3,1
Oversea-Chinese Banking Corporation Ltd			303 260	2,9				2,9
Owens-Illinois, Inc.			52 400	0,8				0,8
Oxford Properties Group Inc.						27,3		27,3
P & O Princess Cruises plc			446 957	4,2				4,2
PACCAR Inc.			2 800	0,3				0,3
PMC-Sierra, Inc.			32 900	1,1				1,1
PNC Financial Services Group			30 200	2,7				2,7
PPG Industries Inc.			6 100	0,5				0,5

PPL Corp.			5 300	0,3		0,3
PT Astra International			2 343 000	0,7		0,7
PT Bank International Indonesia			24 899 000	0,1		0,1
PT Bank Pan Indonesia Tbk			2 475 000	0,1		0,1
PT Gajah Tunggal Tbk			4 397 500	0,1		0,1
PT Hanjaya Mandala Sampoerna			130 000	0,1		0,1
PT Indah Kiat Pulp & Paper Corp. Tbk			1 907 500	-		-
PT Indosat (Persero) Tbk			300 000	0,4		0,4
PT Medco Energi International			1 330 000	0,3		0,3
PT Ramayana Lestari Sentosa Tbk			360 500	0,1		0,1
PT Telekomunikasi Indonesia			10 777 105	6,1		6,1
PTT Exploration and Production Public Company Limited			653 100	2,6		2,6
PTT Public Company Limited			35 700	-		-
Pacific Century CyberWorks Limited			2 392 978	1,1		1,1
Pacific Century Regional Developments Limited			220 000	0,1		0,1
Pacific Corporation			5 900	0,9		0,9
Pacific Gas & Electric Company			49 200	1,5		1,5
Pacific Sunwear of California, Inc.			135 000	4,4		4,4
PacifiCare Health Systems, Inc.			18 000	0,5		0,5
Pactiv Corporation			5 700	0,2		0,2
Pakistan State Oil Co., Ltd			78 451	0,2		0,2
Pakistan Telecommunications Corporation			7 440	0,3		0,3
Paladin Labs, Inc.		B	514 300	4,2		4,2
Pall Corporation			4 400	0,2		0,2
Palm, Inc.			360 500	2,2		2,2
PanCanadian Energy Corporation			2 905 665	120,0		120,0
Paperboard Industries International Inc.		A			15,1	15,1
PaperlinX Limited			100 000	0,4		0,4
Parametric Technology Corporation			9 500	0,1		0,1
Paramount Resources Ltd			60 000	0,8		0,8
Parker Hannifin Corp.			4 200	0,3		0,3
Participations indicielles - TSE 35	unités		202 711 210	345,9		345,9
Patheon, Inc.			570 400	7,1		7,1
Patriot Property Group		H	735 891	2,7		2,7
Paychex Inc.			13 500	0,8		0,8
Pearson Plc			302 280	5,6		5,6
Péchiney S.A.	classe A		99 609	8,2		8,2
Peninsular & Orie			1 147 241	6,3		6,3
Penn West Petroleum Ltd			482 073	17,1		17,1
Penton Media, Inc.			156 500	1,6		1,6
People's Food Holdings Limited			123 000	0,1		0,1
Peoples Energy Corporation			1 300	0,1		0,1
PeopleSoft, Inc.			13 600	0,9		0,9
Pepsi Bottling Group, Inc., The			10 200	0,4		0,4

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Pepsico, Inc.			549 037	42,7				42,7
Perez Companc S.A.			79 424	1,6				1,6
PerkinElmer, Inc			4 400	0,2				0,2
Perusahaan Otomobil Nasional			142 000	0,5				0,5
Pétro-Canada			4 483 441	176,2				176,2
PetroChina Company Limited			7 742 000	2,2				2,2
Petroleo Brasileiro S.A.	classe A		50 000	1,8			1,8	
	privilégiées		459 580	16,2			16,2	18,0
Petroleo Brasileiro S.A. - Petrobras			4 000	0,1				0,1
Petron Corp.	classe A		6 172 436	0,3				0,3
Petronas Gas Berhad			259 000	0,8				0,8
Peugeot Citroen, PSA			406 606	27,6				27,6
Pfizer Inc.			2 544 153	161,8				161,8
Pharmacia Corporation			752 207	51,7				51,7
Phelps Dodge Corporation			2 800	0,1				0,1
Philadelphia Consolidated Holding Corp.			21 800	1,3				1,3
Philip Morris Companies Inc.			774 300	56,7				56,7
Philippine Long Distance Telephone Company			147 192	1,9				1,9
Phillips Petroleum Company			45 740	4,4				4,4
Pillar property Plc		I	39	-				-
Pinnacle West Capital Corporation			17 100	1,1				1,1
Pioneer Natural Resources Company			80 000	2,5				2,5
Pitney Bowes Inc.			8 800	0,5				0,5
Pivotal Corporation			43 300	0,4				0,4
Placements PDFB Inc.					125,3			125,3
Placer Dome Inc.			4 895 216	85,2				85,2
Plato Learning, Inc.			70 000	1,9				1,9
Platypus S.A.		D	845 975	1,1			1,1	
	privilégiées	D	1 691 440	2,2			2,2	3,3
Pliva d.d.			20 000	0,3				0,3
Pohang Iron & Steel Company Ltd			75 785	11,2				11,2
Polski Koncern Naftowy Orlen S.A.			249 406	2,1				2,1
Porsche AG	privilégiées		20 288	12,3				12,3
Portugal Telecom SGPS, S.A.			378 407	4,7				4,7
Post Properties, Inc.		H	46 000	2,6				2,6
Potash Corporation of Saskatchewan			611 372	59,7				59,7
Power Corporation du Canada			2 329 536	90,8				90,8
Power-One, Inc.			2 800	-				-

Praxair Inc.			44 200	3,9			3,9
Precision Drilling Corporation			553 076	22,7	12,2		34,9
Premier Farnell Plc			570 512	4,2			4,2
Premier Tech Ltée	classe A	A	1 210 001	1,8			1,8
Prentiss Properties Trust		H	168 600	7,4			7,4
Prescient NeuroPharma Inc. [1]		B	3 381 386	1,7			1,7
Pride Trust					14,6		14,6
PrimeWest Energy Trust	unités		198 449	1,3			1,3
Principal Financial Group, The			253 600	9,7			9,7
Procomp Informatics Co., Ltd			315 000	0,9			0,9
Procter & Gamble Company, The			163 900	20,7			20,7
Progress Energy Inc.			7 900	0,6			0,6
Progressive Corporation, The			2 600	0,6			0,6
Prokom Software SA			3 445	0,1			0,1
Prologis Trust		H	225 000	7,7			7,7
Promenade St-Bruno					42,7		42,7
Promet Berhad			127 000	-			-
Prometic Life Sciences, Inc. [2]		A, J	3 708 233	8,5			8,5
Promise Co., Ltd			83 900	7,2			7,2
Prospect Asset Management Inc.	unités de fonds		4 697 654	47,4			47,4
Provident Energy Trust	unités		635 000	5,2			5,2
Providian Financial Corporation			10 200	0,1			0,1
Prudential Financial, Inc.			100 000	5,3			5,3
Prudential Plc			1 672 130	30,9			30,9
Public Bank Berhad	classe E		1 117 974	1,3			1,3
Public Service Enterprise Goup			7 500	0,5			0,5
Pulte Homes, Inc.			2 100	0,1			0,1
QBE Insurance Group Limited			1 168 524	7,3			7,3
QLT Inc.			1 301 770	52,7			52,7
QLogic Corporation			26 300	1,9			1,9
Qantas Airways Limited			500 000	1,5			1,5
Qualcomm Incorporated			47 800	3,9			3,9
Quanta Computer Inc.			804 250	4,2			4,2
Quantum Corporation - DLT & Storage Systems			104 000	1,6			1,6
Quebecor inc.	classe A		490 565	9,4		9,4	
	classe B		1 607 575	31,1		31,1	40,5
Quebecor World Inc.		C, J	3 032 308	108,8	90,1	198,9	
	privilégiées A		95 200	2,0		2,0	200,9
Quilmes Industrial S.A. (Quinsa)			27 098	0,5			0,5
Quintiles Transnational Corporation			4 300	0,1			0,1
Qwest Communications International Inc.			380 850	8,6			8,6
R.J. Reynolds Tobacco Holdings, Inc.			65 333	5,9			5,9
RAO Unified Energy Systems			165 000	4,1			4,1
RBC Capital Trust					41,9		41,9

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
RLI Corp.			62 000	4,5				4,5
RMC Group Plc			325 000	4,7				4,7
RWE AG			46 800	2,8				2,8
Radian Group Inc.			1 125 000	77,1				77,1
RadioShack Corporation			21 800	1,0				1,0
Ranbaxy Laboratories Limited	billets promissoires		23 200	0,5			0,5	
			72 800	1,8			1,8	2,3
Rand A Technology Corporation			31 900	0,1				0,1
Raytheon Company			14 100	0,7				0,7
Reader's Digest Assn	classe A		50 000	1,8				1,8
Realfund						22,1		22,1
Reckson Associates Realty Corporation		H	113 000	4,2				4,2
Reebok International Ltd			2 100	0,1				0,1
Reed International, Plc			1 486 685	21,1				21,1
Regions Financial Corporation			65 100	3,1				3,1
Reliance Industries Ltd	billets promissoires		394 300	4,0			4,0	
			104 700	2,3			2,3	6,3
Reliant Energy Inc.			10 700	0,5				0,5
Renal Care Group, Inc.			66 200	3,4				3,4
Renner Herrmann S.A.	privilégiées		342 000	0,1				0,1
Rentokil Initial Plc			1 225 336	7,9				7,9
Repadre Capital Corporation			10 000	-				-
Repsol-YPF, S.A.			31 870	0,7				0,7
ResMed Inc.			40 000	0,3				0,3
Research in Motion Ltd			633 962	24,0				24,0
Resorts World Berhad			376 000	1,0				1,0
Ressources Aur Inc., Les			1 843 000	7,0				7,0
Reuters Group Plc			1 590 115	26,8				26,8
Revenue Properties Co. Ltd					11,2			11,2
Rexam Plc			1 046 409	9,1				9,1
Richelieu Hardware Ltd		A, J	2 186 200	21,9				21,9
Richter Gedeon VEG			16 029	1,4				1,4
Ricoh Company, Ltd			99 000	2,9				2,9
Rio Algom Limited					8,3			8,3
Rio Alto Exploration Ltd			1 752 392	32,8				32,8
Rio Tinto Limited			235 563	7,2				7,2
Rio Tinto Plc			230 491	7,0				7,0
Riocan Real Estate Investment Trust						17,3		17,3

Ritek Corporation		D, J	4 829 820	8,3			8,3
Riunione Adriatica di Sicurta SpA			485 784	9,1			9,1
Robert Half International Inc.			6 300	0,3			0,3
Roche Holdings AG			388 923	44,3			44,3
Rockwell Collins			6 600	0,2			0,2
Rockwell Internatonal Corp.			6 600	0,2			0,2
Rogers Communications Inc.	classe A		394 350	11,0		11,0	
	classe B		5 127 443	139,1		139,1	150,1
Rogers Wireless Communications Inc			40 000	0,9			0,9
Rohm and Haas Company			7 900	0,4			0,4
Rohm Co., Ltd			87 500	18,1			18,1
Rolls Royce Plc			7 860 838	30,4			30,4
Roper Industries, Inc.			63 400	5,0			5,0
Rostelecom			92 000	0,8			0,8
Rothmans, Inc.		A, J	497 600	14,9			14,9
Rowan Companies, Inc.			20 400	0,6			0,6
Royal & Sun Alliance Insurance Group Plc			728 267	6,7			6,7
Royal Bank of Scotland Group Plc			1 837 702	71,4			71,4
Royal Dutch Petroleum Company, The			1 839 690	145,7			145,7
Russell Corp.			24 100	0,6			0,6
Ryder System, Inc.			2 200	0,1			0,1
S-Oil Corporation	privilégiées		4 520	0,1			0,1
S1 Corporation			37 350	0,8			0,8
SAP AG			242 593	44,5			44,5
SBC Communications Inc.			1 089 113	68,1			68,1
SCMP Group Limitedited			1 089 700	1,1			1,1
SK Global			71 000	0,7			0,7
SK Telecom Co., Ltd			43 294	14,1			14,1
SL Green Realty Corp.		H	267 900	13,1			13,1
SM Prime Holdings Inc.			8 888 930	1,7			1,7
SMC Corporation			16 200	2,6			2,6
SPT Telecom AS			163 450	2,7			2,7
SR Telecom Inc.		A	436 900	1,0	9,3		10,3
SSL International plc			250 000	3,2			3,2
SSgA Dow Jones Canada 40 Index Participation Units	unités de fonds		2 896 789	134,6			134,6
STMicroelectronics			262 432	13,4			13,4
Sabre Holdings Corporation			23 900	1,6			1,6
Safeco Corporation			4 600	0,2			0,2
Safeway Inc.			172 400	11,5			11,5
Safeway Plc			1 462 995	10,9			10,9
Saga Communications, Inc.	classe A		77 700	2,6			2,6
Sage Group Plc, The			778 725	4,1			4,1
Sailor Pen Co., Ltd, The			509 000	1,2			1,2
Saint-Gobain			114 854	27,7			27,7

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Saipem S.p.A.			380 076	3,0				3,0
Sampo Oyj	classe A		652 036	8,2				8,2
Samsung Corporation			63 000	0,6				0,6
Samsung Electro-Mechanics Co., Ltd			27 860	1,5				1,5
Samsung Electronics Co., Ltd			168 785	57,2			57,2	
	privilégiées		5 800	0,8			0,8	58,0
Samsung Fire & Marine Insurance			24 141	1,6				1,6
Samsung SDI Co., Ltd			30 330	2,1				2,1
Samsung Securities Company Ltd			64 858	3,8				3,8
San Miguel Corporation	classe B		692 825	1,1				1,1
Sandvik AB			421 399	14,4				14,4
Sanix Incorporated			48 000	2,9				2,9
Sankaty High Yld II						23,9		23,9
Sankyo Company, Ltd			434 000	11,9				11,9
Sanlam Limited			2 493 600	3,0				3,0
Sanmina-SCI Corp			18 800	0,6				0,6
Sanofi-Synthelabo SA			182 600	21,7				21,7
Sanyo Electric Co., Ltd			355 000	2,7				2,7
Sapient Corp.			4 600	0,1				0,1
Sappi Limited			134 100	2,1				2,1
Saputo Inc.		A	1 775 500	50,6				50,6
Sara Lee Corporation			28 200	1,0				1,0
Saskatchewan Wheat Pool	classe B		592 500	1,5				1,5
Sasol Limited			616 316	8,6				8,6
Satyam Computer Services Limited	billets promissoires		117 200	0,9				0,9
Sceptre Investment Counsel Ltd		F	100 000	1,5				1,5
Schering AG			94 158	8,0				8,0
Schering-Plough Corporation			399 900	22,9				22,9
Schlumberger Limited			141 243	12,4				12,4
Schneider Electric SA			258 891	19,9				19,9
Scientific-Atlanta, Inc.			55 600	2,1				2,1
Scottish & NewCastle Breweries Plc			365 189	4,5				4,5
ScottishPower Plc			1 678 482	14,8				14,8
Seahawk Minerals Ltd.			47 500	-			-	
	bons de souscription spéciaux		2 307 692	0,1			0,1	0,1
Sealed Air Corporation			3 000	0,2				0,2
Sears Canada Inc.			926 063	17,5		9,6		27,1
Sears Canada Receivable Trust						10,7		10,7

Sears, Roebuck and Co.			48 800	3,7			3,7
Secom Co., Ltd			57 500	4,6			4,6
Sega Corporation			27 700	0,9			0,9
Sekisui House, Ltd			221 000	2,6			2,6
Sembcorp Industries Limited			1 016 415	1,4			1,4
Sembcorp Marine Limited			450 000	0,3			0,3
Semen Gresik			331 500	0,3			0,3
Sempra Energy			7 500	0,3			0,3
Seven-Eleven Japan Co., Ltd			29 000	1,7			1,7
Severn Trent			181 545	3,0			3,0
Severoceske Doly			5 111	0,1			0,1
Shanghai Industrial Holdings Limited			185 000	0,5			0,5
Shangri-La Asia Ltd			1 122 000	1,4			1,4
Sharp Corporation			818 000	15,3			15,3
Shaw Communications Inc.	class B	A	2 644 941	89,3		22,1	111,4
Shawcor Ltd	classe A	A, J	1 470 900	20,7			20,7
Shell Canada Limitée			488 634	22,4			22,4
Shell Transport & Trading Company Plc			4 441 563	48,7			48,7
Shermag Inc. [1]		A	1 340 800	13,0			13,0
Sherritt International Corporation			800 000	3,3	30,8		34,1
Sherwin-Williams Company, The			62 600	2,7			2,7
Shimamura Co., Ltd			4 000	0,4			0,4
Shin Corporation Public Company Limited			3 732 000	2,1			2,1
Shin Satellite Public Company Limited			545 615	0,5			0,5
Shin-Etsu Chemical Co., Ltd			666 250	38,2			38,2
Shinhan Financial Group Co., Ltd.			102 500	2,2			2,2
Shinsegae Department Store Company			29 974	5,1			5,1
Shionogi & Co., Ltd			414 000	11,3			11,3
Shire Pharmaceuticals Group Plc			111 500	2,2			2,2
Shizuoka Bank, Ltd, The			9 000	0,1			0,1
Siam Cement Public Company Limited			82 700	1,6			1,6
Siam City Cement Public Company Limited			211 300	1,1			1,1
Siam Commercial Bank Public Company Ltd			2 588 500	1,6			1,6
Siam Investment Fund	Unités de fonds		15 900	0,1			0,1
Sicafi Beffimo		I	219 450	19,2			19,2
Siderar S.A.I.C	classe A		4 986	-			-
Siderca S.A.I.C.			133 970	0,5			0,5
Siebel Systems, Inc.			20 700	0,9			0,9
Siemens AG			469 937	49,7			49,7
Sierra Wireless Inc.			112 800	3,4			3,4
Sigma-Aldrich Corporation			2 600	0,2			0,2
Signature 4 LTD						15,6	15,6
Silicon Storage Technology, Inc.			25 000	0,4			0,4
Siliconware Precision Industries Company			550 000	0,8			0,8

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Silverstone			16 507	-				-
Sime Darby Berhad			1 273 000	2,6				2,6
Simon Property Group, Inc.		H	145 000	6,8				6,8
Simplex Solutions, Inc.			35 000	0,9				0,9
Singapore Exchange Limited			500 000	0,5				0,5
Singapore International Airlines			498 400	4,7				4,7
Singapore Press Holdings Ltd			551 494	10,4				10,4
Singapore Technologies Engineering Ltd			839 000	1,7				1,7
Singapore Telecommunications, Ltd			9 865 980	15,0				15,0
Sino-Forest Corporation	classe A		1 799 566	2,1				2,1
Siparex		D	83 649	2,9				2,9
Six Continents PLC			331 941	5,2				5,2
Six Flags, Inc.			72 300	1,8				1,8
Skandia Forsakrings AB			152 790	1,8				1,8
SkyWest, Inc.			50 000	2,0				2,0
SkyePharma plc		B	3 901 222	5,6			5,6	
	options sur action	B	11 079 739	3,3			3,3	8,9
Slater Steel Inc.			116 900	1,4				1,4
Slocan Forest Products Ltd			357 715	3,2				3,2
SmarTone Telecommunications Holdings Limited			70 000	0,1				0,1
Smith & Nephew Associates Plc			958 446	9,2				9,2
Smiths Industries Plc			1 025 337	16,1				16,1
Smurfit-Stone Container Corporation			96 000	2,4				2,4
Snam Rete Gas S.p.A.			2 000 000	8,4				8,4
Snap-on Incorporated			2 100	0,1				0,1
Sobeys Canada Inc.			755 600	23,7		26,2		49,9
Sociedad General de Aguas de Barcelona,S.A.			106 786	2,1				2,1
Société Asbestos Limitée			259 065	0,8				0,8
Société Aurifère Barrick			7 370 363	187,6				187,6
Societe BIC SA			32 200	1,8				1,8
Société Canadian Tire Limitée, La	classe A		1 108 165	28,4				28,4
Société de Minéraux Marins Afri-Can			3 547 619	0,9			0,9	
	bons de souscription		1 773 810	-			-	0,9
Société Financière Manuvie			6 872 213	285,9				285,9
Société Générale			109 423	9,8				9,8
Société Intrawest [2]		A	2 515 092	69,2		51,1	120,3	
	privilégiées		520 151	0,5			0,5	120,8
Softbank Corp.			103 400	2,7				2,7

Solar Trust					15,2	15,2
Solectron Corporation			916 200	16,5		16,5
Sonera Oyj			165 487	1,3		1,3
Sonoco Products Company			51 100	2,2		2,2
Sonus Networks, Inc.		B	12 500	0,1		0,1
Sony Corporation			534 000	38,9		38,9
South Africa Capital Growth	unités de fonds		70	-		-
South African Breweries Plc			784 055	8,2		8,2
Southcorp Limited			125 000	0,8		0,8
Southern Company, The			25 100	1,0		1,0
Southern Peru Limited			13 918	0,3		0,3
SouthTrust Corporation			12 300	0,5		0,5
Southwest Airlines Company			166 700	4,9		4,9
Spectra Premium Industries Inc. [1]		A	2 817 200	14,1		14,1
Spherion Corporation			173 000	2,7		2,7
Spinnaker Exploration			40 000	2,6		2,6
Sprint Corporation			412 500	15,2		15,2
St. Ives plc			125 000	1,2		1,2
St. Jude Medical, Inc.			3 100	0,4		0,4
St-Paul Companies Inc., The			39 100	2,7		2,7
Standard and Poor's Depositary Receipts	reçus de dépôt		1 247 600	227,5		227,5
Standard Bank Investment Corporation Limited			2 114 379	8,8		8,8
Standard Chartered plc			321 380	6,1		6,1
Stanley Works, The			3 100	0,2		0,2
Stantec Inc.			277 300	7,1		7,1
Staples, Inc.			16 600	0,5		0,5
Star Publications (Malaisie)			130 000	0,3		0,3
Starbucks Corporation			13 700	0,4		0,4
Starwood Hotels & Resorts Worldwide Inc.		H	374 600	17,8		17,8
State Bank of India	billets promissoires		177 400	1,1		1,1
State Street Corporation			11 700	1,0		1,0
Statoil ASA			638 895	7,0		7,0
Stelco Inc. [1]	classe A	A	19 161 671	63,2	17,3	80,5
Stilwell Financial, Inc.			58 000	2,5		2,5
Stora Enso Oyj			535 483	10,9		10,9
Strait Crossing Development Inc.					8,5	8,5
Stratos Global Corporation			100 000	1,0		1,0
StressGen Biotechnologies Corporation			307 700	1,4		1,4
Stryker Corporation			7 100	0,7		0,7
Suez S.A.			712 923	34,5		34,5
Sumitomo Chemical Co., Ltd			558 000	3,0		3,0
Sumitomo Corporation			830 000	6,1		6,1
Sumitomo Electric Industries, Ltd			114 000	1,3		1,3
Sumitomo Forestry Co., Ltd			337 000	2,8		2,8

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Sumitomo Metal Industries, Ltd			201 000	0,1				0,1
Sumitomo Mitsui Banking Corporation			1 528 600	10,3				10,3
Sumitomo Realty & Development Co., Ltd			393 000	2,9				2,9
Sumitomo Trust and Banking Co., Ltd, The			288 000	1,9				1,9
Sun Hung Kai Properties Limited			978 732	12,6				12,6
Sun Life Canada		A				29,0		29,0
Sun Life Cap Trust						10,1		10,1
Sun Life Financial Services of Canada			5 636 091	191,3				191,3
Sun Microsystems Inc.			1 325 400	26,0				26,0
Sun Pharmaceutical Industries Limited	billets promissoires		6 500	0,1				0,1
Suncor Energy Inc.			2 712 717	142,1				142,1
Sunevision Holdings Limited			2 804	-				-
Sunoco, Inc.			38 500	2,3				2,3
Suntrust Banks Inc.			10 400	1,0				1,0
Super-Sol Limited			3 500	-				-
Superior Industries International, Inc.			242 500	15,6				15,6
Supervalu Inc.			68 300	2,4				2,4
Suramericana de Seguros S.A.			168 224	0,1				0,1
Surgutneftegaz			7 470 300	7,8			7,8	
	privilégiées		31 400	1,0			1,0	8,8
Suzuken Co., Ltd			16 400	0,4				0,4
Suzuki Motor Corporation			225 000	3,9				3,9
Svenska Handelsbanken AB	classe A		335 265	7,9				7,9
Swiecie S.A.			21 594	0,3				0,3
Swire Pacific Limited	classe A		1 280 000	11,1				11,1
Swiss RE			108 040	17,3				17,3
Swisscom AG			13 104	5,8				5,8
Symbol Technologies, Inc.			8 200	0,2				0,2
Syngenta AG			46 874	3,9				3,9
Synopsys Inc.			316 625	29,9				29,9
Synovus Financial Corp.			10 500	0,4				0,4
Sysco Corp.			24 000	1,0				1,0
Systex Corporation			54 600	0,1				0,1
T. Rowe Price Group Inc.			52 100	2,9				2,9
T.G.S. Properties, Ltd		H	420 727	0,7	0,8			1,5
TABCORP Holdings Limited			381 002	3,1				3,1
TCW GEM						6,5		6,5
TDC A/S			55 500	3,2				3,2

TDK Corp.			74 900	5,6			5,6
TECO Energy, Inc.			5 000	0,2			0,2
TELUS Corporation			3 402 233	82,5		82,5	
	classe A		1 865 329	43,4		43,4	125,9
THK Company Limited			72 000	1,7			1,7
TIS Inc.			2 700	0,1			0,1
TJX Companies, Inc., The			68 900	4,4			4,4
TLC Laser Eye Centers inc.			275 683	1,0			1,0
TMP Worldwide Inc.			4 000	0,3			0,3
TNT Post Group NV			95 118	3,3			3,3
TRW Inc.			5 800	0,3			0,3
TV Azteca, S.A. de C.V.			128 600	1,4			1,4
TXU Corp.			60 600	4,6			4,6
Tabak A.S.			2 579	1,0			1,0
Taisei Corporation			25 000	0,1			0,1
Taiwan Semiconductor Manufacturing Company Ltd.			5 701 000	22,8			22,8
Taiyo Yuden Co., Ltd			111 000	2,7			2,7
Take-Two Interactive Software			55 200	1,4			1,4
Takeda Chemical Industries, Ltd			305 000	22,0			22,0
Takefuji Corporation			55 410	6,4			6,4
Talisman Energy Inc.			2 905 285	175,8			175,8
Tan Chong Motor Holdings Berhad			194 000	0,1			0,1
Tanjong Public Limited Company			160 000	0,6			0,6
Target Corporation			1 029 566	67,5			67,5
Targeted Genetics Corporation [2]		B	2 466 667	10,7		10,7	
	bons de souscription	B	1 333 333	3,4		3,4	14,1
Tate & Lyle, Plc			841 887	6,7			6,7
Tatung Co., Ltd			914 550	0,4			0,4
Team Fleet Financing Corporation					15,8		15,8
Tech Data Corporation			46 000	3,2			3,2
Technip-Coflexip SA			13 400	2,9			2,9
Technology Resources Industries Berhad			277 000	0,3			0,3
Teck Cominco Limited [1]	classe A		741 200	8,9		8,9	
	classe B		5 742 118	73,0		73,0	81,9
Tecsys Inc.		B	551 306	1,1		1,1	
	bons de souscription	B	2 000	-		-	1,1
Teknion Corporation		A	843 100	9,1			9,1
Tektronix, Inc.			3 300	0,1			0,1
Tele Centro Oeste Celular Participacoes			100 000	1,1			1,1
Tele Nordeste Celular Participacoes SA			2 800	0,1			0,1
Tele Norte Leste Participacoes S.A. (telemar)			117 147 522	5,1		5,1	
	privilégiées		14 780 456	0,4		0,4	5,5
Télébec Ltée					12,4		12,4
Telecom Argentina Stet - France Telecom S.A.			2 200	-			-
Telecom Corporation of New Zealand Ltd			166 000	0,6			0,6

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Telecom Italia Mobile SpA			5 442 139	48,5				48,5
Telecom Italia SpA			1 871 822	25,5			25,5	
	privilégiées		447 137	3,8			3,8	29,3
TelecomAsia Corporation Public Company Limited			2 915 000	1,1			1,1	
	droits de souscription		520 105	-			-	1,1
Telecomunicacoes Brasileiras S.A.-Telebras			30 000	1,9				1,9
Telefónica, S.A.			3 299 360	72,5				72,5
Telefonos de Chile			120 425	2,6				2,6
Telefonos de Mexico S.A.			222 600	12,4			12,4	
	classe L		939 200	2,6			2,6	15,0
Telekom Malaysia Berhad			848 000	3,7				3,7
Telekomunikacja Polska S.A.			533 886	3,0				3,0
Telemar Norte Leste S.A.	privilégiées		50 000 000	2,1				2,1
Télésat Canada Inc						11,9		11,9
Telesp Celular Participacoes S.A.	privilégiées		218 954 935	1,3				1,3
Télésystème Mobile International inc. [1][2]		A, C, J	2 085 741	3,3		26,2	29,5	
	bons de souscription spéciaux	C	9 951 402	9,7			9,7	
	unités	C, J	5 910 478	32,5			32,5	71,7
Television Broadcasts Ltd			415 344	2,9				2,9
Télévision française (TF1)			267 000	10,8				10,8
Tellabs, Inc.			111 000	2,7				2,7
Telstra Corporation Limited			1 849 570	8,2				8,2
Tembec Inc. [2]		A, J	6 367 300	80,5		23,8		104,3
Temple Inland Inc.			32 100	2,9				2,9
Tenaga Nasional Berhad			197 000	0,9				0,9
Tenet Healthcare Corp.			31 700	3,0				3,0
Teradyne, Inc.			48 500	2,3				2,3
Terumo Corporation			271 700	5,6				5,6
Tesco Corporation			848 417	11,2				11,2
Tesco Plc			3 404 984	19,7				19,7
Teva Pharmaceutical Industries Ltd			140 961	13,9				13,9
Texas Instruments Incorporated		C, J	385 434	17,2				17,2
Textron, Inc.			160 650	10,6				10,6
Texwinca Holdings Limited			520 000	0,4				0,4
Thai Farmers Bank Public Company Limited			3 325 000	2,6				2,6
Thai Union Frozen Products Public Company limited			473 100	0,3				0,3
Theralipids Inc.	privilégiées B	B	1 050 000	-			-	
	bons de souscription	B	75 000	-	-	-	-	-

Theratechnologies Inc.			609 500	7,3				7,3
Thermo Electron Corporation			28 500	1,1				1,1
Thomas & Betts Corporation			21 000	0,7				0,7
Thomson Corporation, The			1 600 067	77,4		13,6		91,0
ThyssenKrupp AG			1 478 572	34,7				34,7
Tietoenator Oyj			199 319	8,3				8,3
Tiffany & Co.			5 300	0,3				0,3
Tofas Turk Otomobil Fabrikasi A.S.			41 527 500	0,2				0,2
Tokio Marine & Fire Insurance Company,Limited, The			310 000	3,6				3,6
Tokyo Electric Power Co., Inc., The			502 600	17,1				17,1
Tokyo Electron Ltd			220 000	17,2				17,2
Tokyo Seimitsu Co., Ltd			34 300	1,9				1,9
Tokyu Corporation			333 000	1,6				1,6
Toppan Printing Co., Ltd			280 000	4,1				4,1
Toray Industries, Inc.			1 649 000	6,4				6,4
Torchmark Corporation			47 500	3,0				3,0
Toromont Industries Ltd			139 300	2,9				2,9
Torstar Corporation	classe B		1 870 197	41,5				41,5
Toshiba Group Companies, The			2 886 000	16,0				16,0
Tostem Corporation			200 000	4,3				4,3
Total Fina S.A.			25 200	2,8			2,8	
	classe B		426 652	97,3			97,3	100,1
Toto Limited			313 000	2,4				2,4
TouchTunes Music Corporation	privilégiées	B, C	18 124 663	58,1		2,4		60,5
Toyota Motor Corporation			1 264 500	51,1				51,1
Toys R Us, Inc.			7 200	0,2				0,2
Trakya Cam Sanayii A.S.			40 438 124	0,2				0,2
Trans-Québec Maritimes Pipelines						10,3		10,3
TransAlta Corporation			1 454 830	31,4				31,4
Transat A.T. Inc. [1]		A, J	3 690 575	29,2				29,2
TransCanada PipeLines Limited			5 392 098	107,1		33,6		140,7
Transforce Inc.		A	2 199 600	6,4				6,4
Transocean Sedco Forex Inc.			11 500	0,6				0,6
Transportadora de Gas del Sur S.A.	classe B		80 250	0,2				0,2
Trend Micro Incorporated			86 600	3,3				3,3
Tribeca Mortgage Fund I						31,8		31,8
Tribune Company			75 700	4,5				4,5
Tricon Global Restaurants, Inc.			5 300	0,4				0,4
Trigem Computer, Inc.			55 800	0,4				0,4
Trilon Financial Corporation						14,8		14,8
Trimac Corporation					21,9			21,9
Trizec Hahn Corporation		A	2 756 447	69,6	282,5	25,5		377,6
Tsubakimoto Chain Co.			202 000	0,7				0,7
Tubos de Acero de Mexico S.A.			7 200	0,1				0,1

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
Tundra Semiconductor Corporation			152 700	2,5				2,5
Tupperware Corporation			2 100	0,1				0,1
Tupras Turkiye Petrol Rafine			94 093 940	1,3				1,3
Turkcell Iletisim Hizmetleri A.S.			71 850 001	1,0				1,0
Turkish Garanti Bankasi			632 572 198	1,8				1,8
Turkiye IS Bankasi			394 057 845	3,5				3,5
Tyco International Ltd			849 350	79,9				79,9
Tyson Foods, Inc.	classe A		133 500	2,5				2,5
U.S. Bancorp			193 462	6,5				6,5
UBS AG			829 753	66,9				66,9
UCAR International Inc.			135 000	2,3				2,3
UCB S.A.			57 500	3,7				3,7
UCFC Home Equity Loan						17,1		17,1
UFJ Holdings, Inc.			2 539	8,9				8,9
UMW Holdings Berhad			39 000	0,1				0,1
UPM - Kymmene Oyj			393 022	20,8				20,8
US Airways Group, Inc.			2 500	-				-
USA Education Inc.			5 600	0,8				0,8
USA Networks, Inc.			31 100	1,4				1,4
UST Inc.			6 000	0,3				0,3
UTS Energy Corporation		A, J	7 350 500	9,8				9,8
Ukraine Fund	unités de fonds		77 700	0,1				0,1
Uni-Charm Corporation			9 800	0,3				0,3
Uni-Sélect Inc. [1]		A, J	2 713 600	44,1				44,1
UniCredito Italiano SPA			4 628 171	29,5				29,5
Uniao de Bancos Brasileiros S.A. (Unibanco)			71 000	2,5				2,5
Unified Energy Systems			13 279 800	3,3				3,3
Unilever NV			20 600	1,9			1,9	
	certificats		199 160	18,6			18,6	20,5
Unilever Plc			1 437 804	18,8				18,8
Union Electrica Fenosa S.A.			690 465	17,8				17,8
Union Pacific Corp.			46 000	4,2				4,2
Union Planters Corporation			5 000	0,4				0,4
UnionBanCal Corporation			24 000	1,5				1,5
Unisys Corporation			11 500	0,2				0,2
United Broadcasting corporation Public Company Limited			226 000	0,1				0,1
United Microelectronics Corporation			4 844 150	11,3				11,3
United Overseas Bank Limited			1 119 560	12,3				12,3

United States Steel Corporation			3 200	0,1			0,1
United Technologies Corporation			66 900	6,9			6,9
United Utilities			151 259	2,2			2,2
UnitedHealth Group Incorporated			11 200	1,3			1,3
Univision Communications Inc.	classe A		7 600	0,5			0,5
Unocal Corporation			8 800	0,5			0,5
UnumProvident Corporation			8 700	0,4			0,4
Ushio Inc.			87 000	1,6			1,6
VERITAS Software Corporation			28 600	2,0			2,0
VF Corporation			40 200	2,5			2,5
Valero Energy Corporation			47 546	2,9			2,9
Vallehermoso S.A.			172 228	1,7			1,7
Valores Bavaria S.A.			93 550	-			-
Van Houtte Inc.		A, J	996 100	24,7			24,7
Vasogen Inc			989 288	7,3			7,3
Velan Inc. [1]		A	1 192 800	18,2			18,2
Venture Link Co. Ltd			16 800	1,5			1,5
Venture Manufacturing (Singapore) Ltd			331 000	3,8			3,8
Ventus Energy Ltd			317 100	1,0			1,0
Vereniging Nederlandse Uitgevers Vb			115 641	5,7			5,7
Verisign, Inc.			19 000	1,2			1,2
Verizon Communications			1 116 840	84,6			84,6
Vermilion Resources Ltd			85 000	0,8			0,8
Vestas Wind Systems A/S			26 400	1,2			1,2
Vêtements de Sport Gildan Inc., Les [2]	classe A	A, J	1 440 188	32,8	15,7		48,5
Viacom Inc.	classe B		470 070	33,1			33,1
Videsh Sanchar Nigam Ltd			76 676	1,2			1,2
Vina Concha Y Toro			10 000	0,6			0,6
Vinci S.A.			30 500	2,9			2,9
Vintage Petroleum, Inc.			60 000	1,4			1,4
Virginia Gold Mines Inc.			1 554 200	1,1			1,1
Visteon Corporation			4 701	0,1			0,1
Vitesse Semiconductor Corporation			35 400	0,7			0,7
Vivendi Universal SA			2 447 138	213,2			213,2
Vodafone Group Plc			43 824 500	196,5			196,5
Volkswagen AG			68 491	5,1			5,1
Volvo AB	classe B		152 000	4,1			4,1
Vornado Realty Trust		H	88 400	5,9			5,9
Votorantim Celulose e Papel S.A.			36 100	1,0		1,0	
	privilégiées		18 400 000	1,0		1,0	2,0
Vulcan Materials Company			3 700	0,3			0,3
W.W Grainger, Inc.			3 400	0,3			0,3
WMC Limited			820 082	6,4			6,4
WMS Industries Inc.			42 400	1,4			1,4

11 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				
WPP Group plc			347 478	6,1				6,1
Wachovia Corporation			406 100	20,3			20,3	
	privilégiées		7 600	-			-	20,3
Waddell & Reed Financial, Inc.	classe A		19 600	1,0				1,0
Wal-Mart de Mexico S.A. de C.V.	classe C		134 000	0,5			0,5	
	classe V		1 348 342	5,9			5,9	6,4
Wal-Mart Stores, Inc.			1 793 167	164,7				164,7
Walgreen Co.			36 800	2,0				2,0
Warnaco Group, Inc., The	classe A		825 000	0,1				0,1
Washington Mutual Inc.			115 000	6,0				6,0
Washington Mutual Mortgage Security C						32,6		32,6
Waste Management, Inc.			37 600	1,9				1,9
Waters Corporation			3 700	0,2				0,2
Watson Pharmaceuticals, Inc.			3 800	0,2				0,2
Weatherford International, Inc.			17 857	1,1				1,1
WebEx Communications, Inc.		B	5 000	0,2				0,2
Wellpoint Health Networks Inc.			2 300	0,4				0,4
Wells Fargo Company			809 649	56,2				56,2
Wendy's International, Inc.			3 800	0,2				0,2
Wescam Inc.			285 000	2,0				2,0
Wescast Industries Inc.	classe A		48 500	2,4				2,4
Wesfarmers Limited			11 200	0,3				0,3
West Fraser Timber Co. Ltd			225 000	8,7		14,6		23,3
Westaim Corporation			668 600	4,5				4,5
Westcoast Energy Inc.			1 526 793	64,4		8,2		72,6
Western Resources, Inc.			43 600	1,2				1,2
Westjet Airlines Ltd			501 350	11,9				11,9
Westpac Banking Corporation			748 067	9,6				9,6
Westvaco Corporation			51 300	2,3				2,3
Weyerhaeuser Company Limited			12 200	1,1				1,1
Wharf (Holdings) Limited, The			615 504	2,4				2,4
Whirlpool Corporation			27 300	3,2				3,2
Whitehall Jewellers, Inc.			89 500	1,6				1,6
Wi-LAN Inc.			127 300	0,5				0,5
Willamette Industries, Inc.			49 100	4,1				4,1
William Multi-Tech Inc.	bons de souscription D		34 480	-			-	
	bons de souscription E		34 480	-			-	-
Williams Companies, Inc., The			168 600	6,9				6,9

Winbond Electronics Corporation		1 870 604	2,7		2,7
Winn-Dixie Stores, Inc.		5 100	0,1		0,1
Wipro Limited	billets promissoires	20 600	1,1		1,1
Wisconsin Energy Corp.		43 500	1,6		1,6
Wm. Wrigley Jr. Company		8 100	0,7		0,7
Wolseley Plc		1 862 731	24,9		24,9
Wolters Kluwer NV	classe C	91 657	3,3		3,3
Wolverhampton & Dudley Breweries Plc		326 898	4,4		4,4
Woodside Petroleum Limited		60 000	0,7		0,7
Wooltru Limited	classe N	14 900	-		-
Woolworths Group plc		220 277	0,2		0,2
Woolworths Holdings Limited		310 000	0,2		0,2
Woolworths Limited		773 240	7,1		7,1
World Wrestling Federation Entertainment, Inc.		109 700	2,3		2,3
WorldCom, Inc. - MCI Group		76 000	1,5		1,5
WorldCom, Inc. - WorldCom Group		4 761 006	107,0		107,0
Worthington Industries, Inc.		3 100	0,1		0,1
XL Capital Ltd.,	classe A	4 800	0,7		0,7
XTO Energy, Inc.		80 000	2,2		2,2
Xcel Energy, Inc.		153 800	6,8		6,8
Xerox Corporation		25 900	0,4		0,4
Xilinx, Inc.		21 700	1,4		1,4
YTL Corporation Berhad		1 280 552	2,6		2,6
YUKOS		2 500	0,3		0,3
Yageo Corporation		638 300	0,8		0,8
Yahoo Japan Corporation		154	7,7		7,7
Yahoo! Inc.		20 500	0,6		0,6
Yamanouchi Pharmaceutical Co., Ltd		184 000	7,8		7,8
Yamato Transport Co., Ltd		410 000	12,3		12,3
Yanzhou Coal Mining Company Limited		900 000	0,5		0,5
Yapi ve Kredi Bankasi		462 120 756	2,3		2,3
Yasuda Fire & Marine Insurance Co., Ltd., The		193 000	1,8		1,8
Yokogawa Electric Corporation		21 000	0,3		0,3
Yuanta Core Pacific Securities Co.		600 000	0,7		0,7
Yue Yuen Industrial Holdings Limited		75 000	0,2		0,2
ZENON Environmental Inc.		546 309	9,0		9,0
Zais Investment Grade Ltd				15,9	15,9
Zarlink Semiconductor Inc.		938 549	16,7		16,7
Zebra Technologies Corporation	classe A	37 300	3,3		3,3
Zee Telefilms Limited	billets promissoires	71 494	0,3		0,3
Zi Corporation		206 700	2,3		2,3
Zimmer Holdings, Inc.		45 426	2,2		2,2
Zions Bancorporation		3 300	0,3		0,3
Zurich Financial Services AG		39 855	14,9		14,9

11f **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS OUVERTES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Filiales	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Somme partielle	Total
			Nombre	Montant				

[1] Entreprise dans laquelle la Caisse est initiée au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables.
[2] Entreprise dans laquelle la Caisse est initiée seulement au sens des lois américaines applicables.

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations d'entreprises et ne tient pas compte de la couverture des risques liés aux fluctuations de change. Son contenu est sujet aux normes de divulgation applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité; ou de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours; ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux inscrits aux régistres de la Caisse au 31 décembre. Toutefois, lorsqu'il est possible de le faire sans contrevenir aux normes qui précèdent, la liste annuelle doit faire état du montant total de ces variations.

12 INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES

au 31 décembre 2001

(juste valeur - en millions de dollars)

Valeur des investissements:

A = de 0 à 5M$ C = de 10 à 30M$ E = de 50 à 75M$ G = de 100 à 150M$

B = de 5 à 10M$ D = de 30 à 50M$ F = de 75 à 100M$ H = de 150M$ et plus

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
CDP CAPITAL - GROUPE IMMOBILIER						
Cadim inc.						
Asian Property Partners ltd		X				F
Cherokee Investment Partners II, L.P.		X				C
Domaine d'Iberville (Est) Limitée			X			B
Lazard & Frères L.P.		X				E
Lone Star Fund II (Bermuda), L.P.		X				H
Lone Star Fund III (Bermuda), L.P.		X				H
Lone Star Opportunity Fund, L.P.		X				C
Praedium Performance Group			X			C
Résidences Maestro, SEC		X				C
Schroder Asian Property Fund		X				C
Skanska Cadim B.V.			X			A
Société en commandite TMSA		X				A
Ivanhoé Inc.						
Central European Retail Property Fund		X				C
Donahue Schriber Realty Group inc.			X			A
La société immobilière Côte St-Michel Ltée			X			A
Wilmorite Properties inc.		X				G
SITQ Inc.						
Alizé, Gestion technique d'immeubles inc.			X			A
Grupo Immobiliaro Caisse, S.A. de C.V.			X			A
Immeubles PenYork Inc., Les			X			A
Pillar Caisse Management Limited			X			A
SITQ E.U., S.E.C.						
Blackstone Real Estate Partners II		X				B
Blackstone Real Estate Partners III		X				D
Carlyle Realty Partners II, L.P.		X				E
SITQ É.-U. Inc.						
BRE/Satellite Co-Investor L.P.		X				E
Blackstone Real Estate Partners II		X				C
Blackstone Real Estate Partners III		X				C
Carlyle Realty Partners II, L.P.		X				A
SITQ International Inc.						

SPV La Défense PLC		X				A
Chiswick Park Unit Trust		X				F
Hercukes Unit Trust		X				H
Les Jardins de Paris			X			C
SITQ Mexique Inc.						
Desarollo Cordillera S.A. de C.V.				X		A
Desarollo Madeira S.A. de C.V.				X		A
SITQ Placements Inc.						
3855091 Canada inc.			X			A
9110-2681 Québec inc.			X			C
Société en commandite Cité du Multimédia		X				A
CDP CAPITAL - PLACEMENTS PRIVÉS						
CDP Accès Capital[2]						
162894 Canada inc. [3]	classe A		X		X	A
2957-7012 Québec inc.			X		X	A
					X	A
3095-7757 Québec inc.	classe B		X		X	A
3458032 Canada inc.	classe A		X	X	X	A
9013-8082 Québec inc.	classe B		X		X	A
	options d'achat		X			A
9045-1287 Québec Inc.			X		X	A
9070-1434 Québec inc.	classe A		X	X		A
9098-6522 Québec inc. [3]	classe A		X		X	A
ATC Chem Holding inc.	classe A		X			A
Abipa Canada inc.	classe A		X			A
Accès Capital Québec, S.E.C.		X				C
Actu-Biotech inc.	options d'achat		X		X	A
Aérobic Technologies Inc.	classe B		X		X	A
American Dye Source Inc.	classe A		X			A
Amexfor inc.	classe A, D		X		X	A
Attraction inc.	classe A		X			A
	privilégiées C, J		X			A
Audisoft Technologie inc.	classe H		X	X	X	A
	options d'achat		X			A
Auto Vu Technologies inc.	classe B, C		X		X	A
	privilégiées A		X			A
BIO MÉDIA Canada inc.			X			A
BIOMA Recherche inc.	bons de souscription		X			A
			X	X	X	A
BMI 2000 (Bécancour Métal) inc. [3]	classe A		X			A
Biogénie S.R.D.C. inc.	classe AA		X			A
Biopharmacopae Design International Inc.	classe A		X			A
	privilégiées E		X			A
Biovet inc.	classe B		X			A

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Bois + Value inc.					X	A
Bois Feuillus de la Lièvre inc., Les	classe A		X			A
	bons de souscription		X			A
Boutique Le Pentagone inc.	classe A		X		X	A
C.A.M.S. Distribution inc.	classe A		X		X	A
C.O.R.E. Compétence inc.	classe C, D		X		X	A
CDP Accès Capital Québec Chaudière-Appalaches s.e.c.		X				A
CO2 Solution inc.				X		A
COESI Inc.	options d'achat		X		X	A
Canacure Corp.	privilégiées		X			A
Chaussure Rallye inc.	classe B		X			A
Codagen Technologies Corp.	privilégiées A		X			A
			X			A
Coencorp Consultant Corporation	classe G		X		X	A
Composites BHS inc.	options d'achat		X		X	A
Concept Fiatlux inc	classe A		X		X	A
Consultants Akitek inc. [3]	classe A		X		X	A
Corporation 3-Soft inc.	privilégiées C		X			A
	bons de souscription		X			A
Corporation de Sécurité Garda World			X	X		A
Corporation Inglasco Ltée, La					X	A
Cuisines Gaspésiennes de Matane ltée	classe A		X			A
Cycles Devinci inc.			X			A
Décisif Solutions Logiciels inc.	privilégiées D		X			A
Dénommé Vincent prêt-à-porter masculin inc.	privilégiées B		X			A
Dentalmatic Technologies Inc.	classe C		X			A
Digico Réseau Global inc.	classe A		X			A
	privilégiées F		X			A
Dion Machineries inc. [3]	classe A		X		X	A
Distech Contrôles inc.	classe A, C		X			A
ETL Electronique Ltée	classe A		X		X	A
Écolux inc.					X	A
Emballage St-Jean ltée			X			A
Entreposage Maska ltée	classe A		X		X	A
Entreprises Railquip inc., Les	classe B		X		X	A
Eon Media inc.	privilégiées B, C		X			A
			X			A
Équipement Lacroix inc. [3]	classe A, H, I		X	X		A
Extenso Tech inc.	options d'achat		X	X	X	A

Fiducie Immobilière 1200 Nobel					X	A
Foliot inc.					X	A
Forambec ltée	classe A		X		X	A
Gecko Électronique inc.					X	A
Gemmar Systems International Inc.	classe A		X			A
	privilégiées B		X			A
	options d'achat		X			A
Géo-3D inc.	classe A		X		X	A
Géomax International inc.			X			A
Gestion Capital 07 Enr.		X				A
Gestion Groupe RT (1996) ltée	classe A		X			A
Groupe ComLink inc., Le	classe A		X			A
Groupe Drolet inc.			X			A
Groupe Lysac inc.	privilégiées F		X			A
Groupe Minutia inc.	options d'achat		X		X	A
Groupe SNS inc.	options d'achat		X		X	A
Groupe Sydsons inc.	options d'achat		X			A
			X	X	X	A
Hemera Technologies inc.			X			B
Hôtel Baker ltée					X	A
Hôtel Carrefour St-Jérôme inc.					X	A
ISM BioPolymer inc.	options d'achat		X		X	A
IdexMed inc. [3]	classe A		X	X	X	A
Imprimerie Solisco inc.					X	A
Investissements 3L (Laval-Laurentides-Lanaudière) S.E.C.		X				A
Jenbal inc.	options d'achat		X			A
			X		X	A
John Meunier inc.			X			A
KM Technologies inc.	privilégiées B		X			A
	droits de souscription		X			A
			X			A
L. Tanguay (1986) inc.					X	A
Laboratoires Bio-Med inc., Les [1]	classe A		X		X	A
Laminage Lamcom inc.				X		A
Logiciels Machina Sapiens inc., Les	classe A		X			A
	privilégiées G		X			A
	bons de souscription		X			A
Machinerie Feuiltault Canada inc.	classe A		X		X	A
Machinerie Optimum inc.					X	A
Markland Inc.	classe A		X			A
	privilégiées C, D		X			A
Mécaniciens Dream Inc.	privilégiées B		X			A
	options d'achat		X		X	A
Mechtronix Systems Inc.	classe A		X	X	X	A
Méga Bleu inc.	privilégiées		X	X	X	A

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Micro Optics Design Corporation			X			A
Morgan Schaffer inc. [3]	classe A		X		X	A
Neks recherche et développement inc.					X	A
New IT Technologies inc.	options d'achat		X		X	A
Nir-Vivo inc.					X	A
PV-Tron inc.	classe C		X	X		A
Pêcheries Gaspésiennes inc., Les					X	A
Pêcheries Marinard ltée, Les			X		X	A
Phenogene Thérapeutiques inc.	classe C		X		X	A
	privilégiées E		X			A
Placage R.T. Plating ltée					X	A
Placetel inc.	classe A		X			A
	privilégiées G		X			A
Polyplan Technologies inc.	privilégiées E		X			A
	droits de souscription		X			A
Pompaction inc.			X		X	A
Pro-Alimentel inc.	classe A, D, E		X		X	A
	privilégiées G		X			A
Productions Pascal Blais inc.			X			A
Produits du loup-marin Tamasu inc.					X	A
Produits Forestier J.V. inc.					X	A
Prowatt inc.	classe A, B		X		X	A
	privilégiées C		X			A
R.O. International inc.					X	A
RAD Equipement inc.					X	A
Racman inc.	classe A, B		X			A
	privilégiées C		X			A
Ragzoo inc.					X	A
Recypro Technologie inc.	options d'achat		X		X	A
Renyco inc.	classe A		X		X	A
Resort One Inc.			X			A
Ryshco Média inc.					X	A
Sablynx inc.	classe A		X		X	A
Scientech R & D inc.	classe A		X			A
Scierie Tech inc.					X	A
Sécurité Polygon inc.					X	A
Sérico inc.	classe A		X			A
	privilégiées H		X			A
Servi Technologies Inc.	options d'achat		X		X	A

Services Alimentaires Montclair inc.	classe A		X	X	X	A
Société d'investissements Capimont enr.		X				A
Société des Chemins de fer du Québec inc.	classe A		X			A
Société en commandite Capidem enr.		X				A
Société en commandite Capital de l'Estrie enr.		X				A
Société en commandite Capital Montérégie enr.		X				A
Société en commandite Investissements Mauricie-Bois-Francs-Drummond		X				A
Solvision inc.	classe B		X		X	A
Spécialités M.B. inc.	classe A		X		X	A
Supermétal Structures inc. & Al					X	A
Sylvie Beauchesne et Jean-Raymond Goyer inc.					X	A
Synercard Corporation	classe A		X	X		A
	privilégiées C		X			A
	options d'achat		X			A
Systèmes d'acoustique appliquée DVM inc.	options d'achat		X		X	A
Systèmes d'enseignes Electrobits inc.	classe A		X		X	A
Systèmes de gestion Heuristic inc.	classe A		X		X	A
TEC Innovation inc.					X	A
TGI Coffee Inc. [3]	classe A		X			A
TRAF-PARK inc.	classe A		X		X	A
Technique d'usinage Sinlab inc.	privilégiées C		X		X	A
Techno Diesel inc.					X	A
Technologies Thérapeutiques d'Avant-garde AT2 inc.	classe A		X			A
	droits de souscription		X			A
Unigraph International inc.	classe A		X		X	A
Usinage L. Couët inc.					X	A
Usines d'Autray Ltée, Les	classe B, C		X		X	A
Verre Select inc.	classe A		X		X	A
Vêtements S&P inc., Les	classe A		X		X	A
Viandes Abitemis inc.	classe B		X		X	A
	privilégiées E		X			A
Vinya Plastiques inc. [3]	classe A		X		X	A
Viridis Biotech inc.	options d'achat		X		X	A
Visuel Corporation Canada inc.	options d'achat		X		X	A
Volaille Giannone inc.	privilégiées F, I		X			A
	classe A		X		X	A
webPLAN inc.			X			A
CDP Capital Communications[2]						
Accel IV L.P.		X				B
Aeris Communications Inc.	privilégiées D, E		X			B
	bons de souscription		X			A
Affichage Astral Média, S.E.C.		X				A
Aptilon inc. [3]	classe A		X	X	X	B
	privilégiées E		X			A
Argo II:The Wireless-Internet Fund L.P.		X				B

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Arlington Capital Partners, L.P.		X				A
BG Media Investors L.P.		X				E
BNP Europe Telecom & Media Fund II, L.P.		X				C
Bestar Radio Inc.	classe A		X			A
Bragg Photonics Inc.	classe A		X			A
Brault & Bouthillier ltée					X	A
Broadview Capital Partners Q.P. Fund L.P.		X				C
CDP Capital Entertainment			X			A
CDP Korea Telecom and Infrastructure Fund, L.P.		X				A
Callahan Associates International LLC					X	C
Callahan Investco Germany 1 S.à.r.l.	classe A, A-2, A-4, A-5, C, C-2, C-4, C-5		X		X	F
	privilégiées		X			H
Carlyle Asia Venture Partners 1, L.P.		X				C
Centennial Fund IV, L.P.		X				A
Cité-Amérique inc.			X		X	A
Columbia Capital Equity Partners II L.P.		X				D
Com2i & Cie, SCA		X				A
Cutwater Media Inc. [3]			X			A
Diesel Force Marketing inc.	classe A		X		X	A
Distration Formats 2000 Inc.				X		A
Dolan Media Company	privilégiées G, H		X			D
	bons de souscription		X			A
Dolphin Communications Fund, L.P.		X				B
Dolphin Telecom Plc	classe A		X			A
Duff Ackerman & Goodrich CD Fund, L.P.		X				C
EBF Group, LLC		X				C
Elyps Communications Inc.	classe A		X	X	X	A
Evercore New Economy L.P.		X				A
GSM Capital Limited Partnership		X				B
Geomat International inc.					X	A
Gestion Sky High Inc.	classe A		X		X	A
Gestion Télésystème Inc.	privilégiées D		X	X		G
Great Hill Equity Partners, L.P.		X				C
Groupe Cinémaginaire inc.	classe A		X			A
Groupe Image Buzz inc.	classe A		X			A
	privilégiées E		X			A
Hybride Technologies Inc.	classe A		X			A
I.C. Axon Inc. [3]	classe A		X	X		C

InfoBank Corporation			X			A
Innovacom3			X			A
Intercontinental Telecommunications Corp.	privilégiées A		X			A
	droits de souscription		X			A
			X	X		A
Investissement Projet Ex Machina Inc. [3]			X		X	A
Japan Technology Fund, L.P.		X				A
Kutoka Interactive inc.			X			A
LMDS Holdings Limited	privilégiées A		X			C
	bons de souscription		X	X	X	D
LMDS Wireless Technologies Inc.	classe A		X			A
			X		X	A
Lightyear Fund, L.P.		X				A
Logiciels Dynagram inc., Les	classe A		X		X	A
MainStream PCS Holdings	classe A		X			A
March Networks Corporation			X			A
Maxlink.Net Inc.			X	X	X	A
MédiaTel Capital		X				C
Melenny Production inc.	privilégiées		X			A
Mobilix Holding A/S			X			C
Mon mannequin Virtuel inc. [3]	classe A		X	X	X	C
Mosaic Media Group	privilégiées A-1, A-2		X			D
	bons de souscription		X		X	C
Mosaic Music Publishing LLC [3]			X		X	D
Netwell Holdings Inc.	classe A		X		X	A
	privilégiées		X			A
Newbury Ventures Associates, L.P.		X				B
Next Generation Network Inc.	privilégiées D		X		X	A
Northam Inc.	classe A		X			A
			X		X	A
Orange Hungaria 1800			X			A
Placements TCD, (Les), S.E.N.C.			X			A
Productions Pascal Blais inc.			X			A
Quebecor Media Inc. [3]			X			H
SM Cable Holdings, LLC [3]	classe A		X		X	A
ScénoPlus inc. [3]	classe A		X		X	A
Société en commandite Omni Science IV-V		X				A
Société Européenne d'Investissement CFI/CDPQ		X				A
			X			A
Spanish Telecommunications Limited		X			X	G
Spectrum Equity Investors III, L.P.		X				C
Spike Broadband Systems Inc.				X		A
StarVest Partners, L.P.		X				C
Studentawards inc.	privilégiées C		X			A

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Systèmes Proxima limitée, Les	privilégiées C, D		X			A
			X	X	X	C
TIW-Asie		X				A
TVA Acquisition inc.			X	X	X	A
TVG Asian Communications Fund II		X				C
Taiwan Broadband Communications		X				E
Tandem Journalism Investments		X				G
Telenet Holding N.V.	privilégiées		X		X	E
Télésystème ltée				X	X	G
Télésystème, Corporation financière	privilégiées D		X			A
Toon Boom Technologies Inc.	classe A		X	X		B
Tube Images inc.	classe A		X			A
	bons de souscription		X	X	X	A
VS & A Communications Partners III L.P.		X				D
VS & A-HW Holdings, LLC		X				D
VS&A-DTN, LLC	privilégiées A		X			A
			X			C
Vantagepoint Communications Partners L.P.		X				D
VantagePoint Venture Partners III, L.P.		X				C
VantagePoint Venture Partners IV(Q), L.P.		X				A
Versaware inc.	privilégiées A		X			A
	bons de souscription		X	X	X	A
Visionael Corporation	privilégiées C, F		X			B
Zephyr Telecommunications, Inc.	privilégiées C		X			A
CDP Capital d'Amérique[2]						
162894 Canada inc. [3]	classe A		X			A
2318-4518 Québec inc.	privilégiées		X			A
			X			A
3103-7534 Québec inc.	classe A, B		X			A
3458032 Canada inc.					X	A
407 International Inc.				X	X	H
9070-1434 Québec inc.	classe A		X	X		A
9082-9292 Québec inc. [3]			X			A
9083-7436 Québec inc.					X	A
ARC Energy Venture Fund 3 Canadian L.P.		X				A
ATC Chem Holding inc.	classe A		X			A
	privilégiées L		X			A
Albums DF ltée	classe A		X		X	A
Aliments Multibar inc., Les					X	B

Altamira Investment Services Inc.	classe B, G		X			A
	privilégiées X		X			A
Ares Leveraged Investment Fund II, L.P.		X				C
Ares Leveraged Investment Fund, L.P.		X				C
Artel inc.					X	A
Atlantic Equity Partners III, L.P.		X				C
Autodis S.A.			X		X	C
Automotive Sealing Systems, Inc.	privilégiées		X			A
			X		X	B
BC European Capital VI		X				D
BC European Capital-GHG Syndication Fund		X				C
BN Capital Partenaires Mezzanine inc.		X				B
Bail Montmorency					X	A
Bail St-Jérôme					X	A
Beacon Group Energy Invest. Fund II		X				D
Benvest Capital Inc.			X			A
Biothermica Énergie inc.					X	A
Blackstone Offshore Capital Partners III L.P.		X				E
Blue Mountain Wallcoverings Inc.	classe A		X	X		B
Bois Oméga ltée					X	A
CACF Limited	bons de souscription		X			B
			X			F
CAI Capital Partners & Co., L.P.		X				A
CMC Electronics Holdings Inc.	classe A		X			C
Callahan Investco Germany 1 S.à.r.l.					X	C
Camelot Technologies Ltd			X		X	A
Camoplast inc.			X		X	C
Canadian Regional Aircraft Finance Transaction no1. Limited	privilégiées		X			A
Capital Mobicom inc.	privilégiées A, B, C		X			F
			X			A
Caravelle Investment Fund, L.L.C.		X				D
Caravelle Investment Fund II, L.L.C.		X				C
Caricel inc. [3]			X			A
Cavalier Textiles Group L.P.		X			X	A
Cercueils Victoriaville ltée	classe A		X			A
Chapais Électrique Limited	privilégiées B		X			A
					X	C
Château des Laurets S.A.S.	bons de souscription		X			A
			X		X	B
Cherokee Investment Partners II, L.P.		X				C
Cimbec inc.					X	A
Citicorp Mezzanine, L.P.		X				C
CiviGenics Inc.	privilégiées B		X		X	B
Cobra International Systèmes de Fixations Cie			X	X	X	A
Commercial Alcohols Inc.			X			C

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Compagnie d'assurances Gisco inc., La			X			A
Compas Minerals Group					X	A
Complexe Spectrum			X			A
Corporation de Commercialisation des Centres d'appels du Québec	privilégiées		X			A
			X			A
Corporation de Sécurité Garda World				X		A
Corporation Flexia			X		X	A
Corporation Inglasco Ltée, La					X	A
Craegmoor Healthcare			X		X	C
DGB Développement International Inc.					X	A
Deshors International S.A. [3]			X		X	B
Dolphin Telecom Plc					X	A
ETL Electronique Ltée	classe A		X		X	A
Emballages Duopac inc.	billets				X	A
Enerplus Pension Resource Corporation IV	classe A		X			B
Entreprises Railquip inc., Les	classe B		X		X	A
Environmental Private Equity Fund II, L.P.		X				A
Environmental Research and Development Capital, L.P.		X				A
Equipement industriel G.B.A.			X			B
Équipement Lacroix inc. [3]	classe H, I		X	X		A
Équipements de Sécurité Arkon Inc., Les					X	A
Exploration SOQUIP inc.	privilégiées		X			A
Festival Fun Parks, LLC					X	B
Fiducie RSP Hydro					X	C
Fonds d'investissements Focus, S.E.C.		X				B
Fonds de revenu Innergex		X			X	A
	privilégiées		X			A
Fournitures Funéraires Victoriaville Inc.	classe A, B, D		X			A
Gemmar Systems International Inc.	classe A		X			A
	privilégiées B		X			A
	options d'achat		X			A
Générale de Services Santé N.A. inc. [3]			X		X	B
Genstar Capital Partners III			X			B
Gestion Biothermica Énergie Inc.			X			A
Gestion Sodémex inc.	classe A, B		X			A
Glencoe/d'Amérique LLC		X				D
Golf Manitou inc.			X	X		A
Grohe Holding GmbH			X		X	H
Groupe Drolet inc.			X		X	A

Groupe Lysac inc.	privilégiées F		X			A
Hidroélectrica Rio Lajas					X	A
Hydro Bromptonville S.A.					X	B
ICG Mezzanine Fund 2000, L.P.		X				C
ICG Mezzanine Fund, L.P.		X				C
Industries Davidson inc., Les					X	B
Industries Fib-Pak inc., Les			X		X	A
Industries John Lewis ltée, Les			X		X	A
Industries Plastipak Inc. [3]			X		X	C
Infrastructure and Environmental Private Equity Fund III, L.P.		X				C
Innergex Hydro inc.					X	C
Investissements Novacap inc.	classe A		X			C
J.P. Morgan Partners Global Investors L.P.		X				A
KW Gaspé et compagnie L.P.					X	C
L.I.I. Holdings Corp.	classe A		X	X		B
LR JET Corporation					X	E
LaGran Textiles, Limited Partnership		X			X	A
Lone Star Fund III L.P.		X				G
MG Stratum Fund II, L.P.		X				C
Manzoni International S.A.	classe A		X		X	D
Mechtronix Systems Inc.				X		A
Meridian Automotive Systems Inc.	classe A		X			D
	bons de souscription		X		X	C
Mine Jeffrey inc.	privilégiées		X			A
			X			A
Miralta Capital II Inc.	classe A		X		X	A
Miralta Teramira Inc.	classe A		X		X	A
Mobile Storage Group, Inc.	unités		X		X	D
Motovan Corporation	classe A		X		X	B
NCP-EAS L.P.			X			C
NCP-MHZ, L.P.			X		X	C
Nassau Broadcasting Partners, L.P.			X		X	C
North Castle Partners II, L.P.		X				E
Noverco Inc.	options sur action		X			A
			X			A
NutraSweet			X			C
Oncap,L.P.		X				C
Ono Finance Plc	bons de souscription		X		X	D
PRA Holdings inc.	bons de souscription		X			A
			X			B
Palace Entertainment, Inc.	bons de souscription		X			A
			X			A
Papeteries Lafayette Limitée			X			A
Pêcheries Marinard ltée, Les			X		X	A
Permira Europe II LP		X				B

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Premier Caskets Corporation	classe A		X			A
Prémoulé inc.			X	X		B
Pricoa Private Capital Partners II		X				C
R.O. International inc.	classe A		X		X	A
RONA inc. [1]			X		X	D
Ronor Innovations Inc.			X	X		A
SIPAR - Société d'investissements en participations inc.		X				C
Sabex inc.	privilégiées A, G		X			A
			X		X	C
Sanitec Corporation			X		X	C
Schroder Canadian Buy-Out Fund II Limited Partnership CLP2		X				B
Schroder Canadian Buy-Out Fund III Limited Partnership LPI		X				B
Sentient Group Limited, The			X			A
Services de Consultation Supérieures Aérospatiales inc.	classe B		X	X	X	A
Société de cogénération de St-Félicien					X	C
Société des Chemins de fer du Québec inc.	classe A		X			B
Société en commandite Biothermica Énergie		X			X	A
Société en commandite Cramex					X	A
Société en commandite Gazmont					X	B
Société en commandite Novacap II		X				A
Société en commandite Sodémex		X				A
Société en commandite Sodémex II		X				C
Société en commandite Station Mont-Tremblant					X	E
Société en commandite, Chapais Énergie					X	A
Spécialités M.B. inc.	classe A		X		X	A
St-Joseph Printing Ltd					X	C
Systèmes d'enseignes Electrobits inc.	classe A		X		X	A
TNP Enterprises Inc.	privilégiées		X			D
	bons de souscription		X			A
Télésystème ltée				X		H
Tour de Mons S.A.S., La	options d'achat		X			A
			X		X	C
Trak inc.			X		X	A
Tru-Circle Corporation	classe A		X			C
	privilégiées A		X			C
	bons de souscription		X			A
Usines Huntingdon Canada ltée, Les	classe A		X			A
VCA Antech, inc.			X			C
Vacances Air Transat A.T. inc.					X	C

Vêtements S&P inc., Les	classe A		X	X	A
Virginia Merger Sub, Inc.				X	C
Vista Midstream Solutions Ltd	classe A		X		B
William Hill Holdings Limited	classe A, B		X	X	D
Windward Capital Partners II, L.P.		X			D
Wynnchurch Capital Partners Canada, L.P.		X			C
CDP Capital International[2]					
3i Europartners III L.P.		X			E
3i UK Investment Partners II, L.P.		X			E
3i UK Investment Partners, L.P.		X			C
AXA Asset Management Private Equity			X		A
AXA Private Equity Fund		X			C
AXA Private Equity Fund II		X			B
AXA Secondary Fund II L.P.		X			A
AXA Secondary Fund L.P.		X			D
Acces Capital Atlantique S.A.			X	X	A
Advent Private Equity Fund II, L.P.		X			C
Asia Equity Infrastructure Fund, L.P.		X			F
Asia Pacific Growth Fund II, L.P.		X			C
Asia Pacific Growth Fund III, L.P.		X			F
Autodis S.A.			X		A
Automotive Sealing Systems, Inc.	privilégiées		X		A
			X	X	B
BC European Capital V		X			B
BC European Capital VI		X			D
BC European Capital VII		X			D
BC European Capital-GHG Syndication Fund		X			C
BVP Europe, L.P.		X			F
BVP Management Ltd			X		A
Baring Asia Private Equity Fund II L.P.		X			B
Baring Asia Private Equity Fund L.P.2		X			D
Baring Asia Private Equity Fund L.P.4		X			B
Blackstone Offshore Capital Partners II L.P.		X			D
Blackstone Offshore Capital Partners III L.P.		X			E
Bodegas Nieto Senetiner S.A. [3]			X		B
Brazil Private Equity Fund L.P., The		X			C
Bruckmann, Rosser, Sherrill & Co. II, L.P.		X			C
CDP Asia International Advisory Inc.			X		C
CDP Concord Egyptian Direct Investment Fund Limited		X			B
CDP Korea Telecom and Infrastructure Fund, L.P.		X			A
CVC European Equity Partners II, L.P.		X			G
Caricel inc. [3]			X		A
Cemex Asia Holdings Ltd			X		D
China Renaissance Industries, L.P.		X			B
Compagnie financière Martin-maurel			X		B

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Companhia de Participações Alpha	privilégiées		X			A
Compass Capital Fund Associates Ltd			X			A
Compass Capital Fund L.P.		X				C
Convac Technologies Limited	bons de souscription		X			A
			X		X	B
Craegmoor Healthcare			X		X	C
Cypress Merchant Banking Partners II, L.P.		X				C
DGB Développement International Inc.					X	A
e.Pak Resources (S) Pte Ltd	privilégiées B		X			A
Emerging Europe Capital Investors, LDC		X				C
Exxel Capital Partners 5.5, L.P.		X				B
Exxel Capital Partners V, L.P.		X				C
GS Special Opportunities (Asia) Offshore Fund, L.P.		X				G
GSS L.A. LTD. [3]			X			A
Green Equity Investors III, L.P.		X				C
Groupe Expordev [3]			X	X		A
Harbour Group Investments III, L.P.		X				C
Harbour Group Investments IV, L.P.		X				A
J.W. Childs Equity Partners II, L.P.		X				C
Japan Venture Fund III		X				C
KKR 1996 Fund, L.P.		X				D
LGV 1999 Private Equity (UK), L.P.		X				C
Mercosur Supermarkets, L.P.		X				A
Monterrey Private Equity Fund		X				B
Netstar International Holdings (BVI) Ltd	privilégiées E		X			C
			X			A
Northstar Trade Finance Inc.			X			A
Novabrik Europe Inc.	classe A		X			A
Permira Europe I L.P.		X				C
Permira Europe II LP		X				B
Permira U.K. III		X				C
Polish Enterprise Fund L.P.		X				C
Pricoa Private Capital Partners II		X				C
RHJ Industrial Partners, L.P.		X				B
Renaissance Funds LDC, The		X				B
Sanitec Corporation			X		X	C
Schroder Ventures Asia Pacific Fund III, L.P.		X				B
Silver Lake Partners, L.P.		X				D
Siparex S.C.A.			X			A

Société en commandite Capimex		X				A
TA/Advent VIII, L.P.		X				C
Violy, Byorum & Partners Holdings, LLC	parts B		X			A
	parts A		X			A
CDP Services financiers[2]						
@rgentum, Corp. gestion et recherche		X				A
Addenda Capital inc.			X			B
Addenda.math inc.		X				A
Alain, Guilmette et associés inc.	classe A		X	X		A
Astra Obligation		X			X	A
Bâtirente		X			X	A
Blanchard, Roy et Associés	classe A		X	X		A
CCP Allied, L.D.C.			X			B
CTI Fonds Mutuels inc.			X			A
Canadian Pension Equity & Company, L.P.		X				A
Capital Teraxis inc. [3]			X	X		C
Capital Z Financial Services Fund II, L.P.		X				A
Compass Group Holdings LLC			X			A
Compass Group Holdings Ltd			X			C
Conning Capital partners VI		X				C
Corporation Alter Moneta [3]			X			A
Coventree Capital Group Inc.	classe B		X			A
Évolution FM inc.		X			X	C
Fédération des Médecins Omnipraticiens du Québec		X				A
Fiducie Alter Moneta			X			B
Fiducie AM			X			B
Fonds d'investissements Micro-Cap, S.E.C		X				A
Fonds d'investissement Valorem		X			X	A
Fonds d'investissements Micro-Cap II, S.E.C.		X				A
Fonds mutuels Cartier Inc.		X			X	F
Fonds Mutuels Cartier Ltée			X			A
Fonds mutuels CTI		X			X	C
Fonds mutuels Standard Life		X				A
Fonds mutuels StrategicNova		X				B
Fort L.P.		X				A
Fort Management Inc.			X		X	A
Gestion d'Arbitrage Cristallin inc.		X				B
			X		X	A
Gestion de placements Holdun inc.	classe A, B		X			A
Gestion SFL inc.	classe A		X			B
Groupe BBSP S.A.			X			A
Groupe Optimum inc.	classe A, B		X			B
HR Strategies Inc.	classe A		X			A
HRS Asset Management Limited			X			A
Highcrest Special Opportunity Fund, L.P		X				B

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Info Financial Consulting Group inc.					X	A
Lightyear Fund, L.P.		X				B
M.T.I. Fund		X				C
MT Asset Management Ltd			X			A
Maestral		X				A
Nova Bancorp Group (Canada) Ltd	classe A, B		X		X	C
Optimum Placements		X				A
Orbit Mutual Funds		X				A
Orléans Compagnie d'assurance générale [3]	classe A		X			A
Putnam Lovell Equity Partners, L.P.		X				C
Putnam Lovell Group Inc.				X		C
SIPAR - Société d'investissements en participations inc.	classe A, B		X			A
		X				B
SSQ Vie				X		D
San-Roche Financial Inc. [3]	classe A		X		X	A
Société en commandite Myriade		X				C
Société en commandite, Capital Cartier		X				G
Spring Pension Fund Management Ltd				X		A
StrategicNova Inc.	classe B		X		X	E
Trident II, L.P.		X				C
Venturion Financial Services Fund, L.P.		X				B
CDP Sofinov [2]						
800.com Inc.	privilégiées C, D		X			A
AEgera Thérapeutique inc.	privilégiées A, D		X			A
ATI Medical, Inc.	privilégiées B		X			A
AXA Asset Management Private Equity			X			A
AXA Private Equity Fund		X				B
Acurian Inc.	privilégiées B		X			B
Air Data inc.			X	X	X	A
Air2Web Inc.	privilégiées C		X			B
	bons de souscription		X			A
Anadys Pharmaceuticals Inc.	privilégiées E, F		X			A
	bons de souscription		X			A
Anapharm inc. [3]	classe A		X			C
Angiogène inc.	privilégiées A		X			A
	bons de souscription		X			A
			X			A
Arc Second Inc.	privilégiées D, E		X			B
	bons de souscription		X	X		B

Ascent Medical Technology Fund, L.P.		X				C
AstroVision International Inc.	privilégiées A		X			A
	bons de souscription		X	X		A
Atlas Venture Fund III, L.P.		X				C
Atlas Venture Fund IV, L.P.		X				C
Auriga Ventures	parts C		X			A
		X				C
	parts B		X			A
Auriga Ventures II	parts A		X			A
	parts B		X			A
Avalon Pharmaceuticals, Inc.	privilégiées B		X			C
Avantcell Technologies Inc.	classe A		X			A
BioAM		X				A
Biovector Therapeutics S.A.	classe D		X			A
Bond Face Technology inc.			X		X	A
Brightspark Labs Inc.			X			A
Brightspark Ventures, L.P.		X				C
CML Emergency Services Inc.	privilégiées A		X			A
			X		X	A
Camelot Technologies Ltd			X		X	A
Capimont Technologies, Société en commandite	parts B		X			A
Careclinix, Inc.	privilégiées A		X			A
Cellex Power Products Inc.	privilégiées B		X			B
Chronogen Inc.	classe A		X			A
Clearcross, Inc.	privilégiées F, G, H		X			C
	bons de souscription		X			A
			X			A
Commonwealth Capital Ventures III, L.P.		X				B
Compatigène Inc.	privilégiées A		X			A
	bons de souscription		X			A
Coradiant Inc.	privilégiées A-1		X			B
CytoLogix Corporation	privilégiées B		X			A
	bons de souscription		X			A
Cytochroma Inc.	privilégiées B		X			A
D.J. LIVINGSTON & CO., INC.	privilégiées A		X	X		B
Dentalmatic Technologies Inc.	classe C		X			C
Domain Partners III, L.P.		X				A
Domain Partners IV, L.P.		X				B
etNETWORKS, Inc.	privilégiées B		X			B
e-XML Media			X			A
EGS Private Healthcare Partnership, L.P.		X				C
EOS Biotechnology Inc.	privilégiées D, E		X			B
Entomed S.A.	classe D		X			A
Fermag inc.	classe A		X	X	X	A
Financière Qualiac			X			A

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Fonds Technocap Inc.	privilégiées		X			F
Forward Ventures IV, L.P.		X				B
Galen Partners International II, L.P.		X				B
Galileo Laboratories Inc.	privilégiées F		X			B
GeminX Biotechnologies inc.	privilégiées A		X			B
	bons de souscription		X			A
GeneChem Technologies S.E.C.		X				C
Genesis Partners II LDC		X				C
Gilde IT Fund II		X				C
Glimmerglass Networks Inc.	privilégiées B		X			B
GrandBanks Capital Venture Fund L.P.		X				A
Grocery Gateway Inc.	privilégiées		X			B
	privilégiées A		X			A
Groupe Triton Électronique International inc.	classe A		X			A
	privilégiées B, C, E		X			A
Hydrogen Burner Technology Inc.	bons de souscription		X			A
	options d'achat		X			A
			X	X	X	C
IRG Groupe de recherche infomédia inc.	classe B		X		X	A
Imagerie xyz inc.	privilégiées B		X			A
Infotriever Inc.	privilégiées A		X			A
Intecom, Inc.			X			A
Interstar Technologies Inc.	privilégiées A, C		X			A
J.L. Albright II Venture Fund		X				C
J.L. Albright III Venture Fund		X				B
Kadmus Pharmaceuticals Inc.	privilégiées A		X			A
Keopsys, Key Optical Systems	privilégiées P		X			B
Labcal Technologies inc.	classe A		X			A
	bons de souscription		X	X		A
Laboratoires Bio-Recherches ltée			X			A
Life Imaging Systems Inc.	privilégiées D, E		X			A
	bons de souscription		X			A
Locus Holdings Inc.			X			A
Logibro inc.	privilégiées B, D, F		X			C
	bons de souscription		X	X		A
MDS Health Ventures Inc.	privilégiées		X			A
			X			B
MDS Life Sciences Technology Fund, L.P.		X				C
MXT Inc.	classe A		X	X		A

Medpointe Inc.			X			C
Merix Bioscience inc.	privilégiées B		X			B
	bons de souscription		X			A
MethylGene Inc.	classe A		X			B
Micro Optics Design Corporation	bons de souscription		X			A
			X	X		B
Micro-électronique Cératel inc.					X	A
Minacom Inc.	privilégiées		X			B
	bons de souscription		X			A
			X			A
Minacom Labs inc.			X			A
Molecular Mining Corporation	privilégiées B		X			A
Mosaic Venture Partners II, L.P.		X				B
Motus Technologies inc. [3]	classe A		X		X	A
NETdelivery Corporation	privilégiées C		X			B
NTB Neurotrophic Bioscience Inc.					X	A
Nertec Design inc. [3]	classe A		X	X		B
NetActive Inc.				X		A
Neuroscience Partners, L.P.		X				C
New Enterprise Associates 9, L.P.		X				C
New Enterprise Associates VIII A, L.P.		X				A
New Enterprise Associates VIII, L.P.		X				B
Nth Power Technology Fund II-A		X				A
NuVasive, Inc	privilégiées D		X			C
ONSET Enterprise Associates, III L.P.		X				B
ONSET IV, L.P.		X				B
Organogel Canada ltée	classe A		X			A
	bons de souscription		X		X	A
Orisar inc.	privilégiées A		X			A
PHS Mems	classe P		X			C
			X			A
PROCRÉA Biosciences inc.	classe A		X			A
Pharma Laser Inc.	classe A		X			A
	bons de souscription		X			A
Photolumen ltée					X	A
PolyStor Corporation	privilégiées H		X			A
ProQuest Investments II, L.P.		X				B
ProQuest Investments, L.P.		X				C
PyroGenesis inc.	classe A		X			A
Quantiscript Inc.			X			A
RTP Pharma Inc.			X	X		B
SAM HealthCare/Biotech Equity Fund Limited		X				C
SAM Private Equity Energy Fund L.P.		X				A
SMT Hydrasil inc. [3]			X	X	X	A
SS8 Networks Inc.	privilégiées A, B, C		X			B

12 **INVESTISSEMENTS EN ACTIONS ET EN OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS FERMÉES (suite)**
au 31 décembre 2001
(juste valeur - en millions de dollars)

SOCIÉTÉS	Désignation	Parts	Actions	Valeurs convertibles	Obligations	Valeur des investissements
Sabex inc.	privilégiées A, H		X			A
			X		X	D
Sanderling Venture Partners IV, L.P.		X				C
Sanderling Venture Partners V, L.P.		X				B
Seaflower Health Ventures 3, L.P.		X				A
Semantix Inc. [3]	privilégiées		X			A
	privilégiées B		X			A
			X	X	X	A
SiGe Semiconductor Inc.	privilégiées		X			B
Silanis Technology Inc.	privilégiées B		X			B
Silonex Inc.	classe A, B		X		X	A
Silver Lake Partners, L.P.		X				D
Société de Développement du Magnésium, S.E.C.		X				B
Société en commandite Gestion T2C2/Bio		X				A
Société en commandite T2C2 / Bio		X				C
Société en commandite T2C2 / Bio 2000		X				B
Société en commandite T2C2 / Info		X				C
SpaceVest II, L.P.		X				C
SpaceVest III, L.P.		X				A
Spike Broadband Systems Inc.				X		A
Sudinnova II		X				A
Symagery Microsystems Inc.	privilégiées B		X			A
	bons de souscription		X			A
TA Associates - Advent VII, L.P.		X				A
Tandem Medical Inc.	privilégiées D		X			A
Technologies Innovations AIKS inc.			X	X		A
Télogène inc.	privilégiées E, G		X			A
Tetra Technologies inc. [3]	classe A		X	X		A
Therion Biologics Corporation	privilégiées B		X			A
	bons de souscription		X	X		A
Think Dynamics Inc.	privilégiées B		X			A
TransMedics, Inc.	privilégiées A		X			A
Triosyn Corp.	bons de souscription		X	X		A
Valadeo Technologies Corp. [3]	privilégiées A		X			A
			X			A
Ventures West B.C. Technology Investment Fund, The		X				A
Veracel Inc.	privilégiées A		X			A
	bons de souscription		X			A
	bons de souscription spéciaux		X			A

Viacell Inc.	privilégiées H	X			A
Virocell Inc.	privilégiées B	X			A
	options d'achat	X			A
VistaScape Technology Corp.	privilégiées B	X			A
	bons de souscription	X		X	A
VistaScape Techonology Corp.			X		A
Wokup !	privilégiées P	X			B
X-Ceptor Therapeutics Inc.	privilégiées B	X			A
Zarix Inc.	privilégiées C	X			B
	bons de souscription	X			A
Zycos Inc.		X			B
CDP Montréal Mode Investissement[2]					
Administration LVER inc.		X			A
Attraction inc.	classe A	X			A
	privilégiées C, J	X			A
Dubuc Mode de Vie inc.		X		X	A
Esteem Fashions Inc.	classe A, E	X			A
Lise Watier cosmétiques inc.				X	A
Modes Freedom inc.				X	A
Montfort Diffusion inc.				X	A
Montréal Mode inc.	classe A	X			C
Montréal Mode Investissement Inc.	classe A	X			A
Sheila Dassin Boutique inc.			X		A
Souris Mini inc.		X		X	A

Les variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux inscrits aux régistres de la Caisse: 16 dossiers de débentures convertibles en actions de sociétés à capital ouvert.

[1] Initié
[2] Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu du quatrième alinéa de l'article 37.1 de la loi sur la Caisse.
[3] Placement effectué ou détenu par la Caisse ou une filiale en vertu du dernier alinéa de l'article 37.1 de la loi sur la Caisse.

Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et en obligations de sociétés fermées et ne tient pas compte de la couverture des risques liés aux fluctuations de change. Son contenu est sujet aux normes de divulgation applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité; ou de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours; ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements présentés dans la liste annuelle et ceux inscrits aux régistres de la Caisse au 31 décembre. Toutefois, lorsqu'il est possible de le faire sans contrevenir aux normes qui précèdent, la liste annuelle doit faire état du montant total de ces variations.

Conformément aux ententes intervenues, n'est pas incluse dans la liste la valeur spécifique des investissements effectués dans toute société fermée (selon la définition de la loi sur les valeurs mobilières du Québec) si elle n'a pas donné son accord à la divulgation.

Lieu	Terrains et immeubles
CADIM	
Anjou	Terrain – Résidentiel et Terrain – Parc d'affaires
Baie Comeau	138, rue Comeau
Brampton	2 et 4 Silver Maple Court
Burlington	3485 Harvester Road
Calgary	3916 56th Avenue SE
Calgary	9110 MacLeod Trail
Calgary	615 MacLeod Trail South
Charlesbourg	4155, 4e Avenue Ouest
Dartmouth	15, 17, 21, 25, 76, 80, 94, 95, 96, 98 Highfield Park Drive
Dartmouth	20, 30, 40, 47 et 51 Joseph Young St.
Dorval	450 et 455, avenue Racine
Edmonton	11211 104th Avenue
Etobicoke	277 et 279 Humberline Drive
Fonthill	20 Candoro Drive
Gloucester	2750 Carousel Drive
Kingston	1020 Pembridge Crescent
Kitchener	324 Highland Road West
Kitchener	801 et 809 Victoria Street North
Laval	Terrain – Sainte-Dorothée
Laval	Terrain – chemin du Bord de l'eau
London	405 et 415 Wharncliffe Road South
London	Terrain – Heartstone
Markham	80 et 90 Centurian Drive
Markham	300 John Street
Mississauga	1030, 1050, 1070, 1090, 1110 Kamato Road
Mississauga	1545 et 1565 Britania Road
Mississauga	1625, 1635, 1645 et 1655 Sismet Road
Mississauga	30 Elm Drive
Mississauga	5511, 6625, 6645, 6665, 6685, 6705, 7025 Tomken Road
Mississauga	6465 Millcreek Drive
Mississauga	2100 Sherobee Road
Moncton	1380 Mountain Road
Montréal	360, rue Saint-Antoine Ouest
Montréal	10005, avenue du Bois-de-Boulogne
Montréal	Terrain – 1441, Drummond et 1450, Stanley
Oakville	1229 Marlborough Crescent
Ottawa	1541 Riverside Drive
Pointe-Claire	230 et 1325, boul. Hymus
Québec	1 à 8, place de Mérici et 2 terrains
Richmond Hill	1250 et 1255 Reid Street
Richmond Hill	9030 et 9040 Leslie Street
Saint-Laurent	1300, boulevard Alexis-Nihon
Scarborough	567 Scarborough Golf Club Road
Sherbrooke	2775 et 2835, rue du Manoir
Saint Catharines	234 Oakdale Avenue et 16 Capner Street
Saint Catharines	64 et 76 Roehampton Avenue
Saint Catharines	87 et 97 Rockwood Ave. et 100 Woodrow St.
Saint Catharines	333 Meadows Boulevard
Toronto	1770 à 1790 Eglinton Avenue East
Toronto	1530 et 1540 Victoria Park Ave.
Toronto	725 Warden Avenue
Vancouver	801 Marine Drive
Vancouver	2110 West 43rd Avenue
Vaughan	140 et 141 Staffern Drive
Whitby	900 Dundas Street
Placements à l'étranger - États-Unis	
Carol Stream	535 E Thornhill Drive
Cranston	100 Elena Street
Gloucester	145 Essex Avenue
Lisle	1769 Robin Lane
Manassas	10303 7th Regiment Drive
New York	6 West 107th Street
New York	108 West 15th Street
New York	231 et 237 Second Avenue
New York	401 West 56th Street
New York	230 East 44th Street
New York	235 et 237 West 48th Street
New York	210 West 89th Street
Newport Beach	880 Irvine
Newport Beach	1700 16th Avenue
San Francisco	303 Second Avenue
Silver Spring	3408 Hampton Hallow Drive
Southfield	23275 Riverside Drive
Woodridge	2472 Emerald Court
Placements à l'étranger - Autres	
Bariloche (Argentine)	Terrain – Burco Desarollos S.A.
Brasilia (Brésil)	Terrain – Paulo Octavio
Nice (France)	24, rue St-François de Paule
Séoul (Corée)	23-8 et 23-10 Yoido-Dong
Tokyo (Japon)	6-25 Jingumaë, Shibuya-ku
Varsovie (Pologne)	Terrain – rue Julianowska
Varsovie (Pologne)	Terrain – Piaseczno
Varsovie (Pologne)	39 Mokotowska
IVANHOÉ CAMBRIDGE	
Anjou	7999, boulevard Les Galeries d'Anjou
Barrie	Terrain – Simcoe
Beaconsfield	50, boulevard St-Charles
Beauport	Joseph-Casavant et Clémenceau et terrain
Belleville	390 North Front Street et terrain
Brantford	84 Lynden Road et 2 terrains
Brantford	171 Colborne Street
Brossard	2150, boulevard Lapinière
Burlington	777 Guelph Line et 2 terrains
Burlington	900 Maple Avenue
Burlington	3365 Fairview Street
Burnaby	4710 et 4720 Kingsway et terrain
Calgary	3625 Shaganappi Trail, NW
Calgary	901 64th Avenue NE et terrain
Calgary	100 Anderson Road SE
Calgary	2525 36th Street NE
Calgary	11012 MacLeod Trail S
Calgary	Terrain – Northgate Site
Charlesbourg	4296, 1re Avenue
Chatham	100 King Street West
Côte Saint-Luc	7079, chemin Côte St-Luc
Dartmouth	21 Micmac Boulevard
Delson	1000, boulevard Georges-Gagné et terrain
Dollard-des-Ormeaux	3237, boulevard des Sources
Dundas	101 Osler Drive
Edmonton	Terrains - 2323 111th Street
Edmonton	2331 66th Street NW et terrain
Edmonton	111th Street et 51st Avenue
Etobicoke	500 Rexdale Blvd.
Greenfield Park	423, boulevard Taschereau
Hull	320, boulevard St-Joseph
Kelowna	Terrain – Kelowna Site
Kingston	945 Gardiners Road
Kingston	1040 à 1096 Princess Street
Lachine	2972, chemin Remembrance
LaSalle	2101, avenue Dollard
Laval	2800, ave. du Cosmodôme et terrain
Laval	Terrain – St-Martin et Laval
Laval	Terrain – boulevard St-Elzéar
Laval	965, boulevard Curé-Labelle
Lethbridge	Terrain – 200 4th Avenue S.
Lévis	Terrain – route du Président-Kennedy
Lloydminster	5211 44th Street

Lieu	Terrains et immeubles
IVANHOÉ CAMBRIDGE (suite)	
London	509 Commissioners Road
Longueuil	1401, chemin Chambly
Markham	5000 Highway 7
Mascouche	Terrain – Mascouche/Lachenaie
Mascouche	Terrain – montée Masson
Mercier	Terrain – boulevard St-Jean-Baptiste
Mississauga	1250 South Service Road
Montréal	Terrain – 500, boulevard de Maisonneuve
Montréal	705, rue Sainte-Catherine Ouest
Montréal	Terrain – 677 à 685 rue Sainte-Catherine O.
Montréal	3801, route Transcanadienne
Montréal	1500, avenue McGill College
Montréal	1753, rue Fleury Est
Montréal	2665 et 4885, avenue Van Horne
Montréal	7500, rue Victoria
Montréal-Nord	6000, boulevard Henri-Bourassa Est
Mont-Royal	2305, chemin Rockland
Mont-Royal	2375, rue Lucerne
Nanaimo	6631 Island Highway N et terrain
Newmarket	17600 Yonge Street et terrain
Niagara Falls	7555 Montrose Road et terrain
North York	1800 Sheppard Av East
Oakville	240 Leighland Avenue
Oshawa	419 King Street West
Ottawa	100 Bayshore Drive
Pincourt	101, boulevard Cardinal-Léger
Québec	440, rue Bouvier
Red Deer	4900 Molly Baister Drive
Repentigny	100, boulevard Brien
Repentigny	175, rue Notre-Dame
Richmond	6551 No. 3 Road
Saint Albert	300 36th Street
Saint John's	430 Topsail Road
Saint-Laurent	3205, boulevard Côte Vertu
Saint-Léonard	Terrain – rue Jean-Talon Est et Provencher
Sainte-Agathe	Terrain – chemin Palomino
Sainte-Foy	2450 et 2700, boulevard Laurier et terrain
Surrey	2695 Guilford Town Centre et terrain
Toronto	65 Skyway
Trois-Rivières	4125, boulevard Des Forges
Vancouver	650 West 41st Avenue
Vaughan	Terrain – Rutherford Road
Victoria	3147 Douglas Street
Waterloo	550 King Street North et terrain
Windsor	3100 Howard Avenue
Windsor	7654 Tecumseh Blvd. et Lauzon Rd. et terrain
Winnipeg	1555 Regent Avenue West et terrain

Lieu	Terrains et immeubles
Placements à l'étranger - États-Unis	
Alexandria	5801 Duke Street
Chattanooga	271 Northgate Mall
Gainesville	6419 Newberry Road
Lancaster	142 Park City Center
Las Vegas	4300 Meadowns Lane
Minnetonka	12401 Wayzata Boulevard
Omaha	3001 South 144th Street
	10000 California Street
San Jose	1 Eastridge Mall
Savannah	1405 et 7804 Abercon Extension
Tampa	2223 North West Shore Blvd.
Taylor	23000 Eureka Road
Wauwatosa	2500 North Mayfair Road
SITQ IMMOBILIER	
Alma	705, avenue du Pont Nord
Baie d'Urfé	Terrain – Clark et Graham
Blainville	Terrain – Industriel – Autoroute 15
Brossard	8705, boulevard Taschereau
Burlington	1100 Burloak Drive
Burlington	5575 North Service Road
Calgary	125 et 131 9th Avenue S.W. et S.E.
Calgary	Terrain – 211 11th Avenue S.W.
Calgary	Terrain – 500 Fourth Avenue S.W.
Chandler	175, rue Daigneault
Chicoutimi	1212 et 1324, boulevard Talbot
Chicoutimi	299, rue des Saguenéens et terrain
Edmonton	Terrain – 10180 102nd Street NW
Gaspé	39, montée Sandy-Beach
Jonquière	3460, boulevard Saint-François
Jonquière	Terrain – rue Stanley
Kamloops	2189 Troon Way
Laval	1, 2, 3 et 4, Place Laval
Laval	2525, boulevard Daniel Johnson
Laval	3080, 3090 et 3100, boulevard Le Carrefour
Laval	Terrain – Autoroute 440
Laval	440, boulevard Armand-Frappier
Laval	Terrain – boulevard Dagenais
Mill Bay	Terrain – 851 Frayne Road
Mississauga	2600, 2630 et 2680 Skymark Avenue
Montréal	1200, 1981 et 2001, avenue McGill College
Montréal	2020, rue University
Montréal	360, rue Saint-Jacques
Montréal	900, rue Sainte-Catherine Ouest
Montréal	747 et 800, Square Victoria
Montréal	1155, rue Metcalfe

Lieu	Terrains et immeubles
Montréal	500, rue Sherbrooke Ouest
Montréal	1170, rue Peel
Montréal	50 et 80, rue Queen et terrain
Montréal	71 à 87, rue Prince
Montréal	1 à 5, Place Ville-Marie
Montréal	2000, rue Notre-Dame Est
Montréal	1055, boulevard René-Lévesque Est
Montréal	111, rue Duke et terrain
Montréal	Terrain – angle King, Wellington et Queen
Montréal	Terrain – Pitfield et Bois-franc
Montréal	12675, rue Sherbrooke Est
North York	90 Sheppard Avenue East
North York	5150 et 5160 Yonge Street
North York	3381 et 3389 Steeles Avenue East et 3900 et 4000 Victoria Park
Ottawa	160 Elgin Street
Québec	801, chemin Saint-Louis
Québec	565 à 585, boulevard Lebourgneuf
Québec	Terrain – boul. L'Ormière et Armand Viau
Québec	Terrain – boulevard de La Canardière
Québec	690 et 700, René-Lévesque Est
Québec	Terrain – boulevard du Parc technologique
Richmond	13511, 13551, 13571, 13575, 13700, 13775 et 13777 Commerce Parkway, 13700 et 13711 International Place
Richmond	13140, 13155, 13200, 13211, 13231, 13251 et 13260 Delf Place
Richmond	13020 Delf Place et 4600 Jacombs Road
Richmond	Terrain – 13900 Maycrest Way
Rimouski	419, boulevard Jessop
Rimouski	80, 84 et 114, rue Saint-Germain
Rivière-du-Loup	298, boulevard Thériault
Roberval	1221, boulevard Marcotte
Sainte-Foy	880 et 930, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy	1000 et 1020, route de l'Église
Saint-Laurent	3333, boulevard Cavendish
Saint-Laurent	1111, Doc. Frederick Phillips
Saint-Laurent	3300, 3350, 3450 et 3500, chemin de la Côte Vertu et terrain
Saint-Laurent	655, rue Gougeon
Saint-Laurent	6969, 7875, 7905, 7945, 7955, 8085, 8087 et 8089, route Transcanadienne
Saint-Laurent	1055, 1083, 1435, 1469, 1475 et 1497, rue Bégin
Saint-Laurent	4405, 4410, 4420, 4430, 4445, 4448, 4454, 4475, 4488, 4490, 4500, 4520, 4600, 4612, 4620, 4700 et 4720, rue Garand
Saint-Laurent	4150, 4155, 4200, 4205, 4395, 4300, 4310, 4320, 4400, 4408, 4420, 4405 et 4515, boulevard Poirier

13 RELEVÉ DES BIENS IMMOBILIERS au 31 décembre 2001

Lieu	Terrains et immeubles
SITQ IMMOBILIER (suite)	
Saint-Laurent	Terrain – MacCaffrey et Gougeon
Saint-Laurent	Terrain – Gougeon et Côte de Liesse
Saint-Léonard	6801, boulevard des Grandes Prairies
St-Georges de Beauce	8585, boulevard Lacroix
Surrey	Terrain – 10231 154th Street
Surrey	Terrains – 12827 et 12835 King George Highway et 12818 et 12834 112B Avenue
Thetford Mines	8051, boulevard Smith Nord
Toronto	55 University Avenue
Trois-Rivières	4520, boulevard Royal
Trois-Rivières	4000, 4100 et 4300, boul. des Récollets
Trois-Rivières	225, rue des Forges
Vancouver	505, 555, et 595 Burrard Street
Vancuver	Terrain – 580 Burrard Street
Vancouver	1055 Dunsmuir Street
Vancouver	2020 et 2030 West Broadway
Vancouver	535 Hornby Street, 1040 W. Pender Street et 540 Thurlow Street
Vancouver	1130 et 1166 West Pender
Vancouver	1508 Broadway
Vancouver	1075 West Georgia Street
Victoria	1644 Hillside Avenue
Winnipeg	201 Portage Avenue
Winnipeg	Terrain – 416 Main Street
Placements à l'étranger - États-Unis	
Amarillo	600 South Tyler Street
Arlington	2100, 2110 et 2120 Washington Boulevard
Austin	5407 IH 35
Austin	7600 Burnet Road
Baton Rouge	450 Laurel Street
Bellevue	3617, 3650 et 3655 131st Avenue SE, 3605 et 3625 132nd Avenue SE, 13231 36th Street SE
Bellevue	320 108th Avenue NE
Bellevue	355 110th Avenue NE et 10885 NE 4th Street
Bellevue	12920 38th Street SE
Everett	Terrain – 12121 Admiralty Way
Farmer's Branch	13456 Midway
Farmer's Branch	4100 Alpha
Farmer's Branch	4141 Blue Lake
Farmer's Branch	4000, 4001, 4020, 4040, 4099, 4100 et 4101 McEwen
Glendale	4300 et 4500 Cherry Creek South Drive
Houston	1001 McKenney
Los Angeles	1888 Century Park East
McKinney	1600 Redbud Drive
New York	1 Park Avenue
New York	1250 Broadway
New York	498 7th Avenue
Plano	1700 Coit Road
Redmond	18200 et 18700 Union Hill Road NE
Round Rock	1111 North IH 35
San Diego	401 West A Street
Seattle	1420 5th Avenue
Seattle	Terrain – 1941 Westlake Avenue
Seattle	Terrain – 1532 NW 56th Street et 819 Virginia
Seattle	Terrain – 1925 9th Avenue
Tampa	100 South Ashley Drive
Washington D.C.	1776 Eye Street N.W.
Washington D.C.	1501 K Street
Westlake Hills	3811 Bee Caves Road
Placements à l'étranger - Autres	
Banbury (Angleterre)	Castle Street et Parsons Street
Londres (Angleterre)	Ropemaker Street et 35 Basinghall Avenue
Paris (France)	52, rue d'Anjou
Paris (France)	42, avenue de Friedland
Paris (France)	11, cours Valmy
Paris (France)	13, esplanade du Général de Gaulle
Paris (France)	8, rue d'Alsace
Paris (France)	1, rue Carpeaux
Paris (France)	20, bis Jardins Boiel Dieu
Puteaux (France)	16, avenue de la République
Puteaux (France)	Terrains – La Défense
Saint-Ouen (France)	28 à 60, Ardoin et Quai de la Seine

14 RELEVÉ DES BIENS IMMOBILIERS DÉTENUS À DES FINS DE REVENTE
au 31 décembre 2001

Lieu	Adresse
Alma	1055 et 1095, rue Du Pont Sud
Baie-Comeau	300, boulevard LaSalle
Beaupré	1000, boulevard Beaupré, app. 101 et 102
Chicoutimi	475, boulevard Talbot
Gaspé	142, boulevard Gaspé
Hull	214, boulevard de la Cité-des-Jeunes
Jonquière	2675, boulevard du Royaume
La Baie	993 à 997 et 1013, rue Bagot
Magog	1750, rue Sherbrooke
Port-Cartier	24, boulevard des Îles
Québec	135 à 163, rue Des Chênes Ouest
Québec	5237, boulevard Wilfrid-Hamel
Rimouski	70, rue Saint-Germain Est
Saint-Jean-sur-Richelieu	800, boulevard Industriel
Sherbrooke	908 à 920, 12e avenue Nord
Trois-Rivières	525, rue Charlevoix
Vanier	989 à 999, boulevard Pierre-Bertrand
Vanier	955, boulevard Pierre-Bertrand

Les biens immobiliers mentionnés ci-dessus sont détenus par la Caisse ou par l'une des filiales suivantes : Placements P.H.C. inc. et 3097-1618 Québec inc.

15 ÉVOLUTION DES PARTICIPATIONS
au 31 décembre

	Coût	Juste valeur								
	2001	**2001**	2000	1999	1998	1997	1996	1995	1994	1993	1992
En millions de dollars	**14 127**	**13 781**	15 290	12 001	6 899	4 621	3 503	2 817	2 288	2 278	1 715
Nombre de placements	**867**	**867**	781	636	491	367	269	206	183	149	124

16 STATISTIQUES ADMINISTRATIVES
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2001	2000	1999	1998	1997
Actif total sous gestion	**133 144**	124 708	105 843	86 695	70 959
Frais de gestion des placements réduits des honoraires perçus et frais d'administration	**69,4**	61,5	47,7	45,9	36,2
Montant en points centésimaux	**5,2**	4,9	4,5	5,3	5,1
Actif total sous gestion par employé	**564,4**	637,4	401,5	372,8	325,5
Nombre de déposants	**20**	20	20	20	19
Nombre d'employés	**236**	196	264	233	218

Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2001.

La Caisse élabore les grandes orientations de gestion pour l'ensemble de l'actif, les politiques de placement et la répartition optimale des diverses catégories de placement pour l'ensemble du Groupe Caisse.

17 STATISTIQUES ADMINISTRATIVES - GESTION EXTERNE
au 31 décembre
(juste valeur - en millions de dollars)

	2001	2000	1999	1998	1997
CDP Gestion Mondiale					
Placements en actions étrangères à la juste valeur[1]	**24 097**	22 638	21 897	15 589	12 044
Frais des conseillers externes, frais de traitement et de garde de titres	**9,9**	12,7	11,3	10,4	13,1
Montant en points centésimaux	**4,1**	5,6	5,2	6,7	10,9
CDP Capital - Placements privés					
Placements en participations à la juste valeur[1]	**13 652**	15 349	12 057	6 912	4 621
Frais de gestion des placements réduits des honoraires perçus et frais d'administration	**15,1**	18,8	0,4	5,4	3,8
Montant en points centésimaux	**11,1**	12,2	0,3	7,8	8,2
CDP Capital - Groupe Immobilier					
Placements en immeubles et hypothèques à la juste valeur[1]	**19 574**	16 441	13 796	10 206	6 765
Frais de gestion des placements réduits des honoraires perçus et frais d'administration	**59,8**	48,3	38,5	24,1	19,5
Montant en points centésimaux	**30,6**	29,4	27,9	23,6	28,8

Certains chiffres ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2001.

[1] Inclus dans l'actif total sous gestion.

La gestion externe est fondée sur les orientations de gestion pour l'ensemble de l'actif, ainsi que sur les politiques de placement et la répartition optimale des diverses catégories de placement établies par la Caisse.

ANNEXES

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Préambule

La Caisse de dépôt et placement du Québec a toujours été soucieuse de maintenir des normes et critères élevés à l'égard du comportement et des pratiques de toute personne impliquée dans ses activités, incluant les membres de son conseil d'administration, les membres de sa direction et de son personnel ainsi que les personnes occupant de telles fonctions au sein de ses filiales. À cet égard, la Caisse considère important, à titre d'institution, de se doter de normes et de dispositions d'ordre éthique et déontologique qui, par-delà les dispositions législatives et contractuelles applicables, constituent des exigences à respecter par toute personne agissant pour et au nom de cette institution. Toutefois, le présent Code ne constitue en rien un substitut à toutes dispositions autrement applicables. Il apparaît cependant légitime, eu égard au rôle et à la mission de la Caisse, tout en se conformant aux lois et règlements en vigueur, que des exigences élevées d'honnêteté et de conduite soient codifiées et respectées en vue de maintenir la réputation de confiance et d'intégrité de la Caisse à tous les niveaux de son organisation. La Caisse reconnaît en outre l'obligation que la conduite de tous puisse subir l'examen le plus minutieux.

Ce code intègre dans un même document les diverses règles applicables tout en permettant qu'elles soient connues des personnes concernées et donc efficaces dans la conduite quotidienne. Ces règles sont édictées non pas dans un esprit de contrainte mais elles visent à susciter une sensibilisation et une conscientisation à l'égard d'un comportement intègre et responsable de la part de toute personne impliquée dans les activités de la Caisse, de même qu'à refléter les valeurs que préconise cette institution face au développement de la société québécoise.

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Définitions

Dans ce Code, à moins que le contexte ne s'y oppose, les définitions suivantes s'imposent :

a) «conflit d'intérêts»

Toute situation réelle, apparente, potentielle ou éventuelle, dans laquelle un déclarant pourrait être enclin à favoriser une personne (y compris lui-même et les personnes avec lesquelles il est lié) au détriment d'une autre, en raison du fait que ce déclarant détient, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans l'une de ces personnes ou dans une des personnes avec lesquelles cette personne est liée directement ou indirectement. Toute situation susceptible d'affecter la loyauté, l'intégrité ou le jugement est également couverte par la présente définition.

b) «conseil»

Le conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

c) «comité»

Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise ou le sous-comité sur l'éthique et sur les transactions personnelles selon les attributions qui leur sont dévolues au présent Code.

d) «courtier»

Une personne physique ou morale spécialisée dans le commerce des valeurs mobilières selon le contexte où ce vocable est utilisé.

e) «déclarant»

Un membre du conseil d'administration de la Caisse ou l'un de ses dirigeants, un employé de la Caisse de même que toute personne occupant l'une ou l'autre de ces fonctions au sein du groupe; est visée de la même façon par la présente définition, toute personne à qui s'applique le présent Code en raison d'une entente, d'un contrat d'emploi ou d'un mandat qui le spécifie.

f) «dirigeant»

Le directeur général, les premiers vice-présidents, les vice-présidents, de même que les gestionnaires et directeurs de la Caisse.

g) «employé»

Toute personne faisant partie des effectifs de la Caisse que ce soit sur une base plein temps ou temps partiel, à titre permanent ou temporaire.

h) «filiale»

Une personne morale dont la Caisse détient la majorité du capital-actions, y compris les filiales immobilières du Groupe Immobilier Caisse de même que toutes entités spécialisées ou sociétés constituées sur la base de la Loi sur la Caisse.

i) «groupe»

La Caisse et ses filiales collectivement, ou encore, selon le contexte, individuellement ou en combinaison.

j) «information confidentielle»

Toute information ayant trait au Groupe, toute information de nature stratégique ou de direction, toute information sur les tendances d'une industrie ou d'un secteur, qui n'est pas connue du public et qui, si elle était connue d'une personne qui n'est pas un déclarant, serait susceptible de lui procurer un avantage quelconque ou de compromettre la réalisation d'une opération dans laquelle le groupe est impliqué. Cette expression couvre également toute information relative aux investissements ou aux personnes morales, sociétés et fonds d'investissements dans lesquels la Caisse détient ou examine une participation, directement ou par le biais d'une filiale. Cette définition inclut, notamment, l'information concernant une société ou autre entité dans laquelle la Caisse détient une participation et qui est obtenue par un déclarant agissant alors comme membre du conseil d'administration de cette société ou entité et dont la Caisse a l'obligation de préserver la confidentialité en vertu des lois sur les valeurs mobilières ou en vertu d'ententes contractuelles. Sans limiter la généralité de ce qui précède, constitue également de «l'information confidentielle», toute information non connue ou non divulguée par ailleurs et susceptible d'affecter la décision d'un investisseur raisonnable ou susceptible d'exercer une influence appréciable sur la valeur ou le cours des titres d'une société ouverte, y compris toute information concernant l'un ou l'autre des événements suivants : une émission de titres, un changement dans les politiques de dividendes, un changement d'importance dans la composition de la direction, un

changement d'importance quant à la propriété des titres qui pourrait avoir un effet sur le contrôle de la société, de même qu'un changement d'importance relatif aux affaires ou aux clients.

k) «initié»

Toute détention de titre prévue aux lois régissant les valeurs mobilières qui emporte ce statut.

l) «personne»

Toute personne physique ou morale selon ce qui est visé par le présent Code.

m) «personne liée»

Toute personne visée par l'article 40 de la Loi sur la Caisse incluant, pour les fins du présent Code, le conjoint (personne mariée ou qui vit maritalement depuis au moins un an), l'enfant, la personne morale ou société dont le déclarant détient 10 % ou plus des titres comportant droit de vote ou contrôle et dont il est administrateur ou dirigeant, de même qu'une personne morale contrôlée par le déclarant ou par une personne liée au déclarant.

n) «placement» ou« investissement»

Toute opération de nature commerciale ou financière incluant une opération de nature immobilière.

o) «secrétaire» :

Le secrétaire général de la Caisse.

p) «titre»

Toute valeur mobilière au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (Québec) notamment les actions, les obligations, les droits et bons de souscription et toutes options, contrats à terme ou «produits dérivés», à l'exception de tous titres d'emprunt émis par un gouvernement, bons du Trésor, billets à terme et certificats de dépôt émis par une institution financière ou un gouvernement : les titres ci-avant exclus sont toutefois inclus dans la présente définition lorsque émis par des entreprises. Tout instrument, actuel, éventuel, conditionnel ou convertible en titre ou qui procure le droit d'en acquérir est également un titre; et

q) «transaction»

Tout achat, vente, transfert, disposition ou toute autre acquisition, cession de quelque façon que ce soit, ou toute tentative d'effectuer l'une ou l'autre de ces opérations.

1.2 Champ d'application

Les dispositions du présent Code s'appliquent aux déclarants dans la mesure décrite aux articles qui suivent.

1.3 La Caisse

Toutes les dispositions contenues au présent Code s'appliquent aux membres du conseil d'administration de la Caisse, à ses dirigeants et à ses employés; certaines particularités spécifiques s'appliquent à chacune de ces catégories de personnes, lorsque mentionnées.

1.4 Les filiales

Un Code d'éthique et de déontologie doit être soumis à l'approbation du conseil d'administration de chacune des filiales.

1.5 Avis du comité

1.5.1 Les filiales qui, au moment de l'approbation du présent Code, sont déjà régies par un Code d'éthique ou de déontologie approuvé par leur conseil d'administration continuent à être régies par ce Code.

Toutefois, elles doivent le déposer auprès du comité qui peut formuler des recommandations quant à ses dispositions.

1.5.2 Les filiales qui, au moment de l'approbation du présent Code, n'ont pas encore approuvé de Code d'éthique ou de déontologie, doivent obtenir l'avis préalable du comité sur un projet de Code avant son approbation par leur conseil d'administration.

Dans l'intervalle, le présent Code s'applique à elles à titre supplétif et les dispositions qui réfèrent à l'obtention d'un avis, d'une

recommandation ou d'une autorisation, visent le conseil d'administration de la filiale ou l'autorité désignée par lui à cette fin.

1.5.3 Le comité peut identifier les dispositions du présent Code qui, à son avis, devraient substantiellement se retrouver aux Codes des filiales ou identifier les sujets sur lesquels les filiales devraient établir des règles.

1.6 En sus des lois

Ce Code ne constitue en rien un substitut à toute disposition légale, réglementaire ou déontologique pouvant s'appliquer, puisqu'en tout temps, la Caisse désire se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment celles qui régissent les valeurs mobilières.

1.7 Directives

Les dispositions contenues dans ce Code n'excluent d'aucune façon l'élaboration, dûment autorisée, de directives ou règles additionnelles ou plus spécifiques à certains secteurs ou à certaines situations.

2. PRINCIPES FONDAMENTAUX

2.1 Information confidentielle

Tout déclarant doit respecter la confidentialité des informations auxquelles il peut avoir accès et ne doit la communiquer qu'aux personnes autorisées à les connaître; en outre ces informations ne doivent pas être utilisées par un déclarant pour son avantage personnel ou celui d'autres personnes.

La présente disposition ne limite en rien les responsabilités détaillées à la Section 7 pour les déclarants visés.

2.2 Intérêts incompatibles

Pour que son honnêteté et son impartialité soit au-dessus de tout soupçon, un déclarant doit éviter de se trouver dans une situation qui lui créerait des obligations

personnelles que des personnes seraient susceptibles d'exploiter explicitement ou implicitement aux fins d'obtenir un traitement privilégié au sein du groupe.

2.3 *Conflit d'intérêts*

Tout déclarant doit éviter de se placer en situation de conflit d'intérêts. De plus, il ne doit exister aucun conflit entre les intérêts personnels d'un déclarant et ses fonctions.

2.4 *Compétence et diligence*

Tout déclarant doit offrir des services compétents en faisant preuve d'efficacité et de diligence dans l'exécution des tâches et responsabilités qui lui sont confiées. Il doit également s'efforcer de maintenir ses connaissances et faire preuve d'un jugement professionnel indépendant.

2.5 *Loyauté, honnêteté et intégrité*

Tout déclarant doit agir avec loyauté, honnêteté et intégrité.

2.6 *Priorité des fonctions*

Aucune activité extérieure ne devrait nuire à l'exercice des fonctions d'un déclarant au sein du groupe.

2.7 *Utilisation des ressources*

L'utilisation des ressources par un déclarant doit être faite conformément aux fins pour lesquelles elles sont destinées et en respectant les politiques et directives émises quant à leur utilisation. Toute utilisation à des fins personnelles ou autres doit être portée à l'attention du comité.

2.8 *Illégalité*

Tout déclarant ne peut participer de quelque manière que ce soit à des opérations illicites ou susceptibles d'être perçues comme telles.

3. CONFLIT D'INTÉRÊTS

3.1 Conflit d'intérêts

Tout déclarant doit prendre les mesures requises afin d'éviter tout conflit ou toute apparence de conflit d'intérêts de façon à maintenir constamment son impartialité dans l'exécution de ses tâches ou responsabilités. Il doit notamment divulguer à son supérieur immédiat et au secrétaire toute situation où il est raisonnablement possible de croire à une telle situation et respecter, s'il y a lieu, toute directive ou condition particulière fixée en application du présent Code. Dans le cas des membres du conseil d'administration, toute situation doit être portée à l'attention du président du conseil.

3.2 Situations à éviter

Un déclarant doit de plus éviter de se trouver dans une situation où lui, une personne qui lui est liée, un dépendant ou un membre de sa famille immédiate pourrait tirer, directement ou indirectement, avantage d'une transaction ou d'un contrat conclu au sein du groupe; il doit de la même façon éviter de se trouver dans une situation où lui, une personne qui lui est liée, un dépendant ou un membre de sa famille immédiate pourrait tirer, directement ou indirectement, avantage de l'influence ou du pouvoir de décision de ce déclarant de par les fonctions qu'il occupe au sein du groupe.

3.3 Règlement des affaires personnelles

Dès son entrée en fonctions, tout déclarant doit régler ses affaires personnelles de manière à éviter les intérêts incompatibles ou de manière à éviter toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts ou prendre, le cas échéant, toute mesure nécessaire pour se conformer aux dispositions du présent Code.

3.4 Règles de conduite professionnelle

3.4.1 Principe

Un déclarant doit entretenir des relations professionnelles fondées sur l'honnêteté ainsi que sur le respect des personnes et de l'organisation en vue de l'établissement d'une relation d'emploi ou d'affaires durable et équitable.

3.4.2 Sollicitation

Un déclarant ne peut solliciter des fonds auprès d'autres déclarants, fournisseurs, clients ou entreprises en portefeuille lorsque cette sollicitation vise à recueillir des fonds, des biens ou des services au bénéfice d'une organisation à laquelle il s'est joint à titre personnel ou lorsque cette activité officialise sa participation d'une façon qui pourrait laisser entendre que la Caisse appuie cette initiative, à moins d'une autorisation spécifique du directeur général.

3.4.3 Biens et fonds

Un déclarant doit s'assurer que les biens et fonds appartenant à la Caisse servent les fins de la Caisse et non des fins personnelles.

3.4.4 Inventions dans le cadre des fonctions

Toute invention, incluant le développement de logiciels informatiques, mise au point par un déclarant dans le cadre de ses fonctions, pendant ou après les heures d'affaires, appartient à la Caisse.

Ce déclarant est tenu de divulguer à la Caisse tous les renseignements au sujet de cette invention et de collaborer à l'enregistrement des droits d'auteur ou brevets par la Caisse. Ce déclarant doit de plus signer, lorsque requis, des cessions de droits en faveur de la Caisse.

3.4.5 Obligations de loyauté et d'intégrité même après l'emploi ou la fonction

Les obligations de loyauté et d'intégrité d'un déclarant demeurent après qu'il ait cessé d'occuper un emploi ou de remplir des fonctions à la Caisse.

Un ex-déclarant doit donc continuer de respecter et d'assurer la confidentialité des informations portées à sa connaissance dans le cadre de ses fonctions. Il doit de plus continuer à respecter l'intégrité de la Caisse et ne pas utiliser aucun élément confidentiel à son avantage, à l'avantage d'un tiers ou au détriment de la Caisse ou d'un tiers.

De la même façon, un ex-déclarant ne peut réaliser une transaction qui lui procurerait un bénéfice matériel provenant ou occasionné par ces

informations confidentielles à moins qu'elles ne soient devenus publiques.

3.5 Emploi de personnes liées

L'emploi de personnes liées est permis. Chaque cas particulier doit faire en sorte que la procédure suivie soit équitable et qu'elle évite toute perception de favoritisme. Le comité doit cependant en être préalablement informé avant de procéder à l'embauche et il peut émettre toute recommandation.

Cependant, lorsque deux personnes liées pourraient occuper des fonctions où l'une est sous la responsabilité hiérarchique de l'autre, l'embauche de celle qui n'occupe pas déjà une fonction doit être évitée, sauf sur recommandation préalable du comité.

Lorsqu'une telle situation survient alors que les deux personnes occupent déjà des fonctions, le comité peut fixer les modalités qu'il estime appropriées.

4. INVESTISSEMENTS PERSONNELS

4.1 Intérêt pécuniaire

De façon générale, un déclarant ne peut détenir un intérêt qui soit incompatible avec l'accomplissement de ses fonctions et responsabilités.

4.2 Transactions

Un employé peut effectuer des transactions sur des titres ou faire tout autre investissement à des fins personnelles à condition de ne pas, de ce fait, se placer en situation de conflit d'intérêts et sous réserve des conditions et modalités suivantes :

4.2.1 il ne peut effectuer de transaction à l'égard de titres mentionnés à la «Liste des titres à surveiller» (embargo) telle qu'établie par le comité et tenue à jour par le secrétaire, ni à l'égard de types de transactions apparaissant à cette liste;

4.2.2 il ne peut effectuer de transaction à l'égard de titres mentionnés à la «Liste des titres à surveiller, Vérifications préalables avec le Secrétariat» telle qu'établie par le comité et tenue à jour par le secrétaire;

4.2.3 il doit suivre les instructions qui lui sont fournies par le secrétaire quant à l'application des dispositions prévues au présent Code;

4.2.4 il doit effectuer ses transactions dans le cours normal des affaires et suivant les prix et commissions ou honoraires du marché et éviter de transiger d'une façon qui laisse croire à de la spéculation; et

4.2.5 il ne peut divulguer aucune information à toute autre personne quant au contenu des listes auxquelles il a accès ni quant aux conditions ou modalités fixées par le comité à l'égard de certains titres ou de certains types de transactions.

Un employé qui détient un titre inclus dans l'une des listes mentionnées aux articles 4.2.1 ou 4.2.2 lors de son entrée en fonctions doit le conserver ou en disposer suivant ce qui est prescrit par le comité.

Un membre du conseil d'administration a accès aux listes ci-dessus afin de pouvoir procéder aux vérifications et rapports requis en fonction de son portefeuille.

4.3 Vérification préalable

Il incombe à chaque employé concerné par la présente section d'effectuer les vérifications préalables appropriées en vue d'éviter toute situation d'incompatibilité avec les fonctions exercées ou toute utilisation d'une information confidentielle.

4.4 Courtier

Dans ses relations avec un courtier pour la réalisation d'une transaction personnelle, un employé doit éviter de se placer dans une situation qui pourrait créer une apparence de conflit d'intérêts avec les fonctions qu'il occupe.

4.5 Déclaration de transaction

Toute transaction effectuée par un employé doit, dans les dix jours qui suivent ou plus rapidement selon les exigences établies à l'égard de certains titres ou de certains types de transactions, faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétaire en vue d'identifier les intérêts, les montants et les parties en cause, et ce, sur le formulaire prévu à cette fin ou selon toute autre modalité agréée par le comité. De plus, une copie de toute déclaration d'initié déposée auprès des autorités réglementaires, s'il y a lieu, est remise au secrétaire qui la conserve sous pli confidentiel.

4.6 Déclaration annuelle

Tout déclarant doit, une fois par année, à l'époque déterminée par avis, fournir au secrétaire une déclaration annuelle de l'état de son portefeuille. Cette déclaration doit identifier tous les titres ou intérêts détenus par un déclarant dans des entreprises cotées en Bourse ou non, dans des fonds d'investissements ou dans des fonds de retraite de même que dans des immeubles ou des investissements de nature immobilière. S'il y a lieu, les prix auxquels ont été réalisées les transactions doivent être fournis. Les intérêts détenus par le conjoint ou les enfants doivent également être déclarés.

Tout déclarant doit au moins une fois par année, à l'époque de la déclaration annuelle de portefeuille, identifier les entreprises ou sociétés à but lucratif ou non lucratif où il agit à titre de membre du conseil d'administration.

4.7 REÉR et Fonds mutuels

Dans le cas d'un investissement en espèces placé dans un Régime enregistré d'épargne retraite (REÉR), l'employé doit en confirmer l'existence de même que fournir le nom de l'institution avec laquelle il transige dans le cadre de la déclaration annuelle.

Toutefois, dans le cas d'un REÉR autogéré, les dispositions du présent Code s'appliquent aux transactions qui y sont effectuées et l'employé doit préparer et déposer les déclarations de transactions prévues à la présente section.

Dans le cas d'un investissement sous forme de fonds mutuel, la déclaration annuelle est la même que celle qui doit être fournie à l'égard d'un REÉR.

4.8 Convention de gestion

Lorsque des transactions sur des titres sont réalisées dans le cadre d'une convention de gestion sans droit de regard, le courtier doit tenir compte des restrictions applicables à un déclarant et la convention doit prévoir une mention à cet effet. Dans ce cas, seule la déclaration annuelle doit être déposée auprès du secrétaire à moins que la nature des titres en portefeuille n'appelle des modalités particulières suivant les balises et autorisations du comité.

5. CADEAUX, DONS, SERVICES OU AVANTAGES

5.1 Cadeaux, dons, services ou avantages

Tout déclarant doit éviter de donner ou de recevoir quelque cadeau, don, service ou avantage ou autre faveur pouvant avoir un effet dans l'exécution de ses rôles et responsabilités ou qui serait susceptible de porter préjudice à la crédibilité du groupe.

5.2 Indépendance et impartialité

Tout déclarant doit maintenir un haut standard d'indépendance et d'impartialité et éviter d'être redevable envers qui que ce soit.

5.3 Détermination de normes acceptables

5.3.1 De façon générale, tout cadeau, don, service ou avantage de nature symbolique et de peu de valeur et non répétitif peut être accepté dans le cours normal des activités. Il en est de même des repas ou billets d'événements culturels, sportifs ou relatifs aux affaires de la communauté à la condition qu'ils soient raisonnables. En cas de doute, le déclarant peut consulter le secrétaire qui prendra avis du comité, si nécessaire.

5.3.2 Le comité établit les paramètres de ce qui peut être considéré comme acceptable.

5.4 Dépassement

Lorsque la valeur d'un cadeau, don, service ou avantage dépasse les normes établies à la Section 5.3 ou celles qui sont déterminées par le comité, ce dernier peut retenir toute mesure qu'il estime utile, y compris le versement au patrimoine.

5.5 Situation particulière

Lorsqu'un membre du conseil d'administration de la Caisse ou d'une filiale tire ou pourrait tirer un bénéfice monétaire ou autre ou un avantage résultant, directement ou indirectement, de l'exécution de services professionnels avec la Caisse ou avec la filiale, il

doit soumettre cette situation au comité qui peut faire toute recommandation à l'égard d'une telle situation.

6. PARTICIPATION À DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

6.1 Règles liées à la participation sur proposition de la Caisse ou dans le cadre des fonctions

Tout déclarant siégeant à un conseil d'administration, sauf à celui d'une filiale, sur proposition de la Caisse ou dans le cadre d'une entente à cet effet doit respecter les règles suivantes :

6.1.1 consulter le secrétaire pour connaître les obligations dévolues aux administrateurs de personnes morales;

6.1.2 déclarer tout conflit d'intérêts pouvant découler de ce rôle d'administrateur; et

6.1.3 faire remise des jetons de présence ou autres honoraires de même que des options ou des privilèges d'en acquérir reçus à titre d'administrateur en contrepartie de quoi les documents nécessaires pour neutraliser cette situation à des fins fiscales seront préparés de même que sera prise toute démarche nécessaire à cet effet.

6.2 Règles liées à la participation sans que cela soit sur proposition de la Caisse

6.2.1 Dans tous les cas où un déclarant est appelé à siéger à un conseil d'administration ou à tout comité remplissant ou pouvant remplir un tel rôle, sans que cela soit sur proposition de la Caisse, il doit en faire déclaration auprès du secrétaire.

6.2.2 Un employé doit obtenir l'avis du comité sur cette participation en vue d'obtenir l'autorisation de son supérieur hiérarchique et il est régi par l'article 6.1.3.

6.2.3 Ces participations sont divulguées annuellement et déposées auprès du secrétaire et les renouvellements se font selon les mêmes modalités.

6.3 Rémunération sur autorisation

Malgré ce qui est prévu à 6.1.3 et à 6.2.2 et afin de tenir compte de circonstances particulières, le comité peut autoriser une rémunération; dans le cas d'un membre du conseil d'administration, cette autorisation est fournie par le conseil.

6.4 Absence de sollicitation

Dans toute participation prévue à la présente section, le déclarant doit éviter toute forme de sollicitation ou de représentation impliquant le groupe, à moins d'autorisation du comité ou à moins que cela ne se fasse dans le cadre d'une politique d'affaires publiques.

6.5 Utilisation des biens et locaux ou association

Dans toute participation prévue à la présente section, un déclarant ne peut utiliser du matériel ou de l'équipement appartenant au groupe, ni laissé croire que le groupe est lié ou impliqué dans les activités auxquelles participe ce déclarant, à moins d'autorisation du comité ou à moins que cela ne se fasse dans le cadre d'une politique d'affaires publiques.

7. TRAITEMENT DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE

7.1 Champ d'application

La présente section s'applique aux déclarants dans leurs fonctions au sein du groupe de même que lorsqu'ils sont appelés à représenter la Caisse ou l'une de ses filiales ou à agir en leur nom avec les entreprises et qui sont susceptibles de ce fait d'avoir accès à de l'information confidentielle. Les obligations de la présente section se prolongent au-delà de la fin du mandat ou de la cessation d'emploi en ce qui a trait à la protection de l'information confidentielle ou aux restrictions quant à son usage. Pour les fins de la présente section, une «entreprise» est une personne morale ou société dans laquelle le groupe détient un investissement ou envisage d'en réaliser un. Les affiliés de cette personne morale ou société sont également des «entreprises».

7.2 Protection de l'information confidentielle

7.2.1 Primauté

Par la présente section, le «Code d'éthique et de déontologie» adopté par la Caisse vise à confirmer la primauté accordée par la Caisse à la protection de l'information confidentielle et ce, dans le cadre des dispositions législatives ou réglementaires applicables ainsi que des engagements ou ententes conclus, de même que des pratiques de l'industrie en cette matière, telles les «murs de Chine».

7.2.2 Utilisation de l'information confidentielle

Tout déclarant qui possède de l'information confidentielle doit s'abstenir de communiquer ou d'utiliser cette information à moins que cela ne rencontre les fins pour lesquelles elle lui a été fournie ou les fins pour lesquelles il y a accès : ces fins couvrent notamment la communication de cette information au sein du groupe. Dans ce dernier cas, cette information ne doit cependant être discutée qu'avec les personnes concernées selon les différents besoins.

En cas de doute sur la divulgation d'une information confidentielle, il appartient au déclarant d'obtenir les avis juridiques requis.

7.3 Investissements personnels ou emploi projetés

7.3.1 Principe

Tout déclarant qui a des investissements personnels ou qui projette d'investir à titre personnel dans une entreprise ou d'avoir un emploi avec une entreprise, ne peut recevoir aucune information confidentielle de la part d'un autre déclarant concernant un concurrent de cette entreprise. À cet égard, le déclarant devra quitter une réunion ou une discussion dès que de l'information confidentielle peut être divulguée.

De façon plus spécifique, un déclarant doit aviser son supérieur immédiat et le secrétaire de toute proposition ou offre faite par une entreprise avec laquelle il est en relation d'affaires pour la Caisse.

La présente disposition n'empêche toutefois pas l'échange d'informations concernant l'industrie ou le marché, à moins que la

nature de ces informations n'en fassent des informations confidentielles au sens du présent Code.

De façon générale, un déclarant ne peut détenir un intérêt qui soit incompatible avec l'accomplissement de ses fonctions et responsabilités.

7.3.2 **Responsabilité d'application**

Il appartient au déclarant, dès que les probabilités de discussion relatives à un emploi peuvent s'avérer fructueuses, d'aviser son supérieur immédiat afin de retenir les mesures requises. Ce dernier informe également le secrétaire de la Caisse de la situation et du traitement apporté.

7.3.3 **Application spécifique**

Toute personne qui n'a pas le statut d'employé ou de dirigeant doit aviser la Caisse, à l'intérieur d'un délai raisonnable, d'une proposition d'emploi formulée par une entreprise à l'occasion d'un contrat, d'une entente ou d'un mandat avec la Caisse et établir avec elle les mesures à retenir.

7.4 Mesures de protection de l'information confidentielle

Le déclarant doit prendre les mesures nécessaires pour respecter la confidentialité des informations, notamment :

7.4.1 en ne laissant pas à la vue de tiers, ou d'autres déclarants non concernés les documents contenant cette information;

7.4.2 en prenant des mesures appropriées pour assurer la protection matérielle des documents (les garder sous clef lorsque non utilisés et, pendant la nuit, utiliser un mot de passe ou un code d'accès pour les documents sur support informatique, etc.);

7.4.3 en ne discutant pas dans les endroits publics des affaires concernant ces informations;

7.4.4 en utilisant des appareils réservés de reproduction ou de transmission;

7.4.5 en prenant des mesures appropriées pour disposer des documents (déchiquetage, archivage, etc.);

7.4.6 en faisant remise des documents au moment de la cessation des fonctions;

7.4.7 en donnant les avis requis pour éviter tout conflit d'intérêts; et

7.4.8 en identifiant sur les divers documents appelés à circuler, le fait qu'ils contiennent de l'information confidentielle qui doit être traitée en conséquence.

En cas de divulgation d'information confidentielle par inadvertance, le déclarant concerné doit en faire rapport au comité qui recommande les mesures estimées nécessaires.

7.5 Délai pour l'usage

Lorsqu'une information confidentielle à la connaissance d'un déclarant est devenue publique, ce dernier doit attendre qu'un délai raisonnable se soit écoulé avant de procéder à une transaction sur la base de cette information. Il doit également s'assurer qu'aucune autre personne n'y procède.

7.6 Opinion de l'entreprise

7.6.1 **Règle de confidentialité**

Tous les échanges entre un déclarant et une entreprise s'inscrivent à l'intérieur d'une règle de confidentialité, que ce soit l'examen d'une proposition d'investissement ou le suivi d'un investissement réalisé.

7.6.2 **Consentement à consultations**

La soumission d'une proposition de financement par une entreprise doit refléter son acceptation du fait que, tout en reconnaissant le caractère confidentiel des échanges, l'employé doit procéder à des études, consultations et validations pour recommander un investissement ou pour en favoriser le suivi.

Il appartient donc à l'entreprise, lors de la démarche initiale ou à toute autre étape par la suite, de notifier par écrit à l'employé, le caractère confidentiel des informations fournies par elle et les consultations et validations qu'elle en accepte pour cette seule fin ou d'identifier les informations qui doivent demeurer confidentielles.

7.6.3 Opinion au sein du Groupe Caisse

Une entreprise peut, de la même façon, faire part de ses préoccupations quant au traitement de l'information confidentielle la concernant au sein du Groupe Caisse ou auprès de l'une de ses composantes. Elle doit alors, autant que possible, préciser la ou les informations auxquelles s'attache cette préoccupation ainsi que préciser l'usage ou les restrictions d'usage qu'elle peut y voir.

Cette notification peut être faite à l'employé qui traite le dossier ou au secrétaire de la Caisse qui en avise toutes les personnes et autorités concernées et fait rapport au comité.

7.6.4 Application spécifique

Même en l'absence de disposition spécifique au contrat d'emploi, à l'entente ou au mandat d'une personne qui n'a pas le statut d'employé ou de dirigeant, la référence à l'application du Code d'éthique et de déontologie de la Caisse à cette personne implique le respect particulier de toutes les dispositions qui traitent de la confidentialité des informations reçues tant de la Caisse que des entreprises et ce, pendant et après la durée de l'entente, contrat ou mandat.

De la même façon, telle personne ne peut utiliser l'information ainsi obtenue pendant ou après l'entente, contrat ou mandat, pour en tirer un bénéfice personnel ou un bénéfice pour un tiers.

7.7 Règle palliative

Lorsque les vues exprimées par le comité et l'entreprise divergent, les règles énoncées à la présente section doivent recevoir l'application la plus stricte possible, de façon à respecter l'usage relatif aux fins pour lesquelles l'information confidentielle a été transmise.

7.8 Engagement et durée

Le déclarant s'engage à respecter les dispositions prévues à la présente section qui impliquent, dans certaines circonstances, l'application de la Loi sur la concurrence (L.R.Q. 1985, c. C-34).

8. ACTIVITÉS EXTÉRIEURES

8.1 Priorité aux fonctions

Un employé doit accorder priorité aux fonctions qu'il occupe; aucune activité extérieure ne devrait nuire à l'exercice de ses fonctions.

8.2 Respect du Code

L'exercice d'activités extérieures aux fonctions occupées par un employé ne doit pas être susceptible de créer une contravention aux règles contenues au présent Code; en cas de doute, il peut consulter le comité qui peut faire toute recommandation à cet égard.

8.3 Neutralité et réserve

Lorsqu'un employé participe à des activités visées par la présente section, il doit s'assurer d'agir de façon à ce que ces activités apparaissent lui être personnelles et qu'elles n'impliquent le groupe en aucune manière.

9. RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

9.1 Contrat de travail

Le présent Code fait partie des obligations professionnelles de l'employé.

9.2 Principe de base

Tout déclarant s'engage à prendre connaissance et à respecter le présent Code de même que toute directive ou instruction particulière qui pourrait être fournie quant à son application. Un exemplaire du Code est remis lors de l'entrée en fonctions.

En cas de doute sur la portée ou l'application d'une disposition, il appartient au déclarant de consulter le secrétaire qui prendra avis du comité, le cas échéant.

9.3 Vigilance

Un déclarant a la responsabilité d'être à l'affût des situations contraires aux principes énoncés au présent Code et de saisir le secrétaire ou le comité de toute situation susceptible d'y contrevenir.

9.4 Durée

Le présent Code s'applique à tout déclarant pendant toute la période où il occupe un poste au sein du groupe; cependant, certaines dispositions ou mesures particulières peuvent continuer à s'appliquer même après la cessation de fonctions, telles celles qui concernent le «Traitement de l'information confidentielle».

9.5 Contravention et sanction

Toute déclarant qui contrevient au présent Code se rend passible de sanction. Le comité, ou le conseil d'administration dans le cas de l'un de ses membres, est chargé d'apprécier toute contravention et de faire toute recommandation aux dirigeants appropriés.

10. RÔLES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITÉS

10.1 Autorité

Le présent Code est édicté par le président du conseil et directeur général en vertu de l'article 53 du «Règlement de régie interne de la Caisse de dépôt et placement du Québec» et il a reçu l'approbation du conseil d'administration.

10.2 Comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise

10.2.1 Formation et composition

Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise est formé par le conseil d'administration qui en désigne les membres sur recommandation du président du conseil et directeur général.

10.2.2 **Mandat**

a) En outre de toute fonction spécifiquement prévue au présent Code, le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise est habilité à émettre toute recommandation à l'égard de tout sujet qui y est inclus ou qui résulte de son application.

b) Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise reçoit les rapports du secrétaire.

c) Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise peut, de sa propre initiative, soumettre toute proposition au président du conseil et directeur général.

10.2.3 **Règles de fonctionnement**

a) Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise est composé du nombre de membres du conseil d'administration désignés par le conseil, dont le président du conseil et directeur général.

b) Le président du comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise est désigné par le conseil d'administration.

c) Le secrétaire du comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise est le secrétaire de la Caisse.

d) Les réunions du comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise sont convoquées par le secrétaire à la demande du président du comité ou de celle du président du conseil et directeur général.

e) Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise se réunit périodiquement en fonction des besoins.

f) L'ordre du jour des réunions du comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise est établi par le président à partir des propositions qui lui sont transmises par le secrétaire; l'ordre du jour est soumis aux membres du comité au début de chaque réunion et chacun des membres peut y proposer des modifications avant qu'il ne soit adopté.

g) Le quorum est fixé par le comité en fonction du nombre de ses membres.

h) Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise peut tenir une réunion par conférence téléphonique ou fournir des avis suite à une consultation, verbale ou écrite, faite auprès de chacun de ses membres. Dans le cas d'une consultation verbale, le secrétaire doit en consigner la teneur dans son rapport.

10.3 Sous-comité sur l'éthique et sur les transactions personnelles

10.3.1 Composition

Le sous-comité sur l'éthique et sur les transactions personnelles est composé d'au moins quatre membres désignés par le président du conseil et directeur général, qui en désigne aussi le président.

10.3.2 Mandat

Le sous-comité sur l'éthique et sur les transactions personnelles révise les listes de la section 4 et se prononce sur les conditions des transactions, soit de façon générale ou de façon particulière, et assure les responsabilités prévues à l'article 10.2.2 entre les réunions du comité.

10.3.3 Quorum

Le quorum est établi en fonction du nombre de membres mais il doit être au moins de trois.

10.3.4 Autres règles de fonctionnement

Le sous-comité sur l'éthique et sur les transactions personnelles est régi par les mêmes règles de fonctionnement que le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise.

10.3.5 Membre du sous-comité

Toute situation qui implique un membre du sous-comité sur l'éthique et sur les transactions personnelles doit être portée à l'attention du président du conseil et directeur général, qui en assure le traitement

approprié et fait rapport au comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise ou au conseil d'administration.

10.4 Rôle du secrétaire

10.4.1 Le secrétaire reçoit les avis prévus au présent Code et transmet les recommandations des comités.

10.4.2 Le secrétaire agit comme secrétaire des comités et tient les procès-verbaux de leurs réunions.

10.4.3 Le secrétaire prépare et diffuse les rapports prévus par le présent Code.

10.4.4 Le secrétaire fournit les études et la documentation nécessaires aux comités.

10.4.5 Le secrétaire doit faire mention des vérifications préalables des déclarants.

10.4.6 Entre les réunions, le secrétaire applique le présent Code sur la base des paramètres décidés par les comités et il leur soumet, selon leur juridiction respective, toute situation qui requiert un avis ou une recommandation préalable.

10.4.7 Le secrétaire, de sa propre initiative, peut soumettre toute situation à sa connaissance susceptible d'être couverte par le présent Code.

10.4.8 Le secrétaire est finalement chargé de la diffusion et de l'interprétation du présent Code.

10.4.9 Le secrétaire convoque les comités aussi souvent que le requièrent les situations portées à son attention. Il verse alors le rapport de toutes les activités de la période pour ratification ou modification des conditions d'application.

10.4.10 Les procès-verbaux des réunions des comités et les rapports du secrétaire sont transmis au président du conseil et directeur général.

10.5 Rôle du conseil d'administration

10.5.1 **Rapports**

Le conseil d'administration reçoit, périodiquement, rapport des activités des comités.

10.5.2 **Situations particulières**

À la demande du président du conseil et directeur général ou de celle du comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise, le conseil d'administration peut, en tout temps, examiner toute situation visée par le présent Code et recommander toute mesure à retenir.

10.5.3 **Sanction**

Le conseil d'administration peut fournir avis sur une sanction à l'égard d'une contravention au présent Code.

10.5.4 **Membre du comité, membre du conseil ou président du conseil et directeur général**

Toute situation qui implique un membre du comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise, un membre du conseil d'administration ou le président du conseil et directeur général, doit être portée à l'attention du conseil d'administration.

11. INFORMATION

Tout renseignement quant au présent Code ou quant à son application peut être obtenu auprès du Secrétaire de la Caisse de dépôt et placement du Québec [téléphone : (514) 847-5901].

GLOSSAIRE

Actif des déposants
La situation financière et les résultats d'opérations découlant des dépôts effectués par les déposants sont présentés aux états financiers cumulés et constituent l'actif des déposants qui se partagent l'avoir net et le revenu net de placement.

Actif total sous gestion
Regroupe les actifs des déposants et les biens administrés et sous gestion pour le compte de clients.

Biens administrés
Biens à l'égard desquels les filiales de la CDP du Québec fournissent des services administratifs au nom des clients qui en sont propriétaires. Ces services couvrent l'administration de propriétés immobilières et la gestion de prêts titrisés. Les filiales perçoivent des honoraires en contrepartie de ces services. Les biens administrés ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé.

Biens immobiliers
Éléments de l'actif foncier et immobilier constitué des terrains et bâtiments détenus en portefeuille.

Biens sous gestion
Biens gérés par les filiales de la CDP du Québec au nom des clients à qui ils appartiennent. Les services de gestion, plus élaborés que les simples services administratifs, incluent le choix des placements ou la prestation de conseils. Les filiales perçoivent des honoraires d'administration en contrepartie de ces services. Les biens sous gestion ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé.

Capital de développement
Capital investi pour financer de nouvelles entreprises qui se distinguent souvent par leur esprit d'innovation, mais dont les propriétaires exploitants, associés ou actionnaires ne disposent pas des ressources suffisantes pour financer leurs projets à long terme. Se dit également de l'investissement dans une société fermée par des personnes ne participant pas à la gestion quotidienne de l'entreprise.

Capitalisation boursière
Évaluation d'une entreprise, ou d'un groupe d'entreprises, fondée sur la valeur de ses actions en bourse, soit le nombre d'actions ordinaires émises multiplié par leur cours sur le marché.

Coût
Somme d'argent versée lors de l'acquisition d'un titre. Ce montant servira de base au calcul de l'appréciation ou de la perte de valeur du titre.

Cycle économique
Fluctuation plus ou moins régulière de l'activité économique, marquée par les cinq phases successives que sont la récession (ou contraction), le creux, la reprise, l'expansion et le sommet (ou stagnation).

Dépôt sur prêt de titres
Opération comportant la vente d'un titre et l'engagement par le vendeur de le racheter à une date et un prix fixés d'avance.

Écart type du rendement
Mesure de l'écart entre le rendement à une date donnée par rapport au rendement moyen.

Fonds commun de placement
Fonds constitué de sommes mises en commun par des épargnants en vue d'un placement collectif dans des actions, obligations ou autres valeurs et dont la gestion est assurée par un tiers qui assure le choix des valeurs en fonction d'un objectif "commun" que partagent les investisseurs.

Fonds de fonds
Fonds dont les investissements sont répartis entre plusieurs fonds de couverture gérés selon des modes différents, afin de minimiser les variations potentielles de rendement inhérentes à la concentration de l'actif dans un seul fonds. Ce type de fonds offre à l'investisseur un moyen efficace de tirer profit d'une variété de fonds de couverture et de stratégies de placement, sans avoir à affecter une somme élevée d'actif ou de ressources à la répartition de l'actif, à la constitution d'un portefeuille ou au choix d'un fonds de couverture individuel.

Fonds distinct
Fonds d'investissement offert par les compagnies d'assurance-vie et dont la principale différence par rapport aux fonds communs est une garantie partielle ou totale du capital sur une longue période, habituellement 10 ans. La garantie peut varier d'un minimum de 75 % de la valeur d'achat à plus de 100 % dans certains fonds.

Gestion active
Mode de gestion qui consiste à créer un portefeuille dont la pondération est différente de celle de l'indice. Son objectif est de surpasser un marché ou un indice de référence.

Gestion conjoncturelle
Mode de gestion fondé sur l'évolution du cycle économique et ses répercussions sur l'évaluation de certains types d'investissement.

Gestion passive
Mode de gestion qui consiste à créer un portefeuille qui reproduit la pondération de l'indice ou du marché afin de dégager un rendement semblable.

Gestion sectorielle
Mode de gestion fondé sur le choix de titres parmi des sociétés d'un même secteur d'activité, sans restriction d'ordre géographique. Le choix se fonde sur l'évolution d'un secteur à l'échelle internationale et tient compte des conditions macroéconomiques.

Gestion structurelle
Mode de gestion fondé sur l'équilibre entre les titres de natures diverses, par exemple les titres à revenu fixe ou à revenu variable, au sein d'un portefeuille.

Instruments financiers dérivés
Aussi appelés produits dérivés, leur valeur est liée à celle d'une marchandise ou d'un titre sous-jacent. Les contrats à terme et les contrats d'option en sont des exemples

Juste valeur
Valeur d'échange dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté, dans des conditions de pleine concurrence.

Liquidité
On dit d'un marché qu'il est liquide lorsque acheteurs et vendeurs y trouvent habituellement, dans des conditions normales de marché et sans trop de difficultés, la contrepartie de leurs offres. On dit d'un titre qu'il est liquide lorsqu'il se trouve en quantité suffisante sur le marché pour faire l'objet d'importantes opérations de négociation sans que cela n'entraîne de fluctuations marquées de son cours.

Option
Contrat conférant à son titulaire le droit, mais non l'obligation, d'acheter (option d'achat/call) ou de vendre (option de vente/put) une marchandise ou un actif financier (actions, obligations, etc.) à un prix et dans un délai fixés d'avance.

Placement autorisé
Investissement, dans un projet à plus ou moins long terme, que la CDP du Québec a décidé d'effectuer à une date ultérieure et dont le montant n'a pas encore été versé.

Placement direct
Investissement effectué directement dans une entreprise.

Placement indirect
Investissement dans un fonds d'investissement ou une société en commandite qui effectue à son tour des placements dans des entreprises.

Placement négocié
Investissement, dans une société ouverte ou fermée, effectué à la suite de discussions et de négociations. À la CDP du Québec, les placements en actions effectués ainsi sont appelés des participations et les investissements hypothécaires et immobiliers font aussi partie de cette catégorie.

Placement privé
Investissement dans des titres offerts par un émetteur directement à un nombre restreint d'investisseurs sans passer par le marché public.

Placement réalisé
Investissement dans une entreprise, dont le montant a été partiellement ou entièrement versé au moment de dresser les relevés de placements.

Rendement économique
Exprime les retombées qu'ont des investissements sur l'économie en général, par exemple lorsqu'ils permettent à une entreprise de prendre de l'expansion, donc d'accroître ses activités et de créer de nouveau emplois.

Société ouverte
Société de capitaux, du secteur privé, dont les actions sont inscrites à la cote boursière. Les titres se négocient sur le parquet de la bourse ou sur le marché hors cote.

TACHC
Titres adossées à des créances hypothécaires commerciales, en l'occurrence des obligations à versements séquentiels garanties par une hypothèque portant sur un ensemble de prêts hypothécaires commerciaux.

Taux de rendement interne
Taux d'actualisation pour lequel la valeur actualisée des rentrées nettes de fonds résultant d'un projet d'investissement est égale à la valeur actualisée des décaissements requis pour réaliser cet investissement.

Titrisation
Opération par laquelle certains éléments d'actifs (des prêts hypothécaires, par exemple) sont vendus à une société qui finance leur acquisition en émettant des titres négociables sur le marché.

Valeur à risque
Effet défavorable que les risques de changement des taux et des cours du marché peuvent avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période particulière.

Valeur temps
Écart entre la valeur du marché d'une option, par exemple, et sa valeur intrinsèque, soit la différence entre le cours du titre visé par l'investisseur et le prix de levée de l'option d'achat.

Volatilité
On dit d'un marché ou d'un titre qu'il est volatil lorsqu'il est susceptible de subir, ou subit effectivement, des variations rapides. La volatilité relative d'un titre par rapport à l'ensemble du marché peut se mesurer au moyen du coefficient bêta.

CONSEIL D'ADMINISTRATION – CDP

Jean-Claude Scraire [1 2 3 4 5]
Président du conseil d'administration et directeur général, CDP
Président du conseil, CDP Capital

Guy Morneau [5]
Vice-président du conseil
Président-directeur général
Régie des rentes du Québec

Jean-Claude Bachand [1 3]
Avocat-conseil
Fraser Milner Casgrain

Luc Bessette [1 2 3]
Président
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Rodrigue Biron [2 3]
Administrateur de sociétés
Rodrigue Biron et Associés

Alban D'Amours [2]
Président
Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec

Yves Filion [1]
Président
Hydro-Québec Distribution

Jean-Yves Gagnon [4*]
Président du conseil d'administration et directeur général
Société de l'assurance automobile du Québec

Gilles Godbout [5]
Sous-ministre des Finances
Gouvernement du Québec

Thomas O. Hecht
Président émérite du conseil
Technologies IBEX

Marc Laviolette
Président
Confédération des syndicats nationaux

Henri Massé [3]
Président
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Nicole Trudeau [5]
Membre et vice-présidente
Commission municipale du Québec

HAUTE DIRECTION – GROUPE CDP

Jean-Claude Scraire [6]
Président du conseil d'administration et directeur général, CDP
Président du conseil, CDP Capital

Michel Nadeau [6]
Président
CDP Capital

Jean-Claude Cyr [6]
Premier vice-président, Planification, Direction des placements, CDP Capital

Bertrand Lauzon [6]
Premier vice-président, Finances et technologies de l'information, CDP Capital

Fernand Perreault [6]
Président,
CDP Capital – Groupe immobilier
Premier vice-président,
CDP Capital

François Geoffrion [6]
Premier vice-président, Développement stratégique, CDP Capital

Claude Séguin [6]
Président,
CDP Capital – Placements privés
Premier vice-président,
CDP Capital

DIRECTION – GROUPE CDP

Claude Bergeron
Affaires juridiques

Ginette Depelteau
Secrétariat général

Robert Desnoyers
Service conseil en ressources humaines

Philippe Gabelier
Relations institutionnelles et affaires économiques québécoises, Activités de la Capitale nationale

Jean Goulet
Marketing et communications

Richard Guay
Gestion des comptes des déposants

Ginette Hains
Information et renseignement stratégiques

Andrew J. Kavouras
Services aux clients institutionnels

Réjeanne Lizotte
Service de vérification

Jean-Guy Talbot
Investissements stratégiques

Gaston Ostiguy
Traitement intégré des transactions

BUREAU DE TORONTO
BCE Place
161 Bay Street, Suite 2800
Toronto, Ontario, M5J 2S1
Tél. : (416) 943-9903
Téléc. : (416) 943-9899

Gordon Kosokowski
Directeur

CDP CAPITAL – MARCHÉS MONDIAUX
Services de gestion de portefeuille

Gordon J. Fyfe
Président

André Duchesne
Vice-président principal,
Gestion des taux et des devises

François Grenier
Vice-président principal,
Marchés boursiers

Hubert Lapierre
Vice-président,
Marchés boursiers canadiens

Pierre Lussier
Vice-président,
Gestion stratégique de la répartition de l'actif

Yves Moquin
Vice-président,
Placements tactiques

Mario Therrien
Vice-président,
Gestion tactique Varan

Ernest Bastien
Vice-président associé,
Marché obligataire nord-américain

Stéphane Gagnon
Vice-président associé, Marchés boursiers, gestion sectorielle

CDP Conseil
Service-conseils en gestion d'épargne

Nicolas Toutoungi
Vice-président

Geneviève Gallouet
Vice-présidente associée

CDP CAPITAL – GROUPE IMMOBILIER

Fernand Perreault
Président
Premier vice-président,
CDP Capital

André Charest
Vice-président,
Administration et finances

Pierre Duhaime
Vice-président,
Gestion des placements
Président, CDP Management Europe

Louise Poirier-Landry
Vice-présidente, Financements structurés et nouveaux produits

Geneviève B. Beaulieu
Secrétaire des sociétés de CDP Capital – Groupe immobilier

Cadim
Société immobilière de placements non traditionnels dans les nouveaux marchés
800, square Victoria
Bureau 4400
Case postale 118
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Tél. : (514) 875-3360
Téléc. : (514) 875-3327
cdpcapital.com/cadim

André Collin
Président et chef de l'exploitation

Richard Dansereau
Vice-président, Investissements

Sylvie Drouin
Vice-présidente, Affaires juridiques

Pierre Gibeault
Vice-président, Investissements

Line Lefebvre
Vice-présidente, Finances et administration

Pierre Gamache
Directeur général, Nouveaux marchés
Fonds Cadim-FSTQ, nouveaux marchés

Andrew P. Oksner
Directeur général, Asie

Conseil d'administration [7 8]

André Collin
Président et chef de l'exploitation
Cadim

Pierre Duhaime
Vice-président,
Gestion des placements,
CDP Capital – Groupe immobilier
Président, CDP Management Europe

Jean-Yves Gagnon [9]
Président du conseil d'administration et directeur général
Société de l'assurance automobile du Québec

Ghislaine Laberge
Conseillère en immobilier et financement

Alain Lapointe
Professeur, Institut d'économie appliquée, École des Hautes Études Commerciales de Montréal

Michel Sanschagrin
Vice-président et directeur général, Administration et Actuaire en chef,
Industrielle-Alliance

Alain Tessier
Conseiller, Finances et systèmes d'information,
CDP Capital

La présente liste est mise à jour au 5 mars 2002.

[4] Président du conseil d'administration et directeur général de la Société des traversiers du Québec depuis le 11 février 2002.

Membre du conseil d'administration *Le conseil d'administration de la CDP est composé de son directeur général qui en est le président, de représentants des déposants, soit, au 31 décembre 2001, le président et directeur général de la Régie des rentes du Québec, le président de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, le président du conseil et directeur général de la Société de l'assurance automobile du Québec, ainsi que de membres du milieu des affaires et du mouvement coopératif et de dirigeants du mouvement syndical.*

[1] Membre du comité de vérification *Le comité de vérification examine les états financiers annuels et trimestriels et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il évalue également le mandat et la nature des travaux de vérification et exerce un suivi de l'efficacité des systèmes et des mécanismes de contrôle interne.*

[2] Membre du comité des ressources *Le comité des ressources reçoit les propositions, présente ses avis et formule des recommandations au conseil d'administration à l'égard des questions liées aux ressources humaines, financières et informatiques. Il étudie plus précisément la politique de rémunération et les budgets d'exploitation et d'immobilisations.*

[3] Membre du comité des ressources – haute direction *Le Comité des ressources – haute direction examine le processus de nomination des membres de la haute direction de la CDP, définit leurs responsabilités respectives et s'assure d'un plan de relève adéquat. Il reçoit également les propositions, présente des avis et formule des recommandations au conseil d'administration relativement à la structure organisationnelle de la haute direction ainsi qu'au choix et à l'embauche de tout membre de la direction supérieure. En ce qui concerne le poste de président directeur général, ses recommandations sont faites au Gouvernement du Québec.*

[4] Membre du comité de gestion du portefeuille immobilier *Le comité de gestion du portefeuille immobilier (conseil CDP Capital – Groupe immobilier) étudie le plan stratégique annuel, reçoit les rapports de gestion et approuve ou recommande au conseil d'administration de la CDP certaines propositions d'investissement.*

[5] Membre du comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise *Le comité d'éthique, de déontologie et de régie d'entreprise étudie les rapports sur l'application du Code d'éthique et de déontologie et sur l'exercice du droit de vote de la CDP. Il formule, s'il y a lieu, des avis sur toute question incluse dans le Code ou relevant de son application. Il veille également à la mise à jour de la Politique de régie d'entreprise.*

Comités de placement *La CDP compte huit comités et sous-comités de placement. Le comité directeur de placement a pour mandat principal d'examiner la politique générale de placement ainsi que les politiques particulières en découlant comme les politiques sectorielles, à assurer le suivi des politiques de placement des déposants, de la gestion globale du risque et de l'analyse des résultats. Le cas échéant, il formule également des avis ou des recommandations. Ce comité supervise en outre les activités de l'équipe de la Gestion des comptes des déposants. Le comité de gestion intégrée des risques (CGIR), sous-comité du comité directeur de placement, propose les orientations stratégiques et les politiques en matière de gestion du risque pour l'ensemble du groupe CDP, recommande des plans de travail prioritaires permettant d'affecter les ressources aux éléments de risque les plus importants, harmonise les méthodes, les systèmes et les modèles d'identification et d'analyse du risque, revoit la structure de délégation d'autorisation et les limites d'approbation, et effectue le suivi du risque pour en assurer la gestion adéquate. Quant aux comités Gestion des marchés boursiers, Gestion des taux et Gestion des devises, ils proposent des politiques sectorielles de placement, approuvent les modes de gestion et supervisent les activités de placement de leur secteur respectif. Le comité Gestion active de la répartition de l'actif gère sur une base tactique et stratégique, l'allocation des fonds et des positions de placements entre les grandes catégories d'actif. Les comités CDP Capital – Groupe immobilier et CDP Capital – Placements privés ont quant à eux pour mandat de proposer une politique sectorielle de placement, d'assurer la satisfaction des diverses clientèles et la qualité du service, de dégager des orientations par rapport au positionnement dans l'économie québécoise et d'assurer un échange entre toutes les entités du groupe CDP.*

[6] Membre du comité de direction stratégique.

[7] Fernand Perreault, président d'office du conseil d'administration des sociétés de CDP Capital – Groupe immobilier.

[8] André Charest, membre d'office du conseil d'administration des sociétés de CDP Capital – Groupe immobilier.

Ivanhoé Cambridge
Propriétaire, gestionnaire et promoteur de centres commerciaux
413, rue Saint-Jacques
Bureau 700
Montréal (Québec) H2Y 3Z4
Tél. : (514) 841-7600
Téléc. : (514) 841-7762
ivanhoecambridge.com

BUREAU DE TORONTO
95 Wellington Street West
Suite 300
Toronto (Ontario) M5S 2R2
Tél.: (416) 369-1200
Téléc.: (416) 369-1328

René Tremblay
Président et chef de la direction
Kim McInnes **
Vice-président exécutif et chef de l'Exploitation
Gervais Levasseur
Vice-président exécutif et chef des Finances
Christopher E. Pinnington **
Vice-président principal, Chef du Contentieux et secrétaire
Paul S. Chehab
Vice-président principal, Acquisitions et ventes d'actif
Pierre Lalonde
Vice-président, Gestion du portefeuille
David C. Smith
Vice-président, Ressources humaines

Conseil d'administration [7] [8]
David R. Beatty
Président du conseil et chef de la direction
Beatinvest
Claude Caty
Gestionnaire principal, Placements
Fiducie globale des régimes complémentaires de retraite de la STCUM
Claude Dalphond
Administrateur de sociétés
Reynald N. Harpin
Vice-président, Placements - Caisses de retraite
Alcan Adminco
Raymond Laurin
Vice-président, Services administratifs
Comité de retraite du Mouvement Desjardins
Louis Monette
Président du conseil
Président-directeur général
Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la CUM
Hon. David R. Peterson, P.C., Q.C.
Président du conseil
Cassels Brock & Blackwell, Barristers & Solicitors
René Tremblay
Président et chef de la direction
Ivanhoé Cambridge

SITQ Immobilier
Propriétaire, gestionnaire et promoteur d'immeubles de bureaux et de parcs d'affaires
380, rue Saint-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Tél. : (514) 287-1852
Téléc. : (514) 287-0871
sitq.com

Paul D. Campbell
Président et chef de la direction
Jean-Louis Dubé
Premier vice-président, Exploitation
Louiselle Paquin
Première vice-présidente, Finances
Yvon Tessier
Premier vice-président, Investissements
Daniel Archambault
Vice-président, Gestion immobilière et location
Sylvain Boily
Vice-président, Services, Gestion immobilière
Michel Cyr
Vice-président, Développement et construction
Denis Époh
Vice-président, Investissements
Jean-François Fournier
Vice-président, Gestion d'actifs, International
Rémi Gagnon
Vice-président, Affaires juridiques
André Girard
Vice-président, Gestion d'actifs, Canada
Pierre Lefebvre
Vice-président, Administration
Marc Lemaire
Vice-président, Services financiers

Conseil d'administration [7] [8]
Paul D. Campbell
Président et chef de la direction
SITQ Immobilier
Jean Cartier
Adjoint au vice-recteur aux Ressources humaines
Université Laval
Claude Caty
Gestionnaire principal
Fiducie globale des régimes complémentaires de retraite de la STCUM
Claude Dalphond
Administrateur de sociétés
Pierre Duhaime
Vice-président, Gestion des placements, CDP Capital – Groupe immobilier
Président,CDP Management Europe
Léopold Gagnon
Président
GANOTEC
Francine Harel-Giasson
Professeure titulaire
École des Hautes Études Commerciales de Montréal (HEC)
Reynald N. Harpin
Vice-président, Placements – Caisses de retraite
Alcan Adminco
Raymond Laurin
Vice-président, Services administratifs
Comité de retraite du Mouvement Desjardins
Louis Monette
Président du conseil
Président-directeur général
Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la CUM
Michel Sanschagrin
Vice-président et directeur général, Administration et Actuaire en chef
L'Industrielle-Alliance

Bentall
1055 Dunsmuir Street
Suite 1800
Vancouver, C.-B. V7X 1B1
Tél. : (604) 661-5000
Téléc. : (604) 661-5055
bentall.com

Jonathan H.B. Rees
Président
Stephen W. Laver
Vice-président exécutif, Exploitation, Canada
Gary J. Carpenter
Vice-président exécutif, Exploitation, États-Unis

Pen York Properties
2680 Skymark Avenue
Suite 100, P.O. Box 50
Mississauga, Ontario L4W 5L6
Tél. : (905) 624-3330
Téléc. : (905) 624-2141
penyork.com

Clifton Robert Dyke
Directeur, Investissements, Toronto

CDP Hypothèques
Financements et titres hypothécaires
1981, avenue McGill College
Bureau 675
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 842-3261
Téléc. : (514) 847-2397
cdpcapital.com/hypotheques

Jean C. Pinard
Président et chef de l'exploitation
Ken Gordon
Vice-président, Financement transitoire
Guy Hénault
Vice-président, Québec
Tino Masecchia
Vice-président, Financement hypothécaire, Canada
Lucien Goulet
Directeur, bureau de Québec

Conseil d'administration [7] [8]
Jean-Claude Cyr
Premier vice-président, Planification, Direction des placements, CDP Capital
Pierre Duhaime
Vice-président, Gestion des placements, CDP Capital – Groupe immobilier
Président, CDP Management Europe
Jean-Yves Gagnon *
Président du conseil d'administration et directeur général
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)
Ghislaine Laberge
Conseillère en immobilier et financement
Jean C. Pinard
Président et chef de l'exploitation
CDP Hypothèques

CDP CAPITAL – PLACEMENTS PRIVÉS
Claude Séguin
Président
Premier vice-président, CDP Capital
Ginette Depelteau
Secrétaire
Michèle Colpron
Vice-présidente, Finances et Administration des investissements

RÉSEAU RÉGIONAL
CDP Accès Capital [9]
Réseau de sociétés d'investissement
1-888-PME-3456
2001, avenue McGill College
7e étage
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : (514) 847-2611
Téléc. : (514) 847-5978
cdpcapital.com/accescapital

Paul Juneau
Président
Michel Lefebvre
Directeur régional - Montréal
Yves Cusson
Directeur régional, Investissements
Michel Paquette
Directeur régional, Investissements

CDP Accès Capital Abitibi-Témiscamingue
2403, boul. Jean-Jacques Cossette
Val d'Or (Québec) J9P 6Y3
Tél. : (819) 825-6855
Téléc. : (819) 825-0450

Raymond Roberge
Directeur, Investissements
rroberge@cdpcapital.com

CDP Accès Capital Acadie
910, rue Main
Bureau 102
Moncton, Nouveau-Brunswick E1C 1G6
Tél. : (506) 382-9688
Téléc. : (506) 382-9689

Denis Lanteigne
Directeur, Investissements
dlanteigne@cdpcapital.com
CDP Accès Capital Bas-Saint-Laurent
125, rue de l'Évêché Ouest
Bureau 101
Rimouski (Québec) G5L 4H4
Tél. : (418) 725-2717
Téléc. : (418) 722-4727

Patrice Lamarre
Directeur, Investissements
plamarre@cdpcapital.com

CDP Accès Capital Centre du Québec
1416, rue Michaud
Drummondville (Québec) J2C 7V3
Tél. : (819) 475-2975
Téléc. : (819) 475-5107

Jean Langevin
Directeur, Investissements
jlangevin@cdpcapital.com
Errold Mayrand
Directeur, Investissements
emayrand@cdpcapital.com

CDP Accès Capital Estrie
65, rue Belvédère Nord
Bureau 290
Sherbrooke (Québec) J1H 4A7
Tél. : (819) 822-1400
Téléc. : (819) 822-1232

André Bonneau
Directeur principal, Investissements
anbonneau@cdpcapital.com
Marc Simoneau
Directeur, Investissements
msimoneau@cdpcapital.com

CDP Accès Capital Gaspésie-Les-Îles
142, boul. de Gaspé
Gaspé (Québec) G4X 1A9
Tél. : (418) 368-8939
Téléc. : (418) 368-3547

Claude Côté
Directeur, Investissements
ccote@cdpcapital.com

CDP Accès Capital Laval-Laurentides-Lanaudière
3080, boul. Le Carrefour
Bureau 520
Laval (Québec) H7T 2R5
Tél. : (450) 688-2089
Téléc. : (450) 688-2204

Daniel Schneider
Directeur principal, Investissements
dschneider@cdpcapital.com
Yves Dufresne
Directeur, Investissements
ydufresne@cdpcapital.com
Gilles Genest
Directeur, Investissements
ggenest@cdpcapital.com

* Président du conseil et directeur général de la Société des traversiers du Québec depuis le 11 février 2002.
** Également au bureau de Toronto.
[7] Fernand Perreault, président d'office du conseil d'administration des sociétés de CDP Capital – Groupe immobilier.
[8] André Charest, membre d'office du conseil d'administration des sociétés de CDP Capital – Groupe immobilier.
[9] Ginette Depelteau, Michèle Colpron, membres d'office de la direction des sociétés de CDP Capital – Placements privés.
[10] Claude Séguin, président d'office du conseil d'administration des sociétés de CDP Capital – Placements privés.
[11] Jean-Claude Scraire, membre d'office du conseil d'administration des sociétés de CDP Capital – Placements privés.

CDP Accès Capital Montérégie
Place Montérégie
101, boul. Roland-Therrien
Bureau 400
Longueuil (Québec) J4H 4B9
Tél. : (450) 670-1551
Téléc. : (450) 670-3553

Normand Chouinard
Directeur principal,
Investissements
nchouinard@cdpcapital.com
Gaétan Desrosiers
Directeur, Investissements
gdesrosiers@cdpcapital.com
Paul-André Locas
Directeur, Investissements
plocas@cdpcapital.com
Bruno Masson
Directeur, Investissements
bmasson@cdpcapital.com

CDP Accès Capital Montréal
2001, avenue McGill College
7e étage
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : (514) 847-2611
Téléc. : (514) 847-5978

Michel Lefebvre
Directeur régional, Montréal
mlefebvre@cdpcapital.com
Jacques Tremblay
Directeur principal,
Investissements
jtremblay@cdpcapital.com

CDP Accès Capital Outaouais
15, rue Buteau
Bureau 230-9
Hull (Québec) J8Z 1V4
Tél. : (819) 771-9898
Téléc. : (819) 771-2882

Léon Lajoie
Directeur, Investissements
llajoie@cdpcapital.com

CDP Accès Capital
Québec-Chaudière-Appalaches
Édifice Price
65, rue Sainte-Anne
12e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Tél. : (418) 684-8169
Téléc. : (418) 684-8166

Gilles Desharnais
Directeur principal
gdesharnais@cdpcapital.com
Serge Olivier
Directeur principal
solivier@cdpcapital.com
Marc-Vincent Bobée
Directeur, Investissements
mvbobee@cdpcapital.com
Philippe Bleau
Directeur, Investissements
pbleau@cdpcapital.com

CDP Accès Capital
Saguenay-Lac-Saint-Jean
3780, rue Panet
Jonquière (Québec) G7X 0E5
Tél. : (418) 547-2274
Téléc. : (418) 695-3340

Claude Potvin
Directeur principal,
Investissements
cpotvin@cdpcapital.com
Daniel Ménard
Directeur, Investissements
dmenard@cdpcapital.com

Conseil d'administration [10] [11]
Reynald Brisson
Comptable agréé
R. Brisson & Associés
Christiane Germain
Présidente et directrice générale
Hôtel Germain des Prés
Paul Juneau
Président
CDP Accès Capital
Germain Jutras
Avocat
Jutras & Associés
Emmanuel Marcotte
Président
Planification financière Marcotte
& Marcotte
Normand Provost
Président
CDP Capital d'Amérique
Nicole Trudeau
Vice-présidente
Commission municipale du
Québec

CDP Capital d'Amérique [9]
Moyennes et grandes entreprises
2001, avenue McGill College
6e étage
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : (514) 847-2612
Téléc. : (514) 847-2493
cdpcapital.com/amerique

Normand Provost
Président
Paul-Henri Couture
Vice-président, Investissement,
Ressources naturelles
Ghislain Gauthier
Vice-président, Investissement,
Infrastructures et services
Luc Houle
Vice-président, Investissement,
Secteur manufacturier
Diane Favreau
Vice-présidente, dette corporative
Andrée Boudreault
Directrice principale, petites
capitalisations
Sylvie Jacques
Directrice principale, Tourisme et
loisirs
François Libotte
Directeur principal, Financement
PME

Conseil d'administration [10] [11]
Sylvie Archambault
Vice-présidente, région de l'Est
Société immobilière du Canada
Rodrigue Biron
Administrateur de sociétés
Rodrigue Biron et Associés
Roger Chiniara
Conseiller financier
Thomas O. Hecht
Président émérite du conseil
Technologies IBEX
Pierre Michaud
Président du conseil
Rêno-Dépôt
Michel Nadeau
Président, CDP Capital
Normand Provost
Président
CDP Capital d'Amérique
Alain Rhéaume
Président et chef de la direction
Microcell SCP
John D. Thompson
Président délégué du conseil
Montréal Trust

CDP Capital – Communications [9]
Entreprises des secteurs des communications et des télécommunications
2001, avenue McGill College
7e étage
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : (514) 847-2698
Téléc. : (514) 847-5980
cdpcapital.com/capcom

Pierre Bélanger
Président
Hélène Bélanger
Vice-présidente, Médias et
divertissement
Martin Fafard
Vice-président,
Télécommunications
Alain Fontaine
Vice-président, Asie
Lynn McDonald
Vice-présidente, Europe

Conseil d'administration [10] [11]
Pierre Bélanger
Président
CDP Capital – Communications
Luc Bessette
Président
Commission administrative des
régimes de retraite et
d'assurances
Jean-Claude Delorme
Administrateur de sociétés et
consultant
Denis Dionne
Président, CDP Sofinov/
CDP Capital – Technologies
Yves Filion
Président
Hydro-Québec Distribution
Lorraine Maheu
Vice-présidente, Finances et
administration et
Chef de la direction financière
Air Transat

Paul Major
Administrateur de sociétés
Michel Nadeau
Président
CDP Capital
Pierre Parent
Président
Groupe Parim

CDP Capital – International [9]
Réseau international
1981, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-2615
Téléc. : (514) 847-2383
cdpcapital.com/international

Serge L. Desjardins
Vice-président, Investissements
Pierre Piché
Directeur principal,
Investissements
Amérique latine

Conseil d'administration [10] [11]
Jean-Claude Bachand
Avocat-conseil
Fraser Milner Casgrain
Gretta Chambers
Administratnce de sociétés
Marc Laviolette
Président
Confédération des syndicats
nationaux
Michel Nadeau
Président, CDP Capital
Fernand Perreault
Président,
CDP Capital – Groupe immobilier
Premier vice-président,
CDP Capital
Louis Roquet
Président et directeur général
Société des alcools du Québec

Conseiller
Bernard Lamarre
Président du conseil
Groupe Bellechasse Santé

CDP Sofinov/CDP Capital –
Technologies [9]
Entreprises des secteurs d'innovation technologique
1801, avenue McGill College
13e étage
Montréal (Québec) H3A 2N4
Tél. : (514) 847-2613
Téléc. : (514) 847-2628
cdpcapital.com/sofinov

Denis Dionne
Président
Pierre Cantin
Vice-président, Fusions et
Acquisitions, Biotechnologie et
sciences de la vie
Luc Charron
Vice-président, Investissements,
Technologies industrielles
Sophie Forest
Vice-présidente, Investissements,
Technologies de l'information
Trudie Resch
Vice-présidente, Investissements,
Biotechnologie et sciences de la
vie

Conseil d'administration [10] [11]
Line Boisvert
Directrice et gestionnaire de
portefeuille
CDP Capital – Marchés mondiaux
Jacques M. Brault
Premier vice-président
Financière Banque Nationale
Denis Dionne
Président
CDP Sofinov/CDP Capital –
Technologies
Claude Lajeunesse
Président et Vice-chancelier
Université polytechnique Ryerson
Serge Martin
Président
Martin International
Guy Morneau
Président et directeur général
Régie des rentes du Québec

Conseillers
Marc J. Jetté
Président
MarkeTek
Livia Masnaghetti
Conseillère au CEO
BCE Emergis

CDP Capital – Services
financiers [9]
Entreprises du secteur des services financiers
1981, avenue McGill College
3e étage
Montréal (Québec) H3A 3C7
Tél. : (514) 847-5999
Téléc. : (514) 847-5950
cdpcapital.com/servicesfinanciers

André Bourbonnais
Président
Paul-Henri Couture
Vice-président, Investissements

Conseil d'administration [10] [11]
André Bourbonnais
Président
CDP Capital – Services financiers
Nathalie Bourque
Associée
Le cabinet de relations publiques
National
Claude Dalphond
Administrateur de sociétés
François Geoffrion
Premier vice-président,
Développement stratégique
CDP Capital
Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances
Gouvernement du Québec
Nicole Lacombe
Gestionnaire de portefeuille
Gestion de portefeuille Natcan
Michel Nadeau
Président, CDP Capital
Nancy Orr-Gaucher
Présidente, Le Groupe Dynamis
Gaston Pelletier
Administrateur de sociétés
Élaine Phénix
Présidente, Phénix Capital

[9] **Ginette Depelteau, Michèle Colpron**, membres d'office de la direction des sociétés de CDP Capital – Placements privés.
[10] **Claude Séguin**, président d'office du conseil d'administration des sociétés de CDP Capital – Placements privés.
[11] **Jean-Claude Scraire**, membre d'office du conseil d'administration des sociétés de CDP Capital – Placements privés.

AUTRES PARTICIPATIONS D'AFFAIRES

Capital Teraxis
Participations dans des sociétés de courtage en épargne collective
700, boulevard Lebourgneuf
Bureau 10
Québec (Québec) G2J 1E2
Tél. : (418) 627-0029
Téléc. : (418) 627-5177
lgteraxis@sympatico.ca

Michel Fragasso
Président et chef de la direction

Groupe Expordev
Société de commercialisation de produits à valeur ajoutée
2001, avenue McGill College
Bureau 580
Montréal (Québec) H3A 1G1
Tél. : (514) 285-2244
Téléc. : (514) 285-2288
cdpcapital.com/expordev

Bruno Arsenault
Président par intérim
Eduardo Lafforgue
Vice-président

Montréal Mode International
Industrie de la mode
3265, avenue Jean-Béraud
Laval (Québec) H7T 2L2
Tél. : (450) 978-6633
Téléc. : (450) 978-6630

Chantal Levesque
Présidente
Claude Gilbert
Vice-président, Ventes et marketing
Alain Lévesque
Vice-président, Finances
Alain Chayer
Directeur principal
CDP Montréal Mode Investissements

Sodémex
Participations dans des petites sociétés d'exploration minière
65, rue Sainte-Anne
12e étage
Québec (Québec) G1R 3X5
Tél. : (418) 684-8168
Téléc. : (418) 684-8166

Denis Landry
Président

T²C²
Société de valorisation des découvertes technologiques des centres de recherche
1550, rue Metcalfe
Bureau 502
Montréal (Québec) H3A 1X6
Tél. : (514) 842-9849
Téléc. : (514) 842-1505
t2c2capital.com

Bernard Coupal
Président
Bertrand Cayrol
Vice-président, T²C²/Bio
André Duquenne
Vice-président, T²C²/Info

RÉSEAU INTERNATIONAL

Europe
BUREAU PRINCIPAL - FRANCE
CDP Capital – Europe
128, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris
Tél. : (33 1) 56 69 25 30
Téléc. : (33 1) 45 62 02 04

Gérard Dussillol
Directeur général
gdussillol@cdpcapital.com
Pierre Duhaime
Président, CDP Management Europe
pduhaime@cdpcapital.com
Sylvain Pelletier
Vice-président, Immobilier
spelletier@cdpcapital.com
Louis Lavoie
Directeur principal, Dette corporative
llavoie@cdpcapital.com

POLOGNE
CDP Capital – International
Al. Ujazdowskie 33/35
00-540 Varsovie
Tél. : (48 22) 622-0934
Téléc. : (48 22) 622-3139

Renata Milczarek
Directrice déléguée
rmilczarek@cdpcapital.com

BELGIQUE
SITQ Europe
Avenue Louise 500
1050 Bruxelles
Tél. : (32 2) 644-4165
Téléc. : (32 2) 644-4806

Jean-Paul Mouzin
Président, administrateur-général
jean.paul.mouzin@sitq.com

HONGRIE
Stabilitas Rt.
Vaci utca 16/b
1052 Budapest
Tél. : (36 1) 235-0224
Télec. : (36 1) 235-0228

Frank Thomas Marton
Président

Asie
BUREAU PRINCIPAL – HONG KONG
CDP Asia Investments
Suite 5408, Central Plaza
18 Harbour Road
Wanchai, Hong Kong
Tél. : (852) 2586 6222
Téléc. : (852) 2802 3803

Jean Lamothe
Président
jlamothe@cdpcapital.com
Luc Villette
Directeur délégué
lvillette@cdpcapital.com
Serge Lépine
Directeur délégué
slepine@cdpcapital.com

JAPON
CDP Japan Investments
Shiroyama MT Building, 8th Floor
4-1-17 Toranomon,Minato-ku
Tokyo 105-0001
Tél. : (81 3) 5776-4470
Téléc. : (81 3) 5776-4477

Andrew P. Oksner
Directeur général
aoksner@cdpcapital.com
Isamu Ogasawara
Principal représentant, clients institutionnels
iogasawara@cdpcapital.com

THAÏLANDE
Asia Equity Infrastructure Management (HK) Ltd.
5/F., Bio House Building
55 Soi Prompong, Sukhumvit 39 Road
Klongton-Nua, Wattana
Bangkok 10110
Tél. : (66 2) 262-0581
Téléc. : (66 2) 262-0580

Alain Berdugo
Directeur
aberdugo@cdpcapital.com

CORÉE DU SUD
CDP Capital
Korea Infrastructure Fund Management Co.
Suite 602, Korea City Air Terminal
159-6 Samsung-dong, Kangnam-gu
Séoul 135-728
Tél. : (822) 2016-5925
Téléc. : (822) 2016-5930

Woonki Sung
Président
wsung@kifmc.com

Afrique du Nord
MAROC
Accès Capital Atlantique SA
199, Angle Bd Zeriktouni & rue d'Avignon, 5e étage
Casablanca BN 10
Tél. : (212) 22.95.15.97
Télec. : (212) 22.95.09.53

Pierre-André Pomerleau
Directeur principal
papomerleau@acasa.ma

Amérique latine
MEXIQUE
Ruben Dario 281, piso 21
Col. Bosque de Chapultepec
Mexico, DF, 11580
Tél. : (52 55) 5281-8080
Téléc. : (52 55) 5281-7975

Dennis Stevens
Directeur délégué
dstevens@cdpcapital.com

Amérique du Nord
ÉTATS-UNIS
CDP Capital Entertainment
9200, Sunset Blvd, Suite 520
Los Angeles, California 90069
Tél. : (310) 281-0031
Téléc. : (310) 281-0020

Henry Winterstern
Associé délégué
henry@cdpcapitalentertainment.com

Bentall U.S. LLC
Seattle Head Office
Suite 200, 320 108th Avenue N.E.
Bellevue, Washington 98004
Tél.: (425) 643-4300
Télec.: (425) 643-7215

Gary Carpenter
Vice-président exécutif et chef de l'exploitation
gcarpenter@bentall.com

Le Rapport d'activités 2001 est une production du
Service des affaires publiques.

Ce rapport, de même que le Survol des activités 2001, sont
disponibles sur Internet : www.cdpcapital.com

Renseignements : (514) 842-3261
info@cdpcapital.com

This report is available in English upon request.

Dépôt légal 2002 – Bibliothèque nationale du Québec,
ISBN 2-550-38708-2
ISSN 1207-3075, ISSN 1480-8099 (en ligne)

Rédaction et coordination : Sarah Marchand
Impression et montage : Service d'impression de la CDP
Concept graphique, page couverture : TM design communications